

هنا من الأصل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 13990 - 7 F

MARDI 25 JUIN 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Dassault accepte la fusion avec Aerospatiale

Serge Dassault contrôlerait 27 % du nouveau groupe

LES MODALITÉS du rapprochement entre Aerospatiale et Dassault, voulu par le président Jacques Chirac et annoncé par le gouvernement le 21 février, devaient être annoncées début juillet. L'objectif est la constitution d'un groupe aéronautique unique dans un an. Les calculs de valorisation des deux partenaires devaient permettre à Serge Dassault d'en détenir 27 % du capital, selon le quotidien *Les Echos* du lundi 24 juin. La forme juridique retenue donnerait naissance à un groupe avec conseil de surveillance (présidé par Serge Dassault) et un directoire. Sur la base des activités de chacun en 1995, la nouvelle entreprise aurait un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs et occuperait 47 000 personnes.

Si l'accord est en vue, plusieurs aspects techniques du dossier restent néanmoins à régler. Les deux banques mandatées pour évaluer les sociétés doivent faire parvenir leur estimation définitive et le « comité de pilotage », composé de deux dirigeants importants de chacune des entreprises, a encore à

examiner certaines des modalités pratiques du rapprochement, comme l'harmonisation des bureaux d'études. Il est acquis en revanche que l'une des filiales (à 46 %) de Dassault-Aviation, la société Dassault-Systèmes, spécialisée dans les logiciels de conception assistée par ordinateur, ne fera pas partie de l'opération de fusion : elle sera introduite en Bourse, le 28 juin, en France et aux États-Unis où elle a de nombreux clients dans l'aéronautique et l'automobile.

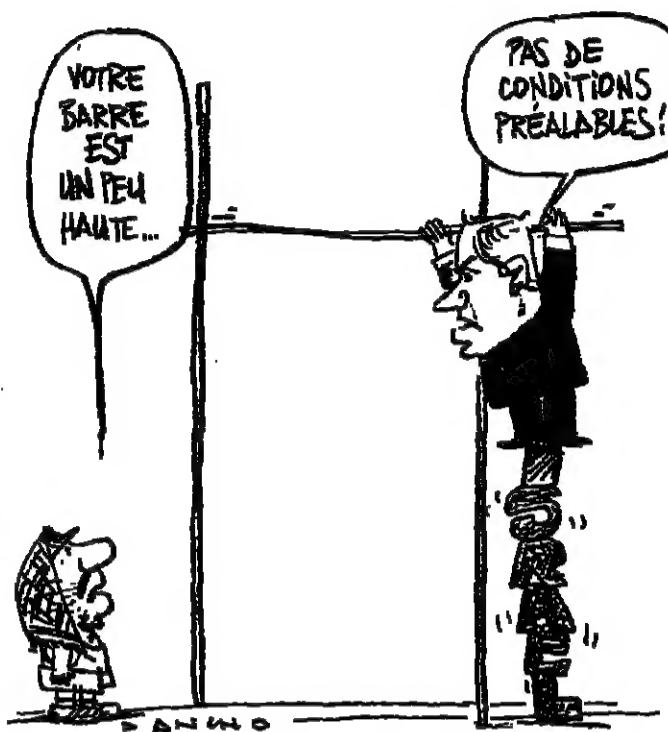
Parallèlement, Serge Dassault mène avec l'État des discussions sur la sauvegarde des intérêts patrimoniaux de sa famille, qui ne se limiterait pas aux 49,9 % détenus dans Dassault-Aviation, mais qui comprennent les revenus issus de brevets et de licences. Les droits de succession seraient inclus dans les négociations en cours, comme, déjà, il y a une quinzaine d'années, les droits de la succession de Marcel Dassault avaient été pris en compte lors de la prise de contrôle partiel du groupe par l'État.

Israël refuse d'appliquer le principe « la terre contre la paix »

Les dirigeants arabes ont rappelé l'État juif au respect de ses engagements

LE PREMIER MINISTRE israélien, Benjamin Nétanyahou, a adressé dimanche 23 juin une fin de non-recevoir aux dirigeants arabes qui s'étaient réunis au Caire du 21 au 23 juin pour appeler Israël au respect du processus de paix au Proche-Orient. Les responsables arabes ont analysé les conséquences de l'élection du chef du Likoud, qui a fait campagne en Israël en faveur d'une ligne intransigeante. Ils ont également mis en garde l'État juif contre toute « déviation » par rapport au principe « la terre contre la paix ». M. Nétanyahou, qui s'oppose à toute nouvelle concession territoriale en Cisjordanie ou sur le plateau du Golan, tout en plaçant pour la reprise officielle de la colonisation juive dans ces territoires, a qualifié de « diktats » les conclusions du sommet du Caire. Warren Christopher, le secrétaire d'État américain, devait se rendre en Israël mardi 25 juin pour y rencontrer, pour la première fois depuis son élection, M. Nétanyahou.

Lire page 4 et notre éditorial page 18



La Belgique célèbre ses immigrés italiens

BRUXELLES

de notre correspondant

« Chère princesse Paola, je vous ai vue à la télévision le jour de votre mariage et j'ai pu admirer votre beauté ainsi que la splendeur de vos vêtements. Actuellement ma fille prépare sa première communion et j'ai pensé que ce serait magnifique si elle pouvait recevoir un petit morceau de votre tulle. » C'est là un extrait de l'abondante correspondance que Paola Ruffo di Calabria - la « Bellissima » - reçoit de ses nombreux « sujets » italiens après qu'elle eut choisi de vivre en Belgique en épousant le futur Albert II. Il a été publié par le quotidien *Le Soir* à l'occasion du cinquantième anniversaire, dimanche 23 juin, d'un accord toujours considéré ici comme historique : celui par lequel Bruxelles et Rome s'entendirent sur le transfert de dizaines de milliers de travailleurs italiens en Belgique, contre la livraison régulière de charbon à l'Italie.

Après la seconde guerre mondiale, l'Italie dépeuplée comptait des millions de chômeurs. La Belgique manquait de main-d'œuvre pour un travail ingrat provisoirement imposé aux pri-

sonniers de guerre allemands. Engagé dans la « bataille du charbon », vitale pour la reconstruction du pays, le premier ministre, Achille Van Acker, ne vit que des avantages à l'encouragement d'une immigration italienne qui avait déjà des précédents. La Fédération belge des entreprises charbonnières (Fédéchar) organisa elle-même le recrutement dans les villages, d'abord au Nord, puis au Sud, avec l'aide d'intermédiaires italiens. En deux ans, quelque 80 000 jeunes Italiens passèrent la frontière dans des convois organisés. A l'arrivée, salaire garanti, mais conditions de travail pénibles. Beaucoup logèrent dans les cantonnements tout juste libérés par les prisonniers allemands.

Cela continua, à un rythme plus lent, jusqu'à la catastrophe de Marcinelle qui, le 8 août 1956, fit 262 morts dont 136 Italiens. Ceux-ci s'ajoutaient aux 488 victimes italiennes des mines belges entre 1946 et cette date. Après Marcinelle, l'opinion publique italienne trouva le tribut trop lourd. La relève fut assurée par des Turcs, des Marocains et même des pêcheurs d'éponges grecs reconvertis dans le travail sous terre.

Les convois d'Italiens firent alors place à une immigration spontanée pour le regroupement des familles, les mariages. Avec femmes et enfants, la colonie italienne était de 200 000 personnes au recensement de 1961, de 280 000 vingt ans plus tard. Aujourd'hui, il y a 300 000 détenteurs de passeports italiens en Belgique, soit près de 3 % de la population. Quelque 60 000 d'entre eux ont la double nationalité. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont opté pour la naturalisation pure et simple.

Beaucoup ne parlent plus que le français, malgré l'existence de nombreuses associations pour cultiver le souvenir du pays. Leur communauté a donné à la Belgique plusieurs célébrités, du chanteur Frédéric François au footballeur Enzo Scifo en passant par un vice-premier ministre, Elio di Rupo, actuel numéro deux du gouvernement. Leur grand homme reste Salvatore Adamo, né en Italie en 1943, dans une famille de mineurs qui s'installa à Maurage (Hainaut) en 1947.

Jean de la Guérivière

La hiérarchie judiciaire va être profondément renouvelée

UN MOUVEMENT de nominations sans précédent se prépare dans la magistrature. Le premier président de la Cour de cassation, la première présidente de la cour d'appel de Paris et la présidente du tribunal de Paris partent à la retraite, ainsi que quatre premiers présidents de cours de province. Depuis la réforme constitutionnelle de 1993, les propositions de nomination pour ces hauts postes reviennent au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) mais l'autorité de nomination reste le président de la République. Depuis des mois, d'intenses pourparlers sont donc en cours entre l'Elysée, la chancellerie et le CSM. Le pouvoir exécutif souhaiterait profiter de ce mouvement pour nommer certains de ses proches à des postes stratégiques du parquet.

Lire page 9

La mort d'Andréas Papandréou

La disparition de l'ancien premier ministre socialiste pourrait favoriser le rapprochement des liens de la Grèce avec l'Europe.

Jean Paul II en Allemagne

La visite du pape en Allemagne a été marquée par le rappel de deux épisodes controversés de l'histoire de l'Eglise, le schisme de Luther et l'attitude du Vatican pendant la seconde guerre mondiale.

Les municipales un an après

Le Monde publie à partir d'aujourd'hui une série de cinq articles sur les « habits neufs » des élus de juin 1995 à Troyes (Aube), Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), La Rochelle (Charente-Maritime), Arles (Bouches-du-Rhône) et Meaux (Seine-et-Marne).

Des fraudeurs de haut vol à la Tate Gallery

Scotland Yard achève une enquête de cinq ans qui secoue les milieux de l'art britanniques.

Le nouveau visage d'AT&T

Annoncé en septembre 1995, l'éclatement du géant américain des télécommunications est maintenant effectif.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Belgique, 40 F; Canada, 2,56 CAN; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 236 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 DR; Italie, 1.401 Lira; Israël, 270 S; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Escudo; République, 9 F; Singapour, 800 F CFA; Suède, 18 KRS; Suisse, 2,30 FS; Tunisie, 1 Din; USA (DVI), 2 \$; USA (internat), 2,90 \$.

M 0147-0625 - 7.00 F



Jean-Paul Dubois

Prix France Télévision 1996

KENNEDY ET MOI

roman

Seuil

Editions du Seuil

Les Etats-nations menacés d'émiettement

QUI PRÉTEND que la démocratie est inconcevable en dessous d'un certain seuil de revenu par tête ? Pauvre entre les pauvres, le Bangladesh, dont la population, double de celle de la France, paie chaque année un lourd tribut aux pluies qui inondent à profusion, vient de prouver le contraire. Le 12 juin, 70 % des inscrits, hommes et femmes, se sont pressés aux urnes. Restant sourds aux incantations des islamistes, ils se sont prononcés sans équivoque pour l'opposition.

On aurait peine à trouver, dans le passé récent, beaucoup d'exemples comparables. Il a fallu l'intervention de l'armée française pour qu'en Centrafrique l'État de la nation puisse occuper sa place. C'est une différence de 30 000 voix seulement qui a assuré la victoire de Benjamin Nétanyahou sur Shimon Pérès, autrement dit du blocage du processus de paix sur sa poursuite. La valse-bésitation à laquelle a dû se livrer « Bibi », face à la statue du commandeur Ariel Sharon, pour constituer son équipe, aura rappelé à ceux qui les ont connus les beaux jours de notre IV^e République.

La Russie choisit enfin librement l'arbitre de ses destinées. Mais, comme en Israël, l'écart est trop

mince entre les deux candidats arrivés en tête du premier tour pour exprimer un choix en profondeur. Et le pacte conclu entre Eltsine et le général Lebed, comme les limogeages qui l'ont suivi, montre que la réalité du pouvoir a toutes chances d'appartenir à un partisan de la manière forte, pour qui « l'ordre » passe avant « la loi ».

En Turquie et en Inde, l'entrée en force au Parlement de groupes intégristes, islamiste dans un cas, hindouiste dans l'autre, empêche depuis des mois la constitution de gouvernements dignes de ce nom. Malgré une répression sans pitié, la première n'est toujours pas venue à bout du séparatisme kurde ; et la seconde doit prendre en compte les aspirations de formations régionalistes désormais largement représentées. Car il ne manque pas seulement aux descendants d'Atatürk et de Nehru de parvenir à dégager un projet politique autour duquel rassembler une majorité digne de ce nom. C'est l'État lui-même et la laïcité sur laquelle il est fondé qui se voit menacé de désagrégation, ou à tout le moins d'émiettement.

André Fontaine

Lire la suite page 18

Le 200 mètres en 19 secondes 66



MICHAEL JOHNSON

CANDIDAT aux titres olympiques des 200 m et 400 m aux prochains Jeux d'Atlanta après avoir réalisé ce doublé lors des championnats du monde 1995 de Göteborg, l'Américain Michael Johnson a amélioré de 6 centièmes de seconde, dimanche 23 juin, un record du monde vieux de dix-sept ans : il a couru 200 m en 19 s 66.

Lire notre rubrique Sports pages 22 et 23

| International | 2 | Aujourd'hui | 22 |
|------------------|----|------------------|----|
| France | 6 | Agenda | 25 |
| Société | 9 | Abonnements | 25 |
| Carnet | 12 | Météorologie | 25 |
| Histoires | 13 | Mots croisés | 25 |
| Entreprises | 19 | Culture | 26 |
| Finances/marchés | 21 | Radio-Télévision | 31 |

24 juin 1996

DISPARITION Andréas Papandréou est mort, dimanche 23 juin à l'aube, d'un arrêt du cœur à son domicile d'Ekali, dans la banlieue d'Athènes. Si l'ensemble de la

classe politique grecque et internationale a rendu un vibrant hommage à l'ancien premier ministre, sa disparition pourrait aider son successeur, Costas Simitis, à as-

seoir son autorité sur le Parti socialiste (Pasok) et à tenter d'en finir avec une politique nationaliste et populiste qui avait profondément nui aux relations entre

Athènes et ses partenaires européens. ● L'HISTOIRE d'Andréas Papandréou, né en 1919, est étroitement liée à celle du Parti socialiste qu'il porta sur les fonts baptis-

maux en 1968, durant la dictature des colonels, et qu'il parvint, grâce à son charisme et à son habileté politique, à faire triompher à trois élections générales.

La mort d'Andréas Papandréou pourrait ressouder la Grèce à l'Europe

Le chef charismatique du Parti socialiste, qui s'est éteint dimanche 23 juin dans sa villa d'Athènes, avait marqué de son empreinte nationaliste et populiste la politique d'un pays encore mal intégré aujourd'hui dans l'Union

ATHÈNES

de nos envoyés spéciaux
Le chef historique des socialistes grecs Andréas Papandréou, soixante-dix-sept ans, est mort dimanche 23 juin à l'aube, d'un arrêt du cœur à son domicile d'Ekali, banlieue résidentielle du nord d'Athènes. Le premier ministre Costas Simitis, rentré immédiatement de Florence, et l'ensemble de la classe politique ont rendu un vibrant hommage au fondateur du Pasok (Mouvement socialiste panhellénique), à l'homme qui a « changé la Grèce » et qui a « marqué son époque » tout au long des trente dernières années.

Le drapeau grec a été mis en berne sur l'Acropole jusqu'à mercredi, jour des obsèques nationales, tandis que le transfert dimanche de la dépouille mortelle à la cathédrale orthodoxe dans le centre de la capitale grecque a provoqué des scènes de ferveur populaire. « Immortel, tu vis, et tu nous conduis », ont crié des centaines de sympathisants socialistes massés sur le parvis de la cathédrale. Des femmes tenaient des roses et des rameaux de laurier, chacun tentait de toucher le cercueil recouvert du drapeau grec.

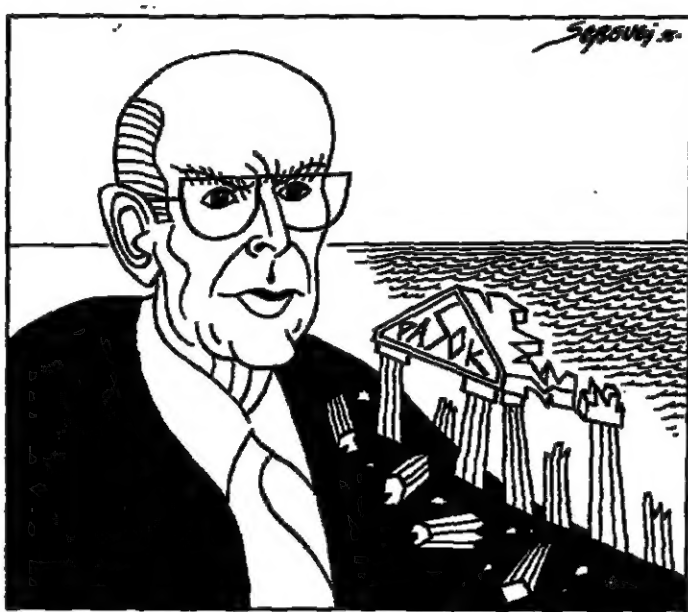
Dès son retour à Athènes, M. Simitis, élu en janvier à la tête du gouvernement par le groupe parle-

mentaire socialiste à la suite de la démission d'Andréas Papandréou, a convoqué un conseil de ministres et affirmé son intention de prendre les choses en main. Le chef du courant moderniste du Pasok a rendu hommage à son prédécesseur : « Nous allons donner une suite et une perspective à son œuvre et cette dette d'honneur sera notre contribution à sa mémoire », a-t-il lancé à l'issue de la réunion avant de se recueillir devant le cercueil du défunt.

MOMENT CRITIQUE

La mort d'Andréas Papandréou survient à un moment critique pour l'avenir du Pasok qu'il a dirigé d'une main de fer. Il avait démissionné en janvier de sa charge de premier ministre à la suite de deux mois d'hospitalisation, mais était resté président du parti avec lequel il a gagné les élections à trois reprises, en octobre 1981, en juin 1985 et en octobre 1993. Un congrès extraordinaire avait été prévu du 27 au 30 juin pour débattre de la succession du chef charismatique qui avait manifesté l'intention de se rendre à la réunion et de défendre l'unité de son parti. Les dirigeants du Pasok ont décidé, dimanche, de maintenir ces dates.

Depuis l'arrivée de Costas Simitis au pouvoir, deux courants s'aff-



frontent durement. D'un côté, les partisans du premier ministre qui refusent la « dyarchie » en voulant contrôler le gouvernement et le parti. De l'autre, ceux du ministre de l'Intérieur, Aklis Tsohatzopoulos, rival malheureux de M. Simitis lors de l'élection du premier ministre, qui s'est prononcé pour une « direction collective ». Cette solution permettrait à l'appareil de mainte-

nir le chef du gouvernement sous haute surveillance. Les caïques du Pasok n'ont pas pardonné à M. Simitis d'avoir critiqué les accents populistes d'Andréas Papandréou. Bras droit du patriarche pendant de longues années, M. Tsohatzopoulos attendait une intervention de sa part pour assumer la direction du Pasok.

M. Simitis et ses amis étaient tra-

ditionnellement minoritaires dans le Pasok. Leur meilleur argument pour faire basculer la majorité était la popularité de leur chef de file. Le premier ministre ne peut pas se permettre un échec devant le parti qui affaiblirait sa position et le mettrait à la merci des traditionalistes. M. Simitis est arrivé au gouvernement avec l'ambition de moderniser la vie politique grecque, de réussir son « adaptation à l'évolution européenne » (Le Monde daté 5-6 mai), mais, tout de suite, il a été handicapé par les querelles au sein du Pasok... et par le différend territorial avec la Turquie qui a fait replonger Athènes dans son tropisme balkanique. Si la Grèce ne veut plus être « un Etat balkanique dans l'Europe mais un Etat européen dans les Balkans », selon le mot d'un observateur grec, elle doit rompre avec des pratiques clientélistes qui sont le fait aussi bien du Pasok que du parti de droite, Nouvelle Démocratie.

Or, depuis le début de l'année, rien n'a vraiment changé. Les méthodes de travail sont certes un peu plus rationnelles - le gouvernement travaille normalement, alors qu'avant Andréas Papandréou le conseil des ministres se réunissait à intervalles de plus en plus irréguliers -, mais les priorités sont les mêmes. La volonté de respecter

les politiques de convergence européenne, la réforme fiscale, la restructuration du secteur public et les privatisations avaient commencé avec le dernier gouvernement Papandréou. S'il y a un arrière-plan idéologique aux querelles de personnes, il n'est pas immédiatement visible. Tout au plus, les « papandréistes » traditionnels mettent-ils plus l'accent sur « la responsabilité » du Pasok vis-à-vis des couches populaires qui constituent l'essentiel de son électorat.

Pour réussir à imposer sa marque, M. Simitis doit avoir les mains libres et le soutien de son parti, celui de l'opinion lui paraissant acquis. Ses proches n'ont d'ailleurs pas exclu des élections anticipées - l'échéance normale est l'automne 1997 - pour le cas où le congrès du Pasok porterait à sa tête M. Tsohatzopoulos. Ni une scission du parti, avec en perspective la reconstitution de la vie politique grecque autour d'une formation de sensibilité centriste qui pourrait attirer aussi des modérés de la Nouvelle Démocratie. Mais la disparition d'Andréas Papandréou devrait conforter M. Simitis dans son rôle de chef de la gauche socialiste.

Didier Kuntz
et Daniel Vernet

Du militant trotskiste au despote malade, soixante ans de la vie d'un pays

D'ABORD, on ne voyait plus qu'une silhouette diaphane. Cherchant ses pas comme on cherche ses mots, le vieil homme, voûté, flottant dans son costume bleu, avançait, soutenu, presque porté, par son épouse, « Mimi ». D'une main tremblante, il sautait ses pantalons, groupés, en cet automne 1995, dans un grand hôtel d'Athènes pour un congrès du Pasok. Et puis, une fois assis, le miracle se produisait : les yeux se faisaient plus durs, le rictus plus mordant, et « le vieux », redevenu « Andréas », contemplait « son » parti et, en quelques mots, signi-

fiait qu'il était, moins que jamais, décidé à passer la main.

L'histoire d'Andréas Papandréou est liée à ce parti, dont il créa l'ancêtre (le PAK) en 1968, pendant la dictature militaire, et qu'il transforma en un instrument puissant de prise de pouvoir. Si ses engagements politiques furent à géométrie variable, sa grandeur restera dans la fidélité à son mouvement et dans la foi avec laquelle il se battit pour lui.

Né en 1919 dans l'île de Chio (est de la mer Egée), dans une famille de la haute bourgeoisie, Andréas Papandréou suit des études de

droit à l'époque de la dictature de Ioannis Metaxas (1936-1940). Il fait ses premières armes politiques dans un groupe trotskiste. Arrêté, il affirme avoir été sauvagement torturé en prison. Un de ses camarades de l'époque, le philosophe Cornelius Castoriadis, a prétendu à plusieurs reprises, et en public, qu'Andréas avait en réalité cédé devant la menace.

LONGUE CRISE

Après avoir obtenu la permission de partir à l'étranger, il suit des cours aux Etats-Unis. Engagé volontaire dans l'US Navy, il obtiendra bientôt la nationalité américaine. Après la guerre, professeur d'économie, il sera doyen de la faculté des sciences économiques de Berkeley (1956-1959). En 1941, il épouse une Grecque de la diaspora, dont il se sépare quelques années plus tard pour convoler avec une Américaine, Margaret Chadd. Le couple a eu trois garçons et une fille. Pendant vingt ans, Andréas Papandréou ne reviendra au pays que pour faire de brèves visites à sa famille.

Une longue et profonde crise est en gestation. Les centristes réussissent à se rassembler dans l'Union du centre de Georges Papandréou, le père d'Andréas. Les élections de 1961 sont contestées, et l'Union du centre déclenche « la lutte irréductible » contre le gouvernement Caramanlis. L'affaire Lambrakis - ce député de gauche assassiné par l'extrême droite et qui fut immortalisé à l'écran par Yves Montand dans Z - devait sonner le glas de ce gouvernement, et les élections de 1963 et de 1964 furent un triomphe pour l'Union du centre.

Andréas Papandréou entre alors en politique. Elu député, il est nommé ministre. Partisan de la modernisation et de l'européanisation du pays, il se situe pourtant à la gauche du parti en raison de ses prises de position hostiles à la monarchie et aux Américains. Son principal adversaire n'est autre que Constantin Mitsotakis, qu'il retrouvera sur sa route à la fin des années 80.

L'Union du centre perd le pouvoir après le « coup d'Etat » royal de juillet 1965 et l'apostasie d'un groupe de députés emmenés par M. Mitsotakis. La nouvelle crise qui s'ensuivit devait aboutir au coup d'Etat militaire du 21 avril 1967. Arrêté, Andréas Papandréou sera libéré quelque mois plus tard. De

son exil en Suède, il annonce, en février 1968, la création du Mouvement de libération panhellénique (PAK), qui regroupe la plupart des opposants centristes et divers courants de gauche autour d'un programme dur contre la dictature, la monarchie, la politique américaine, l'OTAN et même le Marché commun. Après la chute des colonels, en juillet 1974, Andréas Papandréou fonde le Mouvement socialiste panhellénique (Pasok). Nationaliste et populiste, organisé sur le modèle du « centralisme démocratique », le nouveau parti est totalement soumis à son chef. Son ascension sera fulgurante : 13 % de voix en 1974, 25 % en 1977 et 48 % en 1981. Le premier gouvernement socialiste de l'histoire grecque se met en place pour huit ans.

Andréas Papandréou a su canaliser le mécontentement de plusieurs couches sociales, étouffées par le régime des colonels. Jeunes, provinciaux, petit peuple, ouvriers, paysans, chefs et employés de petites et moyennes entreprises, hommes et femmes de gauche ou du centre progressiste ont rapidement été séduits par ce rassemblement de « non-privilegiés ». Ils ont trouvé en lui l'expression de leur révolte contre l'ingérence américaine dans les affaires nationales, contre l'« affaiblisme » favorisé par la junte, contre les privations de liberté.

LE SCANDALE KOSKOTAS

Grâce à son habileté, à son utilisation des rappels historiques dans un pays maltraité par l'histoire au cours des cinquante dernières années, Papandréou assoit son pouvoir. Il promet le « changement » et donne aux Grecs l'impression qu'ils tiennent enfin en lui « un homme capable de parler d'égal à égal » avec les grands de ce monde. Il suit une politique « tous azimuts », privilégiant ses relations avec les pacifistes, les mouvements de libération, le monde arabe. Il sera l'« ami » de Yasser Arafat, de Mouammar Khadaffi, de Hafez El Assad et de Daniel Ortega, s'attirant régulièrement les foudres des subventions européennes qu'il distribuera largement.

L'arrogance du Pasok tout-puissant et la lenteur des réformes commencent à décevoir. Si, en juin 1985, il remporte confortablement les élections avec 45 % des suffrages, les années suivantes vont être dures pour les socialistes. En

1988, Papandréou est hospitalisé pour un rétrécissement de l'aorte. La même année, éclate le scandale provoqué par le banquier escroc Georges Koskotas. Les relations d'Andréas avec l'ancienne hôtesse de l'air Dimitra Liani, « Mimi », qu'il épousera en juillet 1989, sont largement exploitées par l'opposition.

Le Pasok perd les élections du 18 juin 1989, puis celles d'avril 1990. Voilà que Papandréou se voit même contesté au sein du Pasok par un courant « rénovateur ». En mars 1991, appelé à comparaître devant la cour spéciale pour l'affaire Koskotas, Papandréou refuse d'assister à son procès. Soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin, il est blanchi huit mois plus tard, et aucune preuve de sa culpabilité n'a pu être établie. Son état de santé reste critique.

Lorsque la petite République yougoslave de Macédoine demande son indépendance sous ce nom, Papandréou s'oppose à la ligne, à ses yeux trop conciliante, du gouvernement conservateur. Il contribue à galvaniser, sur la question de ce nom de Macédoine « usurpé » par Skopje, un nationalisme populaire qui, ajouté au mécontentement croissant face à la politique d'austérité, le ramène au pouvoir en octobre 1993.

En sur des mots d'ordre nationalistes, il interrompt immédiatement les discussions engagées à l'ONU avec la Macédoine. Il s'écarte, de loin, pendant le premier semestre 1994, la présidence de l'Union européenne. Fatigué, il limite ses apparitions publiques : le tribunal s'est transformé en despote oriental. Il continue de diriger son parti d'une main de fer. Mais c'est le début de la fin. Andréas Papandréou s'enferme de plus en plus dans sa somptueuse villa d'Ekali, banlieue chic d'Athènes, s'entourant de ses plus fidèles lieutenants et laissant le champ libre aux ambitions politiques de son épouse Dimitra, omniprésente.

Son hospitalisation, le 20 novembre 1995, pour une pneumonie, accélère la lutte de succession. La prolongation de sa maladie pousse peu à peu ses proches à lui réclamer sa démission, qu'il accepte finalement en janvier. Il conservera toutefois jusqu'à sa mort la prépondérance d'un parti qui lui doit beaucoup. Même le pire.

José-Alain Fruton
et Didier Kuntz

COMMENTAIRE

RETROUVER L'UE

S'il faut s'incliner devant la mort d'un homme qui aura, plus que tout autre, symbolisé l'histoire de son pays pendant plus d'un demi-siècle, on peut raisonnablement penser que la disparition du fondateur du Pasok devrait faciliter le retour de la Grèce à une ligne plus européenne. La dérive nationaliste et populiste de l'ancien premier ministre durant les dernières années de sa vie, et notamment sa calamiteuse gestion du différend avec la Macédoine, aura en effet encore compliqué les relations, déjà difficiles, entre Athènes et ses partenaires de l'UE.

Débarrassé de l'ombre tutélaire du patriarche, son successeur, Costas Simitis, le chef de file des rénovateurs du Pasok, devrait avoir maintenant les mains libres pour remettre, comme il s'y était engagé, son pays sur les rails européens. Si la querelle avec la Macédoine semble être en voie de règlement, si les relations avec l'Albanie se sont nettement améliorées, l'ambiguïté demeure quant à une solidarité manifestée avec les Serbes, loin des engagements des Quinze. De même, si Athènes a raison de ne pas baisser la garde face à son puissant voisin et de rappeler à la face du monde l'initiative de l'occupation turque d'une partie de Chypre, elle doit, comme vient de le rappeler M. Chirac à Florence, cesser de prendre les autres pays méditerranéens comme otages en bloquant les programmes de coopération que leur a promis l'UE.

M. Simitis devrait aussi comprendre qu'il a d'autres partenaires que le gendarme américain. L'affaire macédonienne a montré jusqu'à la caricature qu'un francement des sourcils de Bill Clinton peut obtenir des dirigeants de la péninsule davantage que des heures de discussions avec les Européens.

A ces derniers, enfin, de se servir de la nouvelle donne pour affirmer leur solidarité avec un de leurs partenaires, qui, en raison de sa situation géographique cruciale, mérite une attention toute particulière.

J.-A. F.

MORABITO
PARIS



nouvelle adresse
à partir du 24 juin

55, rue François 1^{er} 75008 Paris
Tél. : (01) 53 23 90 40

Le pape met en garde l'Allemagne contre les dérives libérales

Jean Paul II a retiré de ses discours deux phrases sur le rôle controversé de l'Eglise pendant la guerre

La fin de la visite de Jean Paul II à Berlin, dimanche 23 juin, a été troublée par une manifestation d'homosexuels. A la porte de Brandebourg, près du chancelier Kohl, le pape a mis en garde contre le mauvais usage du retour à la liberté. Au Stade olympique, il a béatifié deux fi-

gures de la résistance au nazisme. Aucune discussion directe n'a eu lieu avec l'Eglise évangélique.

BERLIN

de notre envoyé spécial
Le pape à Berlin, c'était une revanche de l'histoire. Revanche pacifique, certes, mais comment douter que Karol Wojtyła, qui avait vingt ans quand les bombes pleuvaient sur la Pologne et vécut aussi l'oppression communiste, ne s'en souvienne pas ? Mais ce pèlerinage de la mémoire, dimanche 23 juin, au Stade olympique de Berlin et à la porte de Brandebourg, a souffert des ambiguïtés persistantes sur le rôle de l'Eglise pendant la guerre et, cinq ans après la chute du mur, de la contestation croissante du catholicisme tiers mondial à l'Est et en crise dans le pays.

La première étape du pape fut donc ce stade monumental où Hitler inaugura les Jeux olympiques de 1936. A la liturgie païenne des nazis succédait, soixante ans après, en présence de 90 000 fidèles allemands et polonais (120 000 étaient attendus), une liturgie « wojtylienne », avec chœurs, trompettes et ballet minutieusement réglés. C'est là que le pape, comme à Munich et à Cologne en 1987, a béatifié des figures de catholiques allemands résistants au nazisme. Il s'agissait cette fois de deux prêtres, Bernhard Lichtenberger et Karl Leisner, le premier mort en 1943 à Dachau, le second ordonné clandestinement dans le même camp (par l'évêque de Clermont-Ferrand, également déporté) et décédé peu après sa libération. Sur 2 579 prêtres déportés à Dachau, plus d'un million n'en sont jamais revenus. Jean Paul II n'a donc pas eu de mots assez durs pour dénoncer l'« idéologie raciste », la « terreur systématique » et la « cruauté absolue » du nazisme. Mais, outre le fait qu'il n'a évoqué une fois de plus que des figures catholiques de la Résistance allemande (c'est le chancelier Kohl, catholique, qui évoquera le pasteur Bonhoeffer), il a aussi touché sur les polémiques qui continuent d'agiter l'opinion à propos du rôle de l'Eglise pendant la guerre.

Son discours, distribué à l'avance, défendait la mémoire de Pie XII, qui avait été nommé apostolique à Berlin avant d'être élu pape : « Quelque ne se satisfait pas des polémiques bon marché connaît très bien ce que Pie XII pensait du régime national-socialiste et tout ce qu'il a fait pour aider les in-

nombrables personnes pourchassées par les nazis. » Crainte de relancer une controverse ouverte en Allemagne, au début des années 60, par la fameuse phrase de Rolf Hochhuth *Le Vicaire* ? Cette phrase ne fut en fait jamais prononcée. La veille déjà, à Paderborn (Rhénanie-Westphalie), Jean Paul II devait louer la « résistance que l'Eglise tout entière a opposée à l'idéologie brune ». Mais, de nouveau, il devait « sauter » cette étonnante béatification. S'il est vrai que le pape fait souvent des coupes dans ses textes trop longs, préparés à l'avance, celles-ci intriguent. Elles n'étaient certainement pas innocentes. Mais il serait prématuré de parler de révision de l'historiographie de l'Eglise par rapport au nazisme. Joaquin Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, devait ajouter à la confusion en affirmant que les citations du pape une fois écrites devenaient officielles.

Les coupes n'étaient certainement pas innocentes. Mais il serait prématuré de parler de révision de l'historiographie de l'Eglise par rapport au nazisme

Dans la soirée, le rendez-vous au pied de la porte de Brandebourg entre le chancelier Kohl, l'homme de la réunification, et Jean Paul II, qui en Pologne a contribué à déstabiliser le régime communiste, promettrait beaucoup. Mais la remontée en « papamobile » de l'avenue Unter den Linden (ex-Berlin-Est), presque vide, se transforma en calvaire pour le pape, dont le véhicule, encadré par des escortes policières, dut prendre subitement de l'allure pour échapper aux jets d'œufs et de tomates de manifestants homosexuels qui n'ont cessé de siffler et de hurler le cortège. Une militante lesbienne, nue, fut interpellée par la police. Peu auparavant, ce groupe de quelques centaines d'opposants avait été deux

« contre-papes » / La fête espérée pour celui que le chancelier Kohl a présenté comme « l'ami auquel le peuple allemand doit tant » était en partie gâchée. Mais le pape n'a pas plié sous l'affront. Il a lu un discours portant précisément sur les dérives de la liberté retrouvée dans l'Allemagne réunifiée et confondue avec la licence. Elles justifiaient son inquiétude pour l'avenir du continent et son annonce d'un nouveau synode à Rome de tous les évêques européens, cinq ans après celui qui avait suivi, en 1991, le démantèlement du bloc communiste. Car l'essentiel de cette visite fut consacré aux conséquences de la réunification, un « cadeau », mais aussi un « défi », a dit, samedi 22 juin à Paderborn, le pape aux évêques allemands ainsi qu'aux représentants de l'Eglise évangélique (EKD) lors d'un service oecuménique. La chute du mur de Berlin a laissé dans les Länder de l'Est, souligne-t-il, un « grand vide », une « immense désorientation », une course vers la « consommation qui menace d'effacer les valeurs spirituelles de la société ». Il ne s'agit pas de « restaurer » une époque révolue, mais c'est une « nouvelle liberté qu'il s'agit de forger ensemble ».

Le pape a donc sonné l'alarme face à la sécularisation croissante de la société allemande, face au « relativisme moral » qui menace la démocratie (allusion au droit d'avortement) et à la double contestation, interne et externe, qui frappe le catholicisme. Il a assez vite balayé la première, qui met en cause des points de la discipline de l'Eglise (obligation de célibat des prêtres, statut de la femme et des divorcés remariés), ainsi que son discours sexuel et moral, jugé archaïque. Sur ces thèmes, une pétition a recueilli 1,5 million de signatures de catholiques allemands (*Le Monde* du 22 juin). Mais, en un paragraphe, le pape a répliqué à ce mouvement d'humour. Les évêques réunis à Paderborn ont été invités à faire preuve d'« autorité » sur des sujets qui, dit-il, simplement « ne doivent pas faire l'objet de débats, de forums et de discussions pastorales ».

Jean Paul II prend d'ailleurs au sérieux le débat sur la place de la religion en Allemagne, alimenté par les « sorties » des Eglises, par la renaissance d'un certain anticléricalisme, par la récente guerre du crucifix en Bavière ou encore par les mises en

cause de l'enseignement religieux dans l'ex-Eglise de l'Est. Au Stade olympique, il a dénoncé les attitudes de « dénigrement », de « mépris » et d'« antipathie » qui touchent l'Eglise catholique. Allant jusqu'à rappeler à l'Etat son devoir de faire respecter dans les nouveaux Länder la loi fondamentale : « L'Etat doit respecter la liberté de culte, en particulier dans le domaine de l'éducation et dans l'enseignement religieux. L'Etat est neutre. Le cours d'enseignement religieux ne l'est pas. » Le même débat agite des pays voisins comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

L'Eglise catholique est donc appelée à resserrer les rangs et à sortir de son « huis clos ». Mais les contestataires comprennent d'autant moins la lenteur du rapprochement avec les protestants, qui « présentent » autant que les catholiques dans la société allemande. Or le chapitre oecuménique fut peut-être le plus décevant de cette visite. A la différence de ses deux précédentes, à Mayence en 1980 et à Augsburg en 1987, aucune discussion directe n'a eu lieu cette fois avec l'Eglise évangélique. Une simple célébration a réuni des protestants, des orthodoxes et des catholiques à la cathédrale de Paderborn. Jean Paul II a pris acte des progrès de la discussion théologique entre luthériens et catholiques sur le thème de la « justification », qui devrait déboucher en 1997. Il a réaffirmé son appréciation de l'œuvre de Martin Luther. Mais ceux qui, jusqu'au sommet de la hiérarchie catholique allemande, attendaient un geste de « réhabilitation » du réformateur à l'occasion du 450^e anniversaire de sa mort, ont été déçus. « Le pape a ouvert une fenêtre, commentait un théologien protestant, mais pas encore la porte. »

Henri Tincq

M. Eltsine aborde en favori le deuxième tour de l'élection présidentielle

Il est soutenu par les candidats battus le 16 juin

MOSCOU

de notre correspondant
Les coups de théâtre qui ont suivi le premier tour de la présidentielle auraient été très favorables à Boris Eltsine. Un premier sondage a ainsi montré, dimanche 22 juin, que le président russe distançait désormais son rival communiste Guennadi Ziouganov. L'étalage sur la place publique des lites intestines du Kremlin, comme la corruption présumée des « libéraux » sortis vainqueurs de la dernière mêlée, ne seraient donc pas un handicap majeur pour le président sortant, contrairement aux prévisions des communistes et de certains analystes. Même s'il paraît clair que les clans du Kremlin continueront à s'entre-déchirer et à tenter de gagner les faveurs du nouvel homme fort, Alexandre Lebed, laissant la situation instable. Signe en tout cas de « l'embellie » qui toucherait Boris Eltsine (même s'il est apparu fatigué ces derniers jours) : les principaux candidats écartés au premier tour se sont tous montrés soucieux de convaincre leurs militants, réticents, de voter le 3 juillet pour Boris Eltsine.

Selon l'institut VTsIOM, 64 % des personnes interrogées ont approuvé l'alliance entre le président sortant et Alexandre Lebed, arrivé à la troisième place. La mise à l'écart de quatre « faucons » proches de Boris Eltsine a aussi été approuvée à 60 %, alors que les rivalités de sérail sont réputées laisser la Russie profonde indifférente. Crédité de 53 % des intentions de vote, Boris Eltsine laisserait Guennadi Ziouganov loin derrière avec 34 % alors que le président sortant n'avait devancé son rival que de 3 % au premier tour. Ces sondages restent aléatoires, l'institut

VTsIOM, ayant, comme la plupart des autres centres d'enquêtes sociologiques, prédit une avance très exagérée de Boris Eltsine au premier tour.

Réunissant samedi près de Moscou quelques centaines de ses militants dans les régions, Alexandre Lebed semble avoir réussi la rude tâche de leur expliquer pourquoi il s'est rallié à un président qu'il « a critiqué pendant des années ». Récusant l'attitude vaine de l'opposant « qui aboie dans les buissons », il a surtout pris soin de critiquer Anatoli Tchoubais, figure de proue des libéraux du Kremlin, sorti de l'ombre jeudi pour annoncer le triomphe de son clan et suggérer que le nouveau secrétaire du Conseil de sécurité russe ne faisait partie. Anatoli Tchoubais - dont l'apparition « fera voter pour moi tous les partisans de Lebed », disait jeudi Guennadi Ziouganov - a dû promettre de disparaître à nouveau « après la victoire de Boris Eltsine » sans participer au futur gouvernement.

Les témoins du parti libéral « lablako » ont également appelé, dimanche, leurs militants réunis en congrès à soutenir Boris Eltsine. Grigori Iavlinski a fait une déclaration semblable, même s'il a évité de prononcer les mots fatidiques.

Mais le congrès de ce parti a décidé après un « vote indicatif » de quarante-vingt-sept voix contre soixante-trois, un soutien à certaines conditions : fin de la guerre, poursuite des purges au Kremlin et limitation des pouvoirs présidentiels. Enfin, Vladimir Jirinovski a, lui aussi, soumis son soutien à Boris Eltsine à « trois conditions » : ne plus obéir aux ordres des États-Unis, ne « plus aider » les pays étrangers et faire pression sur les pays de la CEI pour qu'ils respectent leurs habitants russes. Ce que « Boris Eltsine fait depuis longtemps », ont commenté les médias.

Sophie Shihab

Le zèle de l'ex-juge Di Pietro soulève des protestations

ROME

de notre correspondant
Le gouvernement de centre-gauche du professeur Romano Prodi, après un mois d'existence, est resté jusqu'ici plutôt discret. Mais le plus célèbre de ses ministres, l'ex-juge vedette des affaires de corruption « Mani pulite », Antonio Di Pietro, s'est largement distingué. Difficile, il est vrai, de rentrer dans le rang lorsque l'on a été pendant quatre ans le personnage le plus populaire du pays. Quoi qu'il en soit, Antonio Di Pietro est arrivé au ministère des travaux publics, l'ancienne Mecque de tous les abus et de tous les laxismes de la « Première République », avec la fougue, mais aussi le peu de nuances d'un taureau fonçant dans l'arène. Et ses premières charges n'ont pas vraiment eu l'effet salutaire escompté. Il y a d'abord eu une première passe d'armes publique, avec le prudent Romano Prodi et le jeune maire de Rome, Francesco Rutelli, à propos de la préparation du jubilé de l'an 2000, qui va entraîner des travaux colossaux. Le nouveau ministre, subodorant avec raison que derrière ces travaux de Romains pouvaient toujours s'abriter favoritisme et corruption, a demandé un droit de regard rapproché, qui lui a été en grande partie refusé.

Ensuite est venu se greffer un épisode anecdotique, mais assez significatif : Antonio Di Pietro, constatant que la poignée de carabinieri affectés physiquement à son ministère ne servaient finalement à rien, ou presque, leur a suggéré de tenir boutique à l'entrée du ministère, de façon à recueillir toute plainte potentielle. Il n'en a pas fallu davantage pour que pleuvent les critiques, et que d'aucuns évoquent les

« boîtes de dénonciation » en service dans l'ancienne République de Venise.

Quant à sa dernière initiative, particulièrement maladroite, elle a soulevé un véritable concert de protestations. Poursuivant sa croisade anti-corruption, Antonio Di Pietro, qui s'est gagné le surnom de « ministre de la transparence », a tout simplement proposé de créer un organisme indépendant chargé d'étudier et de suivre, de « façon préventive » et permanente, le patrimoine des employés du service public : celui qui ne pourra justifier de son train de vie est invité à « se démettre de ses fonctions, sans attendre l'intervention de la justice ».

C'était assez pour que certains syndicats parlent de « dérapages vers un Etat policier », que *L'Observateur Romano*, le journal proche du Vatican, intervienne, et que l'opposition de centre-droit s'en donne à cœur joie : « Big Brother n'est pas loin. » Le plus critique étant le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, qui dans un récent discours s'est vivement opposé à « la culture du soupçon ». « Contrôler est un acte justifié, dira le président, mais vivre de soupçons ne l'est pas. » Et de donner en exemple le cas embarrassant des grands travaux publics, bloqués ces dernières années à cause des enquêtes anti-corruption et que les élus locaux, terrorisés, n'osent pas relancer.

La réaction d'Antonio Di Pietro ne s'est pas fait attendre : « Je fais tout mon possible pour travailler, mais si je n'y arrive pas, arrêtez ! Mon médecin ne m'a jamais ordonné de faire le ministre à vie. » Le feuilleton Di Pietro n'est sans doute pas fini.

Marie-Claude Decamps

Le double appel de Brandebourg

A LA PORTE de Brandebourg, dimanche soir 23 juin, le chancelier Kohl a déclaré au pape : « Vous avez concouru de manière décisive à la disparition de l'idéologie totalitaire et antireligieuse qui devait être notre continent, notre pays et cette ville même. Vous avez ainsi participé à la réalisation du rêve de la réunification allemande. (...) La liberté est toujours synonyme de responsabilité. C'est justement dans cet esprit que la voix des Eglises chrétiennes est indispensable aussi dans une société en voie de sé-

cularisation. Je souhaite que votre voyage en Allemagne émette un signal qui encourage les chrétiens à assumer des responsabilités dans la politique, l'économie et la société. Le devoir de chrétien est indissociablement lié au devoir de citoyen. Cette vérité s'applique en particulier à la construction de l'Europe unie. »

Quant au pape, il a déclaré : « La porte de Brandebourg est devenue la porte de la liberté. En ce lieu chargé d'histoire, je ressens la nécessité d'adresser un appel pressant au peuple allemand et à l'Europe pour s'unifier dans la liberté. (...) La liberté, cela ne signifie pas faire ce que bon nous semble. Qui transforme la liberté en tolérance absolue vient déjà de lui

porter le coup de grâce. L'homme libre, au contraire, est obligé envers la liberté. Il n'existe pas de liberté sans la vérité. (...) »

La liberté de l'individu est indissociable de la liberté de tous les autres êtres humains. La liberté vécue dans la solidarité se manifeste par un engagement en faveur de la justice dans les domaines politiques et sociaux. Il n'existe pas de liberté sans la solidarité. (...) Se sacrifier pour la liberté ceux qui, pour la défendre, acceptent d'avance des inconvénients et risquent pour cela jusqu'à leur propre vie. Personne ne peut se dispenser de sa responsabilité personnelle envers la liberté. Il n'existe pas de liberté sans sacrifice. »

Les Quinze se sont montrés incapables à Florence de se mobiliser ensemble contre le chômage

FLORENCE

de notre envoyé spécial
Après le sommet européen de Madrid, consacré à la monnaie unique, celui de Florence, les 21 et 22 juin, devait l'être à l'emploi. L'échec a été patent. Faute d'argent, faute de conviction surtout, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze se sont montrés incapables de se mobiliser ensemble contre le chômage.

Le projet de « Pacte de confiance » présenté par Jacques Santer, le président de la Commission européenne, a reçu un accueil poli, voire, à lire les conclusions de la réunion de Florence, plutôt positif, mais le cœur n'y était pas. Les Quinze ne résistent certes pas l'idée que la lutte contre le chômage devrait être prioritaire. Ils comprennent que l'inertie sur ce

terrain risque d'accroître la défiance d'une partie de l'opinion à l'égard de l'Europe et du projet de monnaie unique, souvent considéré comme responsable de l'absence d'une politique de relance de l'activité, génératrice d'emplois. Depuis décembre 1993, ils applaudissent avec une régularité digne d'éloges aux tentatives faites par la Commission pour agir. Mais ils ne donnent pas suite et renvoient les dossiers à l'examen des experts ou des ministres, sans leur fournir de directives claires.

LES GRANDS TRAVAUX EN PAINNE
L'affaire des réseaux trans-européens est à cet égard significative. Afin d'améliorer l'environnement des entreprises et, par là-même, leur compétitivité, le Livre blanc proposait de lancer d'importants travaux d'infrastructures. Jacques

Delors voyait grand, son Livre blanc comptait en centaines de milliards d'euros, à financer par des investissements publics et privés, avec, pour fût prendre la rayonnante, une dose de subventions prélevées sur le budget communautaire. Après le conseil européen de Bruxelles de décembre 1993, les ambitions du Livre blanc avaient été revues à la baisse. Pendant une année, les meilleurs experts de l'Union avaient planché pour dresser une liste de quatorze projets prioritaires - dont le TGV-Est et la ligne de TGV-transport combiné Lyon-Turin - qui fut approuvée par le conseil européen d'Essen, en décembre 1994.

Depuis, la Commission cherche désespérément les quelque 2 milliards d'euros qui manquent pour « boucler » les plans de finance-

ment et qui viendraient s'ajouter aux 1,8 milliard d'euros disponibles, pour les réseaux, dans le budget européen. A chaque conseil européen, elle est invitée à poursuivre ses efforts, mais, dans les semaines qui suivent, les ministres des finances, au nom de la nécessaire rigueur budgétaire, lui reculent ses propositions.

Jacques Santer avait suggéré de prélever 2 milliards d'euros, dont 1,3 milliard pour les réseaux, sur les économies réalisées au titre du chapitre agricole du budget européen. L'idée est délaissée, depuis que la crise de la maladie de la « vache folle » promet de se traduire par une forte croissance des dépenses agricoles. A Florence, malgré l'insistance du président Santer, les Quinze ont refusé d'affecter de l'argent frais aux réseaux. En

termes de symbole, ce nouveau fiasco est destructeur. De même, les Quinze n'ont approuvé que du bout des lèvres l'idée de la Commission de réaffecter des crédits des Fonds structurels - soit 14 milliards d'euros - à des actions visant à la création d'emplois. L'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Suède, sont les plus réticents à l'égard de ces initiatives bruxelloises. Ils doutent qu'une action efficace contre le chômage puisse se développer à l'échelle de l'Europe et privilégient le niveau national. Le chancelier Kohl craint de se laisser entraîner à des dépenses immodérées et ne manque pas une occasion de rappeler que l'Allemagne contribue déjà beaucoup plus au budget européen qu'elle n'en bénéficie. Jacques Chirac, quant à lui, s'est frotté, dans sa conférence de presse

samedi, de la prise de conscience par les Quinze d'un modèle social européen qu'il importe de défendre contre les effets pervers de la mondialisation.

Après la conférence tripartite de Rome (pouvoirs publics, employeurs, syndicats), convoquée à l'initiative de Jacques Santer, les partenaires sociaux européens avaient fait savoir aux Quinze, juste avant la réunion de Florence, qu'ils étaient prêts à engager des négociations sur le travail à temps partiel. Assurément une bonne nouvelle, mais on devine que leur ardeur serait plus vive s'ils se sentaient pressés d'aboutir par des chefs d'Etat et de gouvernement déterminés à combattre. C'est un message que le conseil de Florence n'a pas délivré.

Philippe Lemaître

Le sommet du Caire a rappelé à Israël les principes de base des négociations de paix

Les Etats arabes ont tenté de gommer leurs divergences

Après deux jours de délibérations au Caire, les Etats membres de la Ligue arabe ont prévenu le nouveau premier ministre israélien, dimanche

23 juin, que toute dérogation aux principes fondamentaux du processus de paix risquait de le mettre en danger. « Nous ne leur imposons pas

de diktat, ils ne doivent pas non plus nous en imposer », a vivement rétorqué Benjamin Nétanyahou. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux
Le premier succès du sommet arabe qui s'est achevé dimanche 23 juin au Caire tient au fait qu'il se soit réuni et qu'il ait ainsi brisé le veto mis par certains Etats arabes à toutes retrouvailles, depuis la déchirure consécutive à l'invasion irakienne du Koweït, le 2 août 1990. Les plaies ne sont certes pas totalement refermées, puisque l'Irak était exclu du sommet, mais elles n'empêchent plus les pays arabes de dialoguer et de retrouver un minimum de consensus.

A l'origine de ces assises, les craintes soulevées par l'élection du chef de la droite israélienne, Benjamin Nétanyahou, au poste de premier ministre auront paradoxalement été le sujet qui aura suscité le moins de débats. Sur la paix, tous les Etats arabes sont d'accord et le message adressé à l'Etat juif, mais aussi aux Etats-Unis et à la communauté internationale, est ferme et clair : « Une paix juste et globale est l'objectif stratégique des Etats arabes, mais elle ne peut être réalisée que dans le respect de la légalité internationale et des principes acceptés et garantis à la conférence de Madrid par les Etats-Unis et la Russie, coparticipants du processus de paix, et dont le principal est l'échange de

la terre contre la paix. » Sans se prononcer sur le programme du gouvernement israélien, qualifié de « négatif » par la plupart des participants, les Etats arabes détaillent les conditions indispensables à la paix, notamment le retrait de tous les territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, et le droit des Palestiniens à un Etat dont la partie est de la Ville sainte serait la capitale.

Le message adressé à l'Etat juif est ferme et clair

D'une manière voilée, qui respecte la volonté américaine de ne pas fermer la porte à M. Nétanyahou, les Etats arabes avertissent quand même Israël qu'ils pourraient réviser leur attitude à son égard s'il ne respectait pas le cadre convenu du processus de paix. Si le mot normalisation ne figure pas dans le communiqué final, celui-ci n'en affirme pas moins que « toute déviation », tout revirement ou attermolement pourrait entraîner « un réexamen des mesures prises à

l'égard d'Israël ». Plusieurs intervenants, dont le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et le premier ministre marocain, Abdellatif Filali, ont clairement lié les progrès dans la normalisation avec l'Etat juif à ceux du processus de paix.

En outre, pour pouvoir réagir rapidement à tout développement éventuel, les Etats arabes ont chargé le président égyptien, Hosni Moubarak, d'engager à sa convenance les consultations nécessaires à la convocation d'un autre sommet arabe qui pourrait se réunir à Damas. Entre-temps, « les ministres des affaires étrangères devront réexaminer les développements relatifs au processus de paix en septembre prochain, ou si la situation l'exige ». Ce dispositif de suivi répond à une demande pressante de la Syrie, qui voulait s'assurer le soutien des Etats arabes au moment où elle risque d'être soumise à des pressions américaines pour reprendre les négociations avec l'Etat juif, alors que le gouvernement de M. Nétanyahou refuse de retirer Tzahal (l'armée régulière israélienne) du plateau du Golan.

Une volonté partagée de garantir le succès du sommet a sans aucun doute facilité les rencontres spectaculaires auxquelles il a donné lieu, telle celle

du président syrien, Hafez El Assad, et du roi Hussein de Jordanie, ou l'entretien de M. El Assad et du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Ces retrouvailles sont davantage symboliques que véritablement porteuses d'une nouvelle stratégie commune. Elles démontrent toutefois une certaine volonté d'afficher une façade d'unanimité dans des circonstances difficiles. Les termes du communiqué final, dans lesquels chaque participant peut plus ou moins trouver son compte, reflètent cette même volonté.

Trois sujets controversés, l'Irak, la Turquie et le terrorisme ont suscité les plus longues discussions pour trouver une formule acceptable par tous. Si l'Irak, comme le voulait la Syrie, soutenue par l'Egypte, n'a pas été formellement « condamné » à propos des troubles dans l'émirat de Bahreïn, il n'en a pas moins été « invité » à respecter l'intégrité territoriale de cet Etat. La Turquie, elle, a été « invitée à reconsidérer son accord militaire avec Israël ». Et si tous les Etats arabes « condamnent toutes les activités terroristes destructrices ou subversives, ils se déclarent convaincus du droit inaliénable à résister à l'occupation et à l'agression ». Cette distinction entre terrorisme et résistance, exigée par la Syrie, qui défend le droit du Mouvement Hezbollah chiite libanais à résister militairement à Israël, était combattue par la Jordanie, dont le roi a émaillé son discours d'attaques contre Damas à propos du terrorisme.

Pour leur première rencontre depuis six ans, les Etats arabes ont quand même réussi à présenter un front uni, dont la cohésion reste à mettre à l'épreuve des décisions israéliennes. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, qui sera mardi en Israël et mercredi en Egypte, mesurera sans doute mieux l'étendue de la tâche qui l'attend pour relancer les négociations de paix. Grand artisan du succès de ce sommet, le président Moubarak pourra lui dire l'exact sentiment des Etats arabes quant à la continuation de ce processus.

Alexandre Bucciantti et Françoise Chipaux

« Tout attermolement compromettrait le processus »

Dans leur déclaration finale, les vingt et un participants au sommet arabe du Caire, qui a achevé ses travaux, dimanche 23 juin, ont rappelé les exigences d'une paix « juste et globale » avec Israël :

« Retrait total d'Israël de tous les territoires palestiniens occupés, y compris la Jérusalem arabe, l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant, ayant la Jérusalem arabe comme capitale. »

« Retrait israélien total du Golan syrien, sur la ligne du 4 juin 1967 et (...) retrait israélien total et sans conditions du Liban-sud et de la Bekaa ouest, jusqu'aux frontières internationalement reconnues, conformément aux résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité (de l'ONU) et du principe de l'échange de la terre contre la paix. Sur cette base, ils invitent à la reprise rapide des divers volets des négociations. »

« La détermination des Etats arabes à continuer le processus en faveur d'une paix juste et globale est un objectif et une option stratégiques (...) Cela nécessite en

échange un engagement réciproque, ferme et sans équivoque de la part d'Israël et exige de redoubler les efforts en vue de mener à bien le processus de paix, de manière à recouvrer les droits et les territoires occupés et à garantir l'équilibre et l'égalité en matière de sécurité pour tous les Etats de la région. »

« Toute déviation d'Israël par rapport aux principes et concepts sur lesquels se fonde le processus, tout revirement concernant les engagements, obligations ou accords contractés dans le cadre de ce processus, ou tout attermolement dans leur exécution serait de nature à compromettre le processus de paix (...) Le gouvernement israélien devant, le cas échéant, en assurer l'entière responsabilité. »

« Arrêt de toutes les activités israéliennes d'implantation (de colonies) sur le Golan syrien et dans les territoires palestiniens occupés, en particulier Jérusalem, et le démantèlement de ces colonies. »

« L'instauration d'une paix juste et globale ne saurait se réaliser sans que soient réglées les questions de Jérusalem et des réfugiés palestiniens, sur la base de leur droit au retour conformément à la légalité internationale et aux résolutions des Nations-unies. »

M. Nétanyahou rejette « le diktat » des pays arabes

JÉRUSALEM de notre correspondant

Interrogé, dimanche 23 juin, par la chaîne de télévision publique, le nouveau premier ministre israélien a rejeté ce qu'il a appelé « les conditions préalables » posées, selon lui, par les participants au sommet arabe du Caire. « Nous ne leur imposons pas de diktat, ils ne doivent pas non plus nous en im-

poser », a dit Benjamin Nétanyahou. Pour M. Nétanyahou, le communiqué final du sommet, qui rappelle notamment le cadre dans lequel s'inscrit le processus de paix, à savoir le principe de l'échange de « de » ou « des » territoires arabes occupés par Israël contre la paix, reviendrait à « essayer de poser à l'Etat juif des conditions préalables ». Le premier

ministre, dont le programme de gouvernement revient nettement sur les engagements signés plus tôt puisqu'il exclut tout retrait supplémentaire des territoires occupés et annonce une reprise intensive de la colonisation juive, a ajouté : « Toute tentative de nous imposer de telles conditions, qui tentent à la sécurité d'Israël, est incompatible avec un vrai processus de paix. Il faut donc les rejeter. »

Rabroué, le matin même, pour avoir exprimé une position légèrement moins radicale que celle du premier ministre à propos du sort du plateau du Golan, le nouveau chef de la diplomatie, David Lévy, a veillé, dimanche, à rester un peu plus dans la ligne dure décidée par M. Nétanyahou. Recevant une délégation d'hommes d'affaires tunisiens, M. Lévy a déclaré : « Exprimés dans un style qui évoque la menace, les conditions préalables et les diktats posés par les Arabes pour mettre en avant leurs aspirations sur tous les fronts sont de nature à rendre toute négociation superflue. »

« MODÉRATION »
L'avant-veille, le chef de la diplomatie avait déclaré à la télévision : « Je pense que si la paix sert les intérêts des deux pays [Israël et la Syrie], et s'ils la considèrent comme d'un intérêt primordial, ils pourraient se retrouver à mi-chemin » (de leurs revendications respectives). Puisque Damas réclame la restitution de la totalité du Golan et que le programme du gouvernement israélien exclut tout re-

trait de ce plateau stratégique, il ressort des propos de M. Lévy que l'Etat juif pourrait se retirer partiellement dans « l'intérêt primordial » de la paix.

Immédiatement saluée comme « positive » par Amr Moussa, ministre égyptien des affaires étrangères, la déclaration de M. Lévy a été aussitôt contredite par deux ministres, Rafail Eytan (agriculture) et Avigdor Kahalani (sécurité intérieure). Pour ce dernier, Israël ne pourra « discuter d'un retrait du Golan qu'après au moins deux générations de paix établie entre les deux pays ».

Plus grave pour la stabilité gouvernementale israélienne, déjà fort mal en point, le chef de la diplomatie s'est vu séchement remettre à sa place, dimanche, par un communiqué du bureau de M. Nétanyahou selon lequel « seules les déclarations du premier ministre reflètent la politique d'Israël sur ces questions ».

De toute évidence, les analyses des commentateurs politiques israéliens, qui, presque toutes, se félicitaient de « la modération » des Arabes au sommet du Caire, n'ont pas été partagées en haut lieu. « Grâce à Bill Clinton qui en a fait la demande au président égyptien, écrivait notamment Maariv, le journal de la droite, le gouvernement s'est sorti du sommet du Caire pratiquement sans une égratignure. » Cette « modération » n'a apparemment pas été assez « modérée » pour M. Nétanyahou.

Patrice Claude

L'Irak autorise les inspections de l'ONU

BAGDAD. L'Irak s'est engagé, samedi 22 juin, à autoriser les inspecteurs de l'ONU à accéder « sans condition » à tous ses sites stratégiques, a annoncé Rolf Ekeus, chef de la Commission spéciale de l'ONU pour le désarmement de l'Irak (Unscod). Le régime de Bagdad avait récemment empêché 54 experts de l'Unscod de pénétrer dans cinq sites, dans la région de Bagdad, appartenant à la Garde républicaine, l'unité d'élite de l'armée irakienne, invoquant des « raisons de sécurité ». « La commission s'est engagée à respecter entièrement les principes légitimes de sécurité de l'Irak », a affirmé M. Ekeus, ajoutant que les experts « se conformeront aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale de l'Irak ». (AFP)

Espagne : l'ETA décrète une trêve d'une semaine

MADRID. L'organisation séparatiste basque ETA a décrété, dimanche 23 juin, la « suspension temporaire » de ses « actions armées » pendant une semaine (du 24 juin au 1^{er} juillet). Dans son communiqué, publié par le quotidien Egin, proche des milieux indépendantistes radicaux, l'ETA réaffirme « son engagement » à obtenir l'indépendance du Pays basque, stipulant qu'« une solution définitive » à la question basque passe par « la reconnaissance par l'Etat espagnol du droit à l'autodétermination ». Le gouvernement conservateur de José Maria Aznar, qui s'est toujours montré hostile à toute négociation avec l'ETA tant que l'organisation n'abandonnera pas la lutte armée, a qualifié cette annonce de « piège destiné aux partis politiques démocratiques ». L'annonce de la trêve intervient quatre jours après le dernier attentat de l'ETA qui a fait trois blessés lors de l'explosion d'une bombe « ventouse » cachée sous une voiture dans un parking de Saint-Sébastien (Pays basque). (AFP, Reuters)

EUROPE

■ **BOSNIE** : le « président » bosno-serbe Radovan Karadzic devrait démissionner dans les jours à venir pour céder la place à un de ses fidèles, Aleksander Buba, mais il continuera à diriger le parti démocratique serbe (SDS), a-t-on déclaré, dimanche 23 juin, de source serbe de Bosnie. Le départ de Radovan Karadzic, inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, serait officiellement annoncé « à un moment ou à un autre dans la semaine à venir ». Aleksander Buba, actuellement ministre des affaires étrangères de l'entité serbo-bosniaque, a qualifié ces affirmations de « spéculations de journalistes ». (Reuters)

■ **TURQUIE** : sept personnes, dont deux policiers et un officier de l'armée, ont été tués et douze autres blessés, dimanche 23 juin, dans l'attaque des locaux d'une chaîne de télévision du sud-est du pays, par un groupe armé de grenades, a indiqué l'agence de presse Anatolie. L'attaque n'a pas été revendiquée. (Reuters)

AFRIQUE

■ **ALGÈRE** : une voiture piégée a explosé, samedi 22 juin, à Bida, ville-garnison située à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Alger, faisant entre deux et quatre morts et plus d'une vingtaine de blessés. Selon des témoins, deux des morts seraient des islamistes, auteurs présumés de l'attentat. (AFP, Reuters)

■ **MAROC** : dix-huit associations culturelles berbères ont réclamé, samedi 22 juin, à Rabat, que la constitution du royaume reconnaisse la langue berbère (tamazight) comme « langue nationale et officielle », et que l'identité marocaine soit « multidimensionnelle » et non pas « réduite à la double dimension arabo-musulmane ». (AFP)

■ **AFRIQUE DU SUD** : Desmond Tutu, l'archevêque anglican du Cap, Prix Nobel de la paix 1984, a fait ses adieux officiels dimanche 23 juin - il quittera ses fonctions à la fin du mois - au cours d'un office célébré dans la cathédrale Saint-Georges en présence du président Nelson Mandela et de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement. M. Mandela a rendu un hommage appuyé au « champion des laissés-pour-compte » qui a combattu « sans peur le mal et le système inhumain de l'apartheid ». (AFP)

■ **RWANDA** : les procès des auteurs présumés du génocide de 1994, qui devaient commencer en juin, ont une nouvelle fois été reportés sine die, a indiqué samedi 22 juin à Kigali le vice-président du Parlement, Laurent Nkongoti. Des divergences entre le gouvernement et l'Assemblée nationale sur la législation spéciale relative au génocide sont à l'origine de ce report. (AFP)

ASIE

■ **BIKHMANIE** : plus de 5 000 personnes se sont rassemblées, dimanche 23 juin, devant le domicile de la dirigeante de l'opposition, Aung San Suu Kyi, malgré la publication d'un décret de la junte militaire destiné à mettre fin à ces manifestations. James Leander Nichols, ami proche d'Aung San Suu Kyi, condamné en mai à trois ans d'emprisonnement, est mort en prison à Rangoon, victime d'une commotion cérébrale, a indiqué un de ses proches. (AFP)

■ **AFGHANISTAN** : vingt-deux civils, dont sept adolescents, ont été tués et une vingtaine d'autres blessés, dimanche 23 juin, à Kaboul, par deux roquettes qui se sont abattues sur un arrêt d'autobus et dans une école. Le gouvernement a imputé l'attaque aux talibans, « étudiants religieux », qui veulent renverser le régime du président Burhanuddin Rabbani. (AFP)

■ **PHILIPPINES** : le gouvernement de Manila et les séparatistes musulmans du sud du pays ont conclu, dimanche 23 juin, à Davao un « accord de consensus » ouvrant la voie à la conclusion d'un traité qui permettrait l'établissement d'une zone autonome musulmane et mettrait fin à vingt-quatre années de guerre. (AFP)

AMÉRIQUES

■ **ONU** : la succession de Boutros Boutros-Ghali au secrétariat général de l'ONU « ne sera pas abordée » au sommet du G7, a déclaré Jacques Chirac, samedi 22 juin à Florence. « Je ne suis pas disposé à transformer Lyon en une réunion électorale pour l'ONU », a ajouté le président de la République. Le secrétaire général de l'ONU, qui, à l'invitation de M. Chirac, doit participer aux travaux du G7 en fin de semaine, a récemment fait acte de candidature pour un second mandat à l'ONU, démarche qui a immédiatement rencontré l'opposition de la Maison blanche.

■ **BRÉSIL** : Paulo Cesar Farias, trésorier de la campagne électorale de l'ancien président brésilien Fernando Collor de Mello, destitué en 1992, a été tué par sa compagne qui s'est ensuite suicidée, a annoncé, dimanche 23 juin, un porte-parole du ministère de la Justice. Leurs corps ont été découverts sur une plage au nord-est du pays. Paulo Cesar Farias avait fait l'objet d'une centaine d'enquêtes qui avaient abouti à deux condamnations. (AFP)

ÉCONOMIE

■ **AFRIQUE** : seize pays donateurs de la Banque africaine de développement (BAD) ont décidé, vendredi 21 juin, la création d'un fonds additionnel de 420 millions de dollars (2,1 milliards de francs) lors d'une réunion extraordinaire à Osaka (Japon). Cet argent frais, versé notamment par l'Allemagne, le Canada, la France et le Japon, s'ajoute aux 2,6 milliards de dollars alloués au septième Fonds africain de développement (FAD) pour la période 1996-1998. A la suite d'une crise de confiance entre les pays donateurs et la BAD, le FAD n'avait pas été alimenté depuis 1993. (AFP)

Pour vous aider à réussir

Stages intensifs et préparations annuelles
• SCIENCES PO. - entrée en 1^{re} et 2^e années.
• GRANDS ÉCOLES DE COMMERCE - HEC & ESC et admissions parallèles à bac+2 et bac+3.
• Grands concours juridiques - EFB (CFPA) et ENML.
• DROIT SC.ÉCO. - soutien méthodologique universitaire.
• Concours d'entrée en MSTCE.

ISTH La confiance - La performance
Enseignement Supérieur Privé
DEPUIS 1954 Tél. 42 24 10 72+ Minitel 3615 ISTHES

La Chine « reporte » la visite, prévue à la mi-juillet du ministre allemand des affaires étrangères

La tension est née d'une motion sur le Tibet votée par le Parlement de Bonn

Pékin a annoncé, dimanche 23 juin, le report sine die d'une visite programmée, pour la mi-juillet, du ministre allemand des affaires étrangères,

Klaus Kinkel. Ce geste de mauvaise humeur est consécutif au vote, le 20 juin, d'une motion par laquelle le Parlement de Bonn a condamné les

violations renouvelées des droits de l'homme commises dans la « région autonome » du Tibet, administrée par Pékin. L'Allemagne avait pour-

tant beaucoup fait pour réintégrer la Chine dans le concert international après les « événements » de Tiananmen.

PEKIN

de notre correspondant
En différant unilatéralement - en pratique, en annulant - la visite que devait faire, à la mi-juillet, en Chine, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, Pékin a confirmé que la question du Tibet, objet d'une querelle en cours avec Bonn, relevait des domaines sur lesquels nul compromis n'était possible, même avec un gouvernement qui a beaucoup fait pour la normalisation de ses rapports avec la communauté internationale : toute critique est interdite sur la manière dont le gouvernement chinois régit sur le Tibet.

C'est là la première crise entre la Chine et cette « locomotive » qu'a été, en Europe, l'Allemagne d'Helmut Kohl, pour en revenir à un commerce diplomatique complet après la répression de Tiananmen en 1989. Le chancelier

avait été jusqu'à braver les critiques intérieures en se rendant, pendant sa visite, en 1995, en Chine, dans une caserne, afin de prendre contact avec la « grande muette ». Ironiquement, il avait aussi été, lors d'une précédente visite, à la fin des années 80, le premier chef de gouvernement occidental à faire escale au Tibet, légitimant ainsi la présence chinoise dans cette région annexée en 1951.

Aujourd'hui pourtant, la presse accuse « le gouvernement » allemand d'avoir fait sienne la résolution « anti-chinoise » adoptée, le 20 juin, par le Bundestag pour condamner la répression au Tibet. Il s'agit, a dit le ministre chinois des affaires étrangères, d'une « violation ouverte des principes internationaux, d'une ingérence grossière dans les affaires intérieures de la Chine qui a blessé profondément le peuple chinois ». Pékin a expri-

mé à Bonn son « fort mécontentement » et son « indignation ». M. Kinkel a fait valoir, lui, que si Bonn reconnaît le principe de la souveraineté chinoise sur le Tibet, cela ne justifie pas la politique de Pékin dans la région et que, en tout état de cause, le gouvernement allemand ne peut accepter le rejet d'une motion adoptée « par un Parlement élu ». La polémique s'est ainsi intensifiée alors que, en fin de semaine, Pékin ne semblait pas envisager le report de la visite.

AFFAIRE DE SOUVERAINETÉ

Cette crispation est à rapprocher de l'attitude chinoise face à la France et aux Etats-Unis dans la crise de Taiwan. Dans le cas du Tibet comme pour ce qui est de l'Ile, Pékin juge insoutenable la moindre implication des pays étrangers dans ce qui est tenu pour une affaire de souveraineté.

En autorisant de surcroît le dalai-lama à paraître en Allemagne en ce moment, Bonn a suscité, chez les dirigeants chinois, une réaction identique à celle qu'avait provoquée le voyage du président taiwanais, Lee Teng-hui, en juin 1995, aux Etats-Unis.

Ce raidissement survient alors que la répression au « royaume des neiges » s'installe. Pékin serre de nouveau la vis aux Tibétains, avec la claire intention de maltraiter l'échéance que sera la succession de l'actuel dalai-lama. Agé de soixante et un ans, celui-ci n'est pas souffrant, mais Pékin ne veut prendre aucun risque pour l'avenir après l'expérience récente de la « réincarnation » du panchen-lama, l'autre haut dignitaire religieux du Tibet. Ce dernier est souvent, dans la pratique tibétaine, appelé à donner son aval au choix du dalai-lama - d'où le besoin que Pékin a éprouvé de ré-

cuser l'enfant d'abord choisi par le dalai-lama pour imposer le sien et prendre en charge son « éducation », au risque de blesser le sentiment de la population et de faire monter la tension.

MANIGANCES INTESTINES

En tout état de cause, la bataille « à la vie, à la mort » que Pékin a lancée pour s'assurer le contrôle de l'âme tibétaine est loin d'être gagnée, ce qui explique sa fermeté face à Bonn, à défaut de justifier le manque de considération envers les sensibilités occidentales qu'elle trahit. Il n'est pas non plus exclu que des manigances intestines pékinoises aient avivé la querelle sino-allemande : le report de la visite de M. Kinkel a été annoncé alors que le chef de l'Etat, Jiang Zemin, entamait, à Majorque, une visite en Espagne.

Francis Deron

L'Asie du Sud-Est rapatrie les boat people vietnamiens

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Le dernier camp de boat people vietnamiens en Malaisie devrait officiellement fermer, mardi 25 juin, soit cinq jours avant l'expiration du délai au-delà duquel le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) mettra fin à son assistance. Vendredi au plus tard, les 99 derniers réfugiés vietnamiens encore présents à Singapour seront renvoyés dans leur pays. De leur côté, les Indonésiens négocient avec Hanoi le rapatriement par bateau des quelque 4 000 Vietnamiens.

Aux Philippines, les autorités devraient accorder le droit de résidence aux Vietnamiens - en tout, probablement moins de deux mille - qui auront refusé d'être rapatriés avant le 1^{er} juillet. Du coup, de trois cents à quatre cents boat people, qui s'étaient enfilés en rêvant de l'Amérique et non des Philippines, se sont portés volontaires, ces dernières semaines, pour regagner leur pays. En Thaïlande, où se trouvent encore près de quatre mille réfugiés, les autorités prennent leur temps, tout en sachant que ceux-ci seront à leur seule charge après le 30 juin. Hongkong offre un cas à part : la situation y étant particulièrement tendue, les responsables se sont accordés un an supplémentaire, soit jusqu'à la veille de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 1^{er} juillet 1997, pour vider des camps-prisons où seize mille Vietnamiens sont encore détenus.

85 000 RAPATRIÉS VOLONTAIRES

Plus de 840 000 Vietnamiens, qui ont fui leur pays entre 1975 et 1989, ont pu rejoindre des camps régionaux de transit, et près de 90 % ont bénéficié d'un asile dans un pays tiers. On ignore, cependant, le nombre de ceux - au moins des dizaines de milliers - qui ont péri en mer, victimes d'intempéries, de la faim ou de pirates. Depuis 1989, plus de 85 000 Vietnamiens ont regagné leur pays dans le cadre d'un programme international de « rapatriements volontaires ». Leur réinsertion ne semble pas avoir, à ce jour, posé de problèmes majeurs. Mais les derniers « demandeurs d'asile », selon la terminologie officielle, forment, logiquement, le noyau le plus dur. Certains, selon leurs avocats ou des organisations humanitaires, remplissent les conditions nécessaires à l'obtention du statut de réfugié politique, qui leur est pourtant refusé. D'autres, qui ont laissé des familles derrière eux, ont refait leur vie au cours de longues années passées dans des camps. La majorité, qui a fui la pauvreté, s'est murée dans cette vision et ignore la libéralisation économique et sociale intervenue au Vietnam, ces dernières années.

Bruno Philip

Jean-Claude Pomonti

Taiwan met une sourdine à sa quête de reconnaissance internationale

TAIWAN ne veut pas jouer les fauteurs de trouble. Après les spectaculaires manœuvres militaires chinoises dans le détroit de Formose, à la mi-mars, qui visaient à perturber l'élection du président Lee Teng-hui, Taipei s'est résolu provisoirement à « lever le pied » sur le message défrayé par un proche conseiller du président Lee, Hung-mao Tien, qui vient de faire une visite à Paris à l'invitation de l'Institut français des relations internationales (IFRI) en sa qualité de président de l'Institut pour la recherche en politique nationale de Taipei.

Selon M. Tien, la quête d'une reconnaissance internationale, qui permettrait à l'Ile de s'arracher à son statut de paria, « n'est pas abandonnée », mais Taipei « devrait adopter un profil bas sur la question de l'ONU ». « Nous ne voulons pas encourager les ultras de Pékin », dit-il. De même, le régime insulaire n'en-

pas rééditer - dans l'immédiat du moins - les visites à l'étranger du président Lee qui exaspèrent tant le Parti communiste chinois. Il ira même, souligne M. Tien, jusqu'à ne plus se mobiliser pour l'adoption au Congrès américain de résolutions invitant le chef de l'Etat taiwanais aux Etats-Unis. « Nous ne souhaitons pas embarrasser le président Clinton, explique-t-il, et apparaître comme un mauvais garçon ».

CAPITAL DE SYMPATHIE

Loin de s'acheminer vers une capitulation - l'élection présidentielle au suffrage universel du 23 mars a au contraire conforté les Taiwanais dans leurs convictions -, les autorités de Taipei semblent plutôt s'installer dans une posture d'attente. Conscientes que le dossier taiwanais est un enjeu sensible dans les luttes de succession en cours à Pékin, elles attendent que les rapports de forces au sein du régime se clarifient à l'approche du 15^e congrès du PC de

l'automne 1997, échéance présentée comme cruciale. A ce sujet, M. Tien observe que les éléments les plus durs sur la question de Taiwan peuvent fort bien être classés parmi les modérés dans d'autres domaines. C'est notamment le cas de Qiao Stai, président de l'Assemblée nationale populaire, et de Li Rui-huan, président de la conférence consultative politique du peuple chinois, qui s'illustrent par une certaine inflexibilité sur Taiwan tout en jouissant d'une image relativement libérale en matière de réformes politiques et économiques. Le conseiller du président Lee n'exclut pas que cette fermeté vise en réalité à donner des gages aux conservateurs pour mieux imposer des avancées intérieures.

L'autre raison de la nouvelle prudence des Taiwanais est le souci de ne pas dilapider un capital de sympathie internationale fraîchement engrangé. M. Tien a relevé une nette progression de la cote de Taipei dans les opinions américaine et européenne, mais aussi,

et surtout, au Japon. « Il y a une montée des sentiments anti-Pékin au Japon, souligne-t-il. La crise du détroit de Formose a rappelé Tokyo à la réalité. L'alternative pour les Japonais est soit de se préparer eux-mêmes à faire face à toute éventualité, soit de préserver l'alliance avec les Etats-Unis ».

Pour l'heure, la seconde option a été plutôt retenue sous forme d'une réaffirmation du lien stratégique nippon-américain lors de la récente visite à Tokyo de Bill Clinton. Face à ce resserrement de l'axe Tokyo-Washington, note M. Tien, la Chine communiste réagit en courtisant d'autres puissances, telles la Russie ou l'Allemagne - stratégie non dénuée de risques, comme l'illustre l'actuelle crise entre Pékin et Bonn. Tout s'est passé comme si Taiwan avait été le catalyseur d'un réalignement stratégique qui tardait à se manifester dans l'Extrême-Orient de l'après-guerre froide.

Frédéric Bobin

Mme Hasina Wajed a été nommée premier ministre du Bangladesh

NEW DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Mme Hasina Wajed, nommée, dimanche 23 juin, premier ministre du Bangladesh, est fille de son père et du destin. Son père était Sheikh Mujibur Rahman, fondateur du pays, assassiné chez lui à la mitrailleuse par des colonels puthistes, le 15 août 1975, en compagnie de quinze membres de sa famille. Mais Sheikh Hasina échappa à la huerie : elle était en vacances en Allemagne.

Elle ne rentra d'exil qu'en 1981. Mais la tragédie allait décider de l'entrée en politique de cette « héritière », qui reprit le flambeau du père disparu. La victoire de son parti, la Ligue Awami, aux élections du 12 juin, marque aussi le retour aux affaires d'une formation qui a connu une traversée du désert de

vingt et un ans. L'itinéraire de Hasina, quarante-neuf ans, est imprégné du souvenir de la lutte contre les militaires et autres « généraux-présidents » qui ont, tour à tour, incarné cette « dictature molle » qu'était devenu le pays après 1975. Le souvenir, Hasina l'a cultivé un peu à la manière dont, au Pakistan, Benazir Bhutto a entretenu le mythe de son père Zulfikar Ali, pendu par les généraux : pendant des années, la fille de « Mujib » a vécu dans la demeure où périt le « père de la patrie ».

Assise dans un fauteuil de la bibliothèque, elle reçoit ses visiteurs en désignant les impacts de balles qui ont troué les livres, le jour fatidique. Dans le couloir, sous le drapeau national, les traces de sang séché ont été conservées sous une vitre. Sur les murs, les portraits des

quinze autres « martyrs » de la famille ajoutent une note sinistre à l'ambiance. Depuis lors, l'ex-résidence de Mujibur Rahman a été transformée en musée à la mémoire du disparu.

Un an après son retour d'exil, en 1982, Hasina prit la tête de la Ligue Awami. Durant la dictature du général Ershad, Hasina sera placée quelques semaines en résidence surveillée. Déjà, pendant la guerre d'indépendance de 1971 contre le Pakistan occidental, elle avait été internée plusieurs mois, comme son père.

« ON RISQUE LE DÉSASTRE »

Les années de la dictature Ershad verront Hasina s'opposer sans cesse. Mais elle ne possède ni le charisme de Benazir Bhutto ni les capacités intellectuelles de la bi-

mane Aung San Su Kyi : son expérience politique est limitée et, plus que pour les autres femmes au pouvoir en Asie, c'est sa filiation qui explique son succès. « On risque le désastre. Cette femme n'a rien à dire et ne sait rien », dit un intellectuel de Dacca, qui ne veut pas être cité.

Les deux années écoulées ont vu Hasina se lancer dans une lutte éperdue pour le pouvoir. Son obsession de déloger sa rivale, l'ex-premier ministre Khaleda Zia - venue, elle, d'un général que Hasina a accusé d'avoir trempé dans l'assassinat de son père - a contribué à donner d'elle l'image d'une femme prête à tout pour se hisser au plus haut niveau. Elle n'a pas hésité à donner implicitement raison aux islamistes lors de l'affaire de l'écrivain Taslima Nasreen, et à ac-

cepter leur alliance pendant les grèves à répétition contre Mme Zia. Hasina n'a pas non plus hésité à passer alliance avec le Jatiya, la formation de son adversaire, le général Ershad, qui continue de purger une peine de prison, dont il a été autorisé à se libérer quelques heures, dimanche, pour prêter serment comme député. La Ligue Awami, qui n'a pas recueilli la majorité absolue aux élections, a dû accorder un portefeuille à un député du Jatiya.

Les observateurs s'accordent à estimer que, sans Hasina, la Ligue aurait imploré. Reste à vérifier si son entourage se montrera assez compétent pour donner au pays la stabilité qui lui fait défaut depuis longtemps.

Bruno Philip

Jean-Claude Pomonti

Le Chili s'associe au Mercosur

L'accord répond à une volonté politique et aux nécessités économiques

MARDI 25 JUIN à San Luis, en Argentine, le président chilien Eduardo Frei va signer avec les quatre présidents des pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) l'accord associant son pays à ce « marché commun du cône sud » de 192 millions d'habitants. L'accord, qui devrait prendre effet au 1^{er} juillet, prévoit la suppression des barrières douanières et des restrictions aux échanges entre les quatre pays et le Chili en dix ans (notamment par l'harmonisation des règles « techniques et sanitaires »).

Cet accord n'a pas été conclu sans mal. Il a failli échouer en décembre 1995 sur les exceptions au libre-échange, notamment les produits agricoles. Les Chiliens souhaitent protéger une partie de leur agriculture, céréalière notamment, restée traditionnelle et peu productive, de la concurrence argentine. Santiago a obtenu que le délai de suppression des barrières

douanières soit porté à dix-huit ans pour certains produits, notamment les céréales. Des quotas sont aussi instaurés pour le soja (60 000 tonnes), le riz (19 000 tonnes) et la viande bovine (15 000 tonnes). Mais le problème le plus délicat, apparu tardivement et résolu in extremis, a été la question des règles d'origine : le Chili voulait obtenir, comme le Paraguay, la possibilité d'inclure 50 % d'éléments étrangers dans ses produits, alors que la norme du Mercosur est de 40 %. Les Argentins craignaient l'arrivée massive de produits (notamment textiles et de chaussures en provenance d'Asie) transitant par le Chili.

Ces obstacles ont pu être surmontés grâce à la volonté politique des cinq présidents concernés et à une « reconversion » du Chili qui a donné longtemps la priorité à une association avec l'Alena (Etats-Unis, Canada et Mexique). Il y a finalement renoncé devant l'impos-

sibilité d'y parvenir rapidement, même s'il compte conclure un premier accord avec le Canada en octobre. Surtout, l'association avec le Mercosur répond aux nécessités économiques : pour développer son industrie et assurer sa « deuxième phase exportatrice », le Chili a besoin des débouchés des « quatre » et des ressources gazières argentines. Les entreprises chiliennes ont déjà anticipé : plus des deux tiers de leurs investissements à l'étranger - près de 9 milliards de dollars entre 1990 et 1995 - se sont portés sur le Mercosur, essentiellement l'Argentine (62 % à elle seule). Les Chiliens sont présents dans l'électricité (ils ont acheté Edesur, l'un des deux distributeurs d'électricité du grand Buenos Aires, et sont candidats aux privatisations brésiliennes), les télécommunications, les banques, le commerce et l'agro-alimentaire.

Guy Herzlich

DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL :

les Laboratoires Vichy s'engagent pour la protection de la peau au soleil et soutiennent la Fondation pour la Recherche Médicale.

FRANCE

LE MONDE / MARDI 25 JUIN 1996

SOCIAL Le bilan de la négociation collective en 1995, publié par le ministère du travail lundi 24 juin, fait apparaître un certain dynamisme du dialogue social, principa-

lement au niveau des entreprises : on a enregistré une progression de 15 % des accords conclus entre les directions et les syndicats, qui ont porté en priorité sur les salaires et

sur le temps de travail. ● L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL du 31 octobre 1995, ouvrant la voie à des négociations de branche sur l'aménagement et la réduction du temps de

travail, a eu pour effet, cependant, de limiter les discussions au niveau des entreprises, les partenaires attendant l'issue des pourparlers par secteur. ● LES COÛTS SALARIAUX

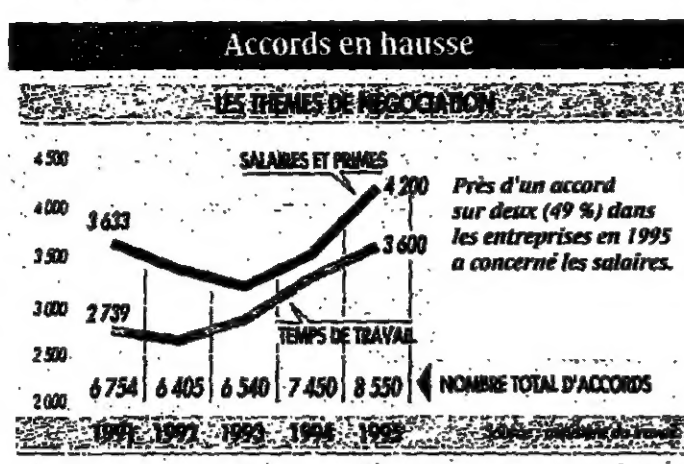
français restent parmi les plus élevés d'Europe, selon une étude de l'Insee, qui met en évidence de très grandes disparités entre les différentes activités.

La négociation entre patrons et salariés a été active en 1995

Relancé à l'initiative du président du CNPF, Jean Gandois, et animé par la campagne pour l'élection présidentielle, le dialogue social a connu une nette progression, particulièrement sur les salaires. Il a été plus soutenu en province que dans la région parisienne

DOPÉE EN 1994 par la reprise de l'activité économique, la négociation collective n'a pas molli, en 1995, malgré le ralentissement de la conjoncture à partir du second semestre. A tous les niveaux, le nombre d'accords signés a fortement crû, constate le bilan annuel publié, lundi 24 juin, par le ministère du travail dans le cadre de la Commission nationale de la négociation collective. Cinq accords ont été conclus, en 1995, au niveau interprofessionnel. Les textes signés dans les branches professionnelles sont passés de 934 à 968 et, surtout, les accords d'entreprise ont grimpé de 7 450 en 1994 à 8 550 en 1995.

Au niveau interprofessionnel, le nombre des accords signés s'explique par la relance du dialogue patronat-syndicats, le 28 février 1995, qui se traduit par des réunions au sommet, deux fois l'an, au



siège du CNPF. Les 5 accords ont donné lieu à 37 avenants, soit, au total, moins qu'en 1994, où il y avait eu 61 avenants. Parmi ces 5 accords signés, celui du 6 sep-

tembre, qui permet l'embauche d'un jeune en contrepartie du départ en retraite anticipé d'un salarié âgé de cinquante-huit ans, a été signé par tous les partenaires so-

ciaux. Des 2 accords du 31 octobre, celui sur l'annualisation et la réduction du temps de travail a ouvert des négociations dans l'ensemble des branches, et celui sur la négociation collective dans les PMI-PME est en butte à l'hostilité ouverte de la CGT et de FO.

Si la négociation au niveau des branches professionnelles poursuit sa progression, cette augmentation masque une légère diminution de la négociation nationale, plus que compensée par la négociation aux échelons infranationaux (576 et 392 textes, respectivement, en 1995). Un certain attentisme prévalait dans la perspective des résultats des négociations interprofessionnelles.

C'est surtout au niveau des entreprises que la progression du nombre d'accords signés est remarquable : de l'ordre de 15 %, alors que le rythme de croissance avait

déjà augmenté de 14 % de 1994 sur 1993. Au total, le nombre global des accords d'entreprise ou d'établissement signés en 1995 s'établit à 8 550, contre 7 450 en 1994 et 6 540 en 1993. Cela traduit une nouvelle vigueur de la politique contractuelle après plusieurs années d'atonie. Les résultats sont très contrastés si l'on compare Paris et l'Île-de-France, où le nombre d'accords reste parfaitement stable (autour de 2 100), alors que le reste de la France enregistre une progression de l'ordre de 21 %.

FO PREMIER SIGNATAIRE

Ces accords d'entreprise sont marqués par une progression forte et simultanée des accords salariaux et des accords sur le temps de travail. Campagne électorale aidant, et dans un contexte marqué par une légère augmentation du coût de la vie, la question salariale a été

au centre de nombres d'accords de branche et d'entreprise. « La modulation salariale demeure, toutefois, la norme en 1995 », relève le ministère du travail. Dans les entreprises, le taux d'augmentation totale moyenne constaté est en hausse de 2,2 % en 1995, contre 1,9 % en 1994.

Reste qu'en passant de 3 500 à 4 200, les accords salariaux d'entreprise ont augmenté de 20 %. Près d'un accord sur deux (49 %) dans les entreprises en 1995 a concerné les salaires (un accord signé peut comporter plusieurs thèmes de négociations). En province, les accords de salaires ont progressé de 27 %. Si l'on se limite aux accords n'ayant trait qu'aux salaires, l'exclusion de tout autre thème, la progression est de 36 %. Le thème des salaires apparaît donc comme le facteur essentiel d'explication de l'intensité de la négociation.

Avec 3 600 textes, le nombre d'accords relatifs à la durée du travail est en progression sensible, plus 103 d'une année sur l'autre. Cependant, pour la première fois depuis 1990, la part des accords sur le temps de travail a cessé sa progression et apparaît même en recul (42 % seulement contre 44 % en 1994). Une forme de stabilisation relative des négociations sur les salaires et le temps de travail semble prévaloir au-delà des mouvements de balancier qui affectent, d'une année sur l'autre, ces deux thèmes de négociation.

Sur le plan syndical, la CFDT ne confirme pas la reprise enregistrée en 1994 dans son taux de signature. En ne signant que 68,2 % des textes conventionnels, elle connaît même un recul de 4,5 points. FO reste le premier syndicat signataire, même si son taux de signature continue de diminuer.

La CFTC signe les deux tiers des textes conventionnels, mais c'est la CGT qui confirme le redressement amorcé en 1993 et 1994. Avec 34,7 %, contre 29,5 % en 1994, elle renoue avec des résultats comparables à ceux de 1985 (37 %).

Frédéric Lemaître

Alain Beuve-Méry

Nicole Notat regrette la faible hausse du SMIC

Secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat a exprimé, dimanche 23 juin, sur France 3, le regret que le gouvernement ne donne aucun « coup de pouce » au SMIC en 1996 (*Le Monde* du 22 juin). « Je le regrette, parce que les gens qui sont payés au SMIC n'ont pas le droit d'avoir la même augmentation moyenne de leur pouvoir d'achat que les autres catégories de salariés », a déclaré M^{me} Notat.

« Ce que je souhaiterais surtout, a-t-elle continué, c'est que, dans les branches professionnelles, on s'attache à définir des minima professionnels qui ne soient pas sans arrêt obligés d'être dépendants du SMIC. »

Selon la secrétaire générale de la CFDT, il faut offrir « des perspectives d'évolution de carrière aux salariés, car le problème du smicard, c'est qu'il ait un pouvoir d'achat, bien sûr, mais c'est surtout qu'il ne reste pas smicard toute sa vie ».

Les discussions de branche sur le temps de travail sont peu concluantes

L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL du 31 octobre sur le temps de travail a pour effet paradoxal que le bilan 1995 de la négociation de branche sur ce thème est assez pauvre. Avant le 31 octobre, en effet, les partenaires sociaux attendaient les résultats de la négociation interprofessionnelle pour entamer le dialogue de branche : à cette date, patronat et syndicats se sont donnés jusqu'au 30 juin 1996 pour discuter d'annualisation et de réduction du temps de travail.

En 1995, le ministère du travail recense trente-deux textes signés concernant la durée du travail, contre trente-quatre en 1994 et cinquante-trois en 1993. « La stagnation de la négociation de branche s'est donc poursuivie », estime le ministère. Les trente-deux accords ne doivent en effet pas faire illusion. Ainsi, sur les seize textes organisant des dispositifs d'aménagement du temps de travail, « six seulement constituent des accords significatifs (...) et un seul a pu être étendu » : celui sur l'annualisation dans le négoce et distribution de combustibles. Deux autres branches seulement ont revu, en 1995, l'ensemble des dispositifs sur le temps de travail : les services de l'automobile et la transformation des matières plastiques.

A quelques jours de l'échéance que s'étaient fixée les partenaires sociaux, le bilan des négocia-

tions de branche, suite à l'accord du 31 octobre 1995, n'est pas, non plus, très riche. Certes, 75 % des cent vingt-six branches concernées ont entamé des négociations, mais on compte sur les doigts d'une main celles qui sont parvenues à un accord.

Présentant un bilan provisoire, le 17 juin, devant l'Association française de droit du travail, Hubert Martin, chargé de ce dossier au ministère, a indiqué que trois accords de branche seulement déclinent celui du 31 octobre : celui de la métallurgie (*Le Monde* du 4 mai) et ceux de la plastrerie et des services de l'automobile, qui, en quelque sorte, anticipaient l'accord interprofessionnel. Des textes sur l'aménagement du temps de travail ont également été signés dans le textile, l'habillement, la chaussure et l'industrie charcutière, mais ils ne portent pas sur l'annualisation-réduction du temps de travail.

DIALOGUES ROMPUS

Même si les négociations peuvent encore aboutir dans certains secteurs comme l'agroalimentaire ou le bâtiment et les travaux publics, personne ne conteste le bilan décevant du processus en cours. Dans certaines professions, les négociations ont même tendu les relations sociales. C'est en particulier le cas dans la chimie

et dans la banque, deux secteurs où le dialogue est pratiquement rompu.

« La négociation de branche sur le temps de travail est complexe et n'est pas consensuelle », observe M. Martin. En conséquence, les signataires de l'accord du 31 octobre, en particulier la CFDT, plaident pour « laisser le temps au temps » et souhaitent poursuivre les négociations à l'automne prochain. C'est pourquoi le sommet sur le temps de travail que va réunir Alain Juppé le 8 juillet, ne devrait pas déboucher sur un texte de loi.

Les partenaires sociaux font valoir, en effet, que seule une réduction du temps de travail négociée dans l'entreprise peut avoir des effets positifs sur l'emploi. Plusieurs observateurs observent, que, malgré le semi-échec des accords de branche, la réduction du temps de travail devient une réalité. Le verrou des trente-neuf heures légales a sauté : dans de nombreuses entreprises, la durée conventionnelle varie entre 36 heures et 38 heures 30. Les partisans de la réduction du temps de travail observent aussi que, selon le Crecod, 60 % des Français pensent que celle-ci est favorable à l'emploi, alors qu'ils n'étaient que 40 % dans ce cas en 1994.

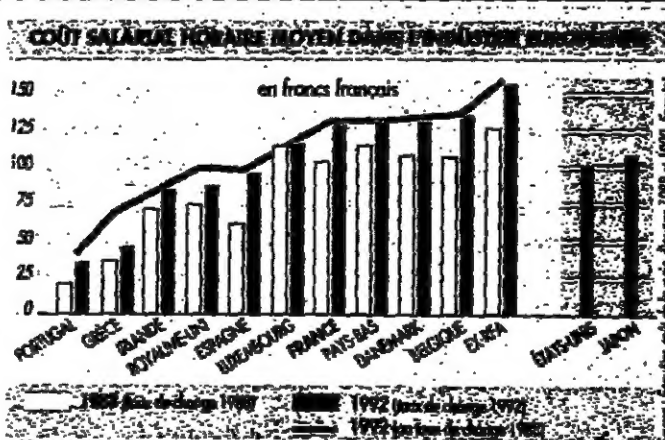
Frédéric Lemaître

Alain Beuve-Méry

Les coûts salariaux français sont parmi les plus élevés d'Europe

Selon l'Insee, leur évolution est « proche des gains de productivité »

Un salarié coûte en moyenne 204 000 francs par an



Le coût salarial moyen a augmenté de 1,3 % par an entre 1988 et 1992, une évolution proche des gains de productivité.

productivité » dégagés au cours de la même période.

La dispersion est, cependant, très grande suivant les secteurs d'activité, la qualification des salariés, la durée effective du travail, la taille des entreprises et le marché où elles opèrent. Ainsi, 10 % des salariés coûtent, en moyenne, 294 000 francs par an et 10 % avaient un coût inférieur à 117 000 francs. Ce sont les secteurs de l'énergie (308 500 francs) et des banques (299 300 francs) qui arrivaient en tête, suivi de ceux des assurances et des biens d'équipement.

En milieu de tableau, on trouvait les biens intermédiaires, les biens

de consommation, les services marchands et les transports (entre 200 000 et 250 000 francs par an). Logiquement, ce sont les secteurs où les salaires et les avantages sont bas – comme le commerce, les hôtels, les cafés et les restaurants, le textile-habillement, l'industrie agroalimentaire et le bâtiment-génie civil et agricole – qui présentaient les coûts salariaux les plus modérés.

L'Insee note que « la structure des qualifications explique une part importante de la dispersion du coût moyen par établissement ». Entre un établissement ayant moins de 15 % de cadres dans ses effectifs et un autre en déclarant plus de 85 %,

l'écart approche 70 %. La taille de l'entreprise joue aussi, puisque le coût salarial moyen d'une PME est moins de cinq salariés est « inférieur de 30 % à celui d'une entreprise de plus de mille salariés ».

L'EFFET DES TAUX DE CHANGE

Enfin, les sociétés ayant un marché local ont un coût du travail faible, car elles cumulent souvent petite taille, emplois peu qualifiés et salaires médiocres. C'est vrai, notamment, de l'hôtellerie, où l'écart de coût salarial est de près de 70 % avec le secteur de la production pétrole-gaz naturel. Le ralentissement des coûts salariaux a été plus marqué dans les secteurs où ils étaient les plus élevés, sans modifier, pour autant, la hiérarchie des secteurs.

En 1992 comme en 1988, la France avait des coûts salariaux, dans l'industrie, supérieurs à ceux du Japon, des États-Unis, de la RFA d'avant la réunification ou de la Belgique. Ils étaient légèrement inférieurs à ceux des Pays-Bas et du Danemark, mais nettement plus bas que les coûts espagnols, désormais plus élevés que ceux du Royaume-Uni. L'Insee relève toutefois, sans pouvoir encore les mesurer, que les fluctuations des taux de change, depuis 1992, et les dévaluations intervenues dans plusieurs pays (Grande-Bretagne, Italie, Espagne) ont eu « des effets sensibles sur la hiérarchie comparée du coût horaire de la main-d'œuvre » entre les pays européens.

Jean-Michel Bezat

En partenariat avec l'Anvie*, le Mécénat Seita, sous la conduite d'un comité scientifique composé de 41 chercheurs européens en sciences sociales, attribue 3 bourses de 100 000 francs chacune à toute personne désireuse de s'interroger sur le thème de la session 1996 qui s'intitule :

Savoir échanger les savoirs

Expérimentations, solutions, partenariats, utopies*

Quelles réponses concrètes et nouvelles, hors des structures traditionnelles, les sciences humaines peuvent-elles apporter à la nécessité du partage du savoir (par exemple : l'échange des savoirs entre les générations, entre l'université et l'industrie, entre les citoyens ou entre voisins...)?

Les travaux soumis au comité scientifique auront pour objectif de proposer ou d'explorer des propositions dans cette perspective : des projets d'expérimentation et de mise en place de nouveaux résultats d'échanges de savoir.

Le comité scientifique sera particulièrement attentif aux propositions fondées sur un partenariat avec un réseau associatif, une entreprise, ou une institution.

mécénat seita

en Sciences de l'Homme et de la Société

* Anvie : Association Nationale pour la Valorisation Interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises, créée à l'initiative du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

L'UDF promet de mener le débat sur l'avenir du service national

François Léotard veut combattre « la gauche et l'extrême droite »

La réunion du conseil national de l'UDF, samedi, a permis à son président, François Léotard, de consolider sa position en faisant adopter sans opposition sa réforme des

statuts de la confédération. Le député du Var a précisé sa position face au FN, en indiquant qu'il entend combattre à la fois « la gauche et l'extrême droite ».

FRANÇOIS LÉOTARD a franchi sans encombre la première étape qu'il s'était fixée. Trois mois après l'élection du député du Var à la tête de l'UDF, le conseil national de la confédération, réuni à Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, a adopté, samedi 22 juin, une réforme de ses statuts prévoyant l'élection du prochain président par les adhérents, la création d'un fichier unique des militants, la suppression des membres nommés par les composantes dans les instances fédérales et le principe d'une « primaire », à laquelle pourront participer les sympathisants, pour la désignation du candidat de l'UDF à l'élection présidentielle.

Un quasi-consensus a accueilli ces modifications. Alain Madelin a boudé les débats, mais il a fait acte de présence au déjeuner. Pour l'avenir, M. Léotard n'a pas dissimulé la difficulté de la tâche, en esquissant une manière de constater de carence des hommes politiques au cours des dernières années. Entre les Français, qui ont « posé des questions », et leurs élus, qui n'y ont « pas répondu », le « dialogue a tourné court », a-t-il analysé. « Comment éviter, chez nos compatriotes, ce jugement sommaire et injuste selon lequel nous avons, les uns et les autres [gauche et droite], échoué ? Comment éviter qu'ils n'aillent chercher ailleurs — dans un ailleurs de l'imprécaton et de la démagogie — les solutions qu'ils attendent ? Le seul moyen de le faire, c'est de réhabiliter le débat politique. »

Voilà de quoi nourrir le deuxième objectif fixé par M. Léotard à l'UDF : animer la majorité. « Nous n'avons pas à prouver tous les matins que nous sommes dans la majorité », a prévenu l'ancien ministre d'Edouard Balladur. Il a an-

noncé que le refus d'un « alignement » de la confédération se manifesterait sur le service national — « puisque, nous dit-on, le débat est devant nous », dans la discussion budgétaire, sur la question du « cumul des fonctions » et sur celle du financement des partis.

Après Simone Veil, signataire du « Manifeste pour la parité » entre les hommes et les femmes, qui a invité l'UDF à se préoccuper de la représentation des femmes dans la vie politique et s'est élevée contre les « rires » que ce sujet venait de déclencher dans l'assistance, M. Léotard a indiqué que l'UDF conduira ce débat.

SUR DEUX FRONTS

La préparation des élections législatives, troisième horizon de l'UDF, nourrit déjà la controverse sur la conduite à adopter vis-à-vis du Front national. M. Léotard a appelé ses troupes à combattre « sur deux fronts : à la fois la gauche et l'extrême droite ». « Je n'accorde, pour ma part, aucune priorité à la contradiction que nous devons apporter à l'extrême droite », a-t-il précisé. Dimanche, sur LCI, Raymond Barre a indiqué que, pour sa part, devant une « triangulaire », il voterait « pour un candidat de gauche contre un candidat Front national ».

En revanche, François Bayrou, invité du « Club de la presse d'Europe 1 », s'est quelque peu démarqué de la ligne prônée par M. Léotard. En cas d'affrontement entre trois candidats, dont un du Front national, « j'essaierai vraiment de faire dire le mien », a dit le président de Force démocrate, car « c'est encore servir les intérêts de Le Pen que de faire croire qu'il est

Radical veut « être le poil à gratter du Parti socialiste »

En l'absence de consensus sur le nom de son parti, Jean-Michel Baylet va consulter ses délégués par référendum d'ici à la fin du mois de juillet

LA CHRONOLOGIE fait parfois injure au bon sens. Réunie samedi 23 juin, à Paris, la convention nationale de Radical, le parti de Jean-Michel Baylet, s'était fixée, dans l'ordre, trois objectifs.

D'abord, explique Bernard Kouchner, président délégué à l'innovation, « démontrer que Radical existe, ce qui n'était pas sûr il y a six mois », avant le congrès de Radical, fin janvier, qui avait porté M. Baylet, sénateur du Tarn-et-Garonne, à sa présidence.

Tout à tour convié par le Parti communiste, à débattre de l'alternance ou de l'alternative, Radical tente, d'appels en manifestations, de motions de censures en réactions, de s'imposer dans la constellation progressiste. « Nous réunirons à notre tour, en novembre, des « assises radicales » avec les autres forces de gauche », explique M. Baylet, soucieux de rendre les invitations.

Mais Radical veut aussi « produire des idées et être le poil à gratter du PS », ajoute M. Kouchner. Le parti entend « élaborer un

document programmatique qui témoigne de notre originalité dans la gauche », poursuit M. Baylet.

Radical se démarque ainsi des socialistes en réclamant le droit de vote des étrangers aux élections municipales ou encore la suppression de la conscription militaire, avec maintien du service sous des formes civiles élargies (européen, civique, humanitaire). Radical souhaite aussi une réforme de la fiscalité et de la Sécurité sociale, le maintien d'un « service public de l'emploi ».

« COUP DE PUE »

On a donc tout prévu, sauf que ce programme est celui d'un parti sans nom. Condamné à changer de patronyme sur plainte du Parti radical valoisien (une des composantes de l'UDF), Radical cherche comment changer de signature sans bouleverser la mémoire d'électeurs encombrée de sigles partisans et sans perdre son âme.

Très vite, la salle s'enflamme. M. Baylet est favorable à « Gauche radicale ». « Ça fait un peu CDS, un peu catho de

gauche », objecte un participant. « On dirait l'extrême gauche, les poseurs de bombes », commente un autre.

On teste « Les Radicaux de gauche » : « Avec les initiales, on pense forcément aux RG, ça me gêne un peu », avance un troisième.

« Radical-socialiste » est « un fantastique coup de pub », juge le député européen, Bernard Castagnède. D'ailleurs, « Séguela et Tapie, les deux communicants », sont « pour », affirme-t-il. D'autres penchent néanmoins pour « Parti radical de gauche », ou encore « Les Radicaux de gauche ».

Comme approche l'heure des quarts de finale de l'Euro 96, et qu'il « connaît bien ses radicaux », M. Baylet décide, dans un bel élan de « démocratie », de consulter ses troupes « par référendum », d'ici à la fin du mois de juillet. A ceux qui pourraient juger un tel débat un peu anodin, un participant a souligné que « c'est dans les mots qu'on existe ».

Ariane Chemin

Cécile Chambraud

AIDER LA RECHERCHE, C'EST CAPITAL.

A la pointe de la recherche dermo-cosmétique, les Laboratoires Vichy se sont depuis toujours donné pour vocation, la santé de la peau. Tout particulièrement au soleil. C'est ainsi que, pour se protéger des rayons du soleil les plus nocifs, VICHY a créé CAPITAL SOLEIL® enrichi en MEXORYL® SX, le filtre le plus efficace contre les UVA courts. Mais ce n'est pas tout ! Cette année, VICHY met les soins CAPITAL SOLEIL® à la portée de tous.

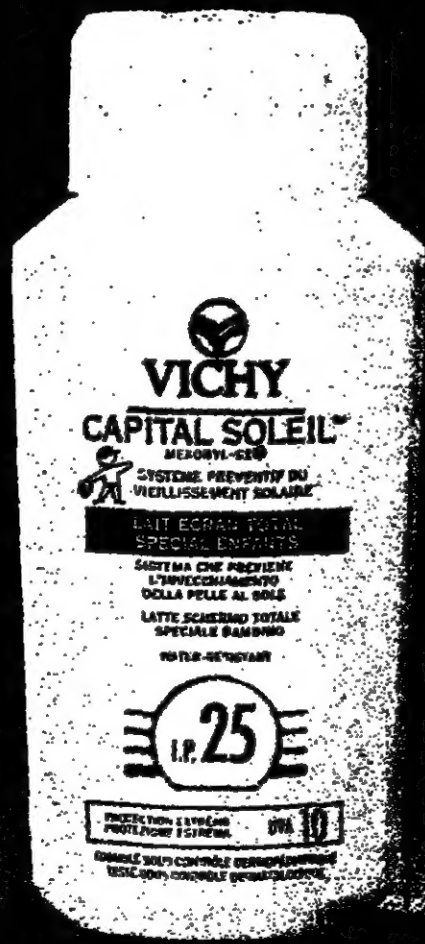


DU 24 JUIN AU 6 JUILLET 1996, CAPITAL SOLEIL® NE COÛTE QUE 10 FRANCS*, QUI SERONT REVERSÉS À LA FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE.



VICHY
LABORATOIRES

LA SANTÉ PASSE AUSSI PAR LA PEAU.



Les Laboratoires Vichy et votre pharmacien recommandent de ne pas s'exposer au soleil aux heures chaudes de la journée, d'appliquer le produit régulièrement et de ne pas exposer au soleil les enfants de moins de 3 ans.



Le Grand Orient de France « indigné » par la célébration de Clovis

JACQUES LAFOUGE, grand maître du Grand Orient de France, première obédience maçonnique française, a affirmé, dimanche 23 juin, à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), qu'il était « indigné » par la célébration du 1500^e anniversaire du baptême de Clovis à laquelle Jean-Paul II est associé. « L'anniversaire de Clovis est une atteinte aux valeurs républicaines. Clovis est un roi franco-allemand et Vichy avait trouvé intéressant de le ressusciter pour dire : finalement la collaboration c'est possible, ça s'est déjà fait », a-t-il affirmé. Selon M. Lafouge, cette célébration a pour objectif de prétendre « que la France, c'est la fille aînée de l'Eglise », alors que « la France est le résultat d'une maturation historique lente et longue ».

DÉPÊCHES

■ **POLÉMIQUE** : Lionel Jospin a répliqué, dimanche 23 juin, sur France 2, à l'accusation de « gabegie » lancée par M. Juppé contre les socialistes. Pour le premier secrétaire du Parti socialiste, si « le déficit de la Sécurité sociale, entre 1988 et 1993, dernière législature socialiste, avait été de 10 milliards de francs en moyenne par an, depuis 1993, sur trois ans, il était de 50 milliards en moyenne par an ». « Nous sommes en face d'un premier ministre qui n'a pas d'honnêteté intellectuelle », a conclu M. Jospin.

■ **FRONT NATIONAL** : Pierre Moscovici, secrétaire national du Parti socialiste chargé des études, a critiqué, dimanche 23 juin, l'adhésion au RPR du maire de Nice, Jacques Peyrat. « Je préfère des hommes de droite qui combattent le Front national, a-t-il déclaré au « Grand Jury RTL-Le Monde », comme l'a fait François Léotard d'une certaine façon, à Alain Juppé ou Jean-François Mancel, qui disent combattre le Front national et qui, la même semaine, rallient — ou achètent, je ne sais pas quel terme utiliser — le maire de Nice, qui a été un intime de Jean-Marie Le Pen. »

■ **EXTRÊME DROITE** : commentant, dimanche 23 juin, l'adhésion au RPR gaulliste de M. Peyrat, Bruno Mégret, numéro deux du Front national, a affirmé que « l'attitude d'ostracisme du RPR à l'égard du FN apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est, une démarche méprisante de défense des avantages acquis ». Selon M. Mégret, cette décision du RPR « démontre combien l'opposition du parti gaulliste au Front national n'est pas fondée sur un rejet de son programme, mais sur la crainte de perdre ses places ».

■ **CORSE** : un millier de personnes se sont rassemblées, samedi 22 juin à Sartène (Corse-du-Sud), pour protester contre l'attentat qui a visé le domicile du maire communiste de la ville, Dominique Buccini, dans la nuit de mercredi à jeudi. Par ailleurs, trois attentats et un incendie criminel ont été perpétrés dans la nuit de dimanche à lundi contre deux bars, un bateau et un hangar agricole, en Corse-du-Sud. Ces actions n'ont pas été revendiquées.

■ **CORRESPONDANCE** : Gilles Dauvé, écrivain, co-auteur de l'ouvrage *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*, paru le 20 juin aux éditions Rêves (Le Monde du 8 mai), nous a adressé la lettre suivante : « Qualifier quelqu'un de « théoricien du révisionnisme » est une accusation infamante. Elle exige d'autres preuves que des citations hors contexte, petits bouts découpés dans un ensemble dont on se garde de comprendre le sens général. (...) Avec cinq lignes, je fais condamner l'importateur qui, disait un homme d'Etat, j'attends l'analyse sérieuse des textes dont je suis l'auteur avéré, et non de ceux que m'attribue une rumeur (...). J'ai rompu avec Pierre Guillaume [le fondateur de La Vieille Taupe] en mai 1980. Je n'ai jamais soutenu aucune entreprise révisionniste et je n'ai pas publié une ligne sur le sujet depuis 1983. »

active en 1995

présidentielle, le dialogue social et que dans la région parisienne

quantes

parmi les plus élevés d'Europe

Le Monde (24-30 juin 1996)



Le Monde (24-30 juin 1996)

Philippe Séguin souhaite que l'Europe offre un « modèle » aux autres peuples

FRANCFORT. de notre envoyé spécial. « Perçu, à tort, comme antieuropéen », Philippe Séguin aime les occasions. Comme il l'avait fait le 26 janvier à Aix-la-Chapelle, le président de l'Assemblée nationale a profité, samedi 22 juin, d'un colloque réunissant à Francfort une centaine de chefs d'entreprise et d'universitaires pour développer ses conceptions sur l'Europe.

Se sachant précédé d'une réputation d'« iconoclaste », M. Séguin a livré le discours le plus européen qui soit. « Un discours d'humanisme », s'est étonné un grand patron allemand. Il tient en trois idées forces : une Europe démocratique, ouverte à l'ensemble du continent et qui joue pleinement son rôle dans le monde. « Le déficit démocratique est, à mes yeux, le plus préoccupant de tous les déficits », a martelé le député des Vosges.

En lieu et place d'une Europe jugée trop « passive » face à la pression des marchés de capitaux, M. Séguin exalte une Europe dont les références – la solidarité, la protection sociale, l'économie sociale de marché, voire la cogestion – sont distinctes de celles de l'Amérique et de l'Asie. « La France sait qu'un destin européen est la condition du maintien de son influence dans le monde, a-t-il affirmé. Elle veut donc l'Europe, résolument. Mais encore faut-il que cette Europe signifie quelque chose de bien plus décisif que de simples atouts commerciaux. La France croit à la grandeur : elle veut par conséquent une Europe qui compte dans le monde et qui ait un modèle à proposer aux autres peuples. »

La veille, à la même tribune, le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate du Bundestag, Wolfgang Schäuble, avait déclaré que l'intégration européenne offre « une part de responsabilité à l'Allemagne », et que « l'Europe sera mieux en mesure d'assumer cette responsabilité que chacun de ses États membres ».

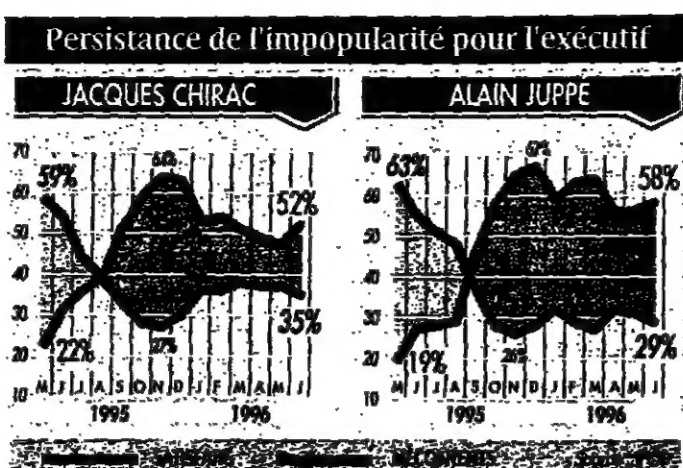
Jean-Louis Saux

L'impopularité de MM. Chirac et Juppé persiste dans les sondages d'opinion

Une situation sans précédent pour les débuts d'un septennat

La dernière enquête mensuelle de l'IFOP sur la popularité du chef de l'Etat et de son premier ministre laisse apparaître une chute de Jacques Chirac et d'Alain Juppé. La

persistance de cette impopularité de l'exécutif est sans précédent sous la V^e République pendant la première année et le début de la deuxième d'un septennat.



deuxième année. Une observation identique peut être faite pour les premiers chefs de gouvernement des différents septennats : Jacques Chaban-Delmas (1969), Jacques Chirac (1974), Pierre Mauroy (1981) et Michel Rocard (1988).

Tous les chefs d'Etat et leurs premiers ministres ont passé la première année du septennat en restant installés dans un indice de satisfaction positif, à l'exception de deux premiers ministres : Georges Pompidou (-9 en mai 1966) et Michel Rocard (-3 en décembre 1988). Ces chiffres sont très éloignés de ceux que connaît M. Juppé depuis septembre 1995. Alors qu'il avait mieux résisté que M. Chirac jusqu'à cette date, le premier ministre s'est effondré d'un coup en octobre. Inversement, le président de la République a redressé sa cote beaucoup plus rapidement que lui, en amorçant une reconquête de l'opinion qui, sans traduire une forte augmentation des satisfaisants, a surtout permis un dégonflement du stock des mécontents. Après cette déconjonction avec Matignon, dont pouvait se satisfaire l'Elysée, l'opinion publique est-elle entrée dans une nouvelle phase qui lirait, de nouveau, les deux membres du couple de l'exécutif ? L'affaire de la « vache folle », mais surtout les prolongements des affaires immo-

bilères de Paris, pourraient accablir cette thèse. A l'aube des vacances d'été, qui permettent d'ordinaire, au président et au premier ministre de reprendre leur souffle et d'obtenir ainsi un léger regain de popularité, le bilan des enquêtes d'opinion n'est pas favorable pour MM. Chirac et Juppé. Cette impopularité persistante témoigne de l'angoisse pour l'avenir (menace du chômage, crainte d'une hausse des prélèvements et baisse de la consommation). L'enquête européenne de conjoncture, publiée lundi 24 juin par l'Insee, confirme ce manque de confiance des consommateurs français, beaucoup plus pessimistes que leurs homologues européens, pourtant confrontés à une conjoncture similaire. Cette enquête traduit aussi un manque de perspectives, que certains dénoncent dans la majorité. L'annonce ratée du projet de baisse des impôts par M. Juppé – le premier ministre avait fait l'annonce d'une annonce – est, de ce point de vue, significative. A contrario, le chef du gouvernement peut se dire qu'il en tirera, le moment venu, les bénéfices pour repartir d'un meilleur pied au début 1997. Ce sera peut-être là que ce jouera le rebond de M. Juppé.

Olivier Biffaud

LES NOUVELLES TENDANCES DES MAIRES 1995 - L'héritage

Troyes ou la cure de jouvence

UN AN APRES les élections municipales, nous entamons aujourd'hui une série de cinq articles sur les nouvelles tendances des élus de juin 1995, à partir des exemples de Troyes (Aube), Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), La Rochelle (Charente-Maritime), Arles (Bouches-du-Rhône) et Meaux (Seine-et-Marne).

TROYES

de notre envoyé spécial

De mémoire de socialistes, la campagne municipale de 1995 a été la meilleure que l'union de la gauche ait jamais conduite à Troyes (Aube). Elle s'annonçait même victorieuse, de l'avis général, face à un Robert Galley vieillissant, enfin vulnérable après vingt-cinq ans de règne. Et puis « voilà qu'on nous a bombardé le jeune Baroin », se désola Jean-Pierre Chérain, chef de file socialiste. On a buté sur l'effet « vu à la télé ».

Le « jeune Baroin » François, qui avait connu un premier succès en devenant député RPR de l'Aube en 1993, admet sans mauvaise grâce que son programme électoral a moins compté que son engagement aux côtés de Jacques Chirac. Les fées politiques se sont bousculées au-dessus du berceau du porte-parole du premier gouvernement d'Alain Juppé. Outre le parrainage du chef de l'Etat, il a reçu l'héritage d'un père aujourd'hui décédé, Michel Baroin, chef d'entreprise, élu, connu, respecté dans le département, ainsi que l'adoubement de Robert Galley (RPR), un « poids lourd » politique, ministre à répétition entre 1968 et 1981.

En ce jeudi 20 juin, jour de conseil municipal, l'ancien premier magistrat de la ville est donc assis au rang des simples conseillers, attentif et bien mis, remerciant « monsieur le Maire » d'avoir inscrit une future bibliothèque dans son programme – un vieux projet à lui –, mais émettant aussi ses propres souhaits pour « un traitement équitable des quartiers de Troyes ». Tout en félicitant « monsieur le Ministre de parler d'or », François Baroin se dit sans doute qu'il serait malvenu, dans cette atmosphère feutrée, de s'en prendre à la gestion de l'équipe précédente pour justifier d'inevitables hausses d'impôts dans les années à venir. « La situation est probablement plus difficile pour lui que pour



moi », estime le nouveau maire, qui réfute l'image de « la statue du Commandeur », mais assure qu'il s'efforce de consulter « le compagnon de la Libération le plus souvent possible ».

Les Troyens, eux, ne se satisfont plus de savoir que leur maire a un pied à Paris, même si c'est à l'Elysée, où il occupe un poste de conseiller. Car, bien qu'ayant eu pour premier magistrat un ministre de l'équipement, des transports et bien d'autres portefeuilles, ils ne sont convenablement desservis par autoroute (A26 et A5) que depuis peu. Ils attendent beaucoup de François Baroin. Las, ce dernier, qui murmure « ne pas être là pour trente ans », a vite appris son nouveau métier et sait que « la différence entre un programme électoral et un plan d'action municipal tient aux moyens dont dispose la ville ».

Le nouveau maire présentait, ce jeudi-là, ses projets pour les cinq prochaines années : économies de fonctionnement, maintien de l'investissement. « Rien de révolutionnaire »,

à en croire l'opposition socialiste, qui note avec ironie la rapidité avec laquelle « M. Baroin s'est glissé dans les pantaufes de M. Galley ».

L'Aube – agriculture riche et mono-industrie textile sinistrée – aurait bien besoin d'une union sacrée des politiques. « François Baroin va devoir livrer la bataille de la diversification économique ou niveau régional et national, pas au plan local. Il est aussi le maire du département », lance l'un des cadres de l'agence d'urbanisme, l'Audart. Avant de se reprendre : l'expression pourrait froisser le puissant président du conseil général, Philippe Adnot, non-inscrit proche du RPR. Mais, de ce côté-là, la cohabitation se présente sous de bons auspices.

Les relations entre la ville-centre et ses voisines de la Communauté de l'agglomération (CAT), en revanche, s'annoncent houleuses. Le maire a l'intention de récupérer certaines des compétences confiées à la CAT : la politique pour les quartiers défavorisés, par exemple. A l'été 1994, toujours député, M. Galley se déclarait partant pour un cinquième mandat municipal, juste avant de se décider à soutenir ce dauphin-là. Il était prêt à se contenter de la présidence de la CAT. Manqué : c'est Alain Couillot (UDF) qui l'a emporté. « Il y a eu vingt-cinq ans de règlements de comptes dans ce choix, l'UDF a voté pour sa survie », témoigne M. Baroin, qui ne semble pas prêt à digérer la trahison.

La notoriété, somme toute modeste, de Troyes, à 160 kilomètres à l'est de Paris, ne l'empêche pas de concentrer bien des enjeux en son « Bouchon de Champagne », le fier nom du centre-ville médiéval restauré par les soins de M. Galley. Avec ses soixante mille personnes, la ville abrite un habitant sur deux d'une agglomération qui représente, elle-même, la moitié de la population du département. Et les allées de la politique locale ne sont pas forcément moins sinueuses que les couloirs du pouvoir parisien.

Martine Valo

PROCHAIN ARTICLE :
2. – La communication (Levallois-Perret).

Le socialiste Claude Haut est réélu sénateur du Vaucluse

LE SOCIALISTE Claude Haut, sénateur sortant et maire de Vaison-la-Romaine, a été réélu, dimanche 23 juin, à son siège de sénateur du Vaucluse, à l'issue du second tour de scrutin. M. Haut, dont l'élection avait été annulée par le Conseil constitutionnel en raison de la disparition d'une liste d'émargement, bénéficie une nouvelle fois de la division de la majorité. En effet, alors que l'équilibre des forces est largement favorable à la droite, la candidature d'un centriste dissident, Germain Giraud, au premier tour, n'a pas permis au RPR Jacques Bérard, soutenu par l'UDF, de remonter son retard au second. M. Bérard, qui n'avait manqué que d'une voix l'élection en septembre 1995, est cette fois distancé de 81 voix. L'UDF a engagé une procédure d'exclusion à l'encontre de M. Giraud. Pour sa part, Jacques Bompard (FN), maire d'Orange, a perdu quelques voix par rapport à 1995.

Premier tour : L, 1 069 ; V, 1 021 ; E, 1 009 ; Claude Haut, PS, m. de Vaison-la-Romaine, s, 375 ; Jacques Bérard, RPR sout. UDF, c. g, 352 ; Germain Giraud, UDF-FD diss., m. du Thor, 148 ; Jacques Bompard, FN, m. d'Orange, 85 ; Nicette Aubert, PC, c. r, 45 ; Marc Faivet, écol., c. r, 4. Second tour : V, 1 045 ; E, 1 011 ; Claude Haut, 509 (RÉÉLU) ; Jacques Bérard, 428 ; Jacques Bompard, 74. [24 septembre 1995 : L, 1 069 ; Premier tour : V, 1 061 ; E, 1 045 ; Jacques Bérard, RPR, 323 ; Claude Haut, PS, 297 ; Germain Giraud, UDF-CDS, 160 ; Jacques Bompard, FN, 98 ; Nicette Aubert, PC, 47 ; Louise Croveti, Verts, 8. Second tour : V, 1 054 ; E, 1 012 ; Claude Haut, 375 ; Jacques Bérard, 374 ; Nicette Aubert, 125 ; Louise Croveti, 5.]

Duel entre le RPR et le Front national dans le canton de Marseille-2

Le second tour de l'élection cantonale partielle de Marseille-2, provoquée par la démission de Renaud Muselier, député (RPR) des Bouches-du-Rhône et premier adjoint au maire de Marseille, contraint de se conformer à la loi sur le cumul des mandats, opposera, dimanche 30 juin, la candidate RPR Marie-Jeanne Fay au Front national Jackie Blanc. La rivalité entre le RPR et le FN dans ce canton est ancienne, puisque, en 1985, le FN Jean Roussel l'avait emporté sur M. Muselier, qui avait pris sa revanche en 1992. Le PS, qui fait largement plus que doubler son score, ne peut se maintenir.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Canton de Marseille-2 (1^{er} tour).

L, 20 177 ; V, 3 979 ; A, 80,27 % ; E, 3 922. Marie-Jeanne Fay, RPR, adj. m. de Marseille, 1 333 (39,98 %) ; Jackie Blanc, FN, c. m., 1 080 (27,53 %) ; Gabriel Malauzat, PS, 876 (22,33 %) ; Rolande Carrière, PC, 364 (9,28 %) ; Félicien Grimaldi, MPF, 99 (2,52 %) ; Guy Julien, div. d., 66 (1,68 %) ; Michel Ben-Haim, GE, 56 (1,42 %) ; Robert Ielmini, écol., 48 (1,22 %)... BALLOTAGE.

[28 septembre 1995 : L, 22 435 ; V, 3 849 ; A, 82,84 % ; E, 3 795 ; Renaud Muselier, RPR, 2 043 (53,83 %) ; Jean-Philippe Motte, FN, 952 (25,08 %) ; Georges Gros, PS, 321 (8,46 %) ; Rolande Carrière, PC, 290 (7,64 %) ; Catherine Lange, GE, 103 (2,7 %) ; Michel Ben-Haim, div. d., 40 (1,05 %) ; Catherine Jacoby, div. d., 28 (0,73 %) ; Régis Botella, div. d., 18 (0,47 %).]

DRÔME

Canton de Sédron (2^e tour).

L, 1 869 ; V, 1 482 ; A, 20,70 % ; E, 1 424. Michel Cossantelli, div. g., s., 712... ÉLU au bénéfice de l'âge. Christian Beaume, UDF, 712.

[Michel Cossantelli (div. g.) ne doit qu'à son âge, 72 ans, de conserver son siège. En cas d'égalité de voix, en effet, comme cela s'est produit dimanche entre M. Cossantelli et Christian Beaume (UDF), 44 ans, le plus âgé est proclamé élu. La gauche, nettement majoritaire au premier tour, a perdu l'avance qu'elle possédait. L'élection de M. Cossantelli a déjà été annulée deux fois en deux ans : à chaque fois, le divers gauche n'a obtenu qu'une voix d'avance sur son adversaire. M. Beaume a cependant indiqué que, cette fois-ci, il ne saisirait pas le tribunal administratif. 16 juin 1996 : L, 1 670 ; V, 1 319 ; A, 31,02 % ; E, 1 290 ; Christian Beaume, UDF, 559 (43,33 %) ; Michel Cossantelli, div. g., s., 370 (28,68 %) ; Bernadette Aumage, PC, 182 (14,11 %) ; Yves Bec, div. g., 179 (13,88 %). 12 mars 1995 : L, 1 867 ; V, 1 525 ; A, 18,31 % ; E, 1 481 ; Michel Cossantelli, div. g., 741 (50,03 %) ; Christian Beaume, UDF, 740 (49,96 %).]

PUY-DE-DÔME

Canton de Cournon-d'Avvergne (2^e tour).

L, 12 759 ; V, 4 767 ; A, 62,63 % ; E, 4 538. Catherine Guy-Quint, PS, m. de Cournon, 2 627 (57,88 %)... ÉLUE. Henri Javion, RPR, 1 911 (42,11 %).

[Catherine Guy-Quint (PS), maire de Cournon (dont la commune couvre le territoire du canton), qui était arrivée largement en tête du premier tour, enlève logiquement le siège qui était déchu par l'UDF Michel Gardet, décédé. Elle a bénéficié d'un bon report des voix des candidats du Mouvement des citoyens et du Parti communiste. Avec son élection, la majorité départementale UDF et RPR (31 sièges au conseil général) ne dispose plus que d'une voix d'avance sur la gauche (30 sièges). 16 juin 1996 : L, 12 759 ; V, 4 466 ; A, 64,99 % ; E, 4 355 ; Catherine Guy-Quint, 1 925 (44,20 %) ; Henri Javion, 1 260 (28,93 %) ; Olivier Arnal, MDC, 509 (11,69 %) ; Maxime Royet, FN, 351 (8,06 %) ; Marcel Curti, PCF, 310 (7,12 %). 22 mars 1992 : L, 12 042 ; V, 8 184 ; A, 32,61 % ; E, 7 507 ; Michel Gardet, UDF, 3 826 (51,09 %) ; Catherine Guy-Quint, PS, 3 671 (48,90 %).]

HAUTS-DE-SEINE

Canton de Malakoff (2^e tour).

L, 19 267 ; V, 6 518 ; A, 66,17 % ; E, 6 339. Catherine Margat, PC, adj. m. de Malakoff, 4 563 (71,98 %)... ÉLUE.

Gérard Lesuisse, RPR, 1 776 (28,01 %).

[Catherine Margat (PC) retrouve sans surprise son siège. Seule la faible participation l'avait empêché d'être élue dès le premier tour. Le Conseil d'Etat avait annulé la précédente élection de M^{me} Margat en raison d'une publicité en faveur de son action municipale parue dans un journal local au cours des six mois précédant le scrutin de mars 1992. 16 juin 1996 : L, 19 266 ; V, 7 140 ; A, 63,6 % ; E, 7 014 ; Catherine Margat, 4 380 (62,44 %) ; Gérard Lesuisse, 1 507 (21,48 %) ; Marie-Paule Chavanat (PS), 565 (8,05 %) ; Raoul Rakelitch (FN), 363 (5,03 %).]

Une élection municipale partielle

BOUCHES-DU-RHÔNE

Bouc-Bel-Air (1^{er} tour).

L, 8 484 ; V, 5 225 ; A, 38,41 % ; E, 5 107. Liste Un. d. (Richard Mallié, UDF-PR, s.), 2 020 (39,55 %) ; Un. g. (Francis Dominati, PC), 1 401 (27,43 %) ; div. d. (François Pradon), 738 (14,45 %) ; div. d. (Danièle Vialat), 513 (10,05 %) ; FN (Jean Foitres), 435 (8,52 %)... BALLOTAGE.

[Cette élection a été provoquée par la démission d'un tiers des trente-trois conseillers municipaux : quatre de l'union de la gauche, quatre de la liste du divers droite François Pradon et trois élus de la majorité municipale, dont la première adjointe Danièle Vialat. Des discussions à propos de la gestion de la commune étaient apparues avec Richard Mallié, maire depuis 1989. Les quatre candidats ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés peuvent se maintenir au second tour. 11 juin 1995 : L, 8 483 ; A, 28,68 % ; E, 5 888 ; Un. d. (Mallié, UDF-PR, m.), 2 354 (43,37 %) ; div. d. (Pradon), 1 501 (25,49 %) ; PC (Dominati), 895 (15,20 %) ; PS (Hervet), 666 (11,31 %) ; div. g. (Hennin), 372 (6,61 %).]

Thierry de Montbrial

JUSTICE Un important mouvement de nominations se prépare dans la magistrature. Le premier président de la Cour de cassation, Pierre Drai, la première présidente

de la cour d'appel de Paris, Myriam Ezratty, et la présidente du tribunal de Paris, Jacqueline Cochard, ainsi que quatre premiers présidents de province, partent prochainement à

la retraite. ● **POUR** ces nominations, le pouvoir exécutif doit désormais compter avec le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Depuis la réforme constitutionnelle de 1993,

cette instance fait des propositions de nominations pour les hauts magistrats du siège. ● **LE POUVOIR** exécutif souhaite profiter de ce mouvement pour mettre en place

ses fidèles à des postes importants du parquet, notamment ceux de procureur général de la Cour de cassation et de procureur général de Paris.

Un mouvement de nominations sans précédent se prépare dans la magistrature

Profitant du départ à la retraite de plusieurs hauts magistrats du siège, le pouvoir exécutif cherche, par un subtil jeu de dominos, à accroître son influence sur les postes les plus importants du parquet, essentiels pour la gestion des « affaires »

AU COURS de l'été, le monde de la magistrature va connaître une petite révolution. « Par une étrange constellation des astres, tous les hauts postes de la hiérarchie judiciaire se libèrent en même temps, sous un membre du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Une telle conjonction se produit sans doute une fois par siècle ! » Le jeu des départs à la retraite dessine, il est vrai, un paysage judiciaire inédit : dans les mois qui viennent, le premier président de la Cour de cassation, Pierre Drai, la première présidente de la cour d'appel de Paris, Myriam Ezratty, et la présidente du tribunal de Paris, Jacqueline Cochard, auront quitté leurs fonctions.

Et il faut ajouter à ces trois postes symboliques, la vacance de quatre premières présidences de cour d'appel - Lyon, Versailles, Orléans et Douai - et de nombreuses présidences de tribunaux. « Il s'agit d'un chantier extraordinaire, note un responsable syndical. Si on nomme un procureur général à un poste de premier président, on libère un nouveau poste de procureur général ! Ce jeu de dominos devrait permettre de renouveler en quelques mois les vingt à trente postes les plus importants de la magistrature. » « L'avenir du monde judiciaire des dix prochaines années se dessine aujourd'hui », résume-t-on sobrement à la chancellerie. Officiellement, le choix des heureux

élus revient, pour l'essentiel, au Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Depuis la réforme constitutionnelle de 1993, cette institution est chargée de faire des propositions pour la nomination des juges du siège de la Cour de cassation, des premiers présidents des cours d'appel et des présidents des tribunaux. Tous les magistrats de France ont donc reçu une lettre du CSM leur signalant les vacances de postes et depuis, les candidats ont été entendus au palais de l'Alma, où le Conseil siège depuis 1994. « Nous n'intervenons en aucune manière, affirme-t-on place Vendôme. Il faut laisser le Conseil délibérer en paix. »

INTENSES POURPARLERS

La réalité est plus complexe. Le CSM fait des propositions mais l'autorité de nomination reste le président de la République, qui peut très bien refuser le nom qui a été avancé. « Le procédé mis en place par la réforme de 1993 s'apparente à une co-décision, analyse un juriste. Le CSM propose mais il ne décide pas tandis que le président décide sans proposer. Ils sont donc condamnés à s'entendre. » Personne n'ayant intérêt à une crise, le palais de l'Alma est devenu, en quelques mois, le lieu d'intenses pourparlers entre le CSM, l'Elysée et la chancellerie.

Si l'on met de côté les postes

prestigieux de premier président de la cour d'appel de Paris et de président du tribunal de Paris, le pouvoir exécutif ne s'intéresse guère à la nomination des magistrats du siège. « Ils occupent avant tout des fonctions symboliques, note un proche du gouvernement. Il y a encore une dizaine d'années, ils désignaient les juges d'instruction, ce qui leur donnait une importance considérable. Maintenant, il y a un tableau de roulement... » L'Elysée, comme la chancellerie, s'intéresse donc essentiellement aux nominations qui pourraient libérer des postes importants du parquet : l'expérience de ces dernières années a montré que dans les dossiers « sensibles », c'est sur la fidélité des procureurs et des procureurs généraux que repose le destin des « affaires ».

Pour le grand jeu de chaises musicales qui se prépare, le poste-clé est celui de premier président de la Cour de cassation. Cette première nomination détermine en effet, en cascade, l'ampleur de la vague à venir. Cinq candidats, pour la plupart présidents de chambre ou avocats généraux à la Cour de cassation, se sont déjà déclarés : Pierre Bézard, Christian Le Gumelec, Roger Beauvois, Ivan Zakine et Michel Raynaud. De l'avis de beaucoup, le candidat le plus sérieux est Pierre Bézard : président de la chambre

commerciale de la Cour de cassation, ce juriste discret et respecté que l'on situe volontiers au centre-gauche assumait fort bien les fonctions de premier président de la haute juridiction.

SOLlicitATIONS

Pourtant, ce poste prestigieux pourrait bien échoir à un candidat non-candidat, Pierre Truche. Officiellement, le procureur général de la Cour de cassation ne souhaite pas devenir premier président : malgré les sollicitations dont il est l'objet, M. Truche n'a pas fait acte de candidature auprès du CSM, comme ses six collègues de la Cour de cassation. Certains l'ont pourtant fait pour lui : pressé de le voir accéder aux fonctions de premier président, l'Elysée, par la plume d'un conseiller de Jacques Chirac, a adressé au CSM une lettre qui signale que M. Truche a été reçu par le chef de l'Etat et qu'il est à « l'entière disposition » de l'autorité compétente.

La situation a quelque chose de cocasse : Pierre Truche, qui passe pour l'une des figures de la gauche judiciaire, n'est pas précisément un proche du président de la République. Ardent défenseur de la convention européenne des droits de l'homme, partisan des peines de substitution et de la médiation pénale, M. Truche était membre de la

commission Delmas-Marty, dont les conclusions sur la procédure pénale avaient été vivement critiquées à droite. Considéré à droite comme à gauche, comme une autorité morale, M. Truche possède, aux yeux du pouvoir exécutif, deux autres « qualités » : il est à trois ans de la retraite, ce qui signifie que M. Chirac pourra procéder à une nouvelle nomination pendant son mandat, et il libère le poste de procureur général près la Cour de cassation, rouage essentiel dans le fonctionnement de la cour de justice de la République.

Si M. Truche était nommé premier président, un subtil jeu de dominos permettrait au gouvernement de disposer de deux postes stratégiques : procureur général de la Cour de cassation et procureur général de Paris. Sans même consulter le CSM - ces postes sont à la discrétion du gouvernement -, il suffirait pour cela de nommer à la place de M. Truche le procureur général de Paris, Jean-François Burgelin. Ce défenseur zélé du pouvoir en place - il voulait dessaisir le juge Halphen lors de l'affaire Schuller-Maréchal et il avait reproché, en janvier, aux juges d'instruction anti-corruption de se transformer en « justiciers » - libérerait alors le poste sensible de procureur général, qui est essentiel dans la gestion des « affaires ». Dans un premier

temps, le gouvernement avait songé à Alexandre Benmakhlouf, directeur de cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris, mais il penserait aujourd'hui au directeur des services judiciaires, Marc Molnard. Pour sa part, M. Benmakhlouf a été entendu, mercredi 19 juin, par le CSM pour le poste de premier président de la cour d'appel de Paris.

Pour se réaliser, ce schéma, qui libérerait en chaîne deux fonctions importantes de la chancellerie - directeur de cabinet et directeur des services judiciaires -, a besoin de l'assentiment du CSM. Tout repose en effet sur la candidature officielle d'un non-candidat officiel, Pierre Truche, qui a répété, lors de son audition devant le CSM, qu'il ne demanderait rien mais qu'il accepterait le poste de premier président si on le lui offrait. « Cette position bisoutée nuit à la clarté du débat », résume un membre du CSM. Tout en constatant que M. Truche ferait un excellent premier président, certains membres du Conseil hésitent à entrer dans ce qu'ils perçoivent comme une manœuvre. Pour des raisons « techniques », ces nominations, qui devaient intervenir le 4 juillet, seront peut-être renvoyées en partie au 23 juillet.

Anne Chemin

Pierre Drai, un juge, seulement un juge

S'ADRESSANT à de jeunes futurs magistrats, le 12 janvier, lors de la rentrée solennelle de la Cour de cassation, Pierre Drai leur disait : « Vous veillerez à ce que, dans votre action, il y ait toujours place au doute. (...) Vous veillerez à rendre justice dans un délai raisonnable et supportable, par des décisions immédiatement compréhensibles. (...) Le tout dans une atmosphère qui exclut l'agitation médiatique et la volonté d'apparaître. Vous aurez toujours égard à la personne qui souffre dans sa liberté, dans sa réputation, dans sa vie familiale et affective. » Et le premier président de la Cour de cassation ajoutait un vœu qui contient toute sa perception de la mission du juge : « Vous veillerez à ce que jamais l'homme ou la femme qui se présente devant vous, juge indépendant et libre, ne soit humilié avant que la justice passe. »



Portrait

Avare de mots, qu'il pèse au trebuchet avant de les prononcer, M. Drai a pourtant ressenti à plusieurs reprises la nécessité de rappeler aux juges le sens de leur mission. Des juges qu'il défendait avec énergie contre

toutes les attaques. « Laissons les juges juger... », écrivait-il dans une lettre adressée le 24 juillet 1992 à Michel Vauzelle alors ministre de la Justice, en ajoutant : « Depuis un certain temps, l'action des juges (...) donne lieu à des déformations par le verbe et par l'écrit que je tiens pour excessifs et même chargés de périls pour l'institution judiciaire. » Parallèlement, M. Drai s'inquiétait de certains comportements qui pouvaient fragiliser la fonction de juge. En 1990, il déclarait à ses collègues : « A la tentation du juge-Dieu, seul apte à tout savoir et à tout faire, il faut résister. (...) Ni hommes politiques ni hommes de théâtre, les juges doivent être seulement, mais pleinement, des juges. »

Pendant huit ans, au milieu de la tempête qui, régulièrement, a agité la justice, M. Drai a, de temps à autre, levé la main pour rétablir le calme. Mais quand l'ouragan était trop fort, la voix de la raison se perdait dans la bourrasque. Il est des instants où la polémique est si grande que la sagesse résonne comme une faiblesse. Pour se faire entendre, il eût fallu élever la voix. Pierre Drai savait plus que tout autre que l'on ne gagne rien à ajouter au tumulte. Respectueux à l'extrême de l'indépendance des magistrats, il s'est interdit tout ce

qui pouvait être interprété comme une pression. Autorité sans pouvoir, le premier président de la Cour de cassation ne dispose que de l'arme du bon sens. Il en usa pour tenter de réformer une vieille maison. Réussissant à ouvrir la Cour de cassation sur le monde extérieur, M. Drai a, en outre, su œuvrer pour que se construise une jurisprudence cohérente, notamment en matière économique et sociale. Mais la surcharge de la Cour de cassation demeure chronique. Et la faute en revient aux parlementaires qui, dans un mouvement d'humeur inspiré par une méfiance conjoncturelle envers les juges, ont refusé l'instauration du filtrage des pourvois en cassation dont dispose pourtant le Conseil d'Etat.

Autorité morale incontestée, Pierre Drai, bien que parvenu au plus haut niveau de la magistrature judiciaire, se désigne, non sans fierté, comme un simple juge. Il aime en donner cette définition : « Deux hommes sont en présence et voici qu'un troisième est appelé à la rescousse pour s'interposer, séparer et tenter de rendre à chacun son dû. Peut-être arrivera-t-il au bonheur suprême, celui de les réconcilier et d'instaurer la paix entre eux. C'est un juge. »

Maurice Peyrot

La désignation des procureurs généraux échappe au CSM

AUX TERMES de la Constitution de la V^e République, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) est chargé « d'assister » le président de la République, qui est le « garant » de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Apparu en 1946, réformé en 1958, le CSM avait été vivement critiqué au cours des années 80 : exclusivement composé de membres choisis par le président de la République, gérée par un secrétaire général désigné, lui aussi, par le chef de l'Etat, cette institution apparaissait comme le symbole de la dépendance de la magistrature envers le pouvoir exécutif.

En 1981, la réforme du CSM faisait partie des cent une propositions du candidat Mitterrand, mais le nouveau chef de l'Etat avait vite compris que le Conseil pouvait se révéler fort utile. Sa rénovation avait donc été prudemment reportée. « Si on rompait le lien avec le chef de l'Etat, qui serait le garant de l'indépendance [des juges] dans notre République ? demandait François Mitterrand en 1988. Les organisations professionnelles et syndicales ? La corporation ? Sous le prétexte de protéger les magistrats contre les abus éventuels du pouvoir politique, toujours soumis au

contrôle du Parlement et de l'opinion publique, on instaurerait l'emprise, sur la magistrature, de pouvoirs irresponsables. »

Lassés par les querelles sur l'indépendance des juges nées avec les « affaires », les parlementaires avaient cependant fini par renouer, en 1993, cette institution qui fait et défait les carrières des juges. Sa composition avait été remaniée : en plus de trois personnalités désignées par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale, le CSM compte désormais un conseiller d'Etat élu par l'assemblée générale du Conseil et six magistrats élus par leurs pairs.

En raison du mode de scrutin - un système uninominal complexe à deux degrés -, la quasi-totalité des élus de la magistrature sont issus de l'Union syndicale des magistrats (USM), le syndicat modéré majoritaire (53 % des voix aux élections professionnelles). Sachant que le mode de scrutin ne lui laissait aucune chance, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui réunit pourtant 31 % des voix, avait boycotté les élections. Quant à l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), avec 13 % des voix, elle n'a eu aucun

élu. Lors de la réforme constitutionnelle de 1993, les pouvoirs du CSM ont été légèrement accrus. Cette institution, qui faisait auparavant des propositions de nomination uniquement pour les magistrats de la Cour de cassation et les premiers présidents de cour d'appel, le fait aussi, depuis 1993, pour les présidents de tribunaux. Pour tous les autres magistrats du siège, le CSM, qui se contentait auparavant de donner un avis, rend désormais un avis conforme que le président de la République est tenu de suivre (1.500 de juin 1994 à juin 1995).

Pour le parquet, qui est statutai-

rement soumis à l'autorité du garde des sceaux, les parlementaires de 1993 se sont montrés nettement moins audacieux que pour le siège. Pour les postes de substitut ou de procureur, le CSM se contente de rendre un avis que le garde des sceaux n'est pas tenu de suivre. Pour les procureurs généraux, la nomination reste à la discrétion totale du gouvernement. Dans son premier rapport, en 1995, le CSM avait estimé qu'il était « paradoxal que la nomination aux plus hauts postes du parquet échappe à tout contrôle ».

A. C.

Thierry de Montbrial

MÉMOIRE DU TEMPS PRÉSENT

Flammarion

PRIX DES AMBASSADEURS 1996

En 250 pages d'une extraordinaire densité, l'essentiel de la politique internationale... Un ouvrage clé de science politique.

Michel Albert - Le Figaro

Le titre est à lui seul un manifeste... Vision lucide que ne dément pas l'expérience du temps présent.

Daniel Vernet - Le Monde

Un véritable passeport pour l'an 2000.

André Fontaine

L'Express

Une oeuvre de salubrité publique.

Jacques Lesourne

Les Echos

Thierry de Montbrial

Flammarion



Photo Thierry A.

Le meilleur à vos pieds!

LES
SOLDES
D'ASHFORD
CHAUSSEUR

24, RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
4, RUE DU GENERAL LANREZAC 75017 PARIS

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Tel: 48.88.98.66 - Fax: 48.88.98.68

La Lesbian and Gay Pride a mobilisé aux couleurs de l'arc-en-ciel

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, à Paris et en province, ont participé aux manifestations de la « fierté homosexuelle », samedi 22 juin. Elles ont réclamé la création du contrat d'union sociale, une demande soutenue par plusieurs formations politiques

Près de cent cinquante mille personnes, selon les organisateurs (trente mille selon les évaluations de la police), ont participé, dans la journée du samedi 22 juin, à Paris, au défilé de la quinzième Lesbian and Gay

Pride entre le carrefour de l'Odéon et la place de la Nation, dans une ambiance de carnaval. Des manifestations ont aussi eu lieu dans dix villes de province. A Marseille, par exemple, deux mille personnes

ont manifesté de la gare Saint-Charles jusqu'aux quais du Vieux Port en faveur de « la reconnaissance légale du peuple homosexuel » et du « combat pour l'égalité et les libertés ». La Gay Pride, qui a mobili-

sé cette année un nombre de participants en nette augmentation, était placée sous le signe de la revendication d'un « contrat d'union sociale », dont l'une des caractéristiques serait de permettre une re-

connaissance légale pour les couples homosexuels. Le Parti socialiste, le Parti communiste, les Verts, le Mouvement des Citoyens, Génération Ecologie soutiennent cette revendication.



« I'M THE QUEEN ! » Place Maubert, la voix et les talons haut perchés ont fendu la tête du cortège avant que celui-ci ne s'ébranle. Une silhouette, une ombre, un diadème enfoui dans un panache de plumes : l'algé noir s'aventure au milieu des cuirs et des tores nus. « Un travesti, dit un père à son jeune fils. On dit aussi drag queen. » Au loin, Richard Strauss aiguise la sonne qui, dans un instant, tonnera au son du canon de la musique techno.

Didier donne le signal et une trentaine de motards du *Gal moto-club de France* enclenchent la première. Il est près de 14 heures, samedi 22 juin, quand à leur traîne s'activent plusieurs dizaines de milliers d'homosexuels. La banderole de

tête barre le boulevard de sa revendication : « Nous nous aimons. Nous voulons le Contrat d'union sociale. » En passant devant le fief intégriste de Saint-Nicolas du Chardonnet, une nuée de fausses nonnes « bénissent » de gestes larges cette quinzième Lesbian and Gay Pride française.

Jack Lang hausse le menton. Il est du premier rang. François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, paraît faire grise mine. La Ligue des droits de l'homme, le MRAP, entre autres, sont représentés. Tout comme SOS-Racisme, dont le président, Fode Sylla, assure en ces lieux, badge à l'appui, qu'il ne faut pas toucher à son « pote ». Et déjà les ballons. Des jaunes, des bleus,

des rouges. Les couleurs de l'arc-en-ciel, les couleurs du drapeau gay. Et des altures de carnaval. Des drag queens arborent des masques vénitiens, portent des robes en crinoline. D'autres ont marié le strass, le plastique et les paillettes. On crie : « Alexandra ! » - qu'on est heureux d'être là - « Alexandra ». Ce sont tout à trac confettis, sifflets et cotillons, car hétéroclite est la fête homo. On danse en patins à roulettes, on roule en limousine, on offre des « boissons énergétiques », et l'on jette, par poignées, des préservatifs ainsi que quelques ceillades et des regards langoureux. « La vie est moins triste quand on a des amis gays », assure un slogan sur un tee-shirt. Ils viennent ainsi de Toulouse

ou du Mans, de Dijon ou du Pas-de-Calais, et d'Amiens, d'où arrivent le groupe de lesbiennes les Immédiates. Les chars se succèdent, sponsorisés le plus souvent par des « boîtes » de la capitale : le Queen, le Palace ou le Banana Café. On distribue de bonnes adresses, des 3615 et des 3668, et des conseils pour une sexualité plus sûre. Par grappes défilent main dans la main, main sur l'épaule, des cohortes d'amoureux.

La tête du défilé se veut plus revendicative, quand la suite est plus festive

Une sexagénaire du quartier sourit. Des éphèbes en short de Jean non boutonné exhibent, en cadence, des peaux nues, mates et bronzées. On vient le long du parcours, juché sur les bancs publics, « pour voir », d'autant que beaucoup viennent ici pour se montrer. Un carré de majorettes hommes gantés d'argent quadrille le pavé en shorts à bretelles et casquettes rouges. Sur le trottoir, un écriteau. « Maman est là, elle assume », à l'écrit un homme rond au visage fier. « L'important, c'est d'aimer ses enfants », explique la maman. Des couples hétérosexuels sont venus témoigner leur soutien pour « abolir les différences ». Des familles ont grimaqué les enfants « pour qu'ils fassent la fête », tandis que des habitués assurent que « cette année est moins provocante ».

Ostensiblement, la tête du défilé se veut plus revendicative, quand la suite est plus festive. Des couples de quadragénaires « refusent d'être taxés à 60 % ». « Dormage que les concubins hétérosexuels ne se rendent pas compte qu'il s'agit du même combat », dit l'un d'eux. Il y a beaucoup de mariés en robe ou en jaquette. Le thème du mariage revient comme un leitmotiv. En haut d'un bus à impériale, un couple à la cour dans les étoiles. Un autre, qui s'embrasse profondément sous les applaudissements et les grains de riz, vient de signer un Contrat d'union sociale dans une mairie de fortune ambulante. Ça et là, des pancartes rappellent que « Mitterrand a dépeuplé l'homosexualité », d'autres se demandent « que fera Chirac ? ». Il y a là des militants de Ras l'Front, Socialisme international, qui

revendiquent « le droit de décider de sa sexualité ». Puis un vide. Et une rumeur qui gronde. Des sifflets qui couvrent le silence. Act up vient de loin, isolé, compact, quasi lugubre, brandissant un flot de pancartes noires sur lesquels s'égrènent en blanc les noms du mal : « Kaposi », « lymphomes », « tuberculose », « mucoviscidose », « Sida : 20 000 veuves en colère », résume un slogan. La maladie n'avait pas réellement quitté la marche : lisible sur quelques visages amaigris, accrochée en rubans rouges sur les vestes, tout entière combattue par les conseils prophylactiques de l'association Aides et du Comité français d'éducation pour la santé (CFES) et contenue dans le silence requis « pour ceux qui sont partis », à l'approche de la Nation.

La vague homosexuelle et lesbienne déferle vers la Bastille, puis vers le faubourg Saint-Antoine. A tant marcher sur trente ou quarante centimètres de talons hauts, les drag queens semblent fatiguer. L'une d'elle, vautre sur le capot d'une Cadillac s'attarde à déguster du bout des lèvres un abricot. A l'arrière, Chaligny, on a installé des poubelles pour glaner « des sous pour la fierté » et l'Europride 1997, qui se tiendra à Paris. Un haut-parleur annonce, sous les cris, « cent cinquante mille participants ». Le phallus géant installé sur le camion du Palace gonfle une dernière fois, éjectant une fine mousse sur les passants, et quelques confettis.

Dans la rue, les contrastes demeurent. Un petit groupe de sado-masochistes paraît bien essouffé, enchaîné, cadenassé, le dos de l'un d'eux fraîchement lacéré. Ailleurs, on s'enlace, on se caresse, on se caïole. Et des mots doux fusent : « mon amour », « mon ange ». Deux jeunes femmes, une brune, une blonde, âgées de vingt-sept, vingt-huit ans, assurent être seulement venues « pour le plaisir », et moins pour les revendications. « Chaque année, il en vient de plus jeunes », remarquent-elles.

A quelques pas, sur la place, deux lycéens se tiennent timidement par la main. Pour eux aussi, « au grand jour », c'était « la première fois ».

Jean-Michel Dumay



Croquis reportage : Jean-Pierre Cagnat

Le Monde et La Stampa ensemble à Paris, Milan et Turin.

La façon la plus européenne de regarder le monde.

Ensemble à 12F*

Du lundi au dimanche, deux grands quotidiens européens paraissent ensemble à Paris, Milan et Turin: une grande vision d'ensemble à 12F seulement.

*à Milan et à Turin, à 3.200 Litres.

LA STAMPA

Le Monde

Où trouve-t-on Le Monde et La Stampa? Aux Champs Elysées, Quartier Latin, Montparnasse, Opéra, grandes Gares.

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE PARIS

La Ville de Paris vous informe que, suite à une délibération du Conseil de Paris du 15 avril 1996, différents documents du POS de Paris ayant fait l'objet d'un retraitage sont mis à la disposition du public pour la consultation et pour la vente. Sont notamment concernés par ce tirage le règlement du POS, le plan de zonage, la liste des servitudes d'utilité publique ainsi que certains documents graphiques.

Ces documents peuvent être consultés par le public aux heures d'ouverture des bureaux à la Mairie de Paris - Direction de la Construction et du Logement - Service Technique de la Documentation Foncière - 1^{er} étage - 17, boulevard Morland - Paris 13^{ème} - et à la Préfecture de Paris - Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'Etat - Bureau de l'Urbanisme - 50, avenue Daumesnil - Paris 12^{ème}. Ils sont également en vente à la Mairie de Paris, Direction de la Construction et du Logement - Service Technique de la Documentation Foncière - 17, boulevard Morland - Paris 13^{ème}.

REUSSIR

HEC - SCIENCES-PO

Stages intensifs et Classes préparatoires

MATH SUP et SPÉ

Stages intensifs et Math Spé PC "Pilot"

MÉDECINE-PHARMA

Préparation et Encadrement scientifique annuel

DROIT - SC. ECO

Préparation et Encadrement annuel

HEC - ESCP / ESSEC

SCIENCES-PO / CFPA

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

REUSSIR

Une enquête dénonce l'inadaptation des transports en commun aux besoins des handicapés

Selon l'Association des paralysés de France, neuf villes seulement sont correctement équipées

Selon une enquête réalisée par l'association des paralysés de France dans quarante villes de plus de 60 000 habitants, neuf communes seulement

proposent un moyen de transport en commun adapté aux handicapés. Seule Grenoble dispose d'un réseau de bus et d'un tramway totalement

accessibles, alors que Paris figure en queue de peloton. Les grandes villes sont celles qui offrent le niveau d'équipement le plus bas.

LA FRANCE affiche un sous-équipement criant en matière de transports en commun adaptés aux besoins du million et demi d'handicapés moteurs, selon une enquête menée du 6 au 20 mai par l'Association des paralysés de France (APF) dans quarante villes de plus de 60 000 habitants. « Neuf villes seulement sont équipées d'au moins un transport en commun accessible aux personnes à mobilité réduite », conclut cette étude. Grenoble arrive en tête des villes étudiées. Elle seule dispose d'un réseau de bus et d'un tramway totalement accessibles. Ensuite vient Lille, qui peut se vanter d'un métro et d'un tramway partiellement adaptés, tout comme Nantes et Toulouse.

Malheureusement, déplore l'APF, l'immense majorité des villes de plus de 60 000 habitants ne sont pas équipées. Ainsi, trente et une d'entre elles sur quarante ne disposent d'aucune infrastructure adaptée. Encore convient-il d'établir une distinction entre les sept agglomérations manifestant une recherche d'adaptation et une politique volontariste - telle Orléans qui achèvera un tramway totalement accessible en l'an 2000 - et les

quinze autres, dont les équipements sont quasi inexistantes. En queue de peloton se trouve Paris, où une seule ligne de bus répond aux besoins des handicapés moteurs. Marseille, Le Havre et Avignon témoignent d'un même retard. Les grandes villes sont globalement celles qui offrent le niveau d'équipement le plus bas.

Un appel aux automobilistes

« Une place vide n'est pas forcément une place libre. » C'est avec ce slogan que l'Association des paralysés de France a choisi de sensibiliser l'opinion publique sur la nécessité de respecter les places de stationnement réservées aux personnes handicapées. Pour les invalides, qui possèdent plus de 400 000 véhicules en France, ces places sont une nécessité. L'APF ne réclame pas l'augmentation du nombre de places réservées, simplement le respect des quotas prévus, soit une place réservée pour cinquante. Selon un sondage IFOP, un Français sur cinq reconnaît se garer sur des emplacements réservés aux handicapés.

Un tel sous-développement apparaît d'autant plus criant que « le coût de l'accessibilité est marginal lorsqu'il est prévu dès la conception du projet », explique Marc Rouzeau, le président de l'APF. Même parmi les villes faisant preuve d'un certain volontarisme, le manque de connais-

sance des questions d'accessibilité peut faire échouer l'entreprise. Ainsi, à Strasbourg, alors que la municipalité avait demandé un tramway adapté, la méconnaissance des besoins des personnes handicapées moteur a fait avorter l'initiative. Alors que l'investissement pour le tramway s'est élevé à 1,940 milliard de

besoins d'une population plus large, notamment les personnes âgées et les plus jeunes. Dans ce contexte, l'APF a décidé de durcir le ton, comme en témoigne la manifestation organisée le 25 mai à Strasbourg contre l'inaccessibilité de la nouvelle ligne. Le Groupement des autorités responsables de transport (GART), qui réunit les élus en charge de la gestion des transports en commun, estime pour sa part agir « dans le sens d'une politique volontariste », tout en soulignant l'importance des « obstacles techniques, financiers et relatifs à l'aménagement urbain ».

Pourtant, la loi du 30 juin 1975, dite loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, fait de l'accessibilité une obligation nationale. Mais les normes de construction n'ont jamais fait l'objet d'un décret. Enfin, le ministère des transports limite ses subventions aux seuls investissements d'aménagement de voirie, à hauteur de 20 à 30 %, excluant toute aide relative à l'exploitation des lignes et à l'achat du matériel.

Cédric Bodet

Un incendie d'origine criminelle ravage 150 hectares de forêt dans le Var

TOULON

de notre correspondant

Un incendie d'origine criminelle a détruit 150 hectares de forêt, samedi 22 juin, à l'est de Saint-Raphaël, dans le Var. C'est à 13 heures que le feu a pris naissance en bordure d'une carrière située en contrebas de Boulouris, sur la corniche varoise. Attisé par un violent mistral, avec des pointes de 100 km/h, l'incendie se déployant sur un front de 200 mètres a rapidement gagné le massif et le cap de l'Estérel, imposant des moyens de lutte importants : trois cents pompiers, appuyés par quatre Canadair et trois hélicoptères bombardiers d'eau. Mais la rapidité des interventions n'a pas permis de sauver d'importantes plantations de l'Office national des forêts ainsi qu'une forêt domaniale abritant des chênes-lègues centenaires. Les pompiers eurent beaucoup de mal à circonscire le sinistre qui menaçait le massif escarpé de l'Estérel fortement boisé et d'un accès beaucoup plus difficile.

Des résidences et plusieurs campings occupés par des milliers de vacanciers ont été menacés, ainsi que la route nationale, la voie de chemin de fer et les immeubles du hameau de l'Estérel, situé à flanc de colline. Vers 15 heures, le feu avançant inexorablement vers la mer et mettant en danger à nouveau de nombreuses habitations, les pompiers décidèrent de faire évacuer les campings du Paradis et des Rives d'Agay ; plusieurs centaines de campeurs et les résidents de la station balnéaire du cap Estérel étaient déplacés dans le calme et ne devaient rejoindre leur lieu de vacances qu'à 17 h 30, tout danger étant alors écarté. Deux heures plus tard, l'incendie était maîtrisé. Ce sinistre est le plus important

que la commune ait connu depuis 1989. Dès la fin de l'après-midi, des officiers de la police judiciaire survolèrent les lieux à la recherche d'indices. L'accident naturel étant écarté par les enquêteurs. M^{me} Imbert, substitut du procureur de Draguignan, a ouvert une enquête dans la soirée.

CRIMES EN MASSE

Compte tenu des risques de persistance du feu, le plan alarme fut immédiatement déclenché, et maintenu durant toute la journée du 23 juin sur la zone couvrant le littoral entre Saint-Cyr-sur-Mer et Toulon : les massifs forestiers étaient interdits et les dispositifs de surveillance renforcés. Cet incendie, qui est le premier de l'été dans le Var, s'est déclaré au lendemain de la visite de Jean-Louis Debré à la base de sécurité aérienne de Marignane (Bouches-du-Rhône), où il présentait le plan de lutte contre les feux de forêt dans le Sud-Est.

Au centre inter-régional de coordination opérationnelle de la sécurité civile, les responsables de l'Entente (groupement régional de lutte contre les feux de forêt mis en place il y a trente-trois ans à l'initiative d'Edgard Pisani), ont fait remarquer au ministre que les crédits affectés par l'Etat au Conservatoire de la forêt méditerranéenne, créé par Jacques Chirac en 1986, étaient passés de 100 millions de francs à 58 millions de francs cette année, créant une situation dangereuse, même si l'Etat consacre 700 millions de francs par an à la lutte contre les incendies, dont 55 % sont dus à des imprudences et 20 % à des actes criminels.

José Lenzini

M. Périssol chahuté au congrès du mouvement HLM

LE CONGRÈS de l'Union des fédérations d'organismes HLM (UN-FOHLM), qui s'est achevé samedi 22 juin à Bordeaux (Le Monde des 23 et 24 juin), a accueilli fraîchement le ministre du logement, Pierre-André Périssol, venu conclure les travaux. Comme, la veille, le premier ministre Alain Juppé, M. Périssol a dû affronter sifflets et banderoles des militants de la Confédération nationale du logement (CNL). Le ministre du logement avait pourtant choisi de commencer son discours par des compliments à l'adresse du mouvement HLM, saluant son esprit « positif et de dialogue ». Sans citer le Front national, M. Périssol a ensuite exprimé son inquiétude après les premiers résultats des élections de locataires qui ont donné 18 sièges au parti d'extrême droite. « Je refuse, je cite, "la chasse aux familles insolvables" », a-t-il souligné, en faisant allusion à l'un des thèmes du Front national-locataires. Le ministre du logement a, par ailleurs, rappelé qu'il souhaitait mettre en œuvre une réforme des attributions de logements. « J'ai regretté que vos contraintes de calendrier ne nous aient pas permis d'amorcer, avant le congrès, la concertation sur nos réflexions respectives », a-t-il précisé. Ni le ministre du logement ni le mouvement HLM n'ont, pour l'instant, rendu publiques leurs propositions sur ce thème.

DÉPÊCHES

■ **CANNABIS** : le professeur Gabriel Nahas a obtenu la condamnation du directeur et d'un journaliste de la revue *Maintenant* pour diffamation, vendredi 21 juin. Le tribunal correctionnel de Paris a condamné Michel Sibon et Michèle Seeliger-Verlomme, dite Michka, à payer 1 franc symbolique au professeur Gabriel Nahas, qu'ils avaient accusé de « manipuler » ses recherches sur le cannabis (Le Monde daté 7-8 avril). Le docteur Bertrand Lebeau, également poursuivi, a été relaxé au « bénéfice de la bonne foi ».

■ **AVORTEMENT** : le docteur Xavier Dor, président de l'association SOS - Tout-Petit de lutte contre l'avortement, a été interpellé, samedi 22 juin en fin de matinée, alors qu'il manifestait sans autorisation avec une quinzaine de personnes devant une clinique du Chesnay (Yvelines). Il a quitté le commissariat de Versailles en fin d'après-midi pour être déféré au parquet. Le militant a été remis en liberté en début de soirée, en attendant sa convocation ultérieure devant le tribunal.

■ **IMMIGRATION** : les sept parents étrangers d'enfants français qui observaient une grève de la faim à Lille depuis le 8 juin pour obtenir la régularisation de leur situation ont décidé, lundi 24 juin, de suspendre leur mouvement. Le préfet du Nord leur a proposé, dimanche 23 juin, de leur délivrer des cartes de visiteurs valables jusqu'à la réunion de la commission du séjour, prévue le 8 juillet.

■ **ACCIDENT** : un avion de tourisme s'est posé sur l'autoroute A 13 dimanche soir 23 juin, après 21 h 30, sans faire de victimes ni occasionner de dommages, à la hauteur de la commune d'Aubergenville. Parti de l'aérodrome des Mureaux (Yvelines) avec deux passagers à bord de son Cessna 182, le pilote, adhérent de l'aéroclub de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a dû faire face à un défaut d'alimentation d'essence quelques minutes après son décollage.

■ **UNIVERSITÉS** : interrogé sur l'absence de loi de programmation pour sa réforme de l'université, François Bayrou a affirmé que « si la réforme ne reposait effectivement pas principalement sur des dépenses supplémentaires, cela ne signifiait pas qu'il n'y aurait aucune dépense nouvelle », dimanche 23 juin, sur Europe 1. « Il se traiterait par exemple absurde de mettre en place la filière technologique sans moyens », a ajouté le ministre de l'Éducation nationale.

■ **EXAMENS** : après la perte de leurs copies, quelque 150 étudiants en licence AES (administration économique et sociale) de l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne (Loire) devront repasser une épreuve de trois heures de « dynamique économique », subie le 22 mai. Corrigées une première fois et envoyées par la poste au second correcteur, les copies ne sont jamais parvenues à leur destinataire.

■ **EUTHANASIE** : le sénateur Henri Caillavet, ancien ministre, a été élu samedi 15 juin, à Bordeaux, à la présidence de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD). M. Caillavet, qui avait déjà occupé cette fonction, a été désigné à l'unanimité par le Conseil d'administration de cette association, qui regroupe 26 000 adhérents en France.

"Au diable la langue de bois ! Vient un moment où l'on éprouve le besoin de s'adresser à nos dirigeants sans précaution. Leur parler ainsi en particulier, n'est-ce pas une bonne façon de traiter de la France en général ?"

JEAN-MARIE COLOMBANI



JEAN-MARIE COLOMBANI

DE LA FRANCE EN GÉNÉRAL ET DE SES DIRIGEANTS EN PARTICULIER

PLON

252 P 98 F

"Voici un livre enjoué, vif, impertinent sans aigreur, rapide sans frivolité, direct de ton jusqu'à froter parfois la familiarité."

ALAIN DUHAMEL. LE POINT

"Quand le patron du « Monde » se lance dans le portrait facétieux, succulent."

FRANZ-OLIVIER GIESBERT. LE FIGARO

"On s'amuse à lire ses admonestations impertinentes et mesurées à la fois."

LAURENT JOFFRIN. LE NOUVEL OBSERVATEUR

PLON

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admission
25 juin : ISC

Admissibilité

26 juin : Mines Ponts (3^e série)

27 juin : INT Ingénieurs (3^e série & étr.)

3615 LEMONDE

2-29 P/m

DISPARITIONS

Gilbert Estève

Le maire socialiste de Sélestat

GILBERT ESTÈVE, maire (PS) de Sélestat (Bas-Rhin), vice-président du conseil régional d'Alsace et conseiller général, est décédé à l'âge de quarante-huit ans d'un cancer, samedi 22 juin. Ce fabuliste faisait partie de la jeune génération des socialistes alsaciens, qui avait pris plusieurs villes tenues par les centristes aux municipales de 1989 et qui les a conservées lors du scrutin de 1995 : Catherine Trautmann à Strasbourg et Jean-Marie Bockel à Mulhouse.

Gilbert Estève avait conduit, par deux fois (1986 et 1992), la liste du Parti socialiste aux régionales dans le Bas-Rhin sans jamais effectuer la percée que les résultats aux élections municipales auraient pu lui faire espérer. Il devait, au contraire, déplorer la montée du Front national qui, de surcroît, obtenait deux vice-présidences à l'Assemblée régionale à l'issue de la dernière consultation. Lors de la reconstitution du bureau, après le décès de Marcel Rudloff (UDF), il a été de ceux qui

ont œuvré pour que ces postes soient retirés au mouvement de Jean-Marie Le Pen.

Membre du Parti socialiste unifié (PSU) de 1968 à 1978, le maire de Sélestat avait rejoint le Parti socialiste en 1981 et devenait chef de cabinet dans le premier ministère de la culture de Jack Lang (1981-1986). Son élection, en 1988, comme conseiller général du Bas-Rhin et, un an plus tard, à la tête de la ville où il était né, l'avait conforté dans son objectif de devenir un pilier de la vie politique de sa région.

En décembre 1995, alors que la maladie regagnait du terrain, après une période de rémission, il avait, néanmoins, accepté la présidence de l'Association pour le développement de l'Alsace centrale (Adac).

Depuis le 3 mai 1994, jour où il avait fait état publiquement de son cancer, Gilbert Estève n'avait renoncé, jusqu'à ces dernières semaines, à aucune de ses tâches.

Marcel Scotto

Salah Abou Seif

Un pionnier du cinéma réaliste égyptien

LE RÉALISATEUR égyptien Salah Abou Seif est mort samedi 22 juin. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

« Tant qu'il ne s'attachera pas intimement à l'homme en train de vivre », c'est-à-dire en train de peiner et de lutter pour vivre, ou même seulement pour survivre, tant qu'il n'exprimera pas fidèlement et scrupuleusement cette vie dans son interminable quotidien, le cinéma ne sera précisément qu'un simple métier. » Cette déclaration aux allures de manifeste définit bien la personnalité de Salah Abou Seif, né le 10 mai 1915 à Boulaq, un quartier populaire du Caire.

Il fut d'abord fonctionnaire, puis journaliste amateur et critique de cinéma, avant de devenir monteur dans les studios Misr, où il se fit la main en réalisant des courts-métrages et des films de commande. Réalisateur de quarante films entre 1946 et 1994, il a toujours été, en effet, guidé par la volonté de décrire le monde des humbles, des pauvres, en opposition avec celui des possédants. Ce qui n'est pas allé, parfois, sans une certaine naïveté, due sur-

tout à son manque de sens politique, mais qui confère à ses films les plus réussis une forte charge émotionnelle.

L'importance de Salah Abou Seif dans l'histoire du cinéma égyptien se mesure autant aux succès populaires rencontrés par ses films que par l'influence qu'il exerça sur ses confrères. Youssef Chahine a ainsi classé *Ton jour viendra l'été* (écrit par le romancier Naguib Mahfouz en s'inspirant de la *Théorie du Raquin* de Zola, 1951) et *La Sangsue* (1956) « parmi les œuvres les plus importantes de toute l'histoire du cinéma égyptien ». Lui-même très marqué par sa découverte du cinéma néo-réaliste italien, Abou Seif avait réalisé huit films en collaboration avec Naguib Mahfouz, dont il avait également adapté les livres *Mort parmi les vivants* (1960) et *Le Caire 30* (1966). Un hommage sera rendu à Salah Abou Seif par ses amis acteurs et techniciens, le mardi 25 juin à 21 heures, à l'Institut du monde arabe.

P. M.

■ ANDRÉAS PAPANDRÉOU, ancien premier ministre grec, est mort dans les premières heures du dimanche 23 juin à son domicile d'Athènes. Il était âgé de soixante-dix-sept ans (lire page 2).

■ HENRI HEULIEZ, fondateur du groupe de construction automobile Heuliez, est décédé, vendredi 21 juin, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à Cerizay (Deux-Sèvres). Né le 17 février 1914, Henri Heuliez avait repris de son père un atelier de construction de charrettes anglaises à ossature bois, qu'il transforma en usine de construction automobile, d'abord d'autocars de luxe en 1948, puis de véhicules publicitaires, enfin d'aménagements et de construction de véhicules. D'une trentaine de salariés à l'origine, le groupe en comptait 460 en 1970 pour en compter aujourd'hui plus de 2 000. Henri Heuliez en fut le PDG jusqu'en 1974.

■ EDVIN WIDE, athlète suédois qui avait remporté cinq médailles en demi-fond lors de trois Jeux olympiques dans les années 20, est décédé mercredi 19 juin à Stockholm, à l'âge de cent ans. Né le 22 février 1896 à Kimito (Finlande) et naturalisé suédois en 1920, Edvin Wide avait remporté à Anvers (1920) la médaille de bronze du 3 000 m par équipes, à Paris (1924)

une médaille d'argent au 10 000 m et une médaille de bronze au 5 000 m, et à Amsterdam (1928) les médailles de bronze sur 3 000 et 10 000 m. Il avait également battu trois records du monde, ceux du 2 000 m, 3 000 m et du deux milles.

■ EDMOND ROUDNITSKA, un des grands « nez » de la parfumerie, créateur notamment des parfums « Femme » de Rochas et « Eau sauvage » de Christian Dior, est mort, lundi 17 juin à Grasse (Alpes-Maritimes), à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Après des études secondaires à Cannes, Edmond Roudnitska a débuté sa carrière dans une maison de parfumerie grasse avant de rencontrer Marcel Rochas en 1943 qui devient alors son premier « client ». Il compose pour lui la formule de « Femme », un des grands succès de la parfumerie, puis « Chiffon », « Moustache » (pour homme) et devient ainsi maître-parfumeur. Edmond Roudnitska fonde sa société Art et Parfum en 1946, à Courbevoie. A cette même époque il rencontre Christian Dior pour lequel il va créer « Eau fraîche » (1955), « Diorissimo » (1956) et « Eau sauvage » (1966). On lui doit également « Eau d'Hermès », lancée à l'occasion du 150^e anniversaire du célèbre sélier.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Patrick et Stéphane SAUVIGNIER-LE ROY, ont la joie d'annoncer la naissance de

Éliane,

le 24 mai 1996, à Viry-sur-Seine.

1, rue des Catalpas, 94320 Thiais.

Mariages

M. Pierre GUIVARCH, M^{me} Rosemond HERVIEUX,

sont heureux d'annoncer leur mariage qui a été célébré le 23 juin 1996, à Vignols (Corrèze).

Route de Cayrat, 19130 Saint-Solve, Le Carroussel, 28, rue des Farnes, 76310 Sainte-Adresse.

Isabelle LEPELLETIER et Xavier FRERING,

ont la joie d'annoncer leur mariage célébré à Paris, le 21 juin 1996.

37, rue Davioud, 75016 Paris.

Marianne et Philippe,

Dix ans de réflexion Et deux beaux garçons ! Pour boire un canon, Bon-Nigre allemand...

Tendrement, Brnato.

M. Xavier RICHER et M^{me} née Diana COOPER, ainsi que Daphné,

sont heureux d'annoncer le mariage de leur fils et frère

Julien

avec

M^{me} Sophie BODET.

Paris, le 29 juin 1996.

Décès

M^{me} Renée Jamali-Sievaux,

son épouse, Yassine, Boutaina Jamali, Nadine Bresson-Jamali, ses enfants,

Yassine Bresson, sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Mohamed JAMALI, ingénieur agronome diplômé de l'Ensar (promotion 1960),

survécu à son domicile, le 16 juin 1996, dans sa cinquante-cinquième année.

El Hôra, Boite postale n° 45, Beni Melal (Maroc).

Pierre et Michèle Jodogne-Malroux, André et Francine Jodogne-Auzique, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Omer JODOGNE, veuf de Jeanne GASPARD, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, ancien professeur associé aux universités de Clermont-II et de Bordeaux-III, membre de l'Académie royale de Belgique,

né à Saint-Gilles (Bruxelles), le 7 mars 1908, pieusement décédé à Namur, le 21 juin 1996.

La messe des funérailles et l'enterrement ont eu lieu dans l'intimité.

Pierre Jodogne, 72, rue de Nieuwenhove, B-1180 Bruxelles.

André Jodogne, 16, rue Frappe-Cul, B-5170 Lustin.

M. Meulay Boussethah Rharb (Maroc).

René Jodogne, ancien consul de France, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

Mathilde JUSTICE,

née ZURIGA,

survécue le 4 mai 1996, à Meulay Boussethah (Maroc) dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées le 15 mai dans l'intimité, à Meknès, villa Biché.

M^{me} Andrée Kerouas de Roussan, sa mère,

Anne et Claude Aru-Kerouas de Roussan, Guillaume et Reine, Nicolas, Virginie, Sarah et Aurélie,

Yves et Laura Kerouas de Roussan-Bruna,

Diane Kerouas de Roussan et Sébastien,

Armelie et Philippe Rebut-Kerouas de Roussan, Cécile et Alphonse,

Fanny Kerouas,

Sœur Gilberte de Roussan.

Sa famille, Jean-Louis Marand,

Et tous ses amis,

font part du décès de

M. Hervé KEROUAS DE ROUSSAN,

survécue le 16 juin 1996, à Paris.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 22 juin, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, à Paris.

Il repose auprès de son père à Saint-Pierre-et-Port (Seine-Maritime).

32, rue des Volontaires, 75013 Paris.

M. François Maître,

son épouse, M. Serge Maître,

sa fille, Les docteurs Carole, Sophie, Barbara,

Maître, M^{me} Frédérique Maître,

Le docteur Eva Janot, M^{me} Stéphane Odot,

ses filles, Ses conjoints,

Et tous ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Annette MAÎTRE,

survécue le 16 juin 1996.

Après la bénédiction en l'église Notre-Dame-des-Champs, le 21 juin, l'inhumation a eu lieu dans le caveau familial au cimetière du Montparnasse, en l'intimité.

8, rue Edmond-Gondret, 75013 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

NINA RICCI

SOLDES

Lundi 24 juin 1996 et jours suivants de 10h00 à 18h30

39, avenue Montaigne

ET POUR L'HOMME:

Ricci-Club

19, Rue François 1^{er}

On nous prie d'annoncer le décès de

Alexandre PAPPÉ, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survécue le 12 juin 1996.

De la part de Marie-Antonette Pappé, Catherine et Walter von Tschirsky et leurs enfants, Pierre Pappé.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière Montparnasse.

M^{me} André Rey,

son épouse, Bernard et Dominique Rey,

ses fils, Et toute leur famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. André REY, trésorier-payeur général honoraire, officier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

survécue le 21 juin 1996.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Le Mollère, 83, cours de Verdun, 01100 Oyonnax.

Grasse, Cahors, Spécambier.

M^{me} Edmond Roudnitska,

son épouse, M^{me} Nadia Roudnitska,

M. Edmond-P. Roudnitska, M. et M^{me} M. Roudnitska,

M. Stéphane Roudnitska, ses enfants et petits-fils,

Les familles Roudnitsky, Seriaux-Dubois, Delvieux, Chassagne,

Parents, alliés et amis, Ainsi que le personnel de la société Art et Parfum,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond ROUDNITSKA,

parfumeur-créateur,

survécue dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Vous êtes conviés à assister à l'un des offices religieux qui seront célébrés en la mémoire du défunt, en l'église de Cabris (Alpes-Maritimes), le lundi 1^{er} juillet, à 11 heures ; en l'église Saint-Pierre de Chaillet, avenue Marceau, Paris-8^e, le mercredi 3 juillet, à 11 heures.

Priez pour lui. (Lire ci-dessus.)

Alexandru Valy,

sa fille, M. et M^{me} Maurice Valy,

ses parents, Et toute la famille,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Marc VALY,

survécue le 21 juin 1996, à Versailles, dans sa trente-huitième année.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 15 h 45, en l'église Saint-Symphorien à Versailles.

Des dons peuvent être adressés à la Ligue pour l'adaptation des handicapés physiques du travail, 26, rue Daillé, 92310 Saint-Cloud.

20, rue de Provence, 75000 Versailles.

Sa famille nous prie de faire part du décès de

Jean TALBOT, professeur honoraire à l'université Pierre-et-Marie-Curie et à l'ENSCEP,

survécue le 21 juin 1996, dans sa soixante-seizième année.

Bien connu également dans le monde du sport amateur, il fut de 1963 à 1980, président du PUC, puis président de la FISU, membre et trésorier de la FISU, membre et trésorier du CROF et pendant vingt-cinq ans, président de l'Union mutuelle des sportifs.

L'inhumation aura lieu le mercredi 26 juin, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

4, rue Auguste-Perret, 75013 Paris.

Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie,

Les membres des conseils de l'université,

Tous les personnels, Et l'Association pour le développement des facultés des sciences de l'université de Paris (Adfac),

ont la tristesse de faire part du décès, le 21 juin 1996, de

M. Jean TALBOT,

professeur de chimie, ancien vice-président de l'université,

créateur du service de formation continue de l'université, président de l'Association pour le développement des facultés des sciences de l'université de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite, commandeur des Palmes académiques.

Remerciements

Dans l'impossibilité immédiate de répondre aux très nombreux messages de sympathie émis,

Amy Dahan Dalmedico, Maxime,

Et toute la famille, remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur émotion et se sont associés à leur peine lors du décès de

Gérard DAHAN,

survécue le 11 juin 1996.

Hélène Lamioq et ses filles, Yves Malécot,

ses enfants et son petit-fils, très touchés de la sympathie qui leur a été témoignée à l'occasion du décès de

Jean-François MALÉCOT,

adressent à tous leurs très vifs remerciements.

Anniversaires de décès

A

Nandir CHESNEY

Déjà huit ans... Toute sa famille pense beaucoup à toi.

Le 21 juin 1994.

Olivier RAVIER

nous a quittés.

Dans l'amour de ses proches, il est toujours vivant.

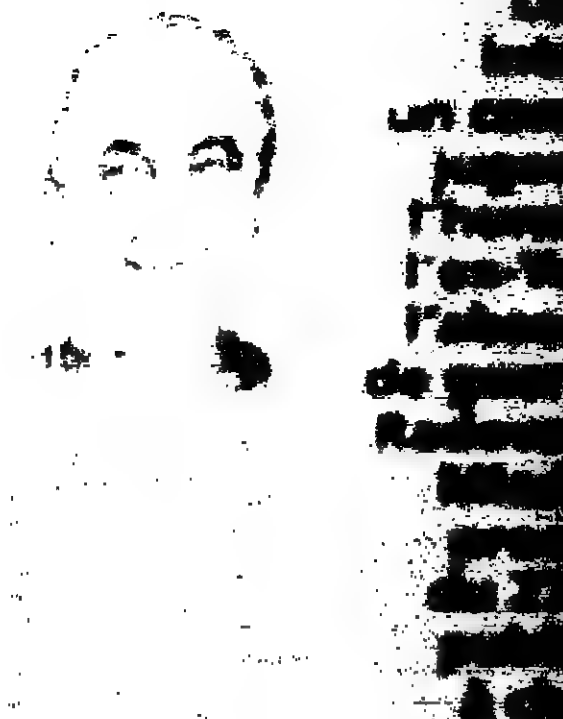
Merci à tous ceux qui continuent à lui témoigner leur affection.

A l'aube du 25 juin 1983,

Bernard SABOYA

nous quitte à l'âge de trente-sept ans, victime d'un clouffard.

La Haye, t



La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

La Haye, t

HORIZONS

ENQUÊTE

La Haye, tribunal obstiné

AVEC un sourire satisfait, comme si le pire était passé et l'essentiel acquis, Richard Goldstone peut dire : « C'est la fin du commencement. » Il est, depuis deux ans, le procureur général du premier tribunal pénal créé par les Nations unies, pour punir les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie, et n'ayant ménagé sa peine ni auprès des puissances ni auprès de la presse, il est devenu l'un de ces héros médiatiques qui contribuent parfois à ce que l'improbable se produise.

Ce Tribunal pénal international (le TPI), dont on ne donnait pas cher lorsque sa création fut annoncée, début 1993, par le Conseil de sécurité de l'ONU, existe aujourd'hui bel et bien et rend justice. Il a ouvert le mois dernier son premier procès et devrait prononcer, dès juillet, dans une autre affaire, sa première sentence pour crimes contre l'humanité. Il a déjà inculpé cinquante-sept personnes, en a fait mettre six sous les verrous à La Haye et mène actuellement sur le terrain une vingtaine de nouvelles enquêtes ; d'autres suivront, tant que l'ONU lui prêtera vie.

Jusqu'à quand et jusqu'où ? Le TPI fait beaucoup parler de lui depuis quelques mois. À partir du 27 juin, il procédera à l'audition publique de témoins à charge contre Ratko Mladic et Radovan Karadzic, ses deux principaux accusés. Mais ce ne sera pas un procès, car les deux chefs de guerre serbes de Bosnie courront toujours, et il ne s'agira, pour le Tribunal, que de se faire à nouveau bruyamment entendre, de prendre l'opinion à témoin et de renvoyer les Etats à leurs responsabilités. Mladic, Karadzic et les autres, les vrais responsables des atrocités perpétrées en Croatie et en Bosnie, seront-ils jamais défaits à La Haye ? Le TPI pourra-t-il jamais se libérer de son handicap de départ, celui d'être né du cynisme des grandes puissances auxquelles, à l'origine, il était supposé servir d'alibi ?

C'était l'époque où les médias montraient en direct l'honneur de la guerre en Bosnie et où le discrédit s'abattait chaque jour un peu plus sur les Occidentaux qui la laissent faire. L'idée naquit alors dans la tête, ou dans l'entourage, du juriste et alors ministre des affaires étrangères français, Roland Dumas, d'invoquer la justice des nations et d'inventer un tribunal. C'était grand, c'était noble - le droit comme instrument contre la barbarie -, cela ne mangeait pas de pain et pouvait donner l'impression aux opinions publiques qu'on faisait quelque chose. On prétendait dissuader les crimes en promettant de les punir. Comme en convient aujourd'hui un diplomate français, « punir n'était pas à l'époque le premier souci des Etats », et le projet du TPI ne s'avère pas dissuasif.

Mais une idée était née, à laquelle les Américains en particulier allaient adhérer d'emblée, par goût de la chose judiciaire, ou de l'expérimentation, ou encore parce que le projet convenait à leur approche « moralisante » de la guerre de Bosnie. Ils y consacraient tout de suite d'importants moyens matériels et humains, tandis que la France inconstante, une fois lan-



RICHARD GOLDSTONE a été nommé procureur du Tribunal international sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie, par l'ONU en juillet 1994, soit plus d'un an après la décision de créer le TPI. Sud-africain, il s'était illustré dans la défense des droits de l'homme en tant que président de commissions d'enquête sur les abus de la police et de l'armée dans son pays. Il quittera le TPI en octobre pour regagner Pretoria.

cée l'idée, n'allait, pour longtemps, plus guère se soucier du concret. Des magistrats, des enquêteurs des quatre coins du monde furent dépêchés à La Haye. Et malgré les énormes difficultés initiales (la précarité des moyens budgétaires, l'attente d'un procureur que le Conseil de sécurité de l'ONU mit près d'un an à désigner), ils prirent au mot leurs mandataires, et se mirent au travail. Ils inventèrent les règles de leur justice (le « règlement de procédure et de preuve »), recréèrent les affaires du médium entre le droit latin et le

Le Tribunal pénal international mène un combat quotidien pour juger les crimes contre l'humanité commis dans l'ex-Yougoslavie. Malgré l'absence des deux chefs de guerre serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, les magistrats procéderont, à partir du 27 juin, à l'audition publique des témoins à charge. Un moyen de sensibiliser l'opinion et de renvoyer les Etats à leurs responsabilités



RADOVAN KARADZIC est accusé de génocide, de crimes contre l'humanité et de violations des lois et coutumes de la guerre pour sa responsabilité dans, entre autres, les persécutions de civils musulmans et croates de Bosnie, les prises en otage de « casques bleus » et les atrocités commises à Srebrenica. Il était, à l'époque des faits, président de la « République serbe de Bosnie » et leader du parti SDS.



RATKO MLADIC est accusé des mêmes crimes que Radovan Karadzic. Des actes d'accusation communs ont été dressés. En mai 1992, il a pris le commandement des forces du deuxième district militaire de la JNA (l'armée fédérale yougoslave), devenue, de fait, l'armée des Serbes de Bosnie.

« Nous devons être besogneux, mais pas humbles. Nous ne devons pas nous excuser de réclamer nos accusés. Nous disposons d'un espace judiciaire, nous devons l'occuper »

droit anglo-saxon, lequel prit largement le dessus. Ils se mirent à dépouiller des montagnes de documents sur les événements de Croatie et de Bosnie, venus des organisations humanitaires, de la presse, des envoyés spéciaux de l'ONU, et, avec les moyens du bord, ils lancèrent les premières enquêtes.

Il y fallait une sorte de foi, car rien ne garantissait au départ que le Tribunal de La Haye aurait jamais sous la main le moindre accusé à juger. Il en a aujourd'hui quelques-uns, mais pas du plus gros calibre, et la question demeure : le TPI n'a pas de police et dépend toujours totalement de la coopération des Etats (essentiellement ceux de l'ex-Yougoslavie) pour que lui soient livrés les accusés. Il dépend toujours large-

ment de la coopération des gouvernements occidentaux pour rassembler certains éléments de preuve qui sont de l'ordre du renseignement ou du secret militaire. Enfin, il dépend toujours intégralement du Conseil de sécurité de l'ONU, en mesure, s'il le voulait, soit de mettre un terme à l'aventure, soit de la laisser périr lentement en serrant les cordons de la bourse.

Sur ce dernier point, la tendance est clairement favorable et les moyens dont dispose aujourd'hui le TPI, après les années de vaches

maigres, sont une illustration parlante de la façon dont il a su s'imposer. S'il obtient ce qu'il souhaite, c'est probable, son budget équivalra l'an prochain à 10 % du budget de fonctionnement de l'ONU, à l'heure où l'on « dégraisse » et où l'on économise, surtout au siège de New York.

Quant au soutien politique, Richard Goldstone affirme qu'il est « plus fort que jamais, de la part des gouvernements et des organisations non gouvernementales ». De fait, les tribunaux du TPI ces deux dernières années, la reprise du même modèle pour le Rwanda (le TPR), ont ressuscité, chez tous ceux qui, de par le monde, s'intéressent au droit humanitaire, le vieux rêve de l'avènement d'une justice supérieure à celle, trop souvent défaillante, des Etats.

Mais, pour faire école, le Tribunal doit convaincre que le soutien des gouvernements, dont se félicite le procureur Goldstone, respecte son indépendance, et qu'il ne s'arrête pas dès que le Tribunal gêne politiquement. Cette démonstration n'est pas encore faite.

L'accord de Dayton sur le rétablissement de la paix en Bosnie avait paru pourtant, à la fin de l'année dernière, marquer un tournant pour le TPI, une victoire après la grande peur. Quand s'étaient ouverts les pourparlers, à l'automne, les magistrats pouvaient craindre d'être sacrifiés sur l'autel d'une paix qui se négociait avec les responsables de la guerre et qui aurait pu comporter une clause d'amnistie générale.

Il n'en fut rien : le Tribunal se vit au contraire reconstruire dans le texte de l'accord, qui obligeait les Etats ex-belligérants à coopérer avec lui, en lui fournissant les informations et les inculpés qu'il réclamait ; l'accord stipulait en outre que ces derniers devaient être exclus de toute charge publique dans les pays de l'ex-Yougoslavie. Le TPI, qui avait déjà mis en accusation M. Mladic et M. Karadzic, permettait de les écarter du jeu politique bosniaque, et devenait ainsi un instrument très utile au processus de paix. Il connut alors un fort regain d'intérêt aux yeux des Occidentaux.

Six mois après Dayton cependant, seul le gouvernement de Sarajevo a rempli les engagements contenus dans l'accord, en transférant à La Haye les trois inculpés musulmans que le TPI réclamait. La Croatie est très loin du compte, la « République serbe de Bosnie » et la Serbie sont au degré zéro de la coopération. Contrairement à ce que stipulait l'accord, aucune sanction économique n'a été rétablie contre ces deux dernières. C'est que la politique a ses raisons, qui ne sont pas celles de la justice : on voulait priver Radovan Karadzic et Ratko Mladic de leur rôle de leader, mais, alors que s'ouvrait une période sensible de préparation d'élections en Bosnie pour septembre, on ne veut pas en revanche, par des mesures trop radicales (tentative d'arrestation des deux hommes ou rétablissement de sanctions), refaire l'unité des Serbes contre le reste du monde et contre l'accord de paix.

Le soutien affiché par les pays occidentaux au Tribunal de La Haye est aussi sujet à caution en ce qui concerne l'obligation de fournir des informations. Les anciens officiers de la Forproun, les services de renseignement qui ont « observé » la guerre en Bosnie, et qui devraient être des sources extrêmement précieuses pour le TPI, ne se laissent pas exploiter de bon gré. « Il y a encore beaucoup de lacunes dans ce que savent les services du procureur », confirme un responsable français, en incriminant d'abord les autres (les Américains, les Anglais), mais en reconnaissant

malgré tout que le ministère français de la défense n'a pas fait preuve lui non plus d'un très grand enthousiasme.

Les choses se sont semblées-t-elles quelque peu améliorées, mais les réticences restent vives de la part d'anciens « casques bleus » qui se sont trouvés en Bosnie dans une situation peu enviable et qui craignent d'être mis en cause. Elles se sont améliorées apparemment aussi du côté des services de renseignement, notamment de la CIA, dont Richard Goldstone a rencontré à plusieurs reprises le « patron ». Un article a été introduit dans le règlement du Tribunal (le 70 B) qui permet aux services du procureur d'avoir accès à des documents confidentiels, sans l'autoriser toutefois à les produire. C'est sans doute un progrès, mais, comme le fait remarquer François Bauchet-Saulnier, juriste à Médecins sans frontières, tout ce qui sert à l'accusation devant obligatoirement être communiqué à la défense. « du point de vue de la justice ce type de coopération est nul ».

« Les Etats n'aiment pas fournir des preuves matérielles », ajoute-t-elle. Car, quand il y a des preuves, il n'y a plus d'espace d'influence politique. Elle fait remarquer que l'essentiel de la charge de la preuve repose sur des témoins que le Tribunal n'a pas les moyens de protéger suffisamment et dont les Etats ne se préoccupent pas.

Les gouvernements occidentaux ne souhaitent vraisemblablement pas non plus que le Tribunal frappe trop haut et s'en prenne directement à Slobodan Milosevic, qui fut, et reste, le partenaire crucial du rétablissement de la paix en Bosnie. Richard Goldstone se défend, pour sa part, de toute retenue de cette nature. Qu'on m'apporte des preuves l'impliquant directement dans des crimes de guerre et je l'inculperai, répond-il en substance, lorsqu'on s'étonne de l'impunité dont paraît jouir à ce

stade le président de Serbie. Ces preuves sont, probablement, difficiles à établir, mais il n'est pas certain que telle ait jamais été la priorité du procureur.

Les reproches des juges à l'encontre de la politique pénale menée par Richard Goldstone ne sont plus un secret pour personne. Cette politique reposait dès le départ sur l'idée, prudente, qu'il fallait « partir du bas », accumuler les preuves et remonter progressivement les filières vers le haut. Le résultat, c'est un certain désordre dans les enquêtes, des dizaines de procès-verbaux inexploités ; cinquante-sept actes d'accusation, certes, établis sur la base d'enquêtes extrêmement méticuleuses préparant des procès très longs, mais trop peu de moyens affectés, parfois trop tard, à des zones d'investigation qui auraient dû être prioritaires, comme Srebrenica.

Cette enclave musulmane de Bosnie orientale a été, l'été dernier, le théâtre de l'un des épisodes les plus noirs de la guerre, le plus compromettant pour M. Karadzic et M. Mladic, mais aussi pour l'armée de Serbie, pour les responsables de la Forproun et pour les Occidentaux. « Les enquêteurs du TPI y sont arrivés les derniers », raconte François Bauchet-Saulnier, après les organisations humanitaires et les officiers américains. L'officier néerlandais qui était à l'époque l'adjoint du général Janvier, commandant des « casques bleus », et qui s'est exprimé devant des journalistes sur l'abandon de l'enclave par la Forproun, n'a même pas été entendu par des enquêteurs du TPI, qui auraient dressé un procès-verbal d'audition. On s'est contenté de la lecture de documents de briefing.

« Le TPI n'est pas le Tribunal de Nuremberg, qui n'avait à juger que les hauts responsables. Mais il n'est pas là non plus pour ne juger que des Tadic, déclare un magistrat de La Haye. Il aurait fallu partir des leaders. » On se demande si c'est pour des raisons politiques ou par manque de professionnalisme que certaines enquêtes ne soient pas, dit un autre contestataire, qui s'étonne que des personnages aussi redoutables que les chefs de milices serbes Arkan ou Seselj n'aient toujours pas fait l'objet d'une mise en accusation et poursuivent leurs activités politiques en Serbie ; ou encore que le régime croate n'ait même pas été contraint à la moindre épuration dans ses rangs.

C'est contre ces faiblesses que l'alle la plus dynamique du Tribunal de La Haye (des juges, parmi lesquels Claude Jorda, ancien procureur près la Cour d'appel de Paris, et le président du Tribunal, Antonio Cassese, notamment) mène un combat quotidien. C'est grâce à eux qu'ont été dressés, en juillet puis en novembre 1995, les actes d'accusation contre Ratko Mladic et Radovan Karadzic pour leurs responsabilités dans la guerre de purification ethnique et dans les événements de Srebrenica.

C'est grâce à eux qu'a été introduit, dans le règlement du TPI, le fameux article 61 permettant d'auditionner des témoins à charge en l'absence des accusés, par lequel ils espèrent, dans quelques jours, remobiliser les opinions et redonner mauvaise conscience aux gouvernements. Ce sont eux qui demandent en permanence des comptes à un procureur qu'ils jugent - du fait de son statut plutôt que de sa personne - à la fois trop puissant par rapport à eux, car seul maître de l'opportunité des poursuites, et trop exposé aux pressions de gouvernements qui ne veulent voir dans le Tribunal qu'un simple instrument du rétablissement de la paix.

C'est grâce à eux aussi que le Tribunal a gagné en crédibilité et conquis des parcelles d'indépendance. « Nous devons être besogneux, mais pas humbles, explique Claude Jorda. Nous ne devons pas nous excuser de réclamer nos accusés. Nous devons faire nos articles 61 ». Nous disposons d'un espace judiciaire, nous devons l'occuper. » Bref, durer.

Claire Tréan
Dessins : Salakmann

« Le Monde » publiera dans ses éditions datées mercredi 26 et jeudi 27 juin l'essentiel des actes d'accusation

Le règlement du TPI

● **L'enquête et l'acte d'accusation.** - Le procureur décide de son propre chef ou à la demande de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'organes de l'ONU, de victimes, d'ouvrir une enquête. Il peut convoquer et interroger les suspects, entendre les victimes et les témoins, enquêter sur les lieux pour réunir les éléments de preuve et, à ces fins, « obtenir l'aide de toute autorité nationale compétente, ainsi que de tout organisme international, y compris Interpol ». S'il existe des preuves suffisantes, le procureur dresse l'acte d'accusation, qui, après confirmation par un juge de première instance, est rendu public. Un mandat d'arrêt et de détention de l'accusé est transmis aux autorités de l'Etat où l'accusé réside ou a en sa dernière résidence connue. L'obligation de répondre à cette demande

prévalait sur les législations relatives à l'extradition que cet Etat pourrait opposer au tribunal. Vingt-quatre cellules ont été mises à la disposition du TPI à la prison de Scheveningue. Si, « dans un délai raisonnable », l'Etat n'exécute pas le mandat d'arrêt, le tribunal en informe le Conseil de sécurité de l'ONU.

● **L'article 61.** - En cas de non-exécution du mandat d'arrêt, l'article 61 du règlement prévoit la tenue d'une audience publique au cours de laquelle la chambre expose les preuves et peut inviter ses témoins à déposer. C'est cette audience qui aura lieu dans les cas de Radovan Karadzic et Ratko Mladic du 27 juin au 5 juillet. L'audience débouche sur un mandat d'arrêt international.

● **Le procès.** - L'accusé transféré au tribunal bénéficie de l'assistance d'un conseil de son choix ou commis d'office. Avant le procès, le procureur et la défense procèdent à l'échange des moyens de preuve et se communiquent les

noms des témoins qu'ils appelleront à la barre. Les articles 69 et 75 prévoient la protection de certains témoins qui ne peut aller toutefois jusqu'à l'anonymat absolu.

Sauf exception, les audiences devant la chambre de première instance sont publiques. Après l'audition des témoins de l'accusation et de la défense et les plaidoiries, la chambre délibère à huis clos. Le jugement est prononcé en audience publique. En cas d'acquiescement, l'accusé est remis en liberté, sauf appel interjeté en audience par le procureur.

● **Les peines.** - Elles peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement à vie. La chambre se prononce en tenant compte « de la grille générale des peines d'emprisonnement telles qu'appliquées par les tribunaux en ex-Yougoslavie ». La peine est exécutée dans un Etat choisi par le tribunal parmi les Etats qui se sont déclarés volontaires.

Alain Kirili, sculpteur

« La transversalité dans l'art répond à un besoin vital »

Résolu à franchir la barrière des disciplines et des spécialités, le plasticien travaille avec des écrivains, pratique la photographie et la vidéo, publie un ouvrage consacré au jazz et organise un concert du pianiste Cecil Taylor

« Vous exposez des œuvres récentes de toile et de carton à la Galerie Daniel Tempion; votre sculpture *Grand Commandement blanc* est réinstallée dans le jardin des Tuileries, à proximité de l'Orangerie; simultanément, vous publiez un ouvrage consacré au jazz et vous organisez un concert de Cecil Taylor à la Cité de la musique: la sculpture ne vous suffit-elle donc plus ?

— Je suis et reste sculpteur. Mais j'éprouve une grande satisfaction à ce que mon œuvre s'inscrive dans de nombreux rapports avec les autres arts. C'est ainsi que j'ai recherché l'occasion de réfléchir aux problèmes de la photographie, du film et de la vidéo — et de pratiquer ces disciplines. C'est ainsi encore que j'ai collaboré avec des écrivains. J'ai ressenti ces relations comme une urgence. Aujourd'hui, elles se développent avec la musique, et plus particulièrement, en effet, avec le jazz.

« Le jazz n'a pas l'officialité de la musique contemporaine, alors qu'il est en fait l'amour secret de bien des artistes. En dehors de ce bonheur et du plaisir de mettre en harmonie le rythme de ma sculpture avec celui, syncopé, constructif, improvisé, du jazz — comme Matisse avait célébré la notion d'improvisation dans ses papiers découpés —, j'ai voulu donner un éclairage nouveau sur ce qu'est la sculpture. Peut-être un romancier ou un poète agiraient-ils autrement. Je suis toujours étonné que de très grands artistes comme Cecil Taylor, Sunny Murray, Archie Shepp ou Steve Lacy aient été si rarement reconnus pour l'influence qu'ils exercent dans l'art contemporain. Il y a des exceptions connues, évidemment: l'écriture fragmentée de Céline ou les couleurs des derniers *Broadway Boogie Woogie* de Mondrian. Je ne prétends en rien être le premier à m'intéresser à la question, mais je constate qu'elle n'est guère évoquée par les historiens.

« A cela s'ajoute que la fréquentation de ces musiciens nous donne des exemples qu'il faut dire héroïques, des exemples de résistance contre cette fameuse société du spectacle tant à la mode. Ce qu'on appelle en général le free jazz est une musique qui, pour être maintenue en vie et se développer, nécessite une intégrité absolue, que ces musiciens incarnent. En cela, on peut dire que Cecil Taylor est un joyau. Il n'a jamais fait une note ni donné un entretien qui ne soient exactement ce qu'il souhaitait. Dans une époque de morosité, de banalisation et de démotivation, je crois qu'il faut être attentif à ceux qui, tout près de nous, continuent de défendre cette exigence dans l'art. En fait, il y a très peu d'artistes de cette ampleur, et c'est pourquoi un désir de transversalité dans l'art n'est pas formel mais répond à un besoin vital. Ou faut-il dire à un besoin que chacun devrait juger vital ?

« Le fait de vivre et de travailler à New York, la plus grande partie de l'année, est-il pour quelque chose dans ces convictions ? Y pratiquerait-on mieux qu'à Paris, aujourd'hui, ce que vous nommez transversalité ?

— Je suis, grâce à mon expérience américaine, encore plus convaincu et à l'aise sur la question de la culture française, réflexion que je ne veux pas abandonner à un discours de droite. Le cosmopolitisme auquel je suis attaché n'est pas antinomique de cette réflexion. Rôdin, ses études d'après les cathédrales, le sourire que l'on dit gothique, le rêve matisien de « luxe, calme et volupté »: il y a là des éléments qui inspirent notre vie beaucoup plus qu'on ne le croit.

« L'histoire des arts à Paris témoigne de nombreux exemples de ces échanges transversaux mais, ce qui me passionne étant la vie



contemporaine, j'ai en effet l'impression qu'à Paris les milieux sont étanches, abrités dans leurs disciplines — et aussi, malheureusement, dans leurs positions sociales. Autrement dit: j'ai la conviction que l'on n'est pas suffisamment attentif à ce que j'appelle l'existence et l'action d'un artiste de chaque époque, et cette liberté de la culture. Il tient à la liberté de chaque artiste, et cette liberté, c'est aussi celle de vouloir rencontrer, à un moment quelconque, tel autre artiste, quelle que soit sa génération, quel que soit le degré qu'ont atteint sa notoriété et sa réussite.

« Toute vision craintive des rapports sociaux est morbide. Dans le cas d'un artiste, elle est désastreuse. Paris est marqué par ce caractère, et il faut tout faire, ici, pour qu'un artiste établi puisse exposer avec un artiste débutant de galerie, pour qu'un écrivain illustre puisse lire un inconnu. De ce point de vue, le milieu du jazz est exceptionnellement ouvert, justement parce qu'il se renouvelle souvent, à l'occasion d'une improvisation entre un géant et un jeune musicien. Cette dynamique de la fréquentation dépend entièrement des artistes, et l'institution, si bienveillante soit-elle, n'y peut rien. A New York, personne ne s'étonne si un peintre aussi considérable que Brice Marden expose aussi bien dans un lieu alternatif avec de jeunes artistes que dans une galerie ou un musée. Je ne suis pas certain que la même pratique soit habituelle en France, où règnent des hiérarchies étrangement rigides.

« Pour en revenir à la question de l'étanchéité sociale, il me faut ajouter que, artiste français à New York, mes contacts sont plus faciles avec le milieu afro-américain qu'avec le milieu anglo-saxon. Le monde afro-américain du jazz, étant lié à la notion de rythme, c'est-à-dire à l'inscription du corps et de la sexualité dans l'art, est un monde beaucoup plus incarné et vivant que celui, puritain, de la tradition anglo-saxonne. Plus je vis aux Etats-Unis, plus ceux-ci m'apparaissent comme l'Etat de la réforme. Dans cette société de la prudence, le jazz ne peut pénétrer que par effraction. Il en va de même partout dans le monde où ce type de formalisme s'impose. C'est pourquoi il ne faut pas cesser

de le répéter: le jazz est vivant, très vivant, sur plusieurs générations à la fois, des très grands que j'ai cités à Charles Gayle et à Marilyn Crispell.

« L'art est-il aussi vivant ? — Il y a toujours une tendance à désirer que l'art ne soit pas vivant. C'est là ce qu'il y a de plus difficile à admettre: que dans son propre univers quotidien un artiste soit en train de naître ou de créer. J'ai pour ma part une certaine disposition qui m'empêche de craindre la possibilité de telles naissances. Mieux: je les souhaite, je les favorise. Je puis me tromper, mais je préfère prendre ce risque. Je crois qu'il en a toujours été ainsi. Aucune époque ne fait exception. La création artistique ne dépend pas d'une analyse sociologique ni

même économique. Sans doute se produit-elle plus facilement quand les conditions s'y prêtent, mais, dans tous les cas, elle se produit quand même.

« J'ai une admiration profonde — une admiration qui me suit et me détermine même en partie — pour les *Nymphéas* de Claude Monet, à l'Orangerie, quand je pense que c'était là sa réponse à cette terrible pulsion de mort qu'a été la Grande Guerre. Comment réplique-t-il ? En agrandissant son atelier et en se jetant dans l'exécution des *Nymphéas*. Ces œuvres, d'une telle amplitude, placées au cœur de Paris, me semblent la plus belle déclaration de liberté qu'un artiste puisse lancer face aux contingences terribles de son époque. C'est en partie pour cela que j'ai

voulu installer le *Grand Commandement blanc* dans la proximité de Monet, près de l'Orangerie. La disposition décentrée des *Nymphéas* et l'observation plongeante du regard dans cet environnement pictural à 360 degrés appellent la sculpture, et j'ai décidé d'y répondre par ce champ de signes qui se déploient sans tenir compte d'un plan préalable.

« Le risque de Monet et de tous ceux qui ont cru dans l'ambition des *Nymphéas* doit rester un modèle et une référence vivants pour notre génération. Les Tuileries ne peuvent pas être fossilisées parce que je crois qu'il y a quelques voix dans notre société qui feront entendre qu'entre la décision de Mitterrand d'installer Maillol et mon œuvre, qui a heureusement survécu à cet emplacement, il y a d'urgence un lien historique de la sculpture du XX^e siècle à créer: ce lieu de fêtes ne suggère-t-il pas la présence et l'humour des sculptures de Miro, de Picasso, de jeunes artistes ?

« Des théoriciens annoncent de temps en temps la fin de l'art. Des revues en parlent. On a même parfois le sentiment que c'est désormais l'un des leitmotivs préférés du discours esthétique contemporain.

« Je suis incapable de séparer un seul instant la vie de l'art, la sexualité de l'art — je dis à dessein sexualité, pas sensualité —, le rythme, la pulsion et cette force sans commencement ni fin qui engendre les générations et le désir de marque que l'on appelle l'art. Voilà qui garantit sa permanence, me semble-t-il. Les discours que vous évoquez se sont en effet multipliés depuis quelques années, en même temps que le discours sur la crise du marché. Inutile de nier celle-ci: elle a bel et bien eu lieu, et elle n'en finit pas. Inutile de cacher encore que l'effondrement de la spéculation est allé de pair avec une crise de confiance, somme toute légitime. Les amateurs ne pouvaient pas voir les valeurs de certaines œuvres dégringoler sans se demander pourquoi et si leurs prix antérieurs avaient un sens.

« Cela étant, pour dépasser les circonstances historiques, j'ai l'impression que le concept de la fin de l'art vient de lieux où sévissent de violentes rétentions et la foi dans une vision eschatologique — toutes notions que je tiens à distance, étant impliqué moi-même, quoi qu'il arrive, dans un désir de survie et de respect de l'incarnation. L'enjeu est de taille, principalement aujourd'hui, quand l'artiste paraît un David contre le Goliath que se révèle être l'univers du spectacle et du virtuel, avec ses budgets colossaux. J'ai la certitude

Le refus des clivages et des hiérarchies



ALAIN KIRILI

ALAIN KIRILI a cinquante ans. Les notices de ses catalogues indiquent qu'il « vit et travaille à Paris et à New York ». Depuis deux décennies, il est en effet du très petit nombre d'artistes français qui ont osé passer l'Atlantique et réussi à s'y établir. Atelier à proximité de Soho, présence fréquente dans les galeries *uptown* et *downtown*, sculptures acquises par les principaux collectionneurs privés et des musées aussi illustres que le Museum of Modern Art de New York: l'exil a été heureux et n'est plus exil. A s'en tenir aux catégories habituelles, l'art de Kirili peut être tenu pour le développement sculptural des principes fondateurs de l'expressionnisme abstrait, oscillant entre construction géométrique rigide et gestualité du modèle. Il est issu d'une formation et d'une culture résolument modernes, ce qui ne signifie pas qu'il néglige l'histoire de la sculpture occidentale ou méconnaisse la statuaire africaine et indienne.

A l'une des extrémités du registre se placent ses fers des années 70 et 80, aux lignes droites, à la monumentalité puissante. A l'autre se situent les terres cuites récentes, pétrées dans l'urgence, creusées à coups de poing, coupées au couteau et fixées par la cuisson dans un état de déséquilibre dynamique qui anime l'espace autour d'elles. Entre ces pôles, les aluminiums éclatés, les « tables » de fer, les plaques polychromes, les pierres brisées et les bronzes — autant d'expériences dans lesquelles Kirili brutalise les matériaux et renouvelle leur usage. Tout cela, à quoi s'ajoutent les expériences actuelles en carton déchiré et une pratique constante, quoique rarement montrée, du dessin, fait une œuvre abondante et changeante, ennemie de l'immobilité et de la répétition. Pour autant, c'est moins de sculpture

que de jazz que Kirili aime à parler aujourd'hui, et moins du jazz lui-même que de ce qu'est une pratique esthétique débarrassée des séparations en spécialités. Alain Kirili pense et dit que les artistes n'ont rien à gagner à s'ignorer, qu'un sculpteur apprend d'un jazzman — et réciproquement —, un écrivain d'un peintre — et réciproquement.

Lui-même s'est aventuré du côté de la vidéo et aime à ce que des musiciens improvisent entre ses sculptures. Il n'est sans doute pas anodin non plus qu'il ait pour compagne la photographe Ariane Lopez-Huici, dont les travaux traitent du corps nu et en mouvement, du désir et de l'étreinte.

Kirili en appelle non point au vieux rêve de l'art total, mais à la fin des clivages, à plus de dynamisme et de mobilité, plus de risques et moins de hiérarchies. Le regard qu'il porte sur le milieu artistique français est sans complaisance. Dans cette manie de la séparation, il voit bien plus qu'un travers ou une imperfection: le signe de la morbidité, l'aveu de la peur de la liberté, la négation du corps, la crainte qu'inspirent toute nouveauté et toute création. En 1989, dans un recueil de notes d'atelier, il écrivait déjà: « Bien que cela n'intéresse personne, la sexualité et l'art sont la question essentielle à l'origine de ma création. Notre époque préfère des commentaires, des concepts, du sociologisme, l'immatérialité, la chasteté et éventuellement un délire romantique de la mort. Surtout pas d'incarnation et de jouissance, ça on ne me le pardonnera pas. Tant mieux. »

que l'on ne peut séparer l'intelligence de l'incarnation, de la tactilité, du développement de tous les sens — condition minimale de la dignité de l'homme et de l'artiste.

« Vous dénoncez le règne de l'image virtuelle. Vous avez vous-même pratiqué la vidéo. — Justement. Le virtuel relève d'une sorte d'expérience en différé alors que la vidéo, c'est, si l'on veut dire, de l'ordre de l'esquisse: saisir une situation spontanée. Même remarque à propos du cinéma: ce qui m'intéresse, c'est la caméra à l'épaule et des films en noir et blanc dont la matière et le grain entrent en relation avec la capacité tactile de l'œil. Dans la vidéo et le super-8, on peut agir vite, sans obstacle, sans problème de financement. Aussi existe-t-il tout un univers de cinéma indépendant dont ces moyens ont permis la création, un univers de cinéma qui n'est pas asservi aux règles habituelles de la narration. J'ai construit mon film *100 000 images* selon une rythmique des images, comme une partition, et celle-ci, à son tour, a inspiré les jazzmen qui ont improvisé la bande-son directement en voyant le film. A l'inverse, la virtualité est l'état qui met entre parenthèses le rapport du corps et de l'intelligence.

Toute vision craintive des rapports sociaux est morbide.

Dans le cas d'un artiste, elle est désastreuse

— Pourquoi insister sur cette notion aujourd'hui ?

« Mais parce qu'elle est centrale. Mon amour du jazz tient d'abord à ce qu'il s'agit d'un art très incarné, d'une musique qui se voit autant qu'elle s'écoute. Elle gagne une dimension supplémentaire dans le direct. Il y a une transformation extraordinaire du corps dans l'exécution de cette musique. Un concert de jazz est un contre-exemple parfait de ce qu'une virtualité présente — et manque. Je veux dire qu'il faut défendre avec vigilance ce qu'on peut appeler le « direct sensoriel » contre tout « différé », contre des expériences esthétiques qui se fondent sur des moyens de reproduction et non de production.

« Célébrer les noces du corps et de l'intelligence, est-ce une façon d'intervenir dans le débat de l'abstraction et de la figuration ?

« Quel débat ? Sur cette question, il serait grand temps d'admettre qu'il n'y a pas d'affrontement. Nous sommes en présence de deux traditions qui appartiennent également à notre culture. Peut-être ai-je été à un moment de ma vie l'un des pionniers du modèle abstrait, mais, si je n'en étais tenu là, ce ne serait vraiment pas suffisant. Pas plus que ne serait suffisant le culte de quelque nouveau technique.

« Il y a des figuratifs qui ne traitent pas du corps, peintres académiques ou métaphysiques — sinon les deux ensemble. Balbus, Magritte sont de cette espèce. Et il y a des peintres abstraits qui sont en prise directe avec le corps. La rythmique de Pollock est liée immédiatement à l'amplitude de ses gestes, à sa respiration. Que Pollock ait été figuratif puis abstrait, selon les périodes de son travail que l'on examine, ne change rien à l'affaire: l'important est qu'il ne soit jamais ni académique ni métaphysique. Si Picasso est, toute sa vie, un peintre figuratif, l'important est qu'il soit tout le temps du côté de la présence physique et jamais dans la représentation idyllique de l'intemporel. Son art est quasiment autobiographique, tout au long de son existence. Il l'a lui-même très clairement affirmé: la peinture ne saurait obéir à la chasteté. Il lui faut l'impudeur, l'excès, c'est la question essentielle de la création. »

Ph. D.

Propos recueillis par Philippe Dagen

Un livre, un concert

● **Ecriture, Sculpture et jazz**, autoportrait, d'Alain Kirili. Stock, 260 pages, 120 F.
● **Musique**. Cecil Taylor. La Villette Jazz Festival, Cité de la musique, 28 juin, 20 heures (tél.: 40-03-75-75).

besoin vital

Le fait des États-Unis
à l'égard du monde

La vérité sur la pauvreté aux États-Unis

par Florin Aftalion

Sil le chômage est considérablement plus faible aux États-Unis qu'en France (5,5 % contre 12 % au moment où ces lignes sont écrites), cela ne paraît pas être un argument suffisant pour convaincre les responsables politiques de la nécessité de libérer le marché du travail en France.

Pour discréditer la notion de liberté dans ce domaine, ses adversaires prétendent qu'elle entraîne plusieurs conséquences néfastes. Parmi celles-ci, l'accroissement de la pauvreté serait certainement la plus intolérable. Qu'en est-il dans la réalité ? Combien y a-t-il de pauvres aux États-Unis ? Leur nombre est-il, ou non en train de décroître ?

D'après les statistiques publiées par le Bureau of the Census, il est exact que le pourcentage des familles américaines dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté a augmenté depuis 1989 (passant de 12,8 % à cette date à 14,5 % en 1995) alors qu'il avait baissé pendant les « années Reagan » (de 14 % à 13 %). Ce pourcentage se retrouve aujourd'hui au même niveau qu'au milieu des années 60, lorsque la mesure de la pauvreté a été instituée. Sur longue période, il semblerait que la proportion de pauvres reste constante aux États-Unis. Mais il

s'agit là d'une interprétation trop hâtive des statistiques officielles. Celles-ci soulèvent, en effet, pas mal de problèmes de méthodologie et d'interprétation.

Le premier de ces problèmes provient de la détermination du montant en dollars représentant le « seuil de pauvreté ». À l'origine, il s'agissait de la somme qui, par individu, devait permettre l'achat du panier (appelé « *economy food plan* ») comprenant les ingrédients jugés indispensables par le Département of Agriculture pour une alimentation saine, multipliée par trois pour tenir compte des autres besoins : logement, habillement, etc. Un tel budget minimum constituait alors une base de comparaison correcte, s'agissant de personnes seules. Le passage à des seuils familiaux pose cependant des problèmes : les économies d'échelle obtenues par plusieurs personnes partageant un même logement ne sont pas prises en compte. L'ajustement annuel de ce seuil soulève également des objections. Toutefois, ces problèmes sont mineurs eu égard à ceux posés par le choix des indicateurs qui doivent lui être comparés.

En 1965, le président Johnson voulut se doter rapidement d'une mesure des progrès obtenus dans la guerre contre la pauvreté que

son administration venait de déclarer. En faisant l'hypothèse, fautive comme nous allons le voir, qu'une forte corrélation existe entre revenus et consommation, au moins chez les individus pauvres, les revenus déclarés au fisc furent pris comme base de comparaison. Ces revenus présentaient l'avantage d'être immédiatement disponibles, puisque déjà recensés. En revanche, ils présentaient le désavantage de ne inclure ni aides sociales, bien plus

rien ou presque, une proportion de pauvres supérieure à celle constatée en Amérique. En France comme aux États-Unis, le lien entre niveau de vie et salaire est relativement lâche. Il conviendrait donc de considérer comme pauvres les Américains dont les dépenses, et non les revenus salariaux, sont inférieures au seuil fixé par le Bureau of the Census. Car la pauvreté doit être mesurée à l'aune de la consommation des individus et des familles et non à

celle des gains salariaux déclarés. Ce n'est que récemment qu'ont commencé à être publiés des résultats d'enquêtes portant sur la consommation des ménages et répétées sur longue période.

Ces résultats ont été utilisés, en particulier, dans une étude récente comparant la consommation effective à des seuils minimum. Celle-ci met en évidence la faiblesse des hypothèses sur lesquelles reposent encore aujourd'hui les calculs du Bureau of the Census et, par conséquent, le

caractère trompeur des chiffres officiels. Il apparaît ainsi que, s'il est juste de considérer que 13 % des Américains vivaient en dessous du « seuil de pauvreté » en 1965, ce pourcentage n'était plus que de quelques points en 1989 (le chiffre exact varie de 2 % à 8 % selon les enquêtes considérées). Plus important encore : la proportion de pauvres dans la population américaine ne cesse de décroître (sauf pendant les fortes récessions comme celles du début des années 80).

Un écart aussi important entre les proportions de pauvres obtenues par les deux méthodes – revenus ou consommation – est considérable. Comme nous l'avons mentionné, il s'explique, en grande partie, par la contribution aux dépenses de l'épargne prélevée sur la consommation. Ce qui à première vue paraît étonnant. Comment des pauvres pourraient-ils épargner ?

La solution de ce paradoxe s'appelle mobilité sociale. Il s'agit du phénomène qui permet aux individus de grimper (ou de descendre) rapidement l'échelle des revenus. Malheureusement, les comptables de la pauvreté n'en tiennent pas compte. Or la vraie misère est celle des individus condamnés à rester pauvres pendant une grande partie de leur vie. Ce qui se produit moins souvent dans la société américaine qu'en France. Des individus représentant une fraction importante de la population y sont temporairement au chômage (volontairement ou non) mais retrouvent, après une période relativement courte, en moyenne d'environ trois mois (contre dix fois plus en France), des emplois et les revenus auxquels ils sont habitués. La relative facilité de retrouver un travail se traduit aussi par la faible proportion de chômeurs longue durée existant aux États-Unis. En 1994, 0,73 % seulement de la population active y était au chômage depuis plus de douze mois,

La vraie misère est celle des individus condamnés à rester pauvres pendant une grande partie de leur vie

Les fausses évidences de la mondialisation

par Michel Husson

Un nouveau principe d'économie politique a été énoncé par Jean Arthuis, au retour d'une réunion à Lille des ministres de l'économie du G7 : « Nous sommes en économie mondialisée. Il ne faut pas rêver. Elle s'impose à nous. » Cette formule a au moins l'intérêt de montrer que la référence à la « mondialisation » doit avant tout nous empêcher de rêver (à un emploi, à une retraite, à un revenu décent, à des services publics de qualité : il s'agit de rêves modestes).

La théorie économique nous enseigne pourtant que l'ouverture commerciale est une condition de l'efficacité économique et qu'elle devrait par conséquent être bénéfique à tout le monde. Or, c'est l'inverse qui se produit un peu partout. Peut-on en effet citer beaucoup de pays où le chômage et le sous-emploi ne soient pas en train de s'étendre, où les salaires ne sont pas bloqués au nom de la compétitivité, où l'on ne privatise pas, où l'on ne refait pas les comptes des budgets sociaux pour les déclarer incompatibles avec ce que l'on sait trop qu'ils « critiquent » ?

Certes, la Banque mondiale a toujours sous la main un bon élève à mettre en avant. Mais la tête de classe change souvent : c'est l'avantage d'une saine émulation. Le Mexique, par exemple, est passé de la catégorie de « modèle » à la rubrique des faits divers. Les salaires, y compris et surtout ceux de l'industrie, y ont baissé de 30 % sur les douze derniers mois. Le produit par tête est retourné à son niveau d'il y a vingt ans. Tel est le prix à payer pour quelques années d'une croissance extravertie, ruineuse pour l'immense majorité des Mexicains.

On privatise en Argentine avec exactement les mêmes arguments qu'en France. Au salarié argentin, dont le pouvoir d'achat a été largement rogné par la dévaluation du franc CFA, on fait valoir l'argument de la compétitivité dans les mêmes termes que, pour l'ouvrier de Mercedes, menacé de déficit public, on invoque celui de l'inflation – qui fait tellement peur aux marchés – ou de la délocalisation en République tchèque.

Délocalisation, le grand mot est lâché ! Le chantage passe par là : seule la modération salariale et la frugalité citoyenne peuvent convaincre les entreprises de ne pas déserter avec armes et bagages au fin fond du tiers-monde. Tout cela « s'impose à nous », si l'on admet le postulat que tout emploi ou presque est délocalisable. Si une telle vision était vraie, on n'aurait plus à choisir qu'entre deux maux. Soit se plier aux exigences de la compétitivité

Un puissant levier pour bloquer les salaires et faire reculer la protection sociale

Ce n'est pas au niveau des rapports Nord-Sud que l'on doit chercher à combattre le chômage au Nord, par on ne sait quel système tarabiscoté de taxes compensatoires venant alimenter un fonds reversé ensuite aux pays en développement, et dont le seul effet certain serait de restreindre leurs exportations. Si l'on veut vraiment transférer des ressources au Sud, il est un moyen bien plus simple : annuler leur dette, plusieurs fois remboursée par référence à des taux d'intérêt raisonnables.

Malheureusement, les pays les plus enclins à dénoncer le « dumping social » du Sud sont aussi les premiers à traîner les pieds à la moindre ouverture en ce sens. L'un des points à l'ordre du jour de la réunion du G7 de Lyon est l'allègement de la dette des pays les plus pauvres de la planète. Or, le Club de Paris, qui regroupe les grands créanciers mondiaux, ne veut renoncer qu'à 67 % de la dette bilatérale alors que le FMI, pour effacer 90 % de cette dette, proposait de vendre une partie de

son stock d'or. Dans le même ordre d'idées, le G7 aurait la capacité de prendre des mesures de stabilisation des prix des matières premières. Un rêve, sans doute...

Dans l'industrie de la chaussure, un pays réussit à augmenter ses parts de marché, déjà importantes : l'Italie. Pas parce qu'elle aurait mieux bloqué les coûts salariaux que ses voisins, mais grâce à la dévaluation de la lire. Voilà un constat qui permet de recentrer le débat : ce qui pèse sur l'emploi en Europe, ce n'est pas la concurrence des salariés surexploités à l'autre bout du monde, c'est le nouvel affaissement de la croissance des deux pays à monnaie forte, qui viennent d'annoncer des plans de réduction drastique des dépenses budgétaires. Les causes du chômage européen se trouvent en Europe.

Les réductions d'effectifs dans les services publics découlent-elles de menaces de délocalisations des hôpitaux, des postes et des écoles dans les pays du tiers-monde ? Ira-t-on à Manille pour acheter sa baguette de pain, ou à Bombay pour se faire arracher une dent ? Peut-on délocaliser la SNCF dans un autre pays ? Ce qui est principalement en cause, c'est l'affectation des gains de productivité, et non la mondialisation en tant que telle, même si, de toute évidence elle est utilisée comme un puissant levier pour bloquer les salaires et faire reculer la protection sociale.

Le brouillage idéologique dissipé, on peut alors rendre compte des pertes d'emplois dans le secteur du textile-habillement. Ces emplois ne sont pas partis ailleurs : ils ont été supprimés, en raison de la progression de la productivité horaire (de près de 5 % par an) face à une demande stagnante. C'est la non-réduction du temps de travail qui explique le recul de l'emploi.

Du coup, la mondialisation peut être appréhendée d'une autre manière. On peut se défaire d'une espèce de résignation, et passer à la redéfinition d'un projet qui pose d'abord des questions d'organisation. La réponse immédiate à la régression mondialisée, c'est en effet l'établissement d'une coordination entre celles et ceux qui en sont presque universellement les victimes. Ce changement de problématique est en train de prendre tournure en Europe, où, désormais, il n'y aura plus de sommet (G7 ou CIG) qui ne soit accompagné de mobilisations inédites, dont le meilleur exemple sera donné à Lyon, à l'occasion de la réunion du G7. À l'ordre du jour : le déplacement des formes d'organisation du mouvement social à un niveau permettant de définir de véritables contre-solutions à la

régression universelle. Car le discours sur la mondialisation repose en partie sur un immense bluff antisocial.

Michel Husson est économiste, membre du collectif national d'AC ! (Agir ensemble contre le chômage).

Aujourd'hui chez Carrefour.

ITINERIS FORMULE DÉCLIC
121 FTTC/mois

Frais de mise en service : 422,10 FTTC.

Itineris
On va beaucoup plus loin avec Itineris.

590 FTTC
AVEC SOUSCRIPTION D'ABONNEMENT

ERICSSON GA 318

2 watts

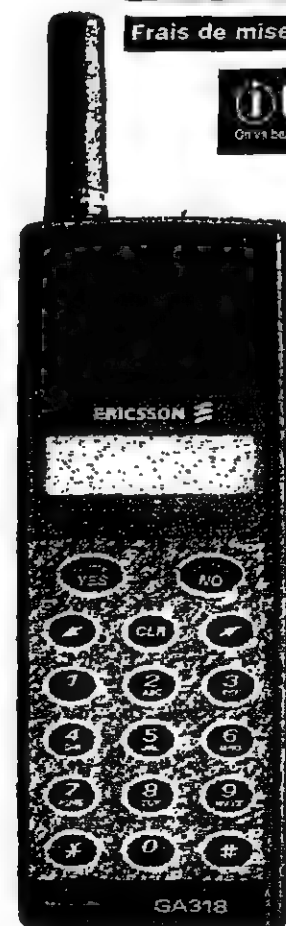
3H50 en conversation

67 H en veille, 248 g.

Dim. 130 x 49 x 35 mm

Carte Micro Sim

Garantie 1 an.



Prix de l'Ericsson GA 318 sans abonnement : 2290 FTTC. Cette tarification complète et transparente est disponible en rayon photo et en stores services Bouygues Carrefour.

Avec Carrefour je positive!

Abonnement pour une durée minimale d'un an (sous réserve d'acceptation de votre dossier par SCS Carrefour).

صكنا من الامم

Le logo Intel Inside et Pentium sont des marques déposées de Intel Corporation. *En option avec l'unité CD-Rom mobile et/ou avec les batteries supplémentaires.



Nouveau C
Contrairement
superflues, son
vous donne plu

regardant que l

pourrait être que

Alors, vous les

deux d'être même

de manière de

de la même

Mais vous

est très bon

pour vous

est vraiment

est vraiment

est vraiment

est vraiment

est vraiment

est vraiment

est vraiment

est vraiment

Nouveau Compaq Armada 4100.
Contrairement aux poignées
superflues, son amour de poignée
vous donne plus de 10 h 30 d'autonomie.

C'est en vous regardant que Compaq a inventé le nouveau portable Compaq Armada 4100.

Non pas en observant ces quelques kilos en trop, mais plutôt votre style de vie, vos envies,

vos besoins. Alors, nous lui avons mis une poignée.  Comme un portable

transportable se doit d'être autonome, nous avons mis une batterie à l'intérieur de la poignée.

Le résultat : un monstre de technologie, le Compaq Armada 4100, équipé d'un processeur

Intel Pentium® et de toutes les fonctionnalités multimédia*,  propose jusqu'à 10 h 30

d'autonomie*. Mais vous n'êtes pas obligé de travailler aussi longtemps. Faites un peu

de sport, c'est très bon contre les poignées d'amour. Nous ne saurons

sans  doute pas vous conseiller sur l'achat d'un nouveau jogging,

mais  certainement sur celui de votre prochain portable

si vous  nous appelez au (1) 47 87 88 38.



3616 Compaq (1,29 F/mn)

COMPAQ
A SUIVRE...

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alary, directeur général ;
Robert Bourgeois, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Sylvie Pissat
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Frenay, Robert Sol
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Groussier, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhonnau, Manuel Luchini, Luc Rosenzweig
Directeur adjoint : Dominique Roynet
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet
Directeur éditorial : Eric Platel ; directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la direction : Alain Roba ; directeur des relations internationales : Daniel Wozniak
Militaires : René Laurent
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Barrot, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favet (1969-1993)
André Laurent (1962-1983), André Fontaine (1983-1993), Jacques Lescaume (1993-1994)
Durée de la semaine : 10 heures à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 999 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associés : Robert Bourgeois-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Éditions du Monde
Société civile « Les Éditions du Monde »
Tél. : (01) 42-77-20-00, Télécopieur : (01) 42-77-20-21, Télex : 230 206 F

Les États-nations menacés d'émiettement

Suite de la première page

Ce phénomène ne fait après tout que répéter celui qui s'est produit, après l'effondrement du « bloc » soviétique, dans une bonne partie de l'Europe centrale et orientale. Le même sort attend, sous quelques formes de vigne démocratiques, la malheureuse Bosnie ; Tchèque et Slovaques ont divorcé sans drame ; l'URSS a éclaté, les minorités mènent la vie dure aux gouvernements du Caucase, et l'affreuse guerre de Tchétchénie montre que l'intégrité territoriale de la Russie elle-même est sujette à caution. D'autant plus qu'en appelant le général Lebed auprès de lui l'Eltsine signifie qu'il s'est résigné à faire la part du feu : il serait surprenant que d'autres séparatismes ne s'en sentent pas encouragés. La liste est longue, du Tatarstan à Khabarovsk, des candidats à quelque forme d'autonomie.

L'Europe capitaliste n'est pas en reste, comme l'a récemment rappelé Sophie Gherardi (*Le Monde* du 17 mai). Après des années d'une instabilité chronique qui avait atténué des proportions dramatiques, l'Italie s'est dotée, sous le signe de L'Olivier, d'une coalition de gauche au programme et aux méthodes rassurantes. On ne peut que lui souhaiter longue vie, non sans tout de même croiser les doigts, compte tenu du nombre de formations, aux aspirations souvent fort différentes, dont le concours lui est indispensable. Aussi bien son chef, Romano Prodi, ne se cache-t-il pas de vouloir remettre en question la structure de l'Etat pour l'orienter dans un sens fédéraliste. Manière de couper l'herbe sous le pied du terrible Bossi, qui, dans sa colère contre « Roma ladrona » - « Rome la voleuse » -, est allé jusqu'à proclamer, sans pour autant, heureusement, prendre les armes, la sécession de sa république nordiste de « Padanie ».

L'Espagne s'engage, elle aussi, sur cette voie. Pour obtenir l'appui des régionalistes catalans, sans lesquels il n'aurait pas eu de majorité aux Cortès, le chef de la droite, José María Aznar, a dû, malgré sa réputation de centraliste, passer, notamment au chapitre de répartition des ressources fiscales, sous les fourches Caïn de leur président Jordi Pujol. La solution du problème basque, auquel tant de vies humaines ont déjà été sacrifiées, n'a pas fait pour autant le moindre progrès.

Après des années de guerre larvée entre francophones et Flamands, la Belgique a fini par se transformer en Etat fédéral. La Suisse a beau en être également un, malgré sa dénomination officielle de confédération, les rapports entre Romands et Allemands ont tendance à s'alourdir en divers endroits. Quant à la République, également fédérale, d'Allemagne, elle a tendance à devenir, serait-on tenté de dire, de plus en plus fédérale. Il est significatif que les Brandebourgeois, autrement dit les Prussiens, aient refusé par référendum d'unir leur sort aux habitants de Berlin, qui fut pourtant la capitale de la Prusse avant de devenir celle du Reich unitaire.

La Grande-Bretagne commence à se faire à l'idée que l'Ulster pourrait un jour lui échapper, et le Parti national écossais fait bonne figure aux élections. L'Australie finira par devenir une République, de même que le Québec finira par fausser compagnie au Canada. Le

soulevement, au Chiapas, du commandante Marcos est largement le fait d'Amérindiens qui se sentent dédaignés par un Mexique fier d'être un « Etat mérité ». Les conflits ethniques ou religieux continuent de saigner durement une partie de l'Afrique, l'Algérie, l'Afghanistan et le Tadjikistan. Palestiniens et Israéliens n'ont pas fini de s'opposer. Nul n'est en mesure de dire ce que deviendra la Chine après la disparition de Deng, et si l'on ne verra pas les traditionnelles querelles entre « seigneurs de la guerre » la remettre à feu et à sang. Il n'est pas jusqu'à la France qui ne laisse voir à quel point elle est désemparée par le problème corse. Faut-il donc parler d'une crise générale de cet Etat-nation démocratique dont notre pays a, deux siècles durant, largement exporté le modèle et qui paraissait, il y a quelques années, l'avoir définitivement emporté sur les idéologies internationalistes ? L'intensité de la crise en question varie d'un Etat à l'autre, en fonction pour une bonne part de leur ancienneté. Lorsque celle-ci remonte à des siècles, comme c'est le cas pour la France, les liens tissés entre les citoyens paraissent facilement indestructibles.

La liste est longue, du Tatarstan à Khabarovsk, des candidats à quelque forme d'autonomie

Pourtant, la France elle-même se voit grignotée. Pas seulement par l'Europe, que nous tenons aisément pour responsable de tout ce qui ne va pas. La mondialisation du marché des capitaux et, comme vient encore de le montrer l'affaire Moutin, de celui de la main-d'œuvre a le même effet. Et l'on peut se demander si la tendance de tant de peuples, à travers le monde, à se constituer en groupes tirant leur homogénéité de leur langue, de leur religion, de leur appartenance ethnique ou de leur culture ne constitue pas une réponse naturelle de la part de gens qui désespèrent de se faire entendre du pouvoir réel.

Reste que le développement du marché financier international comme celui des moyens de communication en tout genre rendent impossible le retour à des traités comme ceux de Westphalie, qui divisèrent, en 1648, l'Allemagne en 343 Etats, tous plus souverains les uns que les autres. Ce que la logique semblerait appeler, et à quoi se réfère d'ailleurs le « principe de subsidiarité » cher à l'Union européenne, c'est un système pyramidal, fondé sur la superposition d'institutions allant de la proximité immédiate au planétaire, en passant par le régional, le national et le plurinational. Mais sans doute, en ces temps de méfiance et de repli sur soi, est-ce trop demander !

André Fontaine

RECTIFICATIF

EMPRUNTS RUSSES

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article « Une violente crise secoue le marché obligataire russe » (*Le Monde* daté 16-17 juin), la banque américaine Salomon Brothers n'a pas l'intention de prendre à sa charge les pertes que pourrait subir les clients à qui elle a vendu des « Min Fins », les obligations émises par le ministère des finances russe.

La responsabilité de M. Nétanyahou

AVIS de tempête sur le processus de paix au Proche-Orient. Le sommet arabe venait à peine d'achever ses travaux, dimanche 23 juin, au Caire, que le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, se disait indigné par certaines résolutions qui s'apparentent, selon lui, à « des conditions préalables unilatérales » tenant « en otage » le processus de paix. Et d'ajouter que « les menaces contre la sécurité d'Israël sont incompatibles avec les négociations ».

M. Nétanyahou a la mémoire courte. N'a-t-il pas lui-même, la semaine dernière, dans un appel solennel aux Etats arabes à l'occasion de sa prise de fonctions, réclamé des négociations « sans conditions », tout en s'exprimant sans ciller et dans un même souffle d'en poser trois : « rétention de la souveraineté israélienne » sur le plateau syrien du Golan conquis en 1967 et annexé en 1981, « renforcement, élargissement et développement » de la colonisation juive sur le Golan, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et malotruée « pour toujours » de Jérusalem « une et indivisible » sous la souveraineté israélienne ?

Trois conditions qui sont aux antipodes

La responsabilité de M. Nétanyahou

des vues arabes, que le sommet du Caire a pris la peine de récapituler, tout en rappelant au nouveau premier ministre israélien que les négociations de paix s'inscrivent dans le cadre défini, il y a cinq ans, à la conférence de paix de Madrid : celui de l'échange de la terre contre la paix, induit par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Quant aux pourparlers avec les Palestiniens, ils ne sauraient faire table rase des accords déjà conclus entre son pays et l'OPE.

On voit mal dans ces conditions comment les pourparlers pourraient reprendre entre l'Etat juif et ses voisins arabes. M. Nétanyahou misait peut-être sur la dynamique d'un processus dont ses vis-à-vis ne se hasarderont pas à briser le cours. C'était oublier que cette dynamique, qui se heurte déjà à

de sérieuses difficultés, était tributaire de règles de conduite dont toute violation fausserait le jeu.

Le nouveau chef du gouvernement israélien croyait peut-être aussi pouvoir jouer sur les divergences interarabes, sauvegarder certains acquis - dont le moindre n'est pas le début de normalisation avec cinq Etats du Maghreb et du Golfe -, tout en se dérochant aux engagements pris par ses prédécesseurs travaillistes. Il sait, depuis dimanche, qu'il ne devra s'en prendre qu'à lui-même si ces percées sont remises en question à cause d'initiatives malheureuses.

Bon gré mal gré, M. Nétanyahou devra donc renier ses engagements électoraux et certains grands thèmes de son programme de gouvernement, s'il est véritablement désireux de régler les problèmes avec ses voisins arabes. Dans l'intérêt de la paix régionale et ne serait-ce que pour sauvegarder la crédibilité des Etats-Unis, qui paraissent les négociations de paix après les avoir mises en route, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, attendu mardi en Israël, devrait lui rappeler les règles du jeu du processus en cours.

DANS LA PRESSE

THE NEW YORK TIMES

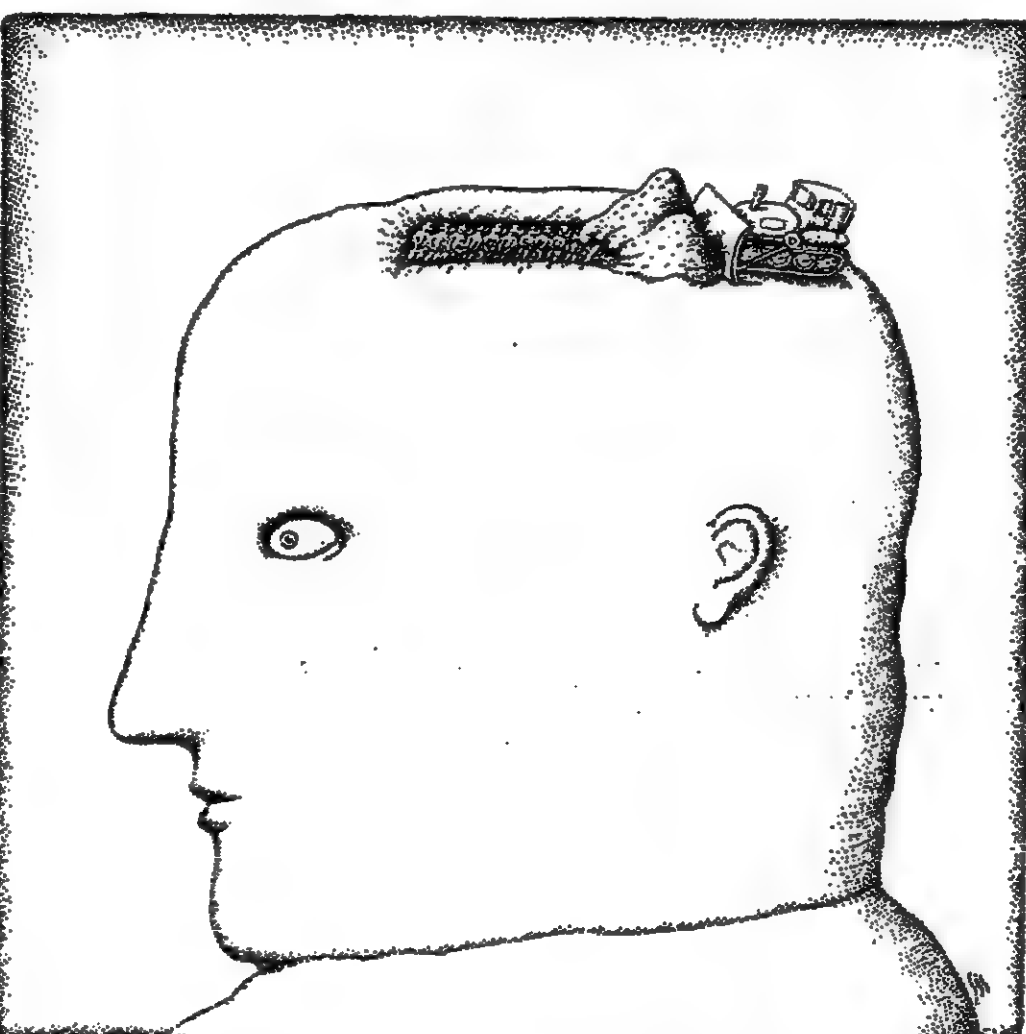
■ Boutros Boutros Ghali a assuré avec honnêteté et compétence sa charge de secrétaire général de l'ONU au cours des cinq dernières années, mais il est temps pour lui de s'effacer au profit d'un responsable plus dynamique, capable de réformer l'organisation et d'aider à la restauration de son crédit auprès des Américains (...). Il mérite de la reconnaissance pour les bonnes choses qu'il a faites (...). Certains de ses échecs sont imputables à la mauvaise définition des missions plutôt qu'à une direction défectueuse (...). Il a été blâmé à tort quand les opérations de maintien de la paix se sont révélées trop ambiguës en Bosnie (...). Mais son action a été médiocre dans des domaines importants.

EUROPE 1

Alan Duijlaard

■ En trente ans, dans les sociétés démocratiques occidentales, l'homosexualité est passée de la clandestinité, de la persécution, à la revendication publique de ses droits, à l'expression de sa différence. La tabou immémorial a sauté après le mouvement de mai 1968. Trente ans plus tard, l'évolution est générale. Le sondage IFOPI/Le Monde publié le week-end dernier était surtout intéressant en ce qu'il montrait à quel point la tolérance et l'acceptation de l'homosexualité évoluent avec l'âge des Français. Le rejet traditionnel reste majoritaire chez les plus âgés, la banalisation l'emporte clairement et même massivement chez les plus jeunes.

Les démons par Peter Sis



Un pape qui divise

LA VISITE du pape Jean Paul II en Allemagne est loin d'être un triomphe populaire : la messe du samedi 22 juin dans la très catholique cité de Paderborn n'a rassemblé que 80 000 fidèles alors qu'on en attendait le double, et celle de dimanche au stade olympique de Berlin a rassemblé, certes, 90 000 personnes, mais une grande partie de l'assistance était venue de la Pologne toute proche.

Mais, plus que cette désaffection populaire, c'est la déception, voire la colère à peine rentrée des portes de l'Eglise protestante allemande et des catholiques « critiques » vis-à-vis des propos du Saint-Père qui dominent au lendemain de cette visite. Même un journal aussi peu suspect d'irrespect envers le Vatican que le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* s'étonne du peu d'esprit d'ouverture manifesté par Jean Paul II sur la question ecuménique : « On ne voit même pas se dessiner des progrès. C'est ainsi que s'élargit le fossé entre les groupes et les communautés, qui pratiquent depuis longtemps la coopération, et la doctrine immuable des théologiens. Cela devient de plus en plus difficile pour les laïcs de comprendre pourquoi des thèmes proférés au XVI^e siècle divisent encore les croyants », écrit ce quotidien.

L'opinion allemande a particulièrement été sensible aux propos du pape sur Luther, qui a été, selon lui, porté par « la passion » à une trop grande critique de l'Eglise et de ses institutions. « L'occidentisme ne peut être honnête que lorsqu'il nomme les divergences par leur nom. Il ne peut progresser lorsque

les concessions sont faites d'un seul côté », conclut l'éditorialiste du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

L'Allemagne officielle est certes reconnaissante du rôle joué par ce pape polonois, avant et après son arrivée au Vatican, dans le combat anticomuniste ayant abouti à la réunification de l'Allemagne : c'était le sens de la marche commémorative avec le chancelier Kohl vers la porte de Brandebourg, symbole de l'unité retrouvée. Mais c'est ce même chancelier Kohl, catholique bon teint, qui, quelques semaines avant la visite papale, déclarait qu'il partageait les vues de 90 % de ses compatriotes sur la nécessité du recours au préservatif pour se protéger contre l'épidémie du sida. Et qui ne cède pas aux pressions bavaroises pour durcir la loi sur l'interruption de grossesse.

LOURDE TUTELLE

C'est en Allemagne que la contestation contre la ligne de Jean Paul II en matière d'éthique sexuelle et de morale privée trouve le plus large écho, notamment avec le succès des théories du théologien interdit d'enseignement Eugen Drewermann qui accuse, dans un brillant publié à la veille de l'arrivée du pape dans *Der Spiegel*, le pontife de « céso-papisme ».

Eglise riche, vivant sous le régime du concordat, habituée depuis quatre siècles à se rapprocher de « l'autre confession » chrétienne, l'Eglise d'Allemagne ; et surtout bon nombre de ses fidèles ont mal supporté la lourde tutelle théologique et administrative que

Rome fait à nouveau peser sur eux. Les nominations d'évêques conservateurs contre l'avis des chapitres de diocèses accoutumés à faire simplement entendre leurs choix par Rome ont alimenté la révolte de la base catholique.

Jean Paul II n'a pas esquivé ces problèmes. En vrai pape de combat, il a été porter le fer dans les lieux où il est le plus vivement contesté : à Paderborn, lieu du théologien Eugen Drewermann, à Berlin, majoritairement protestante et surtout marquée plus que d'autres métropoles d'entre-Rhin par l'*Aufklärung*, version allemande des Lumières. Les laïcs et les quelques oufs pourris dont l'ont gratifiés les manifestants de la Gay Pride berlinoise ne sont que la réponse extrême et parfois exagérée d'une société qui demande autre chose de ses guides spirituels qu'une vision rigide d'un dogme suranné.

A l'Est, le communisme n'est plus, mais l'indifférence religieuse est restée : il y a plus de *Jugendweihe*, cette confirmation laïque instituée par les communistes de l'ex-RDA, que de confirmations protestantes ou de communions catholiques. De l'autre côté de l'Oder, en Pologne, le crédit de l'Eglise catholique, forteresse antitotalitaire, s'est rapidement épuisé lorsqu'elle a voulu régenter la vie civile des Polonais. Jean Paul II n'en a cure, et estime que son devoir est de rappeler la Loi, toute la Loi dont il est l'incarnation et le gardien. Au risque de voir s'éloigner les fidèles.

On a beaucoup évoqué la précédente visite d'un Pape à Pader-

born. C'était en 799. Le Pape Léon III était venu chercher l'appui de Charlemagne dans le conflit qui l'opposait aux partisans de son prédécesseur. En récompense, un an plus tard, c'est ce même Léon III qui sacré Charlemagne empereur du Saint-Empire romain, conférant, au nom de Dieu, au pouvoir temporel sa légitimation et son autorité. Aujourd'hui, devant cette Europe qui se construit, Jean Paul II aspire à en assurer la direction spirituelle, et à insuffler à ses dirigeants les valeurs pour lesquelles il se bat. Et ne manque aucun rappel à l'ordre pour ceux qui ne se montreraient pas assez zélés dans cette « réévangélisation » du Vieux Continent. Il a ainsi morigéné implicitement Helmut Kohl pour n'avoir pas suffisamment fait face à la suppression de l'enseignement religieux dans le Land de Brandebourg, et appelé les évêques à faire preuve « d'autorité » contre les contestataires.

Ce qui vient de se passer en Allemagne doit être médité en France. Nul doute que le souverain pontife ne mûchiera pas ses mots sur la tradition laïque de la République française, fille de ces Lumières qu'il abhorre, à l'occasion de la déjà très controversée célébration du 1500^e anniversaire du baptême de Clovis. Il serait souhaitable que Jacques Chirac, qui a déjà fait des entorses importantes au caractère laïque de la République, en affichant par exemple sa pratique religieuse dans le cadre de ses fonctions, considère que le discours du Pape ne rassemble pas mais divise.

Luc Rosenzweig

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 25 JUIN 1996

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Annoncé en septembre 1995, le deuxième éclatement du groupe américain de télécommunications AT&T, devenu effectif début avril,

est justifié par les conflits d'intérêts entre les activités de fourniture de services et de fourniture d'équipements. ● LES LIENS sont aujourd'hui rompus entre l'opérateur et l'équi-

permentier, rebaptisé Lucent Technologies. ● LUCENT Technologies se doit maintenant de faire oublier son ancienne appartenance et d'imposer sa nouvelle identité, tout en s'ou-

vrant d'autres marchés pour compenser la perte des relations commerciales privilégiées avec AT&T. ● L'OBJECTIF prioritaire d'AT&T est la reconquête du marché américain

du téléphone local. La tâche ne s'annonce pas des plus faciles, car l'opérateur ne dispose pas de l'accès direct aux abonnés, contrôlé par les compagnies régionales.

Les héritiers d'AT&T se lancent dans le nouvel univers du téléphone américain

L'éclatement du groupe est effectif. AT&T, qui conserve les activités de service, va chercher à revenir sur les liaisons locales. Lucent Technologies est créé pour reprendre la fabrication des équipements

MURRAY HILL (New Jersey)

de notre envoyé spécial

C'est comme un divorce. Cette réflexion de Greg Blonder, salarié d'AT&T, résume la façon dont a été vécu l'éclatement du groupe centenaire américain.

Pour la grande majorité des employés, la séparation des activités d'exploitation téléphonique, de fabrication de matériels de télécommunications et de constructeur d'ordinateurs a constitué un choc, même si la plupart admettent qu'au-delà de l'effet de surprise à son annonce la rupture était prévisible et qu'ils s'y sont faits. « Le cordon est coupé », assure Carly Fiorina, vice-présidente chargée de la stratégie chez Lucent Technologies, le nouveau nom adopté par l'activité équipements de télécommunications, les services téléphoniques ayant conservé celui d'AT&T.

L'éclatement d'AT&T a été annoncé en septembre 1995. Il est intervenu réellement début avril 1996 avec la mise sur le marché de 17 % du capital de Lucent, les 83 % encore détenus par AT&T devant être placés en Bourse en octobre. Le choix du nom Lucent - qui si-

gnifie « lumineux » - et l'installation du siège de cette société à Murray Hill, dans les locaux des Bell Labs, les fameux laboratoires de recherche d'AT&T (26 000 chercheurs), avaient déjà auparavant constitué deux actes symboliques importants. L'informaticien racheté en 1991 par AT&T, et, début juin 1996, AT&T Capital (créateur d'équipement) a été vendue à un groupe d'investisseurs.

La nécessité de cet éclatement n'est pas contestée. « C'était le moment car la pression montait », déclare William Ohnsorg, l'un des responsables des activités internationales chez AT&T.

LA STATUE DE GRAHAM BELL

Le Parlement américain a adopté, début 1996, une loi libéralisant le téléphone aux États-Unis. En 1984, une première étape de dérégulation avait eu lieu séparant les liaisons locales, objet d'un monopole prolongé, et les liaisons longue distance, pour lesquelles la concurrence était ouverte. AT&T, gigantesque société privée qui jouissait d'un monopole depuis les années 20, était scindée une

première fois en sept sociétés régionales - les Baby Bells - et en une société regroupant le téléphone longue distance et la fabrication des équipements, qui a conservé le nom d'AT&T. C'est cette AT&T qui est décapitée à nouveau aujourd'hui. Le gouvernement autorise cette fois les compagnies longue distance, dont AT&T, et les compagnies régionales à se concurrencer sur leurs

marchés respectifs, jusqu'alors étanches.

« Il y avait conflit d'intérêts », souligne Carly Fiorina, entre AT&T équipementier et ses clients, les compagnies régionales, qui devenaient ses concurrents. « Cela a été plus dur qu'en 1984 pour nombre de gens », concède Sue Fleming, porte-parole d'AT&T. Le choc a été particulièrement rude pour les chercheurs

des Bell Labs. « Il a fallu tout découper et décider à qui revenaient les brevets ou la statue de Graham Bell », expliquent Paul Prowest et John Wong, passés chez Lucent comme 20 000 chercheurs et comme, finalement, la statue de Graham Bell, l'inventeur du téléphone. Il a aussi fallu, pour ceux qui restaient AT&T, se faire à l'idée de perdre l'étiquette Bell Labs au profit de Lucent.

vécu cela, car ce sont les États-majors centraux et régionaux aux États-Unis qui ont été principalement visés », note un cadre d'AT&T.

Les attaques, en pleine campagne électorale américaine, contre Robert Allen, le PDG d'AT&T - qui n'en était pourtant pas à son premier plan de restructuration -, n'ont sans doute pas contribué à calmer les esprits. « Il y a eu peu de licenciements, en fait », se défend Carly Fiorina. En ce qui concerne Lucent, où 16 000 suppressions d'emplois doivent intervenir cette année, on parle de 7 000 départs en retraite anticipée, 3 000 transferts vers IBM à l'occasion d'un contrat d'infogérance et 2 500 suppressions de postes avec les ventes d'actifs, comme Paradyme, et la fermeture des magasins Phone Stores.

« Maintenant, tout cela est derrière nous. Il faut créer quelque chose de nouveau tout en gardant l'héritage de l'ancien AT&T. Il y a à nouveau de l'excitation », assure Carly Fiorina.

Philippe Le Corur

Les chiffres-clés des deux sociétés en 1995

| AT&T | Lucent Technologies |
|--|---|
| ACTIVITÉ : services de télécommunications | ACTIVITÉ : équipements de télécommunications |
| CHIFFRE D'AFFAIRES : 51 milliards de dollars | CHIFFRE D'AFFAIRES : 24,7 milliards de dollars |
| RÉSULTAT NET : 1,36 milliard de dollars (*) | RÉSULTAT NET : 867 millions de dollars (*) |
| EFFECTIFS : 127 000 personnes | EFFECTIFS : 125 000 personnes |
| (*) Résultat net en premier trimestre 1996 | (*) Après amortissement de 28 millions de dollars |

Lucent Technologies devra imposer son nom sur le marché des équipements

MURRAY HILL

(New Jersey, États-Unis)

de notre envoyé spécial

Pour Lucent Technologies, le divorce avec AT&T ne s'annonce pas de tout repos. La société héritière de la fabrication des équipements (centraux, transmission) d'AT&T, qui est l'un des poids lourds mondiaux des matériels de télécommunications (21,4 milliards de dollars, soit 110 milliards de francs, de chiffre d'affaires), Lucent, dont la totalité du capital sera en Bourse en octobre, doit tout à la fois faire oublier son ancienne appartenance à l'opérateur téléphonique, s'ouvrir sur de nouveaux marchés pour compenser la perte des relations privilégiées qu'il entretenait avec celui-ci et imposer sa nouvelle identité.

Communiquer sur le nouveau nom paraît une priorité, tant le choix de Lucent a surpris. « Soit on aime ce nom, soit on le hait. C'est ce que nous voulions, ne pas laisser indifférent », note Carly Fiorina, vice-présidente du groupe, en charge de la stratégie, qui admet que l'absence d'explications jusqu'en avril n'a pas contribué à assurer une bonne visibilité. « Nous

étions interdits de communication avant l'introduction en Bourse. »

« Ce changement est important en termes de distanciation par rapport à AT&T », relève Didier Poulliot, responsable des analyses industrielles à l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications (Idate), en France, mais il faut rassurer et ne pas perdre de clients. »

Le principal défi pour le groupe est de gérer la rupture des liens commerciaux avec AT&T. Ce dernier a été jusqu'à présent son premier client, représentant en moyenne 10 % des ventes ces trois dernières années, soit 2 milliards de dollars d'achats par an quasiment garantis. Le nouvel AT&T a juste promis d'acheter pour 3 milliards de dollars de matériels d'ici à fin 1998. Il faudra compenser.

COUP D'ACCELERATEUR

Avec la rupture disparaît aussi l'appui financier et le cash-flow des services téléphoniques d'AT&T. L'impact, là encore, est difficilement appréciable. Lucent doit compter sur ses propres ressources pour soutenir ses opérations et pouvoir proposer à ses clients les financements qu'ils ré-

clament lors de l'achat de matériels. Le constructeur, qui vient de vendre sa filiale Paradyme (modems) pour 175 millions de dollars, a déjà fait la preuve qu'il peut se débrouiller seul en décrochant un contrat comportant ce type de clause avec l'américain Sprint.

« Ce contrat de 1,8 milliard de dollars avec Sprint, avec qui nous ne faisons aucune affaire, témoigne d'un changement d'attitude », explique Carly Fiorina, qui compte sur des achats des compagnies de téléphone longue distance et des compagnies régionales. Les perspectives sur le marché américain sont moyennes. La société d'études Northern Business Information estime que les ventes annuelles de centraux téléphoniques pour les réseaux publics vont baisser à 5,2 milliards de dollars en 1999 contre 6,6 milliards de dollars en 1994. Or Lucent est très exposé sur ce marché : le groupe, qui tire 54 % de ses revenus des matériels destinés aux réseaux publics, contrôle via ses centraux 58 % des lignes téléphoniques américaines.

« Le marché américain va croître, assure Carly Fiorina. La réglementation a changé, les compagnies régionales et longue distance ont l'opportunité et même l'obligation concurrentielle d'investir de nouveaux marchés. De plus, si le réseau est fortement numérisé côté longue distance, pour le local il y a du retard. C'est une opportunité de croissance. Sans oublier les investissements sur les mobiles. »

Certains experts font remarquer que, dans le cas de la radiotéléphonie, les marges sont plus faibles. Le marché est également bien contrôlé par Motorola. Lucent souligne cependant que ses ventes d'équipements d'infrastructures se développent. Ces systèmes ont représenté 10,3 % des ventes totales en 1995, contre 6,1 % en 1993.

BÉNÉFICES EN HAUSSE

Lucent ne cache pas qu'une « part significative » de sa croissance viendra des ventes d'équipements pour réseaux publics hors États-Unis, en Europe et en Asie. Ce qui signifie qu'il va falloir donner un coup d'accélérateur à l'activité internationale, qui ne pèse que 23 % dans l'activité totale. « Ils ne sont pas à sous-estimer, notamment parce qu'ils savent jouer

du lobbying, indique un concurrent, mais ils ne constituent pas un épouvantail. »

Lucent compte profiter de la libéralisation des marchés européens, où le groupe a renforcé sa présence en rachetant certaines activités de filiales de Philips (TRT en France). « Quand les marchés s'ouvrent à la concurrence, les opérateurs regardent différemment leurs coûts », note Carly Fiorina, « c'est bon pour nous. » Mais l'Europe représente moins de 10 % du chiffre d'affaires de Lucent. « Le progrès a été plus faible que prévu », admet Carly Fiorina, et les marges de manœuvre du groupe pourraient rester faibles. « Pour des problèmes d'interconnexion avec les réseaux existants, les nouveaux acteurs auront tendance à choisir le même type d'équipements que les opérateurs en place », indique Didier Poulliot.

Les analystes se montrent pourtant confiants. Ils anticipent une hausse des ventes à 22 milliards de dollars cette année et à 24 milliards en 1997. Ils tablent sur une hausse de 15 % à 20 % des bénéfices sur les cinq ans à venir.

Ph. L. C.

AT&T donne la priorité à la reconquête des liaisons locales

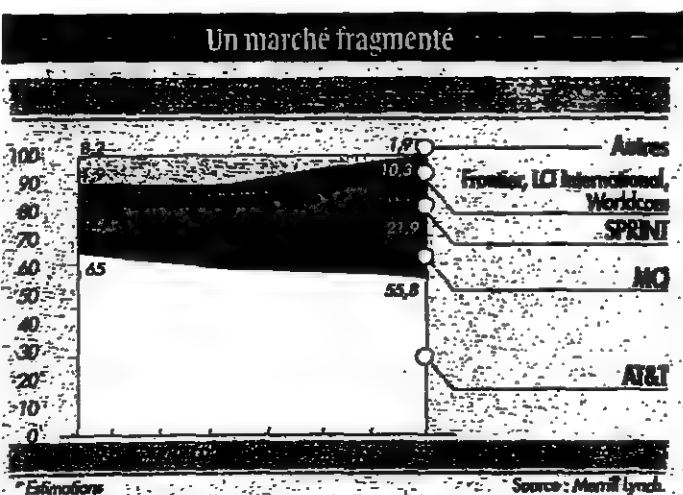
BASKING RIDGE (New Jersey)

de notre envoyé spécial

Avec l'adoption, début 1996, d'une nouvelle réglementation pour les télécommunications, AT&T rêve d'en découdre sur le marché du téléphone local aux États-Unis. « Il y a chez les gens qui ont connu le démantèlement de 1984 et qui se situent plutôt au sommet de l'entreprise le réflexe de vouloir recréer l'AT&T d'il y a douze ans. Le marché du téléphone local les passionne, et ils ont bien l'intention de le reconquérir », reconnaît un dirigeant du groupe.

AT&T a été exclu de la téléphonie locale aux États-Unis en 1984, date de son éclatement et de la création des Baby Bells, les compagnies régionales qui depuis jouissent d'un monopole dans leurs zones géographiques respectives. AT&T a conservé son activité longue distance. La loi, adoptée début 1996 par le Parlement américain, met fin à ce cloisonnement.

L'objectif fixé par Robert Allen, le PDG d'AT&T, dans le téléphone local est ambitieux : prendre d'ici à cinq ans 30 % de ce marché, évalué à 90 milliards de dollars (468 milliards de francs). Le groupe entend offrir ses premiers services dès l'été 1996. Il ne part pas sans atout. A commencer par son nom. « C'est quelque chose de fort, relève Alain Leber, responsable du département télécommunications, médias et technologies chez Merrill Lynch.



Sur le marché américain du téléphone local, la part de marché d'AT&T s'élève à 45 %. Mais le marché est passé de 24,3 milliards de dollars en 1990 à 76 milliards de dollars en 1995 (un dollar vaut 5,20 francs).

Beaucoup de gens aux États-Unis pensent qu'ils sont encore rattachés à AT&T. »

Le groupe peut aussi compter sur une offre élargie au-delà du seul téléphone fixe : téléphone mobile, télévision par satellite, accès à Internet. L'objectif est de proposer un paquet de services, avec un rabais à la clé et une facturation unique : une façon de « capter » les clients, moins à même avec une telle offre de changer d'opérateur, mais aussi

d'éviter une guerre des prix, en autorisant un certain flou sur les tarifs.

LOUER DES CAPACITÉS

L'entrée d'AT&T sur le marché local risque d'être pourtant plus lente et plus coûteuse que ne l'espèrent ses dirigeants. Le groupe ne dispose pas d'un accès direct aux abonnés, celui-ci étant contrôlé par les Baby Bells. Pour l'obtenir, en attendant de disposer de ses propres réseaux - ce qui exigera

temps et argent -, le groupe devra louer des capacités de transmission aux compagnies régionales. « Mais les rabais que celles-ci lui consentiront - 20 % à 30 % par rapport aux tarifs commerciaux - seront plus faibles que ceux qu'AT&T consentira aux Baby Bells - 70 % à 80 % - pour que celles-ci accèdent à ses capacités de transmission longue distance », explique Alain Leber.

A ce déséquilibre, dû au fait que les réseaux locaux sont plus saturés que les réseaux longue distance et qu'il n'est pas possible de les mettre en concurrence, risque de s'ajouter la forte sensibilité d'AT&T sur certains marchés. Ceux par exemple des abonnés résidentiels et des petits professionnels. « AT&T est plus exposé que les autres opérateurs longue distance, car le poids de ces marchés dans ses revenus est plus élevé », fait valoir Merrill Lynch.

A l'inverse, l'arrivée, dans l'autre sens, des compagnies régionales dans le téléphone longue distance pourrait être plus rapide. Elles peuvent offrir hors de leurs zones d'activité (via des filiales) des services longue distance et pourront ensuite, sous certaines conditions, les offrir dans leurs zones d'influence. Merrill Lynch estime que les Baby Bells prendront rapidement 30 % du marché du téléphone longue distance.

Ph. L. C.

William Ohnsorg, vice-président d'AT&T

Nous devons « faire plus avec moins » à l'international

« L'éclatement d'AT&T est motivé par la nouvelle réglementation sur le marché américain. Le développement hors des États-Unis reste-t-il une priorité ?

— Nous avons mis l'accent sur l'expansion internationale depuis le milieu des années 80. Nous allons poursuivre nos efforts. Mais, comme il va y avoir une forte demande en termes de ressources sur le marché américain avec la nouvelle réglementation, nos ambitions pour l'international seront de chercher à faire plus avec moins. Notre alliance avec Unisource en Europe est un exemple de ce que nous voulons faire. Nous n'avons pas besoin d'être présents à 100 % partout.

— Quel est le poids de l'international dans l'activité du groupe ?

— Avant l'éclatement, 20 à 25 % du chiffre d'affaires était réalisé hors des États-Unis. Ce doit être 20 % maintenant pour AT&T opérateur, seul. Mais nous n'avons pas communiqué de chiffre précis, en fait, depuis la séparation de nos activités.

— L'ambition d'AT&T à l'international est-elle d'attirer une clientèle professionnelle cherchant un prestataire internatio-

nal unique ou également d'être un acteur local visant une clientèle plus large ?

— Cela dépend des marchés, des conditions de libéralisation, des partenaires. Il y a des pays où nous développons une forte présence locale, comme la Grande-Bretagne, le Mexique. Mais il y en a peu. Stratégiquement et économiquement, les conditions ne sont pas toujours réunies. Nous voulons fournir des services globaux dans la plupart des pays avec notre structure WorldSource/WorldPartners. Nos investissements locaux seront sélectifs.

— Prévoyez-vous de simplifier la structure WorldSource/WorldPartners, où vous disposez à la fois de partenaires liés par le capital et d'autres uniquement par des accords commerciaux ?

— Les clients sont contents. Cela fonctionne en dépit de la complexité apparente. C'est ce qui compte. — Pensez-vous que la Commission européenne puisse bloquer l'alliance avec Unisource ?

— Les discussions continuent. Nous sommes optimistes sur l'issue. »

Propos recueillis par Ph. L. C.

Serge Dassault détiendrait 27 % du capital d'un groupe fusionné Dassault-Aérospatiale

Les modalités du rapprochement devraient être annoncées en juillet

Les calculs de valorisation des deux groupes aéronautiques Dassault-Aviation et Aérospatiale, que le gouvernement a dé-

cidé de fusionner, sont terminés, d'après Les Echos. Aérospatiale vaudrait environ 20 milliards de francs et Dassault 10 mil-

liards. Serge Dassault détiendrait 27 % de l'ensemble, soit moins que la minorité de blocage.

LE « COMITÉ DE PILOTAGE » chargé de préparer, pour le 30 juin, le rapprochement entre Dassault-Aviation et Aérospatiale met la dernière main à une série de propositions qui visent à instaurer, d'ici à l'année prochaine, une entreprise commune à conseil de surveillance et de direction. Par cette formule, Serge Dassault entend préserver un minimum de pouvoir. M. Dassault devrait, selon le quotidien Les Echos du lundi 24 juin, contrôler 27 % du nouveau groupe - le gouvernement n'ayant pas voulu lui accorder la minorité de blocage à hauteur de 33 % - et en présider le conseil de surveillance. L'officialisation de cet accord, estime le quotidien économique, ne devrait pas intervenir avant début juillet.

Dans les milieux compétents, notamment au ministère de la défense qui exerce la tutelle administrative de l'industrie aéronautique en France, la discrétion reste de rigueur, même si l'on admet que le dossier a avancé après que M. Dassault eut levé ses réticences du dé-

but. Cependant, le « comité de pilotage », composé de Claude Terrazzoni et Yves Michot pour Aérospatiale et de Charles Edelstein et Bruno Revellin-Falcoz pour Dassault-Aviation, n'a pas rendu ses ultimes propositions à la délégation générale pour l'armement qui supervise les discussions. De même, ni la banque Lazard (pour Aérospatiale), ni la banque Paribas (pour Dassault-Aviation) n'ont remis aux intéressés et aux pouvoirs publics leur évaluation définitive des deux entités industrielles en cause.

ÉVITER LES « DOUBLONS »

Le « comité de pilotage » se réunit depuis un mois. Il doit coordonner la recherche et les études des deux groupes, harmoniser les politiques d'achats et rationaliser les compétences et les structures pour éviter les « doublons ». Il a imaginé les modalités - la création d'un groupe avec conseil de surveillance et de direction étant l'option généralement retenue - d'une intégration à terme des deux entreprises.

A partir d'un chiffre d'affaires en 1995 de 49,2 milliards de francs (et une perte nette de 981 millions) pour Aérospatiale, et de 9,8 milliards (et un bénéfice net de 288 millions) pour Dassault-Aviation, le nouveau groupe représenterait une entité industrielle de l'ordre de 60 milliards de francs. Ce qui ne le met pas encore au même rang que les « géants » américains du secteur, ni même au niveau de certains autres en Europe. Dans l'attente du dépôt de leurs propres évaluations par les deux banques mandatées, la valeur du groupe Aérospatiale, y compris sa part dans Airbus Industrie et de l'actuel fait de son endettement à hauteur de 6,5 milliards, est estimée en première approximation à plus de 20 milliards de francs. Aux mêmes conditions, celle de Dassault-Aviation est évaluée à plus de 10 milliards, étant entendu que Dassault-Systèmes (filiale spécialisée dans la conception assistée par ordinateur et dont Dassault-Aviation est l'un des actionnaires) et les parts de M. Dassault dans Dassault-Elec-

tronique ont été exclus de l'opération de fusion.

C'est dans les premiers jours de juillet que le gouvernement pourrait lancer le processus de fusion industrielle. Auparavant, Serge Dassault, qui a pris la succession de son père, Marcel, à sa mort en 1986, devrait avoir approuvé l'estimation du patrimoine familial en cours d'examen d'un commun accord avec l'État et avec la direction du Trésor au ministère de l'Économie et des Finances. Ce dialogue, qui porte sur la nature des revenus tirés des loyers des terrains, des usines et des redevances de brevets, est en voie de finalisation.

M. Dassault a, en effet, subordonné son acceptation des conclusions du « comité de pilotage » - relatives à l'organisation industrielle - à l'aboutissement de ses négociations patrimoniales avec l'État. Dans les milieux gouvernementaux, on indique qu'il n'est pas question de spolier la famille Dassault de ses droits.

Jacques Isnard

Auchan lance une OPA hostile sur Docks de France

Il détient déjà 17 % du capital

LE GROUPE de distribution Auchan a lancé lundi 25 juin une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital de Docks de France (47 milliards de francs de chiffre d'affaires avec les enseignes Mammoth et Suma), dont il détient déjà 17 % du capital.

Cette OPA aura lieu au prix de 1250 francs par action, valorisant Docks de France à 16,3 milliards de francs. Auchan offre une prime de 15 % par rapport au dernier cours coté, mais « se réserve la faculté de ne pas donner suite à son offre si le nombre de titres présentés (...) ne lui permet pas de détenir la majorité des droits de vote ». Docks de France exploite en France 75 hypermarchés sous l'enseigne Mammoth, 264 supermarchés (Atac et Suma) et 730 magasins de proximité. En Espagne, il exploite 50 supermarchés et aux États-Unis 508 « convenience stores ».

Auchan va se heurter aux familles Dery - Toulouse et Dian, qui détiennent 27 % de Docks de France : celles-ci, dès la montée en puissance d'Auchan dans leur capi-

tal en mai, ont fait savoir qu'elles considéraient cette incursion comme inamical. La réaction de la BNP et de l'UAP, qui détiennent 5,4 % du capital, sera décisive dans le déroulement de cette opération. Ces dernières semaines, Promodès (Continental) a refusé de jouer les chevaliers blancs pour venir à la rescousse de Docks de France.

Cette OPA sera soumise aux autorités de la concurrence. Le ministre de l'Économie et des Finances Jean Arthuis avait saisi le conseil de la concurrence le 24 mai, lors de la montée en puissance d'Auchan. Le gouvernement veut éviter que la distribution ne soit concentrée entre les mains de deux ou trois grands groupes. Le projet de loi sur la concurrence, adopté définitivement vendredi 21 juin par le Parlement, pourrait accélérer le processus de concentration dans la grande distribution, car cette loi freinera considérablement les ouvertures de nouvelles grandes surfaces.

Ar. L.

Les constructeurs américains viennent en force au Salon 96 de l'armement terrestre, au Bourget

SEPT CENTIS EXPOSANTS de trente et un pays participent au Salon de l'armement terrestre EuroSatory-96 que Charles Millon, ministre de la défense, a inauguré, lundi 24 juin, au Bourget, et qui fermera ses portes samedi 29 juin. Réservez aux seules entreprises françaises jusqu'en 1990, ce Salon, qui n'est pas ouvert au public, a progressivement attiré des exposants étrangers. Cette année, EuroSatory-96 reçoit, pour la première fois, des entreprises américaines (quelque soixante-dix, avec le soutien actif du Pentagone), russes, turques, polonaises, israéliennes et sud-africaines, dont les stands sont sous pavillon national.

EuroSatory-96 se caractérise aussi par le fait que, si tous les secteurs de l'armement terrestre sont représentés, les équipements lourds traditionnels cèdent la place aux systèmes de commandement (liaisons, transmissions, informatique) et,

d'une manière générale, aux matériels de l'électronique de défense, dont les fabricants constituent 55 % du nombre total des exposants.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et la réduction de la menace majeure venue de l'Est en Europe, l'armement terrestre s'est ouvert à des missions nouvelles (le contrôle de certains antagonismes territoriaux ou ethniques, voire religieux, et le maintien ou le rétablissement de la paix sous responsabilité d'organisations internationales) et, donc, à des catégories de matériels différentes, plus adaptées a priori à des opérations de police.

Au Bourget, les Américains occupent le haut du pavé, avec 10 % des exposants, face à des Russes qui cherchent à retrouver leur place de deuxième exportateur mondial. Avec un budget annuel de l'ordre de 70 milliards de francs - exportations non comprises - qui leur est assuré par les commandes

de l'armée de terre et du corps des « marines », les États-Unis amplifient le regroupement de leur industrie autour de grands constructeurs, comme Lockheed Martin Loral, qui ne renonce à aucun projet nouveau, modeste ou majeur.

UNE EUROPE DISPENSÉE

En revanche, l'Europe des armements terrestres, qui demeure un objectif avec l'institution du Groupe armement de l'Europe occidentale (GAEO) au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), apparaît dispensée, avec ses quatre fabricants de chars lourds, sa douzaine de modèles différents de véhicules blindés d'infanterie, ses sept producteurs d'hélicoptères antichars ou ses huit de missiles antichars.

De ce point de vue, la France concentre les difficultés. Entre 1990 et 1994, le chiffre d'affaires de l'ar-

meement terrestre est tombé de 37 à 23 milliards de francs et les effectifs sont passés de 45 000 à 30 000. A l'exportation, les constructeurs français maintiennent plus ou moins leurs positions, avec, pour 1994, plus de 35 % du chiffre d'affaires de la profession réalisés à l'étranger.

Les industriels de l'armement terrestre en France savent, comme l'admet le président de leur organisation, Pierre Poquin, que la décroissance du budget militaire et l'exacerbation de la compétition avec les Américains vont aggraver, dans les années prochaines, les effets de surcapacité du secteur. Il existe un surplus d'offres, en variété comme en quantité.

A la délégation générale pour l'armement, on considère, dans ces conditions, que les Européens ont tout à gagner à créer « une base industrielle et technologique » autour des deux grands projets communs à venir « qui sont, dit-on, avant d'opportunités à saisir » : le véhicule blindé de combat pour l'infanterie (VBCI), pour lequel GIAT Industries et Renault Véhicules Industriels (RVI) font des offres au Bourget, et le Système d'Information et de Commandement (SIC), en liaison avec des programmes équivalents de l'OTAN. Ces deux projets ont un même client, l'Eurocorps que la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique ont mis sur pied.

Jacques Isnard

Le luxe français affiche sa bonne santé

LE LUXE français se porte plutôt bien. En 1995, les entreprises réunies dans le Comité Colbert ont dégagé un chiffre d'affaires de 34,7 milliards de francs, en hausse de 4,1 %. Ce résultat n'a encore rien à voir avec les croissances à deux chiffres de la fin des années 80 que connaissent alors les 75 marques regroupées au sein du Comité Colbert. En 1988, leur chiffre d'affaires augmentait de 19 %, en 1989 de 20 %.

En 1995, le premier semestre était prometteur, sur la même ligne que 1994 (+9 %). « On pensait être reparti pour de nouvelles glorieuses », explique Alain Teitelbaum, président délégué du Comité Colbert. Le second semestre a mis fin à ses espoirs. Ralentissement de la croissance des économies occidentales, climat d'insécurité consécutif aux attentats de l'été en France puis au Japon, grève de la fonction publique dans l'Hexagone, reprise des essais nucléaires français, sont autant d'éléments qui ont nui au luxe français. Les ventes nationales, fortement affectées par les grèves de fin d'année, ont souffert : le chiffre d'affaires de Colbert a baissé de 1,4 % pour atteindre 8,6 milliards de francs.

A l'exportation, les maisons du luxe se sont bien comportées : leur chiffre d'affaires hors des frontières, qui représente 75 % de leur activité totale, s'est accru de 6 % (+9,2 % en 1994). Le paysage est très contrasté selon les régions. Aux États-Unis, les marques françaises ont souffert de la force du franc par rapport au dollar et de la forte concurrence locale.

Le chiffre d'affaires y a diminué de 3,1 %. En Europe, la stabilité a été de mise. En revanche, les ventes en Asie-Pacifique se sont envolées à 12 milliards de francs. Avec le Japon en tête. Les ventes des Louis Vuitton, Christian Dior et autre Boucheron y ont bondi de 18,7 %. « Cela fait dix ans que, chaque année, nos marques prennent du terrain sur l'archipel nippon », développe Alain Teitelbaum. Et dans cette zone, d'autres pays commencent à prendre de plus en plus d'importance. C'est le cas de la Chine, mais aussi de la Corée. « En Corée, les ventes ont bondi de 70 % en 1995 », explique le président délégué du Comité Colbert, qui compte aussi sur l'Europe de l'Est et l'Amérique latine pour assurer de beaux jours aux maisons françaises du luxe.

V. Ma.

Les dividendes de la loyauté

LE GROS TITRE qui s'étale sur la couverture met sur le quillive : *The Loyalty Effect* (« L'Effet loyauté »). Au-dessous, une formule magique accentue cette première impression : « La loyauté, la force cachée derrière la croissance et les profits ». Un peu plus loin, l'auteur, Frederick F. Reichheld, l'un des directeurs de Bain and Company, une des principales sociétés américaines de consultants, remercie, selon la coutume, sa femme - une « associée fidèle » - mais aussi les pasteurs d'une Église protestante huppée pour leurs prêches sur la loyauté.

En moyenne, selon le *Financial Times* (12 avril 1996) les entreprises américaines perdent en cinq ans la moitié de leurs clients, 50 % des employés

restent moins de quatre ans dans une entreprise, en douze mois, le taux de rotation des investisseurs d'une entreprise américaine est de 50 %. Cet univers d'infidélité désole Frederick Reichheld, qui, dans un chapitre acerbe, montre du doigt les coupables : les modes managériales, les systèmes comptables, les exigences des financiers, la course aux profits. Ces diagnostics s'inscrivent dans un mouvement révisionniste du management qui n'hésite pas à brocarder les excès des nouvelles techniques de gestion.

L'ambition de l'auteur est de changer les pratiques managériales. Au nom de l'efficacité. Les entreprises saisies par la passion des résultats à court terme, fascinées par les expédients du downsizing et du reengineering, affichent des taux de rentabilité très moyens, sinon médiocres. Les entreprises performantes savent créer, développer et entretenir une valeur. La loyauté. Plus une entreprise crée de la « valeur-loyauté », plus les chances sont grandes que ses profits s'élèvent. L'attachement des consommateurs au service d'une firme permet d'accroître les bénéfices. Des cadres et des employés dévoués à l'entreprise, des investisseurs accordant leur confiance à des managers responsables prédisposent à fournir des produits compétitifs et de qualité.

Comment produire ce cercle vertueux de la loyauté ? F. Reichheld excelle à décrire les démarches et les méthodes pour

le mettre en place. Quelques notions simples, illustrées par des études de cas approfondies, permettent de découvrir « l'économie de la loyauté du consommateur ». Les principes nécessaires à l'activation de la loyauté des partenaires de l'entreprise apparaissent sans doute « ringards » aux DRH modernes. A tort. Un grand bon sens, certes traditionnel, mais riche de pertinence, guide le chapitre consacré à l'émergence d'actionnaires loyaux.

Dans *The Collapse of the American Management Mystique*, salué à sa sortie voici quelques jours par le doyen de la London Business School, par Michel Albert, ancien président des AGF et membre du conseil de politique monétaire de la Banque de France, et par un historien américain, Robert Locke, « démythifié » (Michel Albert) cinq ans de management en Amérique. Ce livre tonique n'offre guère de remèdes aux dérapages et aux dérèglements du capitalisme « yankee », si ce n'est d'inviter les Anglo-Saxons à prendre des leçons de bon management en Allemagne et au Japon.

Jean-Gustave Padilleaux

★ *The Collapse of the American Management Mystique*, de Robert R. Locke, Oxford University Press, Oxford (1996), 350 p., 19,99 livres sterling. *The Loyalty Effect*, de Frederick F. Reichheld, Harvard Business School Press, Boston (1996), 322 p., 24,95 dollars.

LA BANQUE MONDIALE
LIBRAIRIE
66, avenue d'Iéna
75116 PARIS
Tél : 40.69.30.56/57
Fax : 40.69.30.68
envoi gratuit du catalogue sur demande

URGENT

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

DU 27 JUIN

EURO TUNNEL

Actionnaires d'Eurotunnel
UN NOUVEAU LIEU pour vos Assemblées

Eurotunnel se félicite du nombre d'actionnaires ayant d'ores et déjà manifesté leur intention de participer aux Assemblées d'Eurotunnel S.A. et d'Eurotunnel P.L.C. du 27 juin prochain. Compte tenu de l'affluence attendue et soucieuse de permettre aux actionnaires d'y participer dans les meilleures conditions, la Direction d'Eurotunnel a décidé de changer le lieu et l'heure de ces Assemblées qui se tiendront donc :

au Palais des Congrès Grand Auditorium
2, place de la Porte Maillot - 75017 Paris
à 15h30
le jeudi 27 juin 1996

Un compte rendu des Assemblées Générales sera disponible sur simple demande à partir du 10 juillet 1996.

INFORMATIONS ACTIONNAIRES : 3615 EUROTUNNEL
Tél. ligne directe actionnaires : (1) 44.05.62.81

صكتنا من الامل

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL Les demi-finales du championnat d'Europe des nations opposeront la France à la République tchèque et l'Angleterre à l'Allemagne, mercredi 26 juin. ● LES

FRANÇAIS ont dû avoir recours aux tirs au but pour éliminer (5-4) les Pays-Bas après un match nul (0-0) malgré une prolongation disputée selon le principe du « but décisif ».

samedi 22 juin à Liverpool. ● **EN DEMI-FINALE**, ils joueront contre la République tchèque qui a créé une nouvelle surprise en éliminant les Portugais (1-0), dimanche 23 juin à

Birmingham. Pour ce match, qui aura lieu à Manchester, les Français seront privés de Christian Karembeu, suspendu, et de Christophe Dugarry, blessé. ● **LES ANGLAIS** ont égale-

ment eu besoin des tirs au but pour éliminer l'Espagne (4-2) après un match nul (0-0). Ils retrouveront les Allemands, vainqueurs des Croates (2-1), en demi-finale à Wembley.

Les Français ont progressé avec difficulté sur leur voie royale

Vainqueurs des Pays-Bas aux tirs au but, les hommes d'Aimé Jacquet devront se passer de Christian Karembeu, suspendu, et de Christophe Dugarry, blessé, pour jouer contre la République tchèque en demi-finale

LIVERPOOL
De quelle étoile sont faits les champions ? Laurent Blanc, par exemple. Que pouvait-il bien se passer dans la tête de cet homme qui se rendait du milieu de terrain vers la surface de réparation, à ce moment déterminant ? Son penalty, dernier de la série de tirs au but, décidait de l'issue du quart de finale de l'Euro entre la France et les Pays-Bas, samedi 22 juin à Liverpool. Les deux heures

de jeu précédentes, prolongations incluses, n'avaient accouché que d'un exécutant 0-0. Quiconque se serait trouvé à sa place aurait gambié pendant ces vingt mètres franchis d'un pas lent. Le spectateur passait par les pires affres pendant ces secondes infinies. Il se rappelait ce tir au but réussi par Luis Fernandez, en quart de finale de la Coupe du monde, face au Brésil, en 1986. Il se souvenait également de celui raté par Max Bossis en demi-finale, contre l'Allemagne, en 1982. Et Laurent Blanc, à quel pensait-il en marchant vers son destin ?

A rien. L'international n'avait pas le moindre état d'âme, pas le plus

petit pincement au cœur. « J'avais fait le vide, expliquait-il. Je n'ai rien vu, rien entendu. J'étais simplement très, très concentré. » Et avant, quand Aimé Jacquet l'a désigné au coup de sifflet final comme le cinquième et dernier tireur de la série, en fonction d'appréciations qu'il avait de longue date couchées sur une petite carte ? « Je ne me suis pas demandé si c'était bien ou mal. Il ne faut pas se poser de questions. » Au moment de l'exécution, un frisson dans l'échine, un battement de paupières, au moins, quand vient le temps de choisir son côté ? « Je ne sais jamais où je vais tirer quand je m'élance. J'attends le dernier moment, j'essaie de voir le gardien par-

tir et alors seulement je décide de l'endroit où placer la balle. » Christian Karembeu est également un pro, un vrai. Mais il a encore quelques faiblesses humaines. Il y est d'abord cet avertissement « idiot », selon le qualificatif du sélectionneur national, son deuxième depuis le début de la compétition, qui le prive d'une demi-finale où il a largement contribué à mener l'équipe. Il y eut surtout cet épanchement d'homme de cœur, cette noble pudeur dans la victoire. Son premier geste n'a pas été de s'écarter avec ses coéquipiers mais de consoler Clarence Seedorf, son compagne d'adieu à la Sampdoria de Gênes, auteur du quatrième penalty manqué des Néerlandais, de dissimuler ses pleurs dans le creux de ses bras.

LEU EN ÉTOILE

En une seconde, Bernard Lama est parvenu à faire de dix mille supporters néerlandais peinturlurés en orange autant de clowns aussi tristes que Seedorf. « J'aime les penalties, j'aime le défi entre le frappeur et le gardien », expliquait le Parisien. Dans les dernières secondes du temps réglementaire, il avait déjà maintenu la maison France à flot en déjouant du bout du pied un tir du même Clarence Seedorf. Le gardien de but n'avait guère eu l'occasion de briller depuis le début de la compétition, éclipsé par son indélébile défense. Ce quart de finale lui aura donné par deux fois une raison d'exister.

Que retenir d'autre de ce vingt-septième match consécutif sans défaite ? La France fut égale à elle-même, c'est-à-dire waterproof. Le traditionnel jeu en étoile des Néerlandais, consistant à faire circuler la balle sur des axes différents à partir d'un pivot central, le plus souvent Ronald De Boer, n'a pas réussi à étouffer la garde française. Didier Deschamps, Christian Karembeu et Vincent Guérin, les trois douaniers

du milieu de terrain, n'ont rien laissé passer. Ils ont cependant peiné plus que d'habitude. « Si on perd la balle du milieu, on fait les valises, estimait Aimé Jacquet. Elle a encore été gagnée même si cela a été plus difficile. »

Sur le gaillard d'avant, la situation a été critique. Les attaquants fran-

contre la République tchèque, mercredi 26 juin à Manchester. Soit le sélectionneur fait monter d'un cran Marcel Desailly, au risque de déstabiliser la défense, soit il titularise Sabri Lamouchi, Reynald Pedros ou Corentin Martins, qui ont des dispositions plus offensives que le joueur suspendu.

Une équipe « artificielle » selon Jean-Marie Le Pen

Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a déclaré, dimanche 23 juin, qu'il était « artificiel que l'on fasse venir des joueurs de l'étranger en les baptisant équipe de France ». M. Le Pen, qui assistait à une fête organisée par les militants du Gard, à Saint-Gilles, a regretté que « la plupart » des footballeurs de la sélection française « ne chantent pas La Marseillaise ou visiblement ne la savent pas ». M. Le Pen fait semblant d'ignorer qu'aucun joueur étranger ne figure au sein de l'équipe de France. Tous, à part Desailly qui vient du Ghana, ont vu le jour dans l'Hexagone ou dans les DOM-TOM. Mais, pour le chef de l'extrême droite, Lamouchi, Zidane, Madar, Djorkaeff, Lizarazu, Pedros, Angoloma, Karembeu, etc., ne sont certainement que des représentants de ces « Français de papier » dont il promet de revoir à la loupe le statut, s'il arrive au pouvoir. Pierre Le-louche (RPR) a estimé, lundi sur RTL, que « ce genre de déclaration est absolument inacceptable ».

cais ont rarement réussi, sauf exploit personnel, à sortir de la tennaille néerlandaise. Quand une opportunité s'est présentée, ils n'ont pas su la saisir. « Nous n'avons pas fait les bons choix », regrettait le sélectionneur national. La ribambelle de coups de pied arrêtés accordée par l'arbitre a été dilapidée. « La situation était bloquée, archibloquée », constatait Laurent Blanc. Ce match était trop difficile pour les attaquants.

A ceux qui se languissent d'un football plus ouvert, Aimé Jacquet a déjà répondu. « Le haut niveau, ce n'est pas de la rigolade, a-t-il énoncé. Il y a une exigence technique et tactique. La France a mis du temps à le comprendre. Notre jeu est en phase avec le football moderne. » L'absence de Christian Karembeu va cependant le contraindre à revoir son équation avant la demi-finale

Les différences entre les équipes allant s'amoindrir au fur et à mesure de la compétition, l'équipe de France se devra de concrétiser les rares opportunités qui lui sont données. Le chemin de Wembley est encore plus long que celui qui mène du milieu de terrain au point de penalty. « Nous nous sommes révélés avec le bonheur dans les yeux », affirmait le sélectionneur national au lendemain de sa victoire. Il s'est fallu d'un réflexe de Bernard Lama que l'équipe de France ne se lève avec la gueule de bois.

Benoît Hopquin

■ **CHRISTOPHE DUGARRY**, victime d'une entorse du genou et d'une lésion du ménisque externe, a dû renoncer à la suite de l'Euro. L'attaquant est indisponible pour un mois.

Les débuts contestés du « but décisif »

LIVERPOOL

de notre envoyé spécial

Aimé Jacquet a longtemps cherché ses mots. « Comment appelez-vous ça, déjà ? », demandait-il aux journalistes assis devant lui. « Golden goal », a dit un anglophone. « But décisif », a traduit un Français. « Oui, c'est cela, but décisif », a conclu Jacquet, sans que son sache vraiment si ce trou de mémoire relevait du simple oubli ou de l'ironie grinçante devant une innovation contestée. Car le sélectionneur ne s'en cache pas : il n'apprécie guère la nouvelle loi instaurée par les législateurs du jeu, cette règle dite de la « mort subite » qui offre la victoire à la première formation capable de marquer, lors de la prolongation.

Entrée en vigueur samedi 22 juin, à l'occasion des quarts de finale, elle était censée favoriser le jeu offensif, autrement dit éviter le recours aux tirs au but. Le résultat est peu probant, puisque deux matches sur quatre, à savoir Angleterre-Espagne, et France-Pays-Bas, se sont tout de même achevés sur des scores de parté (0-0). Bref, « mort subite » ou pas, les attaquants n'ont pas marqué, les défenseurs sont restés dans leurs tranchées.

ENTRE HOSTILITÉ ET SCEPTICISME

Trente minutes durant, la menace du fameux « but décisif » synonyme d'élimination immédiate a néanmoins plané sur l'équipe de France. Un tir ciblé, une passe bien ajustée, une étourderie de la défense, et c'en était terminé des ambitions françaises. Au moins, les Bleus ont ainsi découvert de nouvelles sensations, entre

quitter ou doubler et rouletter russe. « Avec cette histoire de but décisif, raconte le remplaçant Franck Lebour, on a bien senti qu'il y avait un changement d'atmosphère. Dès que l'une ou l'autre des équipes prenait le dessus, la tension était perceptible. »

Une « tension » qu'Aimé Jacquet dénonce. « Je préfère encore que le sort du match se décide lors des coups de pieds au but, c'est mieux pour le spectacle. Quand tout s'arrête soudain, on doit ressentir une drôle de frustration, ça doit faire comme une rupture de biseau, on ne sait plus où l'on est. » Les joueurs, eux aussi, oscillent entre hostilité et scepticisme. Laurent Blanc s'interroge : « Je ne sais pas qui a inventé ça, mais je ne vois vraiment pas en quoi cela augmentera le nombre de buts ! Au contraire, on a tendance à moins attaquer. »

Seule évolution notable : l'importance accrue des corners, et des coups francs. La formation qui dispose du ballon se voit en effet offrir une occasion de s'imposer sans prendre de risques, ce qui n'est pas le cas dans le jeu en mouvement. « Dès qu'il y avait un coup franc, s'agit contre nous, reconnaît l'arrière latéral Lillan Thuram, on se disait que l'on allait peut-être rentrer à la maison dans la minute suivante. » Et son coéquipier Bixente Lizarazu d'assurer qu'il aurait mal vécu une telle défaite : « Si cela devait nous arriver en demi-finale, je crois que j'aurais encore le réflexe d'aller mettre le ballon au centre pour reprendre le match. Non, vraiment, c'était mieux avant. »

Philippe Broussard

Les Tchèques reprennent le flambeau des Danois

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial

Tous les quatre ans, il faut à l'Euro sa surprise, son équipe venue d'ailleurs, un peu bohème de préférence, et prête à narguer de son innocence la toute-puissance des grands. La chronique retiendra que les joueurs de la République tchèque, jeune nation du Vieux Continent, amputés depuis 1991 de sa petite sœur slovaque, incarnent l'imprévisible dans l'édition 1996. A eux seuls, ils ont éliminé le Portugal, après avoir fait un mauvais sort à l'Espagne, exécutés dès le premier tour. Et les voilà au bord du rêve, en demi-finale, adversaires désignés de la France, tout disposés à croire en leur chance d'aller encore un peu plus loin : « Si les Français sont fatigués, ou dans un mauvais jour, que tout nous réussit, pourquoi pas la finale ? », spéculait à voix haute Vaclav Nemecek, le capitaine.

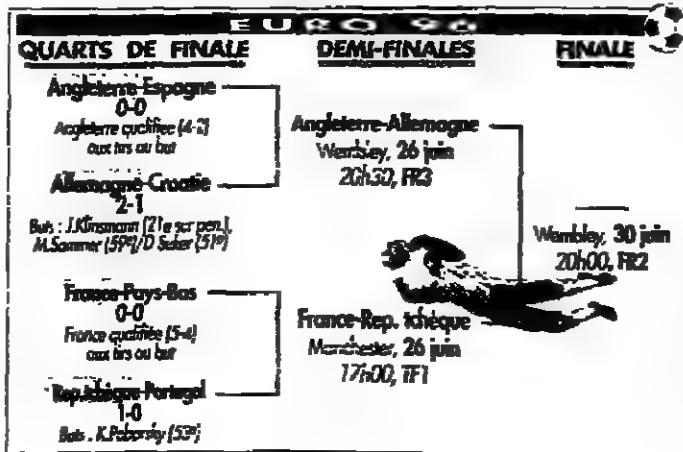
On prend si vite goût aux victoires. En sortant le Portugal de l'Euro, dimanche 24 juin, les Tchèques ont la certitude d'avoir démontré leur valeur. Ils souffraient de cette étiquette condamnatoire de « petit » scotchée au revers de leurs maillots blancs. Malgré la modestie de leur cote, ils voulaient prouver que leur présence en quart de finale n'était pas seulement le fruit du hasard, ou de l'insigne présomption d'Arrigo Sacchi. L'entraîneur de la Squadra azzurra avait cru bon d'extraire cinq titulaires de son équipe pour les affronter. Contre l'Italie, les Tchèques avaient étonné par leur force collective, un sens généreux de la solidarité. Face au Portugal, ils ont montré leur aptitude à s'emparer du jeu, pour lui donner une couleur et un style tchèque. Ils ont su déborder un adversaire trop souvent empêtré dans des arabesques techniques, incapable de créer de réelles situations de but.

A vingt-quatre ans tout juste, Karol Poborsky est tout le contraire d'un footballeur timide. Cette année, le milieu de terrain aux longs cheveux frisés s'est déjà illustré tout au long du parcours réussi du Slavia Prague en Coupe d'Europe. Avec son club, il a atteint les demi-finales de la Coupe de l'UEFA, et s'est incliné devant Bordeaux. Pour ce match contre le Portugal, il lui fallait quelque chose de spécial, une nouvelle occasion de faire parler de lui et de son talent. Il a donc puisé dans le réservoir des facettes techniques pour qualifier son équipe.

■ **VIEUX TRUC** ■
Lorsqu'il s'est présenté seul devant Vitor Baia, le gardien de but, il lui a fait payer d'un lob sa position trop avancée. Pas un lob tout-à-fait comme les autres, non, mais une cuiller, un vieux truc qui n'a presque plus cours dans les matches internationaux. Le geste consiste à lever le ballon avec le dessus de pied. La trajectoire fut impeccable, passant au-dessus de la tête de Vitor Baia pour atterrir au fond des filets. « J'ai tenté ce lob particulier parce que j'ai pensé que ce serait le plus facile à faire », racontait Poborsky, souriant symbole de l'audace tchèque.

Il n'ont pourtant rien de ressemblant avec ceux dont ils envient le destin, ces semi-professionnels danois, vainqueurs il y a quatre ans. Avec eux, ils ne partagent qu'une totale absence de complexe. Cinq des meilleurs joueurs tchèques exercent leur métier dans le championnat allemand. La Bundesliga apprécie leurs qualités athlétiques. Pour justifier la cohésion qui règne sur le terrain, Dusan Uhrin, l'entraîneur, rappelle que la plupart des internationaux ont été formés dans l'un des deux grands clubs de Prague, le Sparta et le Slavia. Ils se sont illustrés ces dernières saisons

Pascal Ceaux



L'Allemagne retrouvera l'Angleterre à Wembley

MANCHESTER

de notre envoyé spécial

C'était écrit, gravé par avance dans les archives du football anglais. Ce championnat d'Europe des nations ne pouvait s'achever sans offrir, à un moment ou à un autre, un de ces matches chargés d'émotions et de souvenirs qui mobilisent, dans une même fièvre patriotique, historiens et techniciens du jeu. Armée à ses souvenirs, l'Angleterre tout entière rêvait de retrouver l'Allemagne sur la pelouse de Wembley, comme en 1966, en finale de la Coupe du monde, lorsque les Anglais l'avaient emporté (4-2).

Les footballeurs allemands, qui se ont à la fois le sens de l'histoire et celui de la politesse, ont exaucé le vœu de leurs hôtes : victorieux de la Croatie (2-1), ils se sont bien à Wembley mercredi 26 juin.

LES CROATES FIGURANTS

Pouvait-il en être autrement, trente ans après la finale de 1966 ? Avant même de connaître leur futur adversaire, les Anglais s'activaient déjà en coulisse, préparant les images d'époque, mo-

bilisant le ban et l'arrière-ban de leurs vieilles gloires. Les Allemands devaient l'emporter face aux Croates, c'était inéluctable, parce que le football est, ici, affaire de nostalgie, et que cette nostalgie se serait mal accommo-

l'arbitre aurait dû siffler un penalty à la suite d'une faute sur ce même Suker. Ils pourraient aussi insister sur les conséquences de l'expulsion d'Igor Stimac (57'), et surtout regretter plusieurs occasions de but. Mais ce serait ou-

L'Angleterre sauvée par David Seaman

Pour arracher leur qualification en demi-finale de l'Euro, face à l'Allemagne, les Anglais ont dû avoir recours à l'épreuve des tirs au but, samedi 22 juin, face à l'Espagne. David Seaman, le gardien de but anglais, a tenu une nouvelle fois un rôle décisif dans le succès de son équipe. En arrêtant le tir de Miguel Angel Nadal, il a permis à l'Angleterre de s'imposer par quatre penalties à deux. Pendant le temps réglementaire, les deux formations n'étaient pas parvenues à se départager, ni même à inscrire le moindre but.

Pour la première fois dans l'histoire du football international, les prolongations se sont donc déroulées en appliquant la règle du « but décisif ». Au bout des trente minutes supplémentaires, le score était toujours vierge, imposant l'épreuve des tirs au but. Au cours de la première mi-temps, Marc Batta, l'arbitre français, avait refusé un but aux Espagnols, estimant à tort qu'il était entaché d'un hors-jeu.

dée d'une confrontation entre l'Angleterre et la Croatie même ressuscitée. Bref, il fallait l'Allemagne, et ce fut l'Allemagne.

De ce défi au destin, les Croates n'ont donc été que les figurants. Ils ont bien essayé d'occuper l'avant-scène, de faire mentir les oracles locaux, mais l'adversaire allemand affichait une assurance de naut, comme si ce match, quoi qu'il advienne, ne pouvait lui échapper, au nom du droit de préemption.

ENVIE D'EN DÉCOUDRE

Un penalty de Jürgen Klinsmann (18') et un but de Matthias Sammer (59') allaient lui permettre de s'imposer, malgré une courte période de doute, au moment de l'égalisation de Davor Suker (51').

Bien sûr, les Croates pourront invoquer l'injustice, montrer que

blier l'essentiel : derrière ce match, se profilait déjà le rendez-vous promis, celui de Wembley, et entre cela les surdoués de Zagreb ne pouvaient rien.

Les spectateurs anglais du stade d'Old Trafford l'avaient bien compris. Leurs encouragements aux Croates cachaient en fait une envie gourmande d'en découdre plutôt avec les Allemands, en demi-finale. Tournés vers leurs rivaux, ils scandalisaient déjà : « England, England ! », et l'autre camp de répondre : « Deutschland, Deutschland ! »

La dernière fois que les deux équipes se sont rencontrées en demi-finale du Mondiale italien de 1990, l'Angleterre s'était inclinée aux tirs au but. Une raison supplémentaire pour rêver d'un succès à Wembley.

Ph. Br.

Michael Johnson prend un premier rendez-vous avec l'histoire en améliorant le record du 200 m

Le Texan a réalisé 19 s 66 aux sélections américaines

Les sélections olympiques américaines d'athlétisme se sont achevées, dimanche 23 juin à Atlanta, par la chute du plus ancien record du

monde, celui du 200 m, détenu depuis dix-sept ans par l'italien Pietro Mennea. Michael Johnson a couru la distance en 19 s 66, au lieu des 19 s 72

réalisées par l'italien en altitude, le 12 septembre 1979 à Mexico. Le Texan avait déjà réalisé 19 s 70 la veille, mais avec un vent trop favorable.

ATLANTA
correspondance

Un peu moins de vingt secondes de course lui ont suffi pour effacer un record, étonner un doute et détruire une vieille évidence. Le tout dans un immense sou-



ATHLÉTISME

quelques phrases à peine glorieuses pour expliquer sa réussite. En avançant un 200 m en 19 s 66, dimanche 23 juin, Michael Johnson n'a pas seulement bousculé son piedestal le plus vieux record du monde de l'athlétisme, cette marque de 19 s 72 inscrite par l'italien Pietro Mennea, en 1979, à l'altitude avantageuse du stade de Mexico. Il a également offert à son palmarès d'athlète un luxe dont les sceptiques avaient fini par le croire incapable. Surtout, Michael Johnson a prouvé sans le moindre scrupule cette vieille idée du sport qui assure, preuves à l'appui, qu'un record du monde ne se bat pas sur commande.

Son exploit chronométrique, l'athlète américain l'avait programmé pour cette étonnante après-midi, la dernière des sélections olympiques. Il en avait parlé une première fois en début de semaine, expliquant que la rapidité de la piste (Le Monde daté 23-24 juin) servirait sûrement son dessein. Puis il l'avait une nouvelle fois évoqué la veille en demi-finale, après avoir couru la distance en 19 s 70, mais laissé échapper son dû dans une rafale de vent trop forte pour autoriser le record. Il a finalement choisi

de le faire au meilleur moment, en finale, sous les regards fiévreux mais impuissants de Carl Lewis, Mike Marsh et Jeff Williams.

La course ? Une merveille. Un modèle du genre. Placé au couloir 5, Michael Johnson écrase cette finale de tout son poids dès les premiers mètres. Quelques foulées lui suffisent pour tuer jusqu'au dernier semblant de suspense. Il s'en explique peu après l'arrivée, d'une voix douce et un rien mécanique, le visage déjà débarrassé de toute émotion. « Mon entraîneur, Clyde Hart, m'avait demandé de concentrer mon attention sur les huit premiers pas. Par le passé, c'était mon point faible. J'ai suivi ses directives. Et j'ai poussé à fond dès le départ. »

La suite prolonge et confirme la sublime impression de supériorité que dégage Michael Johnson dans le virage. Cette finale cent pour cent américaine compte dans ses huit couloirs une somme de talents athlétiques sûrement unique au monde. Carl Lewis occupe le premier couloir. « Le pire », glissera-t-il plus tard dans un soupir. Mike Marsh, le champion olympique en titre, est à la ligne 4. Jeff Williams, troisième l'an dernier du 200 m des

championnats du monde, a pris place dans la sixième. Mais le public les aperçoit à peine. Seul compte Michael Johnson. Un effet d'optique que Mike Marsh résumera d'une plaisanterie : « Je vous parlerais bien de la course de Michael, dit-il. Mais j'en suis bien incapable. Il était trop loin pour que j'aie une chance de le voir. »

« Personne n'a jamais prouvé qu'il fallait monter haut les genoux pour courir vite »

A l'entrée de la ligne droite, Michael Johnson est déjà seul au monde. Ses suivants le pourchassent de leurs foulées étroites (Marsh), exagérément longues (Williams), ou sobriement élégantes (Lewis). Johnson, lui, martèle la piste à la façon d'un jouet mécanique. Ses genoux semblent ne jamais s'élever très haut, ses bras

cognent l'air comme le feraient ceux d'un joueur de batterie. Un style curieux, pas vraiment esthétique, que les spécialistes ont souvent comparé à celui de Jesse Owens. Comme son glorieux aîné, Michael Johnson a fait de la fréquence et de la vélocité le secret de sa réussite.

« Personne n'a jamais prouvé qu'il fallait monter haut les genoux pour courir vite, s'explique-t-il régulièrement. Et puis à quoi sert de les élever si vous n'êtes pas capable de les descendre. » A ses débuts, les entraîneurs ont parfois cherché à corriger une foulée souvent jugée trop courte. Puis l'un d'eux, Clyde Hart, a compris que le naturel serait toujours plus efficace. Michael Johnson ne l'a plus jamais quitté. Et il aime aujourd'hui l'associer à tous ses succès. « J'ai le meilleur entraîneur du monde, dit-il. Il contrôle tout, j'ai seulement à écouter et à suivre ses conseils. Et il ne s'est jamais trompé. »

Son premier mérite est sans doute d'avoir cru en ses chances au moment de l'adolescence, une époque où Michael Johnson cachait encore son fabuleux talent d'athlète. « Il était seulement moyen, se souvient Clyde Hart. Mais j'ai senti chez lui une vraie détermination. Alors je lui ai confié une place dans le 4 x 100 m de l'université. » « J'ai toujours voulu gagner, confirme Johnson. Et j'ai toujours tout fait pour y parvenir. » Il aime parfois se déclarer vulnérable, mais ses adversaires jureraient bien le contraire. Et il ne s'en est trouvé aucun, dimanche soir, pour lui promettre un échec dans sa tentative de doubler 200 et 400 m lors des Jeux d'Atlanta.

Aleth Mercier

Evolution du record « électrique »

● Depuis 1960, l'évolution du record du 200 m chronométré électriquement a été la suivante :
20 s 75 : Stone Johnson (E-U), le 2 juillet 1960 à Stanford.
20 s 62 : Livio Benatti (Ita), le 3 septembre 1960 à Rome.
20 s 55 : Paul Drayton (E-U), le 23 juin 1962 à Walnut.
20 s 56 : Henry Carr (E-U), le 17 octobre 1964 à Tokyo.
20 s 14 : Tommie Smith (E-U), le 17 juin 1967 à Provo.
19 s 92 : John Carlos (E-U), le 12 septembre 1968 à Echo Summit.
19 s 89 : Tommie Smith (E-U), le 16 octobre 1968 à Mexico.
19 s 72 : Pietro Mennea (Ita), le 12 septembre 1979 à Mexico.
19 s 66 : Michael Johnson (E-U), le 23 juin 1996 à Atlanta.

Les athlètes français font grise mine

A QUATRE SEMAINES de l'ouverture de Jeux olympiques d'Atlanta, l'athlétisme français, réuni du 21 au 23 juin à Evry-Bondoufle (Seine-et-Marne) pour ses championnats nationaux, affiche pas une santé florissante. En l'absence de Marie-José Pérec, dispensée, des athlètes vieillissants ou fragilisés ont tenté leur ultime chance d'arracher un visa pour Atlanta. La commission du sport de haut niveau chargée d'établir la liste définitive des athlètes retenus pour les Etats-Unis devait se réunir mardi 25 juin.

Sous vingt-huit athlètes au total (relais exclus) ont rempli les conditions draconiennes imposées par la Fédération française d'athlétisme (FFA) dans une volonté de présenter une délégation de qualité. Si Jean Galfione a conservé son titre de champion de France de saut à la perche avec un modeste bond de 5,70 m, les stars de l'équipe de France ont adopté un profil plutôt bas à Evry.

Eloigné des pistes pendant un mois par une fracture au pied droit, due à la fatigue, Stéphane Diagana a effectué sa rentrée sur 400 m plat, avant de retrouver, au meeting de Lausanne le 3 juillet, les haies qui lui ont permis d'établir l'an passé un record d'Europe en 47 s 37. Mais une course médiocre dans les séries (47 s 53) et la douleur persistant dans les virages l'ont contraint à renoncer à la finale, dimanche. Son départ pour Atlanta semble sérieusement compromis. Le sauteur en hauteur Jean-Charles Gicquel, qui, après deux années perturbées par

des blessures, a connu un début de saison catastrophique, avait renoncé à ses projets olympiques avant même sa venue à Evry.

Chez les dames, Patricia Djaté, désireuse de travailler sa vitesse, a, comme aux championnats de France l'an passé, boudé le 800 m pour courir un 400 m. Le placement qu'elle doit ressentir au fessier depuis deux saisons et qui l'a contrainte à l'abandon après 200 mètres de course contrarie à coup sûr sa dernière phase de préparation pour les JO Patricia Girard, troisième sur 100 m en 10 s 90, s'alignera seulement sur 100 m haies à Atlanta. Mais la championne d'Europe du 60 m haies en salle est toujours en délicatesse avec ses tendons d'Achille.

DÉLÉGATION RÉDITE

Monique Ewanje-Epée-Tourret, la cheville gauche enserrée dans un strapping, souffrait de frustration à l'arrivée de la finale du 100 m haies qu'elle n'a couru dans un vent glacial défavorable d'un mètre par seconde qu'en 13 s 44. Ayant déjà réalisé les minima dans d'autres conditions que celles exigées par la FFA, Monique avait demandé, pour ménager son pied, l'autorisation de ne pas s'aligner à Evry. Elle lui a été refusée. « J'ai une tendinite du tendon d'Achille, avec un déplacement de l'astragale, et la guérison est en bonne voie si je ne paie pas mon effort de ce week-end, a-t-elle expliqué. J'aurais voulu éviter cette course, mais on m'a demandé de

jouer le jeu. Si je ne pars pas à Atlanta, je n'y comprends plus rien. J'ai fait tout ce qu'on m'a demandé. »

« Certains athlètes accumulent les lésions depuis des années et les charges d'entraînement récentes plus importantes à cause de l'échéance olympique n'arrangent rien », explique Hervé de Labareyre, un des médecins de l'équipe de France. « Nous assistons actuellement à un passage de témoin entre deux générations, constate Jean Pocobut, le président de la fédération, celle qui pratique le haut niveau depuis dix ou quinze ans, et celle, plus jeune, qui ne dispose pas de la maturité indispensable à ce haut niveau. Le nombre de nos finalistes potentiels aux JO a diminué depuis deux ans, même si des jeunes comme Emmanuel Bangué (longueur) ou Nadir Bosch (3 000 m steeple) peuvent y prétendre. »

Dans la perspective de la réunion de la commission du sport de haut niveau, mardi, François Juillard, le directeur technique national, s'est affirmé prêt à défendre la cause d'athlètes « ayant réalisé des performances proches des minima requis avec des conditions atmosphériques défavorables lors d'une saison particulièrement courte ». Mais il a prévenu : « Quel qu'il arrive, la délégation d'athlètes sera plus réduite que celle des derniers championnats du monde ou celle des JO de Barcelone. »

Patricia Jolly

Wimbledon veut éclairer le tennis avec la balle à haute visibilité

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Quinze jours après avoir maculé de rouge ses chaussures sur la terre battue de Roland-Garros, l'élite du tennis mondial se retrouve sur le vert gazon de Wimbledon pour disputer les championnats de Grande-Bretagne du 25 juin au 7 juillet. Troisième tournoi du grand chelem de l'année, l'épreuve apparaît comme la plus prestigieuse du circuit. Le tennis a de bonnes manières et l'attachement aux traditions (gazon, tenues blanches, fraises à la crème, protocole) est jugé rafraîchissant par les joueurs.

Cette année, le All England Lawn Tennis and Croquet Club ouvre ses portes à une petite révolution : la balle de tennis à haute visibilité ou hi-vi. Pour permettre une meilleure lisibilité des trajectoires, aux joueurs comme aux spectateurs, l'objet classique a été plongé dans une teinture jaune

poussin très lumineuse. L'invention est loin d'être un gadget. Elle est déjà connue des organisateurs des Internationaux d'Australie qui se jouent sur une surface synthétique rapide. Les joueurs y ont découvert que la perception était plus foudroyante et que le cerveau, mieux informé, lançait les ordres de réaction plus véloces au bras. Les Anglais ont aussi été confortés par le succès de la balle Roland-Garros qui, elle, a été « durcie » pour accélérer le jeu sur terre battue qui devenait trop lanchant.

Depuis peu, le spectacle, à Wimbledon, est menacé par les gros serveurs dont la première balle est devenue un véritable projectile. Si Goran Ivanisevic a été mis en échec par André Agassi - meilleur retourneur du monde - en 1992, Pete Sampras s'est imposé, dès 1993, en maître des lieux. Wimbledon aime certes le talent de l'Américain mais s'inquiète. En 1994, la

finale qui a opposé Sampras et Ivanisevic s'est résumée à une bataille d'aces peu palpitante ; en 1995, Sampras servit près de deux cent aces en sept matches avant de gagner pour la troisième fois consécutive.

MESURATIONS

A Wimbledon, la marge de manœuvre est faible. Si les Américains et les Australiens peuvent changer la texture de leur surface artificielle, les Français la lourdeur de leur terre battue, les Anglais affirment qu'ils ne peuvent changer le gazon. Reste la balle. A l'issue de l'édition 1995, l'association du All England Lawn Tennis and Croquet Club saisit Slazenger de l'affaire. Pour le fournisseur officiel des balles du tournoi depuis 1902, la question est un casse-tête. Pour l'association, la solution est indispensable. Il faut en finir avec les services trop gais qui en donnent un coup de pouce aux retour-

neurs. Tout en laissant leurs chances aux serveurs.

A partir de là, les chercheurs vont réfléchir pendant neuf mois. Comme le débat sur la grandeur des têtes de raquette ou sur la longueur de leurs manches, les discussions autour des mensurations de la balle fusent. La Fédération internationale de tennis (FIT) douche les cerveaux des savants Cosinus en indiquant que le règlement instauré depuis des lustres reste en vigueur.

Au printemps, Wimbledon penche pour une révolution en couleur tirant sur le fluo. A ce détail près, la qualité des trente-quatre mille balles jouées pendant la quinzaine seront identiques à celles de 1995. Wimbledon qui, pendant des années, s'était arc-bouté contre l'intrusion de la balle jaune n'aurait sans doute pas pu pousser plus loin le bouchon.

Bénédicte Mathieu

Le trimaran de Francis Joyon chavire dans la Transat anglaise

LE NAVIGATEUR français Francis Joyon, qui se trouvait en tête de la dixième édition de la Transat anglaise en solitaire, à bord de son trimaran Banque populaire, a chaviré, lundi matin 24 juin, à environ 200 milles au sud-est d'Halifax (Canada) et attendait les secours juché sur sa coque. Francis Joyon, dont l'arrivée était prévue mardi 25 juin à Newport (Etats-Unis), aurait été repéré par les garde-côtes d'Halifax environ deux heures après avoir lancé un message de détresse. Un navire de commerce se trouvant à une heure et demie de route se serait porté à son secours.

Francis Joyon, qui avait choisi une route très au nord lui permettant de devancer Paul Vatine et Loïc Peyron, était en passe de pulvériser le record de l'épreuve appartenant depuis 1988 à Philippe Poupon (10 jours, 9 heures et 15 minutes). Le Franco-Suisse Laurent Bourgnon, un autre skipper de trimaran de cette course reliant Plymouth (Royaume-Uni) à Newport, avait dû abandonner après avoir été projeté hors de son trimaran Primagat et récupéré par un cargo militaire (Le Monde du 24 juin).

Stéphane Heulot, champion de France de cyclisme

LE COUREUR de l'équipe GAN, Stéphane Heulot, vingt-cinq ans, s'est adjugé, dimanche 23 juin à Castels, le titre de champion de France cycliste, en battant au sprint son compagnon d'échappée Laurent Roux (TVM). Le nouveau champion confirme ainsi sa quatrième place au critérium du Dauphiné et sa victoire dans la Trophée des grimpeurs. C'est Laurent Roux qui avait réussi le premier à s'échapper, rejoint sous la pluie à près de dix kilomètres de l'arrivée par le Breton, nouveau venu chez GAN après trois années chez Banesto. Celui-ci portera le maillot tricolore pour sa première participation au Tour de France.

Laurent Jalabert avait renoncé à cette épreuve courue sur ses terres à la suite du décès de son équipier de Once, l'espagnol Mariano Rojas, vingt-trois ans, victime la veille d'un accident de la circulation lors d'une séance d'entraînement. Outre le Mazametain, Richard Virenque, victime d'une mauvaise angine, puis Luc Leblanc, qui a chuté dès le début de la course, n'ont pu défendre leurs chances.

■ RUGBY : l'équipe de France a remporté (34-27) le premier test-match de sa tournée en Argentine face au pays hôte, samedi 22 juin à Buenos Aires. Nettement supérieur en première mi-temps, le quinze de France a quelque peu souffert physiquement en fin de partie et a concédé trois essais dans les vingt dernières minutes. (AFP.)

■ EQUITATION : Jean-Lou Bigot, le champion d'Europe 1993 de concours complet, a reçu, jeudi 20 juin, l'aval du laboratoire mandaté par la Fédération internationale d'équitation pour participer aux Jeux olympiques avec sa jument Twist la Belge. Depuis la fin de l'année 1995, son cheval recevait un traitement de choc contre la piropilomose, une maladie bénigne transmise par les tiques dont les autorités vétérinaires de l'Etat de Belgique craignent la propagation à l'élevage local. Le couple Bigot-Twist la Belge devrait être retenu pour l'épreuve par équipes et renforcer les chances françaises de médaille. (AFP.)

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

CHAMPIONNATS DE FRANCE

MESSEURS
100 m : 1. L. Meade (CdL), 10 s 12 ; 2. P. Théophile, 10 s 13 ; 3. C. Gurns, 10 s 19.
200 m : 1. C. Cheval, 20 s 62 ; 2. F. Waata, 20 s 68 ; 3. P. Inzer, 20 s 83.
400 m : 1. L. Wade (Sén), 46 s 33 ; 2. J.-L. Rancoul, 46 s 41 ; 3. P.-M. Hahne, 46 s 47.
800 m : 1. J. Jean-Joseph, 1 min 46 s 51 ; 2. K. Kozsai, 1 min 46 s 59 ; 3. J. Baisotmanana, 1 min 47 s 52.
1 500 m : 1. D. Maaoui (Mar), 3 min 40 s 36 ; 2. M. Damlan, 3 min 40 s 55 ; 3. G. Nurme, 3 min 41 s 52.
5 000 m : 1. M. Ezzher, 13 min 40 s 83 ; 2. N. Lahssani, 13 min 40 s 97 ; 3. A. Naaji, 13 min 45 s 02.
10 000 m : 1. V. Clauco, 28 s 45 ; 2. E. Romary, 28 s 52 ; 3. S. Touboult, 28 s 58.
400 m haies : 1. I. Fare (Sén), 49 s 55 ; 2. H. Maye (Sén), 50 s 30 ; 3. J. Coco, 50 s 64.
800 m steeple : 1. N. Bosch, 8 min 24 s 76 ; 2. M. Belabbes (Alg.), 8 min 31 s 50 ; 3. E. Le Corre, 8 min 32 s 99.
20 km marche : 1. T. Tourant, 1 h 21 min 58 s 2 ; 2. O. Broezeau, 1 h 22 min 20 s ; 3. S. Caudron, 1 h 24 min 44 s.
Percute : 1. J. Galfione, 5,70 m ; 2. A. Andj, 5,60 m ; 3. G. Baudouin, 5,50 m.
Hauteurs : 1. E. Deschêrède, 2,24 m ; 2. M. Rak, 2,21 m ; 3. J. C. Gicquel, 2,21 m.
Longueur : 1. E. Bangué, 8,21 m ; 2. R. Emmanuel (Am), 8,09 m ; 3. A. Bosch, 8,03 m.
Triple saut : 1. S. Hahn, 16,87 m ; 2. G. Samir-Rosa, 16,78 m ; 3. G. Manel, 16,75 m.
Javelot : 1. A. Sirois, 74,90 m ; 2. G. Sakou-Schmidt, 74,26 m ; 3. P. Lelèvre, 73,68 m.
Poids : 1. Lebon, 18,41 m ; 2. Val, 17,22 m ; 3. Bous, 16,99 m.
Marteau : 1. R. Polani, 78,34 m ; 2. C. Epalle, 76,46 m ; 3. G. Dupuy, 76,30 m.
Disque : 1. J. Patis, 58,12 m ; 2. T. Epalle, 57,26 m ; 3. M. Conguio, 56,84 m.
DAMES
100 m : 1. O. Sidi, 10 s 80 ; 2. H. Rahonondrabe, 10 s 90 ; 3. P. Girard, 10 s 90.
200 m : 1. D. Combe, 23 s 50 ; 2. G. N'kema (Cam), 23 s 81 ; 3. N. Pote-Fekoua, 23 s 98.
400 m : 1. E. Derouge, 51 s 59 ; 2. F. Landre, 52 s 23 ; 3. E. Elie, 52 s 34.
800 m : 1. V. Dorzie, 2 min 15 s 01 ; 2. V. Fouquet, 2 min 33 s 34 ; 3. S. Fauton, 2 min 44 s 88.
1 500 m : 1. F. Quatre, 4 min 10 s 38 ; 2. B. Bizeau, 4 min 11 s 29 ; 3. M.-C. Dampa, 4 min 12 s 72.
5 000 m : 1. E. Sidi, 15 min 29 s 66 ; 2. C. Dallenbach, 15 min 36 s 04 ; 3. V. Dubouche, 16 min 3 s 90.
10 000 m haies : 1. N. Ramalalanina (Mad), 12 s 54 ; 2. C. Cretin, 13 s 19 ; 3. N. Joseph, 13 s 26.
400 m haies : 1. Renaud, 55 s 15 ; 2. Dherbecourt, 58 s 30 ; 3. Pierre-Isaïe, 58 s 57.
10 km marche : 1. V. Nadault-Lévesque, 44 min 43 s ; 2. N. Fortan, 44 min 43 s ; 3. A.-C. Berthouneau, 45 min 51 s.
Hauteur : 1. M. Ewanje-Epée, 1,85 m ; 2. J. Jams, 1,82 m ; 3. M. Collinville, 1,82 m.
Longueur : 1. E. Barber, 6,66 m ; 2. N. Castor, 6,57 m ; 3. L. Ferge, 6,46 m.
Triple saut : 1. C. Honore, 13,54 m ; 2. V. Guyoulo, 13,43 m ; 3. S. Borda, 13,39 m.
Javelot : 1. N. Auzel-Schoellkopf, 64,10 m ; 2. B. Ramelet, 58,04 m ; 3. S. Hautavoine, 57,48 m.
Disque : 1. J. Devaluz, 55,74 m ; 2. P. Tarnas, 53,04 m ; 3. D. Kahet, 51,46 m.
Marteau : 1. C. Siroquet, 57,54 m ; 2. A. Rondel, 56,46 m ; 3. C. Fournier, 56,50 m.
SELECTIONS OLYMPIQUES AMERICAINES
MESSEURS
200 m : 1. M. Johnson, 19 s 66 (+v) 1,7 m/s, nou-

veau record du monde ; 2. J. Williams, 20 s 03 ; 3. M. Marsh, 20 s 04.
1 500 m : 1. P. McMullen, 3 min 43 s 36 ; 2. J. Sonnesen, 3 min 43 s 88 ; 3. J. Pyrah, 3 min 44 s 03.
100 m haies : 1. A. Johnson, 12 s 52 (+v) 0,9 m/s ; 2. M. Cress, 13 s 05 ; 3. E. Smith, 13 s 21.
Déclatation : 1. D. O'Brien, 8 726 pas ; 8 636 pas ; 3. C. Huffins, 8 546 pas.
20 km marche : 1. C. Clavien, 1 h 29 min 50 s ; 2. T. Seaman, 1 h 30 min 27 s ; 3. G. Morgan, 1 h 31 min.
DAMES
200 m : 1. C. Boudy, 23 s 14 (+v) 0,6 m/s ; 2. D. Young, 23 s 18 ; 3. J. Miller, 23 s 25.
100 m haies : 1. G. Devers, 12 s 52 (+v) 0,6 m/s ; 2. L. Tolbert-Good, 12 s 59 ; 3. C. Dickey, 12 s 76.
10 km marche : 1. D. Lawrence, 48 min 55 s ; 2. M. Rohli, 48 min 37 s ; 3. V. Herazo, 48 min 12 s.
Longueur : 1. J. Joyner-Kersey, 7,04 m ; 2. S. Williams, 6,93 m ; 3. M. Veltman, 6,88 m.

CYCLISME

CHAMPIONNAT DE FRANCE SUR ROUTE
MESSEURS
1. S. Heulot (GAN), le 346 km en 5 h 57 min 19 s (moyenne : 41,305 km/h) ; 2. L. Roux (TVA), m. 1 ; 3. F. Guesdon (Poli), à 10 s.

FOOTBALL

COUPE INTERTOTO

1^{re} manche

Groupe 5

Siga (Epi)-Heerenveen (P-B) 0-0

Kaunas (Lit)-Lithuanien (Rou) 1-4

Lempz (Hongr) 1-0

Groupe 6

Hapoel Tel-Aviv (Isr)-Rennes (Fra) 0-2

Cyprus (Cy)-Lukano (Sui) 3-0

Lempz (Hongr) 1-0

Groupe 7

Hibernians (Mal)-Ourlinash (Rus) 1-2

Kocaelispor (Tur)-CSKA Sofia (Bul) 1-3

Everett (Suisse) 1-0

Groupe 8

Jaro (Fin)-Guimarp (Fra) 0-0

Jornen (Nor)-Olimpo Bucarest (Rou) 2-1

Everett (Suisse) 1-0

Groupe 9

Kuhkhet (Poli) 0-0

NATATION

CHAMPIONNAT DE FRANCE

LONGUE DISTANCE

MESSEURS

1. S. Lecat, les 251 m en 5 h 35 min 22 s ;

2. N. Gagne, 5 h 52 min 21 s ; 3. S. Hattm (Epi) ;

5 h 57 min 2 s.

DAMES

1. A. Fegnet (Ita), 5 h 52 min 30 s ; 2. V. Bousquet ;

5 h 57 min 27 s ; 3. S. Laro, 6 h 0 min 19 s.

RUGBY

MATCHS AMICAUX

Argentine-France 27-34

Ecosse - Nouvelle-Zélande 10-36

Australie - Pays de Galles 42-9

TENNIS

Tournoi de Bournemouth (dames)

M. Sales (E-U) b. M.-I. Fernandez (Epi), 6-0, 6-2.

Tournoi de Rossmore (dames)

A. Huber (AB) b. H. Sukova (Tch), 6-3, 7-6 (7-2).

Tournoi de Halle (messieurs)

N. Kuti (Sui) b. E. Kafelnikov 6-7 (5-7), 6-3, 6-4.

Tournoi de Bologne (messieurs)

A. Berasategui (Epi) b. C. Costa (Esp), 6-3, 6-4.

Parcours du combattant pour jobs d'été

Pour les jeunes, décrocher un petit boulot est devenu presque aussi difficile que de trouver un emploi

POUR UN NOMBRE croissant de jeunes, être rime davantage avec activité rémunérée qu'avec oisiveté. Pendant un, deux, trois, voire quatre mois, les standardistes vont commettre quelques erreurs de manipulation, les arbres fruitiers feront connaissance avec des malins peu experts et de nouvelles caissières flotteront dans des blouses trop grandes. Or, s'il y a beaucoup d'appels, on compte de moins en moins d'élus.

Alors que, pour les baby boomers, le « petit boulot d'été » s'obtenait en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, en décrocher un tient désormais du parcours du combattant. L'évolution, hélas, est logique. L'allongement des études a gonflé le nombre de postulants. « Dans les années 70, la majorité des gens de dix-huit ans étaient salariés, explique le sociologue François Dubet. Ils n'étaient donc pas présents sur le marché du job. Aujourd'hui, plus des deux tiers des gens âgés de vingt ans sont salariés et recherchent ces emplois saisonniers. En parallèle, le travail est devenu rare, la concurrence s'est donc accrue. »

Conséquence de cet effet de ciseaux : les chasseurs de job s'efforcent d'envoyer candidatures spontanées et références de plus en plus tôt dans l'année (certaines entreprises évaluent leurs effectifs saisonniers dès le mois de décembre). Lorsque l'on ne bénéficie pas d'appui particulier, mieux vaut prendre les devants. « Le piston, ce n'est pas nouveau, mais dans un tel rapport à l'emploi, il joue plus qu'avant », ajoute François Dubet.

« Avoir des relations » ménage bien des perles car de plus en plus d'entreprises réservent les postes disponibles aux enfants de leurs employés. Ainsi en va-t-il à la SNCF, à La Poste, dans la grande distribution, aux AGF. Les candidatures extérieures sont alors la plupart du temps purement et simplement écartées.

Dans les organismes d'aide aux étudiants et jeunes sans emploi, on constate non sans amertume que les entreprises sont tentées de se passer de cette main-d'œuvre saisonnière pourtant bon marché. Ils la délaissent pour une clientèle tout aussi jeune mais encore moins chère et supposée plus motivée : les stagiaires. « Les stages font de l'ombre au marché du job, affirme Claude Gesnon, au service de la vie étudiante du Cnous (Centre national des œuvres universitaires et sociales). Plutôt que de payer un étudiant 4 500 francs, les employeurs préfèrent passer une convention de stage avec un établissement. »

« CONCURRENCE » DES CHÔMEURS Si les stagiaires « cassent » malgré eux le marché du job d'été, c'est que la future recherche d'emploi impose que le chapitre « expérience professionnelle » de leur CV ne reste pas vide. A défaut de gagner de l'argent, ils s'assurent un bagage pratique qui, en principe, valorisera leurs candidatures ultérieures. « Que les stages prennent la place des jobs d'été, c'est une évidence, confirme une directrice d'un CIDJ (centre d'information et de documentation jeunesse) de province. Lors d'une opération spéciale, notre établissement a mis en relation des employeurs et des jeunes en quête d'un stage, raconte-t-elle. Les entreprises ont pris des bac +3, +4 ou +5, beaucoup plus facilement que s'ils avaient dû intégrer des jeunes pendant l'été. »

Les traqueurs de jobs étudiants ont encore à affronter la concurrence des jeunes sans emploi qui comptent sur la période des remplacements pour trouver,

même brièvement, une activité professionnelle. « Cela fait trois ans que je suis au chômage, témoigne Kadme, vingt-quatre ans. Je ne touche plus les Assedic depuis les mois de septembre 1993, alors je suis prête à prendre n'importe quoi, assure-t-elle devant les petites annonces d'emplois saisonniers de l'ANPE. Les chômeurs devraient même être prioritaires. »

« Nagueire, confirme Marie-Catherine Renaud, directrice adjointe du CIDJ de Clermont-Ferrand, les étudiants postulent pour les jobs, et les jeunes chômeurs cherchent du travail ailleurs. Aujourd'hui, il y a confusion entre les deux », constate-t-elle. Sa collègue de Besançon note qu'en Franche-Comté c'est le secteur de l'animation, pourtant traditionnellement grand pourvoyeur de jobs d'été,

qui pâtit de la concurrence des professionnels. Au chômage, ils sont les premiers à postuler pour ces emplois habituellement dévolus aux étudiants. Là encore, les entreprises y trouvent leur compte en signant, lorsque cela est possible, des CES (contrat emploi-solidarité) ou des CIE (contrat initiative-emploi) assortis d'aides gouvernementales.

« Aujourd'hui, il faut s'y prendre comme s'il s'agissait d'une réelle recherche d'emploi », résume Jean-Damien Lepère, directeur de la collection Job Trotter, aux éditions Dakota. Malgré ce constat, les travailleurs de l'été restent assez peu persuadés que leur courte expérience de vendeur de gaufres ou de garde d'enfant mérite de figurer sur leur curriculum vitae. « Il faut être prudent, ne pas avoir l'air

d'être prêt à accepter n'importe quoi, estime Arnaud, vingt-six ans, titulaire d'une maîtrise de droit, au chômage depuis deux mois. C'est vrai que les recruteurs peuvent en conclure qu'on est débrouillard, ou dynamique. Mais je doute qu'ils puissent comprendre une génération qui rencontre des problèmes qu'ils n'ont pas eux. »

D'un strict point de vue pratique, un candidat au job d'été a intérêt à attendre quelques années d'études avant de cibler ses efforts. « Un adolescent en fin de secondaire n'a pas d'exigence en matière de job, conseille Marie-Catherine Renaud. Ce n'est que plus tard, lorsqu'il avancera dans sa formation, qu'il devra ressembler ses recherches. »

Aude Dassonville

La revanche du Minitel

ON LE CROYAIT en semi-retraite, progressivement mais fermement poussé sur la touche par le multimédia. Erreur : les services Télétel, accessibles par le Minitel, reviennent en fanfare. Mieux : ils s'appuient sur le développement de leurs concurrents pour rebondir de plus belle.

Les chiffres que vient de publier France Télécom font état d'une augmentation de 5 % du nombre d'appels (373 millions) au cours des quatre premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année écoulée. Ces données, insiste l'opérateur public, reflètent « une inversion de tendance ». En 1994 et 1995, le trafic avait légèrement diminué après une décennie de progression.

Ce regain bénéficie aux serveurs dominants que sont les services bancaires, les réservations de la SNCF, les commandes auprès des entreprises de vente par correspondance, et la valeur toujours sûre que constitue l'annuaire électronique.

Comment l'expliquer ? Le lancement de Minitel de la nouvelle génération, plus gais et plus pratiques que les terminaux classiques, a sans doute joué. Une autre nouveauté paraît avoir eu un rôle déterminant : la diffusion, en 1995, de 300 000 « cartes d'émulation » permettant d'accéder aux services Télétel par l'intermédiaire d'un micro-ordinateur personnel et d'un modem.

PASSERELLES

En outre, le Minitel est parvenu à se ménager les faveurs des branches du Web. « Le phénomène Internet exprime un besoin d'interactivité qui, par un effet de halo, profite aux services en ligne proposés par Télétel », assure Philippe Reynaud, responsable des activités Télétel chez France Télécom.

Cela signifie que, tout en restant connectés sur Internet, nombre d'utilisateurs ont profité des passerelles permettant d'aller chercher leur bonheur sur le réseau Télétel : l'avantage est de pouvoir se déplacer beaucoup plus vite d'un service à l'autre que ne l'autorise le Minitel. Pour le prestataire de services, l'utilité est encore plus évidente puisque, sur le réseau Télétel, il faut directement rémunérer ses prestations.

En relevant la tête, le Minitel confirme que ses services sont parfaitement rodés, contrairement à ceux de la concurrence. Ils permettent de remplir des fonctions pratiques avec, à la clé, une garantie de fiabilité surtout pour ce qui concerne « les achats en ligne sécurisés », c'est-à-dire les transferts monétaires. Internet n'inspire pas encore ? — une telle confiance.

A l'attachement aux services s'ajoute une tendresse perceptible à l'égard de l'objet. Selon France Télécom, 90 % des utilisateurs d'un micro-ordinateur souhaitent garder leur bon vieux terminal Minitel. Par ailleurs, 57 % des utilisateurs d'Internet et 63 % des possesseurs de carte d'émulation affirment qu'ils se servent de leur Minitel au moins une fois par semaine. La « 2 CV » des réseaux informatiques n'a pas encore tiré sa révérence.

Jean-Michel Normand

Dédicaces par correspondance

Jean-Pierre Kupczyk adore les livres. Enfant, il « tremblait de joie lorsque, exceptionnellement, on [lui] en offrait un ». Adolescent, il a entamé avec certains auteurs des correspondances, qui ont donné naissance à de grandes amitiés. Devenu juriste, il vient de trouver le moyen de jouer les prosélytes. Parce qu'il est « heureux quand [il] voit des gens lire », l'idée lui est venue d'étendre une pratique dont il use régulièrement lorsqu'il offre un ouvrage : pour encourager le destinataire à le lire, il le fait dédicacer par l'auteur. Librairie par correspondance, Dédicaces édite un petit catalogue mensuel, sélection d'ouvrages de « grands » et de « petits » auteurs que Jean-Pierre



Kupczyk a aimés. La plupart de ces ouvrages peuvent être obtenus avec dédicace de l'auteur (contre le prix du livre, plus 39 francs de

frais de port, plus 35 francs de supplément par dédicace). L'entreprise ne se veut pas prioritairement commerciale. « On ne vend pas de dédicaces, on ne peut pas monnayer ça ! », explique M. Kupczyk, en montrant le dessin réalisé en première page de *Jours de colère* — l'auteur, Sylvie Germain, effectue toujours un dessin accompagné de quelques mots en guise de dédicace. « Ça donne au livre une authenticité qu'il

n'a pas lorsqu'il sort de chez l'éditeur, commente ce client enthousiaste, avocat, qui a déjà commandé trois ouvrages dédicacés. Ça lui donne une âme. » Un de ses collaborateurs est ravi du cadeau qu'il a ainsi fait à sa grand-mère. Ayant précisé qu'il souhaitait que l'ouvrage arrive à destination tel jour, pour les quatre-vingt-dix-huit ans de son aïeule, il a été non seulement satisfait mais comblé : dans sa lettre de remerciements, sa grand-mère se confond en louanges, laissant entendre que l'auteur, Jean d'Ormesson, lui a consacré un message très personnalisé.

De François Nourissier à Daniel Boulanger, en passant par d'autres plus ou moins célèbres, la majorité des écrivains sollicités par Jean-Pierre Kupczyk ont accepté de jouer le jeu.

« Ça crée un lien entre l'auteur et ses lecteurs, explique André Sill. Le seul fait de savoir qu'on a des lecteurs est important, c'est un besoin. » « D'emblée, j'ai dit oui, raconte Philippe Lacombe, parce que l'auteur a l'impression de s'adresser à une masse anonyme ; il travaille en aveugle. Avec la dédicace, un lecteur de répondre. » « Souvent, c'est presque une préface », remarque Jean-Pierre Kupczyk, qui a déjà vendu « cent à deux cents » ouvrages dédicacés en deux mois, avec, pour seule promotion, quelques mailings auprès d'un millier de personnes.

Marie-Pierre Subtil

* Dédicaces, 11 bis, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : 44-13-65-71 ; fax : 45-63-51-38.

Publicités

106 ZENITH 5 Portes T.O. Radio, 18 280 km, 45 000 F, 95
306 XT Autom. Réfrigération + ABR. 4 200 km, 88 000 F, 94
406 ST 1.8 Réfrigération, Airbag AD.C. 4 990 km, 114 000 F, 96
NEUBAUER - OCCASIONS
☎ (1) 45.19.19 M. Buffière

PROVENANCE SUCCESSION
Mercedes-Benz 390 SE - 1978
Type W116, Auto., clim., TOE, bleu métal, 20 860 km d'origine
Véhicule comme neuf à redier
Prix : 90 000 F
☎ 93.38.67.89

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 96
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33
Pascal Bonnet

TOYOTA FRANCE
CENTRE LEXUS
- GS 300
- LS 400
de 92 à 95
Garantie 24 mois
Crédit exceptionnel
Jean Yves PATALANE
☎ 46.13.46.72

GOLFS 60
Autrag - métal - 13 000 km
96 - NA 88 130 F - 22 %
ESPACE CYCLOADE 2.1 DT
métal - clim. - toutes options
13 800 km - NA 198 500 F - 23 %
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

BMW 525 TDS Touring
95, Clim. T.O., 30 000 km
bien métal.
- OPEL CORSA 89
- MONDEO TD 95 Clim.
- LAGUNA 96
- 605 SRDT Autom. Clim. 95
- FIESTA Diesel 93
Mandat CEE 123/95
CARS CHEAP IMPORT
66, rue Desnouettes - 75015 PARIS
Tél. : 45.31.96.00

TOYOTA FRANCE
■ SUPRA Biturbo - 96
■ RAV GX-YX - 95/96
■ PREVIA GL - 96
Jean-Yves PATALANE
(1) 46.13.46.72

Particulier vend
GOLF Cabriolet
Bon état général
130 000 km
Prix : 32 000 F.
Tél. : 30.61.90.16 soir (ou rép.)

Géant
OCCASIONS
GROUPE NEUBAUER
229, Bd. Anatole-France
93200 SAINT-DENIS
☎ 49.33.60.60

300 OCCASIONS
TOUTES MARQUES, GARANTIES
Notre sélection, cette semaine :

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| ZK REFLEX 3P AM 93 | 47 800 km |
| TRIMGO AM 95 | 12 880 km |
| UYSSIE THO D EL. Clim. 7 R. AM 96 | 20 km |
| FIESTA XR2i AM 93 | 51 500 km |
| FIESTA 1.1 SP AM 95 | 8 610 km |
| 205 August. SP AM 95 | 7 240 km |
| 405 SRi AM 94 | 57 000 km |
| CLIO RN 3P AM 95 | 19 600 km |
| CHROMA TDI 2.5 AM 95 | 21 000 km |
| ZK 1.4 SP Clim. Pack AM 95 | 12 840 km |

à 300 m du centre Mairie de St-Denis

CHAQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE "AUTOMOBILE" pour vos annonces publicitaires, contactez Paula GRAVELOT : ☎ 44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

CULTURE

LE MONDE / MARDI 25 JUIN 1996

BANLIEUES Les projets culturels de quartier lancés par le ministère de la culture pour l'année 1996 doivent déboucher sur des créations dirigées par des artistes de diffé-

rents domaines (livres, cinéma, danse, théâtre, musique, arts plastiques). Les interprètes en sont souvent des jeunes ou des adultes RMistes et chômeurs. ● CES PRO-

JETS ne seront pas toujours durables, contrairement aux besoins de quartiers sous-équipés sur le plan artistique. Leur petit nombre - vingt-neuf pour toute la France -

pose d'emblée la question du choix des sites. ● À FEYZIN, à Cognac ou au Mans sont nées des initiatives ambitieuses. Dès cet été, le public pourra découvrir quelques créations

dans les quartiers ou dans des festivals. La compagnie de théâtre Ilotopie de La Seyne-sur-Mer est par exemple invitée au Festival d'Avignon.

Les artistes, partenaires des « quartiers difficiles »

Les vingt-neuf « projets culturels » de Philippe Douste-Blazy prennent la suite d'expérimentations menées depuis une quinzaine d'années. Ils suscitent des collaborations entre créateurs, travailleurs sociaux et mairies. Mais ces initiatives souffrent d'une politique à court terme

MENER À BIEN de véritables créations artistiques avec des amateurs recrutés parmi les exclus des quartiers en souffrance, tel est le pari des vingt-neuf projets culturels de quartier lancés par le ministère de la culture pour l'année 1996 (Le Monde du 10 avril). Le défi n'est pas nouveau : depuis une quinzaine d'années, la Rue de Valois a suscité ces expérimentations, mariant le social et le culturel dans des quartiers sous-équipés. Résidences d'artistes au cœur des ZUP, crédits spéciaux accordés à des compagnies pilotes et opérations « Quartiers lumières » ont introduit - à dose homéopathique - de nouvelles pratiques culturelles, avec bonheur dans la plupart des cas. En région lyonnaise, par exemple, où certains jeunes de banlieue sont devenus de vrais chorégraphes, musiciens ou écrivains et forment à leur tour leurs petits frères et sœurs.

Malgré les crédits non négligeables (40 millions de francs du ministère, auxquels s'ajoutent les dotations des municipalités concernées qui fournissent 40 % du budget total), le nombre réduit de ces projets pose quelques problèmes. La délégation interministérielle à la ville répertorie quatre cent cinquante quartiers « difficiles » en France. En 1992 et 1993, « Quartiers lumières » mettaient en valeur les talents dans quatre cents sites. Pourquoi les villes du Nord les plus touchées par la pauvreté sont-elles absentes, par exemple, de la carte alors que Courmoult-d'Auvergne, cité pavillonnaire, y figure ? Pourquoi attribuer plus d'un million de crédits d'Etat à telle initiative qui ne touche qu'une cinquantaine de personnes ? A quoi servent les « paravents » des projets, voulus par Philippe Douste-Blazy, comme la créatrice de mode Sonia Rykiel, le rugbyman Daniel Herrero ou la cantatrice Barbara Hendricks, si ce n'est à servir de projecteur médiatique à des opérations qui nécessitent délicatesse et continuité ?

Face aux intentions louables, les écarts n'ont jamais manqué. Les mairies, appelées de plus en plus à



jouer les pompiers des incendies sociaux, ne jugent pas toujours prioritaire l'action culturelle. Le secteur social n'apprécie pas forcément de voir débarquer des artistes plus attirés par le désordre que par l'insertion. Les professionnels de la culture se sont souvent montrés sceptiques devant des initiatives qui leur semblent relever davantage du « socioculturel » que de la création. Les récentes coupes budgétaires ont renforcé ces résistances, alimentées par la peur que ces opérations phares éclipsent mille réductions financières moins visibles.

LIMITES

Au fil des ans, l'expérience facilite toutefois la réussite. Les metteurs en scène Armand Gatti ou Christiane Véricel, le musicien Nicolas Prie se passionnent de longue date pour les créations dans les milieux éloignés des salles de spectacle où la population - jeune - développe des énergies paradoxales. Malgré tout,

les artistes de talent, prêts à s'investir dans ces échanges surprenants, restent rares. Pour mobiliser des personnes écrasées par les problèmes du quotidien, ils sont pourtant indispensables. Mais ils ne suffisent pas. Leur présence est forcément limitée dans le temps, et seuls des intervenants sociaux sont capables de faire fructifier leur travail après leur départ.

Ce n'est pas un hasard si des opérations réussies (voir ci-dessous) s'appuient sur des « médiateurs » chargés d'en assurer le rayonnement : répétitions publiques, ateliers larges, tarifs très bas pour amener les habitants des quartiers à des représentations en centre-ville, services de bus... De nombreux quartiers périphériques n'abritent ni centre culturel, ni MJC, ni école de musique, de danse ou de théâtre. Sans une politique d'aménagement du territoire en ce domaine, des centaines de milliers de Français sont condamnés à des initiatives sans lendemain ou, plus souvent, à leur absence. Le travail durable du centre culturel Léonard-de-Vinci à Feyzin, de l'Espal au Mans, du Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauneuf pour La Seyne-sur-Mer, entre autres, en donne l'illustration à contrario. Or la plupart des expériences menées depuis quinze ans restent ponctuelles, pour un été ou une année. Les conditions de sortie sont rarement envisagées. Les budgets publics épuisés, de plus, votés chaque année, les responsables de projets ignorent s'ils pourront répondre aux aspirations de ceux qu'ils viennent d'éveiller aux pratiques artistiques.

« Je veux faire la preuve que cette politique marche, pour que ces projets de quartier fassent bouillir de neige », explique Philippe Douste-Blazy. Comment ? Avec quels moyens, quels objectifs ? Sur le terrain, des responsables amèneraient obtenir des conventions pluriannuelles pour travailler dans la durée. L'idée en a été évoquée par le ministre, mais aucune décision ne semble, pour l'instant, en préparation.

Catherine Bédarida

Rendez-vous

- **Avignon.** Réseau Eden sous-sol, laboratoire de la compagnie Ilotopie, creusé au pied des remparts d'Avignon. L'œuvre a été créée en mai à La Seyne-sur-Mer. Du 15 au 24 juillet. Tél. : 90-14-14-14.
- **Bordeaux.** Le Festival des Hauts-de-Garonne, élément du projet « Quartiers musique », propose une programmation de musiques du monde : Fadela et Saharout, Raul Barboza, Gramoun Lele... Du 6 au 20 juillet dans plusieurs communes. Tél. : 56-28-57-14.
- **Saint-Denis.** Ecouter la voix des gens, chronique musicale de Nicolas Prie. Le 27 juin. Tél. : (1) 48-20-12-50.
- **Cognac.** Le Festival Coup de chaleur, rendez-vous du théâtre de rue, présente la compagnie SkéNée et son Karwanseïral. SkéNée a été invitée à Cognac ces derniers mois pour le projet La Ruée vers le livre. Les 5 et 6 juillet. Tél. : 45-82-32-78.

A Feyzin, les tréteaux de Christiane

FEYZIN

de notre envoyée spéciale
De Feyzin, on connaît surtout les raffineries visibles depuis l'autoroute au sud de Lyon. Il faut suivre les panneaux « Vénissieux les Miniguettes » et « Saint-Fons les Clochettes », siffler des barres gigantesques, puis s'en écarter au dernier moment pour atteindre Feyzin (9 000 habitants), où les HLM ne dépassent guère les cinq étages.

Jessé, Togolais de huit ans, et Afaf, Marocaine du même âge, ont grandi ici. Avec deux autres Feyzinois, ils sont les plus jeunes sur la scène du centre culturel Léonard-de-Vinci. Au milieu des dix autres comédiens de onze à dix-neuf ans, ils interprètent le spectacle mis en scène par Christiane Véricel, *Capoina*. Dans cette magnifique satire sur le pouvoir, chaque enfant tour à tour incarne l'autorité et ses différents modes - brutal, pervers ou séducteur. On songe à Peter Brook, pour l'amour du métissage des acteurs. Comme lui, la créatrice est inspirée par ce croisement des peaux, des voix, des imaginaires.

Quatre viennent de Saint-Etienne, où Christiane Véricel a entrepris en 1983 ses premiers ateliers théâtraux dans les quartiers HLM : Loan, la Vietnamiennne, Bertille et Larissa, les deux sœurs centrafricaines, et Zahit, qui ne perd jamais son accent stéphanois, même en kabyle. Les autres témoignent de l'itinéraire passé de sa Compagnie Image aigüe : Sally, Ivoirienne de Dunkerque, Ekrem, Turc de l'Ain, Franck, Camerounais de Lille, Reda et Salma de Marrakech, Ahmad de Nazareth...

Capoina, reprise d'un spectacle créé fin 1994 (Le Monde du 16 janvier 1995), est l'un des temps forts avant la création en novembre de *La Moitié du ciel*, avec des enfants feyzinois. Christiane Véricel a commencé par donner des ateliers à 400 élèves de deux écoles et du collège de la ville. Elle en a choisi une trentaine qui ont suivi un atelier de dix jours en avril. Ils poursuivront l'aventure en juillet, aux côtés d'enfants venus de Gwalior (Inde du Nord), grâce à l'un de ces incroyables jumelages dont cette globe-trotter du théâtre a le secret.

Une vingtaine seront ensuite retenus pour préparer et jouer *La Moitié du ciel*, mais une foule de rendez-vous font rayonner le projet, doté de 1 million 500 000 francs. Des séances d'atelier et des répétitions se déroulent en public, pour les parents ou les scolaires notamment, suivies de débats. Les photographies faites par Christian Garet, lors des premiers ateliers, sont exposées au centre Léonard-de-Vinci. Des élèves de l'école des Géraniums jouent les reporters tout au long de l'année. En juillet, les enfants des centres aérés auront accès à des stages d'arts plastiques, de vidéo. Les femmes de l'association du Centre social « L'amitié dans l'assiette » préparent les repas des jeunes acteurs : elles seront interviewées et photographiées par la Compagnie Image aigüe. A la rentrée, Dominique Lardenois, coresponsable du culturel, prévoit des ateliers théâtre sur toute l'année pour les adolescents.

C. Ba

A Cognac, conteurs et écrivains encadrent La Ruée vers le livre

COGNAC

de notre envoyée spéciale

Lors de leur première visite cet hiver, les Anges, en combinaison plastique blanche, ont frappé à chaque appartement des trois petites cités voisines, l'Air, les Rentes et l'Hôpital, pour offrir des croissants aux habitants. Quand ils sont revenus, « à lire d'H à H », ils ont posé des boîtes aux lettres aux entrées d'immeubles pour que chacun puisse correspondre avec eux. En mai, ils ont donné « Le Port des anges », trois jours de spectacles de la compagnie SkéNée. Entre-temps, les comédiens avaient installé leur étrange labyrinthe, que chaque spectateur traverse seul. Non sans frisson, le maire de Cognac comme les RMistes et les animateurs sociaux l'avaient parcouru.

« Nous préférons des artistes qui ne collent pas au réalisme social mais font appel à l'imaginaire. C'est pourquoi nous avons invité SkéNée. Ils créent un climat étrange et, mieux qu'avec un carnaval, ils favorisent l'écoute et l'intimité », explique Jean-Michel Perez, éducateur à l'Association socio-éducative de la région de Cognac (Aserc). Im-

plantés depuis vingt ans dans les cités HLM, ces travailleurs sociaux ont créé des bibliothèques de quartier et imaginé une manifestation annuelle dédiée à la lecture, La Ruée vers le livre. En 1996, pour la neuvième édition, Cognac a reçu l'appellation « projet culturel de quartier », confiée à l'Aserc et l'Avant-Scène Théâtre. Les dix jours de fête, dans le quartier de la Passerelle du 6 au 16 mai 1996, en ont été l'apogée avec, outre SkéNée, une dizaine de conteurs, dont Michel Hindenoch et Nacer Khemir, la comédienne de rue Ilka Shonbein et des chanteurs.

Quarante-six ateliers ont fonctionné pendant l'année scolaire, animés par une douzaine d'auteurs et de conteurs professionnels. Priorité est donnée aux quartiers populaires. En revanche, pendant La Ruée, toutes les classes de la ville sont conviées aux expositions. Elles se sont pressées au gymnase de la Cité de l'Air, métamorphosé en un Petit Musée des objets hétéroclites des contes pour enfants. Un parcours sombre et drôle balade les enfants dans un superbe imaginaire. Imaginé par l'illustrateur François Place, le Petit Musée a été fabriqué par les dix-huit RMistes et

chômeurs de longue durée en stage d'insertion. Se déroulant sur six mois, leurs journées commencent par un échauffement corporel. Théâtre avec la compagnie SkéNée, apprentissage du masque, rencontre avec des conteurs : ces activités de la sensibilité s'ajoutent à celles, plus classiques, de la recherche d'un projet professionnel.

Un grand atelier désaffecté permet de préparer les expositions et les décors. Baptisé le Chaudron (il jouxte la cité de la Chaudronne), il abrite des artistes en résidence et aussi un atelier de lutte contre l'illettrisme. A Cognac, le seul secteur économique est celui de la célèbre eau-de-vie. Mais la fabrication de bouteilles, de bouchons, d'étiquettes... s'est automatisée ou déplacée vers d'autres pays. Le nombre d'habitants diminue, celui des chômeurs sans reconversion possible augmente. Ce qui s'envole du Cognac quand il vieillit se nomme joliment « la part des anges ». L'expérience culturelle sera-t-elle la part des RMistes ?

C. Ba

Au Mans, danse et musique au pied des tours

LE MANS

de notre envoyée spéciale

« Je viens ici parce que j'y rencontre des vivants », lâche l'un des soixante chômeurs qui expérimentent un CES (contrat emploi-solidarité) original, au centre culturel L'Espal. Le beau bâtiment de verre est posé au milieu des tours du quartier périphérique des Sablons, récemment classé « zone franche », où vivent 16 000 personnes. Ouvert il y a un an, l'Espal a réservé, au rez-de-chaussée, un espace pour un service de protection maternelle et infantile et une médiathèque. Le centre culturel,

qui programme une sélection de danse contemporaine, du théâtre et des concerts, est dirigé par Harry Rosenow, naguère responsable de projets artistiques pour jeunes exclus à Strasbourg.

Formation et travail, les deux volets réglementaires des contrats CES, sont ici adaptés. Chaque stagiaire effectue un ou deux stages en entreprise. Mais les vingt heures hebdomadaires de travail sont remplacées, pendant dix mois, par les ateliers artistiques et la préparation d'une création dirigée par le compositeur Tomas Gubitsch et le chorégraphe Didier Silhol (présen-

tée à partir du 29 juin). Danse, chant, percussions, écriture, photographie : pour beaucoup, ces activités sont une découverte.

La surprise est réciproque. Habitué des orchestres classiques, Tomas Gubitsch ne fréquentait pas les « exclus », un terme qu'il refuse à présent : « Pour moi, ce sont des gens avec leur histoire, leurs goûts différents. Je compose pour eux : j'écris la musique au fur et à mesure des ateliers que nous faisons ensemble. C'est une expérience bien plus riche que le travail avec des musiciens d'orchestre. » Le compositeur a été surpris de constater

qu'au moins la moitié des participants chantaient juste d'emblée et se débrouillaient bien aux percussions.

Après les tâtonnements et improvisations du début, les stagiaires sont séduits ; certains envisagent même de créer une association pour poursuivre une pratique amateur. « Nous leur disons : "Ouvrez-vous, abaissez vos barrières." Mais, s'inquiète Tomas Gubitsch, le monde de l'emploi leur répond : "Préparez votre entretien d'embauche, apprenez à vous blinder." »

C. Ba

Tout le cinéma

Une fraude sans précédent agite le milieu de l'art britannique

Des faux documents ont été ajoutés aux archives de la Tate Gallery de Londres

Scotland Yard est en voie d'achever une enquête longue de cinq ans autour de faux Giacometti et Nicholson. Ces pièces, qui figurent

dans les catalogues raisonnés, ont gagné leur légitimité grâce à de faux documents qui ont été ajoutés aux papiers personnels des artistes

conservés dans la prestigieuse Tate Gallery de Londres. L'affaire, révélée par *The Independent*, pourrait concerner d'autres artistes.

LONDRES
correspondance

Une fraude sans précédent, utilisant un procédé très astucieux, met en émoi le monde de l'art contemporain britannique. Selon le quotidien *The Independent* qui l'a révélée, cette affaire, qui a pour cadre la célèbre Tate Gallery de Londres – un des principaux musées de la ville –, risque de « jeter le marché international de l'art dans le chaos ». L'enquête a été menée dans la plus grande discrétion par l'Arts and Antiques Focus Unit, une brigade rattachée à Scotland Yard. Après cinq ans d'investigations, elle atteint sa phase finale, qualifiée de « sensible » par les enquêteurs. Scotland Yard a révélé que plusieurs personnes ont déjà été arrêtées, puis relâchées sous caution. Les policiers restent discrets, mais on sait que leurs efforts se concentrent sur le département des archives de la Tate Gallery. Celle-ci a confirmé les faits, précisant qu'elle coopérait avec la police mais qu'« aucun membre du musée n'a été inquiété ».

« La supercherie aurait pu continuer pendant des années »

« Le cauchemar des gens de musées, c'est le vol de documents uniques, explique Duncan Robinson, directeur du Fitzwilliam Museum à Cambridge. C'est donc habile d'avoir ajouté des documents plutôt que d'en détruire ou de les subtiliser. » Un expert de Bond Street ajoute : « Toutes les recherches pour l'écriture de biographies sur Giacometti et Nicholson sont achevées ; leurs archives ne courent donc pas le risque d'une nouvelle vérification. La supercherie aurait pu continuer pendant des années. »

L'expert français Philippe Marchaux dit « se méfier des authentications d'origine unique. Cependant, il y a un moment où il faut bien donner un verdict, sinon on n'oserait plus rien affirmer ». Pour Mark Jones, directeur du National Museum of Scotland à Edimbourg, la morale de l'affaire est ailleurs : « Ce qui me frappe, c'est la réaction des acheteurs et marchands d'art. Ils ne savent plus regarder une œuvre avec leurs yeux, ils préfèrent croire un bout de papier. »

UN UNIVERSITAIRE ?

Scotland Yard a découvert que les catalogues raisonnés des artistes en question contenaient des références des faux, ainsi parfaitement légitimes. Indice inquiétant puisque c'est sur ce type d'ouvrages, théoriquement le plus fiable, que s'appuient les experts. « Cela veut dire que l'escroquerie fonctionne peut-être depuis très longtemps. Les faux, parés de toutes les garanties, ont pu s'écouler tranquillement sur le marché international », déclare au *Monde* un expert attaché à un grand musée de la capitale britannique.

Scotland Yard a été alerté en 1990 lorsque l'acheteur d'une aquarelle de Ben Nicholson – acquise 18 000 livres (180 000 francs à l'époque) – a voulu vérifier sa provenance et son histoire aux archives de la Tate Gallery où sont déposés les papiers personnels de l'artiste anglais. Il a constaté que de faux documents avaient été ajoutés aux vrais, « parfois dans leur réalisation, étonnant par les détails historiques », indique l'une des sources de Jojo Moyes, la journaliste de *The Independent*.

Ces révélations ont jeté le trouble dans les milieux de l'art. Certains affirment que seul un universitaire – familier des archives – a pu commettre la fraude. Le critique d'art de *The Evening Standard*, Brian Sewell, va plus loin : « On m'a refusé l'accès des archives sous le prétexte que ma demande n'avait pas un caractère assez universitaire. Comment croire que le faussaire n'a pas bénéficié d'une complicité à l'intérieur du musée ? Il est forcément connu des archivistes, et même reconnu tout court dans le milieu. » Le critique rappelle aussi que ce musée, en 1983, a failli acheter de faux Modigliani. « La fraude a été déjouée à temps, mais la Tate a brûlé par sa naïveté. »

Autre hypothèse, le « cerveau » s'appuierait sur un réseau de plusieurs étudiants de troisième cycle, qui obtiendraient facilement une autorisation. Ils relèveraient les informations nécessaires à la création de faux documents, et le « cerveau » se contenterait de quelques

visites de vérification, évitant de se faire repérer. L'hypothèse est balayée par Brian Sewell : « Ce travail nécessite de larges connaissances, du savoir-faire et de l'expérience. Je penche pour un seul homme. »

Cette hypothèse semble confirmée par l'enquête. Scotland Yard recherche un homme, agissant sous le pseudonyme de « John », qui, en février 1990, a approché le British Council et demandé à consulter les documents originaux concernant une exposition des œuvres de Ben Nicholson organisée en 1954. Accompagné d'une chercheuse, avec qui il semblait entretenir « des relations extrêmement cordiales », « John » a accédé à des dossiers pendant que l'archiviste était allé déjeuner. Quelque temps plus tard, le même archiviste est contacté par un acheteur intéressé par un Nicholson et désireux de vérifier sa provenance. Il affirme que cette œuvre figure dans une exposition de l'artiste au Japon et présente des photocopies avec les originaux, assemble les pièces du puzzle, dévoile le stratagème, et se

souvent alors de ce « John » et de sa belle compagne. En privé, les marchands prévoient une baisse des cotes de Giacometti et de Nicholson. *The Independent* révèle qu'ils ont conseillé à des collectionneurs d'attendre, pour vendre, que « l'affaire se tasse ». Sinon, les maisons comme Christie's, les conservateurs de musée, les directeurs de galeries de Bond Street refusent de commenter l'affaire. « Dans ces moments-là, le marché de l'art fonctionne comme les marchés financiers, ses acteurs sont solidaires et se ferment comme des huîtres », explique un critique d'art londonien. Car, si les salles de vente ont vendu des faux, elles devront rembourser les acheteurs. Seule la responsable de la communication de la National Gallery affirme : « Chez nous, cette fraude est impossible. Nos archives fonctionnent autour des œuvres et non des artistes. Nous possédons un dossier par peinture, l'œuvre étant soigneusement cataloguée. »

Agnès-Catherine Poirier

Le Monde DES PHILATELISTES

Chaque mois,
pour tous
les découvreurs
de timbres

A 20 ANS
IL N'Y A PAS QUE LA
CHANCE QUI
GAGNE



La Française des Jeux
soutient vos projets

LA FRANÇAISE DES JEUX

Pour fêter les 20 ans du Loto, La Française des Jeux aide les jeunes de 20 ans à financer leur projet. Comment ? En attribuant une bourse de 80 000 francs (maximum), à 20 lauréats. Pour participer, demandez un guide d'information en appelant le N° Vert 06 20 1976. Art, culture, humanitaire, social, invention, design, mode, vie professionnelle, sciences et techniques. Tout est possible quand on a un projet.

la Française des Jeux



nova

3615 LOTO (1,29 F/mn)
3615 NRJ (2,23 F/mn)

CONCERTS

VENREDI 28 JUIN 20 h

THÉÂTRE DU CHÂTELET

Concert

Dir. Sir Simon Rattle
City of Birmingham
Symphony Orchestra
TIPFETI, HAYDN
CHOSTAKOVITCH

OPERA

Concert
des Solistes
de l'Orchestre
de l'Opéra

Mozart, Martin,
Copland, R. Strauss, Stravinsky

2 juillet – 20h

Palais Garnier

Réervations : 44 73 13 00

Tout
le
cinéma

36 15 LEMONDE

Antoine Bourdelle, à l'ombre du maître Rodin

Le sculpteur dessinait avec talent, une exposition le rappelle

Il était de ces sculpteurs auxquels la plume et le papier conviennent autant que la terre et le ciseau. Certes, Antoine Bourdelle ne dessinait pas aussi bien que son maître et patron Auguste Rodin. Mais l'exposition présentée au Musée Rodin permet de comprendre leurs talents respectifs, autant que leurs relations.

Dessins de Bourdelle, Musée Rodin, 77, rue de Varenne, 75007 Paris; tél.: 44-18-61-70. Tif sauf lundi de 9 h 30 à 17 h 45; jusqu'au 28 juillet.

On aurait dû le savoir. Au moins aurait-on pu s'en douter. De quoi? De rien de très grave, mais néanmoins d'une évidence qui réconforte et donne du plaisir. On aurait dû savoir, donc, que Bourdelle était un fort bon dessinateur, un de ces sculpteurs auxquels la plume et le papier conviennent autant que la terre et le ciseau. Aussi son dessinateur que Rodin? Pas tout à fait, faute de la vigueur foudroyante que manifeste dans le moindre croquis celui qui fut le maître et le patron de Bourdelle. Ne se mettez à faire du Bourdelle.

La démonstration est donnée clairement en quatre-vingts feuilles au Musée Rodin - encore lui, encore l'inévitable titan de la sculpture moderne. Ces quatre-vingts feuilles, toutes techniques mêlées, du fusain des débuts aux aquarelles de la fin, proviennent de la collection de la fille de Bourdelle et du musée qui défend sa mémoire. Les unes ont été tracées dans un but précis, les autres relèvent de l'improvisation la plus libre. Dans les premières, l'artiste cherchait une idée, une forme, comment intégrer une forme dans une surface ou comment loger cette surface dans une architecte-

ture. Il y a là donc des études préparatoires pour des bronzes illustres, tel le monument aux morts de la guerre de 1870 de Montauban, chef-d'œuvre du tragique baroque, ou celui à la gloire du général Alvear, statue équestre monumentale dont la conception mobilisa longtemps Bourdelle.

Il y a là encore, dans cette catégorie, nombre d'esquisses pour ce qui fut sa grande affaire, l'ensemble des panneaux et métopes pour le théâtre des Champs-Élysées. Ceux-ci passent pour l'aboutissement du néoclassicisme archaïsant dont les premières formulations se nomment *Héraclès archer* et *Le Centaure mourant*. Cette idée reçue est approximative, évidemment, et les dessins le prouvent, agités de tourbillons, parcourus de spirales et de courbes, peuplés de figures aux gestes excessifs. Un ordre qui n'est pas simplement classique n'intervient qu'à la dernière étape de la réflexion, quand Bourdelle simplifie avant l'exécution de l'œuvre. Encore faut-il avouer que son style entretient alors d'étranges relations avec le graphisme roide de Blake.

CORRESPONDANCE

D'ordinaire, les premiers moments de la recherche valent mieux que les derniers, voués à l'assagissement. On dirait qu'alors Bourdelle éprouve des remords et se repent d'avoir jusque-là trop osé. Les croquis d'Isadora Duncan dansant, nœuds de lignes flottantes, valent mieux que l'aquarelle sur le même sujet, laquelle manque de dynamisme. Dans les phases de pure expérimentation,

quand il ne songe ni à Rodin, ni à Michel-Ange, ni à Praxitèle - et surtout pas à Maurice Denis -, Bourdelle emploie tout naturellement un graphisme en boucles et spirales qu'il stabilise à l'aide de stries et de hachures. Il ne cède alors ni à la virtuosité ni à la solennité. Son *Autoportrait* dit « au grand guerrier de Montauban », croquis d'après une photographie, et les portraits de ses épouses successives sont à cet égard parfaitement convaincants. Ils vérifient ce que Bourdelle écrivait en 1907: « Pour nous, sculpteurs, le débat porte sur la beauté des constructions des plans et des valeurs, qu'elles soient faites à l'aide de l'argile, à l'aide du crayon ou du pinceau. Nous devons établir notre pensée, la dire, avec nos ressources spéciales. Notre verbe à nous, sculpteurs ou peintres, ce sont des masses en harmonie les unes pour les autres (...). »

Une section de l'exposition est consacrée aux relations de Rodin et de Bourdelle. Elle contient, outre les différents états du buste du maître par son praticien admiratif et mal à l'aise, des photographies, des archives, de la correspondance, des manuscrits. Elle comprend aussi des dessins du premier dédiés au second, gorgones, satyres, nymphes - toute une mythologie érotique, des corps qui se tortent, se convulsent, se joignent et se confondent. C'est là une manière pour Rodin d'avoir malgré tout le dernier mot et de rappeler in extremis que le géant, que le démon, c'est lui, lui et personne d'autre.

Philippe Dagen

Une conversation animée chez Richard Strauss

Zdenka éclipse Arabella dans la production genevoise de cet opéra, né d'une ultime collaboration avec Hofmannsthal

ARABELLA, de Richard Strauss. Direction musicale: Günter Neuhold. Mise en scène: Helmut Polixa. Décors et costumes: Yvonne Sassnot de Nesle. Lumières: Joël Houbert. Avec Tina Kiberg, Ute Selbig, Ute Trekel-Burckhardt, Darina Takova, Sondra Kelly, John Bröcheler, Dieter Schweikart, Christian Papis. Orchestre de la Suisse romande, Chœurs du Grand Théâtre. Grand Théâtre de Genève, les 24, 27, 30 juin à 20 heures. Tél.: (19-41-22) 418-31-30.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

L'opéra pourrait s'appeler Zdenka plutôt qu'Arabella. Car, dans cette ultime collaboration de Richard Strauss et d'Hofmannsthal (le librettiste mourut avant la première de 1933), la personnalité de la petite sœur l'emporte sur celle de son aînée. Pour favoriser la carrière matrimoniale de celle-ci, elle n'hésine pas à se sacrifier, en se laissant habiller en garçon. Elle pousse dans ses bras l'homme qu'elle aime. Mais Zdenka est aussi joliment audacieuse: elle attire ce dernier, Matteo, dans la chambre d'Arabella pour une nuit d'amour, et c'est elle qui, profitant de l'obscurité, se glisse dans le lit. Ses intrigues sentimentales sauvent d'ailleurs la pièce. Sinon celle-ci serait terminée en deux coups de baguette, dès la fin du premier acte. Arabella est entourée de prétendants. Aucun ne sait la captiver. Soudain paraît un bel étranger. Ils s'éprennent l'un de l'autre. En plus, il est riche, ce qui plaît au père qui se ruine au jeu. En une heure de spectacle, le mariage serait conclu? Non, car Zdenka veille. Par souci de bien faire, elle embrouille tout, tant et si bien qu'il faudra deux actes encore pour conclure.

Sur la scène du Grand Théâtre de Genève, Zdenka est incarnée par la cantatrice allemande Ute Selbig: elle est le rayon de soleil

de la soirée. Elle incarne avec Matteo (Christian Papis) la passion, dans un monde dominé par la raison et l'argent. Sa voix est juvénile, fraîche, émouvante. Son timbre sait s'épanouir dans les hauteurs et ses demi-teintes sont un ravissement. Dans le rôle-titre, Tina Kiberg a le souffle nécessaire pour tenir les longues phrases qui courent au-dessus de l'orchestre, mais peine à descendre dans le médium. Et son interprétation trop retenue, son jeu trop raide privent le personnage de son rayonnement mélancolique. Mandryka, son partenaire, est chanté avec une belle tenue par John Bröcheler, plus à l'aise vocalement que scéniquement.

UNE SORTIE D'APOTHÉOSE

La production genevoise est signée par Helmut Polixa et Yvonne Sassnot de Nesle. Pour ses premières armes de décoratrice, la costumière a conçu un système de panneaux peints descendant des cintres, comme des volets qui permettent d'ouvrir et de fermer l'espace. Très théâtraux, ils dessinent un univers mi-réaliste mi-symbolique. Le résultat est plutôt laid

Pierre Moulinier

NOUVEAU FILM

POWDER

Film américain de Victor Salva. Avec Sean Patrick Flanery, Mary McCormack, Lance Henriksen, Jeff Goldblum (1 h 56). Un adolescent chauve et albinos est retrouvé enfermé dans les caves de la ferme de ses grands-parents, dans une petite bourgade américaine. Recueilli dans un foyer pour jeunes, il démontre rapidement une intelligence au-dessus de la moyenne et des dons inquiétants, qui vont du dérèglement des appareils électriques à la télékinésie en passant par la télépathie. *Powder* est une fable sur l'« anomalie » et la tolérance qui s'opposent au parcours d'un être différent à un certain nombre de réactions comprises entre le rejet brutal et la compréhension. Le film de Victor Salva surprend un moment par la lenteur de son récit, la description très elliptique des personnages qui entourent un héros dont on ne saisit pas vraiment les motivations. Au bout d'une heure, celles du scénariste-cinéaste apparaissent, en revanche, trop limpides, les conventions grossières de la parabole philosophique telle qu'on la conçoit à Hollywood se dévoilant progressivement. La fin sombre alors dans une sorte de mysticisme panthéiste qui conduit à penser que le réalisateur a surtout cherché à éviter toute véritable question complexe. Jean-François Rauger

Les Rencontres chorales d'enfants créent une œuvre de Pef

LE PRINCE DE MOTORDU: livret de Pef, musique de Jean-Luc Michel, paroles de Michèle Bernard. Mise en scène d'Elisabeth Ponsot et Michèle Bernard. Les enfants des écoles des Alpes-Maritimes et l'Orchestre régional de Cannes Provence-Alpes-Côte d'Azur. Direction Alain Joutard. Mardi 25, mercredi 26, jeudi 27, vendredi 28 et samedi 29 juin à 20 h 30 au Théâtre de l'Opéra de Nice. Rens. (16) 93 18 69 32. Prix des places: 60 F et 35 F.

Pour leur treizième édition, les Rencontres chorales d'enfants renouent avec la création d'œuvres originales, délaissée depuis 1993. On reste cependant dans le domaine des classiques puisque le spectacle de l'année est tiré d'un des livres les plus populaires auprès des jeunes enfants, *La Belle Lise Poiré du prince de Motordu*, que le dessinateur Pef publia en 1980 (Gallimard, puis, en poche « Folio Benjamin »). Ce récit insensé joue de la confusion des mots, dyslexie réjouissante qui rend la vie poétique, des « braves des bois » au « râteau à voile ». La

princesse Deszcoles mettra bon ordre à cette anarchie bouffonne pour que tout rentre dans l'ordre.

Est-ce un argument suffisant pour bâtir un « opéra en forme de belle poire »? On en doute et le spectacle créé à Cannes vendredi 31 mai (repris à Nice à partir du 25 juin) ne dissipe pas vraiment ce zeste de scepticisme. Pourtant, le plaisir et l'investissement des choristes, venus de plus d'une cinquantaine d'établissements scolaires, sont si manifestes qu'on s'en voudrait d'être trop sévère envers une partition hybride, qui cite le Stravinsky de *L'Histoire du soldat* avec trop de respect pour qu'on y entende un pastiche, tout en s'encanonnant du côté du Châtelet époque Francis Lopez. Peut-être aurait-on gagné à disposer d'une fosse pour l'orchestre afin de ne pas casser la cohésion spatiale entre les enfants et les solistes, à l'étroit sur un premier plan réduit comme la perspective d'une lanterne magique. Reste la saveur des mots de Pef, le jeu des paroles de chansons signées Michèle Bernard, complice du compositeur Jean-Luc Michel aux Ateliers de Chansons de Villeurbanne (Rhône). Issue de la même

petite équipe rhodanienne - elle dirige en outre l'Immal (Institut musical méthodes actives de Lyon) -, Elisabeth Ponsot règle une mise en scène plaisante dans le faible espace qu'on lui accorde. Ancien membre du chœur de chambre de l'Orchestre national de Lyon et élève du CNSM de la ville, Alain Joutard est devenu l'un des artisans du travail du chant choral dans les Alpes-Maritimes; directeur musical des Rencontres depuis 1989, il met une fois encore avec passion son expérience au service d'un répertoire spécifique qui mérite qu'on le serve sans complaisance ni condescendance. Sans être un événement majeur, cette production du *Prince de Motordu* est un spectacle heureux, bien venu pour prolonger la fête de la musique.

Philippe-Jean Cattnich

■ CINÉMA ESTIVAL: les écrans de cinéma français, cet été, seront souvent « américains », avec Schwarzenegger, Sean Connery, Demi Moore, Pamela Anderson... bien que les exploitants de cinéma déplorent que presque aucun film français ne sorte d'ici au 21 août: « C'est une période où l'on n'a rien. Alors le public déserte les salles et ensuite, à la rentrée, on est saturé de nouveautés », souligne Jean Labé, président de la Fédération nationale des cinémas français (FNCF). Les films français se taillent une part honorable du marché depuis le début de l'année, avec 36 %, mais ces résultats risquent d'être compromis par la saison estivale. - (AFP)

VOYAGES

Vols, séjours et circuits
Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jérôme Hullot

A la suite de la publication d'un article intitulé « Le mensonge des Molières » dans *Le Monde* du 7 mai, nous avons reçu de M. Jérôme Hullot, président du Syndicat des directeurs de théâtres privés, président de l'Association pour le soutien au théâtre privé, la lettre suivante.

La cérémonie des Molières provoque des opinions diverses et parfois opposées dans la profession. Dans son article, votre collaborateur Olivier Schmitt annonce que « la guerre est déclarée ». Pour nourrir cette polémique, votre collaborateur s'appuie sur des informations fausses et des déclarations malveillantes. Je me vois contraint de corriger ici les plus importantes. Le théâtre privé, dont je vous précise que le Théâtre des Célestins ne fait pas

partie, ne reçoit pas 110 millions de francs de subventions, mais simplement 42,2 millions de francs (24,8 millions de francs de l'Etat, 17,4 millions de francs de la Ville de Paris), soit pour 46 salles une somme bien inférieure à la dotation annuelle d'un seul centre dramatique national. « L'essentiel des écrits contemporains » serait créé dans le secteur public. Je n'ose énumérer la liste d'écrivains probablement surpris de ne pas être jugés « essentiels » par votre journal. La Nuit des Molières n'est pas une invention du cabinet parisien de Georges Cravenne. La profession il y a dix ans, administrateur de la Comédie-Française et membres influents du Syndicat compris, a confié à son savoir-faire l'administration de cette cérémonie.

L'ORÉAL

ATTRIBUTION GRATUITE D'UN TITRE
NOUVEAU POUR DIX ANCIENS

Le Conseil d'Administration a décidé, dans sa séance du 16 avril 1996, de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves et création de 6 146 019 titres nouveaux de F 10 nominal attribués gratuitement à tous les propriétaires, à l'issue de la journée de Bourse du 28 juin 1996, d'actions, de certificats d'investissement et de certificats de droit de vote à raison de 1 titre nouveau pour 10 titres anciens.

L'augmentation de capital est fixée à F 61 460 190 par émission de 6 144 345 actions nouvelles et 1 674 certificats d'investissement nouveaux. 1 674 certificats de droit de vote nouveaux correspondant aux certificats d'investissement sont créés parallèlement.

Caractéristiques des nouveaux titres :

- Jouissance : 1^{er} janvier 1996
- Forme des titres :
 - action nominative ou porteur, au choix de l'actionnaire
 - certificat d'investissement et certificat de droit de vote ; obligatoirement nominatif
- Etablissement centralisateur : BANQUE NATIONALE DE PARIS
- Date de cotation et d'assimilation : 1^{er} juillet 1996
- Cotation :
 - actions : cote officielle sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de PARIS (code SICOVAM 12032)
 - certificat d'investissement et certificat de droit de vote sur le marché Hors Cote (codes SICOVAM respectifs 4532 et 4574)
- Libellé : L'ORÉAL
- Fiscalité applicable aux personnes physiques : la plus-value résultant de la cession de ces titres nouveaux ainsi que les dividendes attachés à ceux-ci seront soumis aux impôts que la Loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Pour tous renseignements, s'adresser aux banques, sociétés de bourse et établissements financiers (ainsi qu'aux bases de données 3616 CLIFF et 3615 COB) ou à L'ORÉAL, 41, rue Martre, 92117 Clichy - Fax : 47 56 80 02 - Tél. : 47 56 70 00

Conversation animée
Richard Strauss

Le Choré-graphique
de Tours impose
sa singularité

Une manifestation pour des
artistes exigeants et secrets



LE CHORÉ-GRAPHIQUE, Festival de danse contemporaine, est à l'image de son fondateur Daniel Larrieu : il a le désir de se démarquer des grandes messes de l'été, des courants consensuels. La manifestation n'affiche pas ses intentions, mais laisse parler pour elle sa programmation.

En quelques noms, Larrieu trace « son » histoire de la danse de l'année 1995 : *Carmen* et *Petites histoires...* de Dominique Boivin (les 25, 26, 29 et 30 juin), *Verbo volant* de Schmid et *Pernette* (le 26), *Hollala Hollala* de José Montalvo (les 26 et 27), *Casse-Noisette* d'Andy Degroat (les 28 et 29), l'Ensemble chorégraphique du conservatoire de Tours (les 29 et

30), *Continuous Project-Altered Daily*, reconstitution d'une pièce historique de la postmoderne Yvonne Rainer par le Quatuor Knust (les 1^{er}, 2 et 3 juillet), *Mua d'Emmanuelle Huynh*, *Initiales* d'Hervé Robbe, *Fleur bleue* de Dominique Noël (les 4 et 5), *Pour finir*, Daniel Larrieu (les 5 et 6), une soirée de danse qui met en valeur tous les talents et les interprètes de la « maison Larrieu ».

★ Choré-graphique 96, Centre chorégraphique national de Tours, 47, rue du Sergent-Leclerc, 37000 Tours. Tél. : 47-39-19-81. De 60 F à 110 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

London Sinfonietta
Le London Sinfonietta, dirigé par l'excitant Markus Stenz, exporte trois jeunes compositeurs britanniques parmi les plus doués. Benjamin est déjà un aîné à la carrière internationale, mais il sera passionné de découvrir les pièces des très jeunes Thomas Adès et Julian Anderson. Tout anglais qu'il n'est pas, Magnus Lindberg sera probablement au programme.

Anderson : *Rhovan*, création. Adès : *The Origin of the Harp*, création. Benjamin : *Three Inventions*, création. Lindberg : création. Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4^e. Mo Rambuteau. 20 heures, le 24. Tél. : 44-78-13-15.

Chœur du St John's College de Cambridge
Le mytique Chœur du King's College est plus connu, mais le Saint John's n'a rien à se reprocher. Les barmans chantent un répertoire chaque jour entretenu, entre études et matchs de cricket.

Christopher Robinson (direction). Œuvres de Purcell, Byrd, Gibbons. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis.

Saint-Denis-Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur. 20 h 30, le 24. Tél. : 48-13-06-07. 130 F et 180 F.

Guided by Voices
Longtemps secret le mieux gardé du rock underground américain, Guided by Voices révèle son talent au grand jour avec un album (le onzième !), « Under the Bushes Under the Stars », produit par Steve Albini et Kim Deal. Sous des dehors approximatifs brillent des chansons obsédantes.

Arapahoe, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e. Mo Place d'Italie. 20 heures, le 24. Tél. : 53-79-00-11. 80 F et 90 F.

Ladja
Deux frères antillais, Christophe, un ancien du groupe Raoul Petite, et Krichou, batteur de FFF, chantent le clair reflet de leurs sangs mêlés. Ils composent avec une délicatesse extrême un univers de ballades sensuelles et apaisées. Après le joli disque sorti il y a quelques mois (*Ladja*), ils nous offrent aujourd'hui la scène, un autre challenge.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 20 h 30, le 24. Tél. : 45-23-51-41.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

CITY HALL

Film américain de Harold Becker, avec Al Pacino, John Cusack, Bridget Fonda, Danny Aiello, Martin Landau (1 h 43). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, dolby, 8e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8e ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathe Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).

COURS-VITE

Film français de Laurent Bénégué, Jean-Luc Gaget, Gaël Morel, Agnès Obadia, Jacques Maillot (1 h 30). UGC Ciné-cité les Halles, 1er.

DELPHINE : YVANN
Film français de Dominique Farrugia, avec Julie Gayet, Serge Hazanavicius, Alain Chabat, Dominique Farrugia (1 h 31).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6e ; UGC Montparnasse, dolby, 8e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-02) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, THX, dolby, 8e ; Saint-Lazare-Pesquière, dolby, 8e (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Les Nations, dolby, 12e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15e ; UGC Maillot, 17e ; Pathe Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

LA JURÉE

Film américain de Brian Gibson, avec Demi Moore, Alec Baldwin (2 h). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Pathe Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).

MACHAHO

Film franco-algérien de Belkacem Hadjadj, avec Hadjadj Oul Bachir, Belkacem Hadjadj, Meriem Babes (1 h 30). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; Institut du monde arabe, 5e (40-51-39-91) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

LE PATCHWORK DE LA VIE

Film américain de Jocelyn Moorhouse,

avec Mays Angelou, Anne Bancroft, Ellen Barkin, Ryan Reynolds (1 h 50). VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

PROUETTE, CHANSONNETTE

Film français de Pascal Lanoë, Jacques-Rémy Girard, (40 min). Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

POWDER
Film américain de Victor Salva, avec Sean Patrick Flanery, Mary Steenburgen, Jeff Goldblum (1 h 50).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Publicis Champs-Élysées, 8e (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (réservation : 40-30-20-10).

RABIBON POUR RABIBON

Film français de Jean Teulé, avec Laure Marsac, Robert Mac Leod, Bernadette Lafont, Farid Chopel (1 h 22).

ESPACE SAINT-MICHEL, 5e (44-07-00-49).

REMAKE ROMAN, VILLE OUVERTE
Film italien de Carlo Lizzani, avec Giancarlo Giannini, Anna Frolini, Lina Sastri, Antonello Fassari (1 h 50).

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; réservation : 40-30-20-10 ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Les Montparnasse, dolby, 14e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10.

LE TOMBEAU DES LUCIOLES

Dessin animé japonais d'Isao Takahata, (1 h 25). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TRANSPOTTING (**)
Film britannique de Danny Boyle, avec Ewan McGregor, Ewan Bremner, Jonny Lee Miller, Kevin McKidd, Robert Carlyle, Kelly McDonald (1 h 33).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; Grand Action, dolby, 3e (43-29-44-40) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, dolby, 8e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Opéra, dolby, 9e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Les Nations, dolby, 12e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Mistral, dolby, 14e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e ; Pathe Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris
et en Ile-de-France

LUNDI 24 JUIN

La Grande Ecurie et la Chambre du Roy
Vivaldi : *Juditha Triumphans*. Nora Gubisch (Juditha), Michelle Walton (Abra), Sylvie Sullé (Holoferne), Pao Cigna (Vagau), Béatrice de Vigan (Ossia), Murielle Borella, Ensemble vocal Cail et Terra, Jean-Claude Malgoire (direction).

Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. Mo Richelieu-Drouot. 20 heures, le 24. Tél. : 42-44-45-46. De 50 F à 250 F.

MARDI 25 JUIN

Carmen
de Bizet. Katarina Karneus, Martina Olmeda (Carmen), Luca Lombardo, Patrick Rafferty (don José), Annick Massis, Inna Mula (Micaëla), André Cognet, Ludovic Tezier (Escamilo), Murielle Borella (direction).

Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. Mo Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 25, 27 et 28 juin et les 2, 4, 6 et 8 juillet ; 16 heures, le 30 juin. Tél. : 42-44-45-46. De 50 F à 490 F.

Jeux de Janáček. Nancy Gustafson (Janáček), Anja Silja (Kostelníková Burja), Philip Langridge (Laca), Graham Clark (Steva), Menai Davies (grand-mère Burja), Chœur du Théâtre du Châtelet, City of Birmingham Symphony Orchestra, Simon Rattle (direction), Stéphane Braunschweig (mise en scène).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 19 h 30, les 25, 27 et 28 juin et le 1^{er} juillet. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 530 F.

Jeffrey Grier (piano).
Saymanovski : *Etudes*. Debussy : *L'île joyeuse*. Bartók : *En plein air*. Ravel : *Gaspard de la nuit*.

Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Mo Palais-Royal. 20 heures, le 25. Tél. : 43-16-48-38.

Orchestre national du France
Tchaïkovski : *Concerto pour violon et orchestre*. Chostakovitch : *Symphonie no 7 « Leningrad »*, Julian Rachlin (violin), Yuri Temirkanov (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. Mo Alma-Marceau. 20 heures, le 25. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

La Grande Ecurie et la Chambre du Roy
d'Offenbach. Béatrice Burley, Anna Hollroyd (la grande duchesse), Agnès Bova (Wanda), Pierre Catala (Fritz), Maurice Xiberras, Hervé Hennequin (le général Boun), Eric Vignau (le prince Paul), Eric Perez (le baron Puck), Jean-Pierre Chevalier (le baron Grog), Chœur et orchestre d'Opéra éclaté, Joël Suubert, Didier Luchsat (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).

Bouffes parisiens, 4, rue Monsigny, Paris 2^e. Mo 4-Septembre. 20 h 30, les 25, 26, 27, 28 et 29 juin et le 2 juillet ; 15 h 30, le 30. Jusqu'au 15 juillet. Tél. : 42-96-60-24. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 200 F.

Chœur et orchestre de Paris-Sorbonne
Glinka : *Les Arapages*. Moussorgski : *La Khovrotchina*, ouverture. Miliade, marches. Grandos : *Danse espagnole*. Ravel : *Pavane pour une infante d'Espagne*. Rimski-Korsakov : *La Grande Pique russe*. Fella : *L'Atlantide*, extraits. Hélène Jossoud, Sylvie Colas (mésosoprano), Frédéric Gonçalves (baryton), Jacques Grimbert (direction).

Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Écoles, Paris 5^e. Mo Saint-Michel. 20 h 30, le 25. Tél. : 42-62-71-71. De 100 F à 165 F.

Jean-Claude Penneret (piano).
Schubert : *Sonate pour piano D 664*. Les Distances, création. Chopin : *Mourances op. 27*, *Berccarolle*. Fauré : *Thème et variations*, *Barcarolle no 5*. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. Mo Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 29. Tél. : 45-00-22-19. Location Fnac, 100 F.

Ensemble InterContemporain
Manoury : *La Partition du ciel et de l'enfer*. Emmanuel Ophélie (flûte mld), Florent Boffard, Dimitri Vassiliakis (piano), Pierre Boulez (direction).

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4^e. Mo Rambuteau. 20 heures, le 25. Tél. : 44-78-13-15. 90 F.

Ensemble Contrastes
Œuvres de Mozart, Haydn, Beethoven et Bartók. Sophie Marin-Degor (soprano), Mirella Giarrelli (pianoforte, direction).

Saint-Denis (93). Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. Mo Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 29. Tél. : 48-13-06-07. 150 F.

Les Démonstres de Saint-Cyr
Nivers : *Pièces pour orgue*, Hymnes. Motets. Emmanuel Mandrin (orgue, direction).

Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 29. Tél. : 39-20-78-00. 130 F.

DIMANCHE 30 JUIN

Yukiko Suzuki (soprano), Lorenzo Cipriani (baryton).
Œuvres de Scarlatti, Haendel et Caccini.

Centre de langue et de culture italiennes, 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 6^e. 15 h 30, le 30. Tél. : 46-34-27-00. 30 F.

JAZZ

Une sélection à Paris
et en Ile-de-France

Betty Carter & her Trio
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 21 h 30, le 25. Tél. : 42-23-51-41. 20 h 30, le 25. De 110 F à 130 F.

Oscar Peterson Quartet
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 5^e. Mo Saint-Michel. 21 h 30, les 25, 26, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 43-26-55-05. De 60 F à 70 F.

Emery Davis, Wayne Dockery
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 h 30, le 25. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Yukiko Verbeke Trio
(basse)
Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12^e. Mo Châteaud'Eau. 14 h 30, le 26. Tél. : 43-43-92-95.

Chance Orchestra
La Couplote, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. Mo Vavin. 21 h 30, le 26. Tél. : 43-20-14-20. 90 F.

Zoom Top Orchestra
Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 26. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 27. Tél. : 42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

Michel Perez, Mario Stantchev
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 h 30, les 26 et 27. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Art Sound Orchestra
Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 27. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Eglise des Billettes, 24, rue des Archives, Paris 4^e. Mo Hôtel-de-Ville. 20 h 30, le 26. Tél. : 47-99-76-99. 90 F.

JEUDI 27 JUIN

Salomé
de R. Strauss. Eliane Coelho (Salomé), Helga Dernesch (Hérodiade), Robert Tear (Hérode), Jean-Philippe Lafont (Jochanaan), Mark Baker (Naboth), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Donald Runnides (direction), André Engel (mise en scène), Françoise Grés (chorégraphie).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. Mo Bastille. 19 h 30, le 27 juin et les 5, 11 et 13 juillet ; 15 heures, le 30. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

Orchestre philharmonique de Radio France
Dvorak : *Carnaval*. Ravel : *Concerto pour piano et orchestre en sol*. Stravinsky : *L'Oiseau de feu*. Frank Braley (piano), Eliahu Inbal (direction).

VENREDI 28 JUIN

Pierre-Laurent Aïmard (piano).
Stroppa : *Miniature extroxe*, *Traietto*.

IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 4^e. Mo Rambuteau. 20 heures, le 28. Tél. : 44-78-42-16. 90 F.

City of Birmingham Symphony Orchestra
Tippett : *Fantasia concertante sur un thème de Corelli*. Haydn : *Symphonie no 88*. Chostakovitch : *Symphonie no 10*. Simon Rattle (direction).

SAMEDI 29 JUIN

Alexandre Tharaud (piano).
Grieg : *Pièces lyriques pour piano*, Chopin : *Etudes op. posthume*, *Prélude*, *Concerto pour piano et orchestre no 1*, *romance*. Liszt : *La Vallée d'Obermann*.

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. Mo Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 29. Tél. : 45-00-22-19. Location Fnac, 100 F.

Ensemble InterContemporain
Manoury : *La Partition du ciel et de l'enfer*. Emmanuel Ophélie (flûte mld), Florent Boffard, Dimitri Vassiliakis (piano), Pierre Boulez (direction).

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4^e. Mo Rambuteau. 20 heures, le 29. Tél. : 44-78-13-15. 90 F.

Ensemble Contrastes
Œuvres de Mozart, Haydn, Beethoven et Bartók. Sophie Marin-Degor (soprano), Mirella Giarrelli (pianoforte, direction).

Saint-Denis (93). Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. Mo Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 29. Tél. : 48-13-06-07. 150 F.

Les Démonstres de Saint-Cyr
Nivers : *Pièces pour orgue*, Hymnes. Motets. Emmanuel Mandrin (orgue, direction).

Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 29. Tél. : 39-20-78-00. 130 F.

DIMANCHE 30 JUIN

Yukiko Suzuki (soprano), Lorenzo Cipriani (baryton).
Œuvres de Scarlatti, Haendel et Caccini.

Centre de langue et de culture italiennes, 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 6^e. 15 h 30, le 30. Tél. : 46-34-27-00. 30 F.

JAZZ

Une sélection à Paris
et en Ile-de-France

Betty Carter & her Trio
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 21 h 30, le 25. Tél. : 42-23-51-41. 20 h 30, le 25. De 110 F à 130 F.

Oscar Peterson Quartet
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 5^e. Mo Saint-Michel. 21 h 30, les 25, 26, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 43-26-55-05. De 60 F à 70 F.

Emery Davis, Wayne Dockery
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 h 30, le 25. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Yukiko Verbeke Trio
(basse)
Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12^e. Mo Châteaud'Eau. 14 h 30, le 26. Tél. : 43-43-92-95.

Chance Orchestra
La Couplote, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. Mo Vavin. 21 h 30, le 26. Tél. : 43-20-14-20. 90 F.

Zoom Top Orchestra
Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 26. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 27. Tél. : 42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

Michel Perez, Mario Stantchev
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 h 30, les 26 et 27. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Art Sound Orchestra
Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 27. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

ris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, le 27. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Christian Escoudé, Gilles Clément, Alby Culbraz
Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14^e. Mo Montparnasse-Bienvenue. 22 heures, le 27. Tél. : 45-38-52-35. 80 F.

Sylvain Marc Sextet
Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Mo Châtelet. 22 heures, les 26 et 27. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Marcel Azzola, Parice Caratini, Marc Ponsart
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12^e. Mo Châteaud'Eau. 14 h 30, le 26. Tél. : 43-43-92-95.

Olympic Gramofon
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 25. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Jacques Mahieux, Marc Lelangué, Nicolas Mahieux
Instants chavirés, 20 h 30, le 27.

Yves Robert et les Quatre Actifs
Instants chavirés, 20 h 30, le 28.

LA VILLETTE JAZZ FESTIVAL

VENREDI 28 JUIN
Forfait soirée 170 F (Fnac, Virgin, Grande Halle).

Cecil Taylor, Alain Kiril
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures.

Aziza Mustafa-Zadeh
Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures.

Delinks
Grande Halle de la Villette. 20 heures et 21 h 30.

Claude Barthélemy Octet
Grande Halle de la Villette. 20 heures et 21 h 30. Entrée libre.

Al di Meola, Paco de Lucía, John McLaughlin
Grande Halle de la Villette. 22 h 30.

Delinks
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures.

Los Van Van
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures.

SAMEDI 29 JUIN
Forfait soirée 170 F (Fnac, Virgin, Grande Halle).

Abdullah Ibrahim
Cité de la Musique. 20 heures.

Jacques Thollot Quartet
Grande Halle de la Villette. 20 heures.

Mihaly Dresch Quartet
Grande Halle de la Villette. 20 heures et 21 h 30.

Lester Bowie Brass Fantasy
Grande Halle de la Villette. 20 heures et 21 h 30. Entrée libre.

B. B. King
Grande Halle de la Villette. 22 h 30.

Toussaint
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 25. Tél. : 42-00-14-14. Location Fnac, Virgin. 100 F.

Simenon
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 21 heures, le 26. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Tania Maria Group
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 20 h 30, le 27. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Isaac Delgado
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. Mo République. 23 heures, le 27. Tél. : 42-02-20-52. De 80 F à 100 F.

The Soul Brothers
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 20 h 30, le 26. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Monica Lyso Combo, Grupo Calman
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Mo Châteaud'Eau. 20 heures, le 25. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Isaac Delgado
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 30. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

Isaac Delgado
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 30. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

Isaac Delgado
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 30. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

Isaac Delgado
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 30. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

Isaac Delgado
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 30. Tél. : 42-00

Remous autour du rachat d'UGC-DA par Canal Plus

Certains diffuseurs craignent de devenir dépendants de la chaîne cryptée qui possède désormais le premier catalogue de films français

CANAL PLUS règne-t-il en maître sur le « marché » des quotas de diffusion ? C'est la thèse soutenue, mercredi 19 juin, à Paris, par Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, au cours du colloque « Les rapports cinéma-télévision à l'aube de l'an 2000 » organisé par l'Union des producteurs de films (UPF) et le Festival du film de Paris. Selon son directeur général, M 6 est devenue désormais « dépendante » de la chaîne cryptée pour son approvisionnement en films français, lesquels sont indispensables aux quotas d'œuvres françaises et européennes.

En prenant le contrôle du catalogue UGC (Le Monde du 10 juin), Canal Plus est devenu le plus important détenteur de droits cinématographiques sur le marché français, et même européen. Tous les diffuseurs seraient donc passés sous sa coupe pour leur achats de films. « Si Alain Sussfeld [directeur général d'UGC-DA] ne souhaite pas que je fasse mes quotas, je ne peux le faire. Je n'accepte pas l'idée de dépendre d'une chaîne potentiellement concurrente », a dit Nicolas de Tavernost.

Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, présent à ce colloque, s'est vivement insurgé contre cette analyse. « Imaginer que Canal Plus et UGC-DA fusionnent uniquement pour irriguer Canal Plus et assécher les autres chaînes est absurde ! L'intérêt de Canal Plus est de rentabiliser ses films », Nicolas de Tavernost est revenu à la charge en indiquant que M 6 et Canal Plus allaient s'affronter, au plan commercial, sur la télé-

vision numérique payante à travers deux bouquets de chaînes concurrents (Télévision par satellite pour la première, CanalSatellite pour la seconde). « Les risques de confusion existent ! Aux États-Unis, il serait interdit d'être à la fois diffuseur et en position de monopole sur les droits », a-t-il affirmé.

RAPPORT DE FORCES INVERSÉ

Alain Sussfeld, directeur général d'UGC-DA, s'est « amusé de l'étonnement des diffuseurs face à la concentration des droits. Quand les chaînes hertziennes régnaient sur les détenteurs de droits, personne ne s'indignait. Moi, je me réjouis aujourd'hui de l'inversion du rapport de forces. Quant au rapprochement Canal Plus-UGC DA, il va de soi qu'en France les règles du marché seront respectées. Nous ne vous donnerons surtout pas l'occasion de transférer sur d'autres la responsabilité de non-respect des quotas ».

Malgré ces promesses, Cyrille du Peloux, président de l'Union nationale de la production, a révélé que Canal Plus avait refusé de lui céder les droits de films français ou européens. « J'ai été convoqué par le CSA parce que Multivision, service de paiement à la séance des réseaux câblés de la Lyonnaise, ne respectait pas les quotas de diffusion. Je leur ai alors montré les offres que j'avais faites et qui étaient restées sans réponse. » Idem pour les matches de football en paiement à la séance, dont les droits sont détenus par Canal Plus ; quand Cyrille du Peloux a voulu diffuser ces mêmes matches dans Multivision, Pierre Lescure a

posé pour condition que la Lyonnaise diffuse les matches mais aussi les films de l'ensemble Kiosque créé par Canal Plus pour son bouquet numérique. Une condition inacceptable pour Cyrille du Peloux, car elle aboutissait à remplacer Multivision par Kiosque.

Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1, s'est gardé d'entrer dans le débat. De son côté, Hervé Bourges, président du CSA, a estimé que la volonté de Canal Plus de se constituer un catalogue de droits faisait courir au cinéma « le risque de devenir de plus en plus un produit audiovisuel ».

Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévision, a fait remarquer que la télévision attirait les « oligopoles ». Une remarque que Claude Berda, PDG d'AB Productions et d'AB Sat, aurait sans doute approuvée. Auteur d'un bouquet de seize chaînes numériques, il a stigmatisé au récent Médiaville le peu d'emprise des câblo-opérateurs à les reprendre sur leurs réseaux. « Nous ne sommes pas dans le capital de ces chaînes, donc nous ne ne prenons pas » sur nos réseaux, aurait répliqué les responsables de la Lyonnaise des eaux et de la Générale des eaux. Le PDG d'AB Sat s'est interrogé avec une certaine ironie : « Je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas commencer par vendre de l'eau pour faire de la télévision ; mais je vais peut-être ouvrir une concession », soulignant ainsi qu'en télévision, le jeu n'est guère ouvert aux indépendants.

Yves Mamou

Le ministre de la culture et le président du CSA prennent la défense du cinéma à la télévision

Philippe Douste-Blazy veut aider les petits producteurs indépendants

CE FUT UNE VOLÉE de bois vers : mercredi 19 juin, alors que tous les présidents de télévision étaient rassemblés sur le plateau du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, à Paris, au débat sur « les relations cinéma-télévision » organisé par l'Union des producteurs de films (UPF) et le Festival du film de Paris, Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), et Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, ont tous deux dénoncé l'évolution défavorable au cinéma des relations entre celui-ci et la télévision.

Pour Hervé Bourges, les chaînes profitent aujourd'hui des subventions qui financent le cinéma français, injectent de moins en moins d'argent dans les films produits par des indépendants et, enfin, diffusent de moins en moins de films français sur leur antenne. Sur un plan financier, les filiales cinéma des chaînes reçoivent, comme tout coproducteur, une part sur les « remontées de recettes en provenance des salles, sur les droits dérivés, sur les ventes à l'étranger et même du soutien financier du CNC. Ces recettes permettent aux chaînes de diminuer année après année leur apport d'argent frais à leur filiale ». En plus de ce moindre financement, les chaînes diffusent de préférence des films américains aux heures de grande écoute.

Certes, les quotas de diffusion empêchent le petit écran d'être envahi de films « made in Hollywood », mais les grandes ten-

dances sont là : une étude réalisée par le CSA sur le cinéma à la télévision entre 1988 et 1995 révèle « une concentration des diffusions aux heures de grande écoute, une prépondérance écrasante des films américains parmi les cinématographies non européennes, ne réduction du nombre de films français programmés sur France 2, France 3, TF 1 et M 6, une relative rareté des films produits avant 1960 » et une quasi-disparition des « films en noir et blanc ».

UNE PRODUCTION DÉLAISSÉE

Prendant résolument la défense du cinéma indépendant tricolore, le président du CSA a donc dénoncé la politique de coproduction des chaînes aboutissant à standardiser « les genres et les sujets - de plus en plus de comédies - ainsi que les professionnels choisis - acteurs et réalisateurs connus, producteurs adossés à de grands groupes ». Rien d'étonnant donc si les liens croissants entre la politique de coproduction et les besoins de l'antenne en films à audience aboutit à l'émergence

d'une catégorie nouvelle : « La production française délaissée ; 60 % de la production française de 1983 à 1992, soit 823 films agréés par le CNC, n'a jamais été diffusée sur les chaînes en clair ».

Dans le droit fil de cette défense des producteurs indépendants vis-à-vis de la télévision, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a proposé deux réformes réglementaires pour améliorer la diffusion des films français non produits par des grands groupes. Sans évoquer le « problème numéro un » du producteur indépendant - trouver une salle pour son film -, le ministre propose que les chaînes réservent à l'avenir aux producteurs indépendants les deux tiers de leurs obligations annuelles d'investissement dans la production cinématographique.

Les chaînes qui émettent en clair injectant 0,5 milliard de francs par an dans le cinéma (3 % du chiffre d'affaires), c'est plus de 330 millions qui seraient donc réservés annuellement aux artisans de la profession. Et pour éviter toute manipulation, un producteur serait reconnu indépendant d'une chaîne si celle-ci ne possède pas plus de 25 % de son capital. Enfin, toujours pour préserver l'indépendance, mais aussi l'intérêt financier des producteurs de cinéma, le ministre propose que les contrats de diffusion soient « distincts de ceux qui portent sur la diffusion ou la distribution des autres droits (câble, satellite, vidéo...) ».

Y. M.

Une tribune pour la c...



TF 1

12.50 A vrai dire. Magazines.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazines.
13.40 Les Feux de l'Amour. Feuilleton.
14.30 Dallas. Feuilleton.
14.35 Jeux annuels. Jeux.
15.25 Hawaii police d'Etat. Série. Une nuit de...
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Hoolitz. Série.
18.05 Sydney police. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

POUR LA VIE
Diversions présentées par Valérie Pascal et Fabrice.
Jury : Henri Lécuyer, Alain Gillet, Pierre, Margy, Piaristat Brie, Fiona Gelin.
(125 min). 7908780
Deux couples s'affrontent sur le thème de l'Amour éternel.

22.55

COMME UN DERNIER LUNDI
Magazine présenté par Christophe Dechambre. Comme des lundi : les meilleurs moments de l'émission (10 min). 998873
0.45 Colif féminin. Trophée.
Evan Mazars 1996.
Les meilleurs moments du trophée Evan. Un des rendez-vous internationaux du golf féminin qui se déroule sur un parcours créé en 1994 et qui compte parmi les plus anciens de France.
1.20 Journal, Météo.
1.30 et 2.05 Météo. 2.25 et 2.35, 4.05, 4.40 TF 1 nuit.

France 2

12.35 et 13.40 Météo.
12.50 Journal.
13.45 INC. Magazine.
19.30 Les Routiers. Série.
A tout prix.
14.55 Le Renard. Série.
Baby-sitter.
16.00 et 5.05 La Chance aux chansons.
Festival de stars.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 C'est cool. Série.
Double jeu.
18.05 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ?
19.20 et 1.45 Studio Gabriel.
Invité : Michel Sardou.
19.59 Journal.
A cheval, Météo.

20.55

LE CHÂTEAU DES OLIVIER
Feuilleton (5 et 6) de Nicolas Gessner, avec Brigitte Fossey, Jacques Perrin, Les Rammes (38). L'épave (16). (180 min). 8945878
Raphaël découvre des vestiges qui prouvent l'existence d'un site gallo-romain. Estelle rentre aux Oliviers de toute urgence et découvre à son arrivée que la grange est en flammes et que, gravement brûlé.

23.45

LA CAGE AUX HOMMES
Film de Russell Rouse (1987, N. v.a., 88 min). 6878873
Un homme est enfermé dans la prison de Saint-Quentin, pour avoir tué par jalousie. Sa femme et son frère jumeau organisent son évasion, mais il devient un dangereux criminel. Ce drame en CinémaScope et noir et blanc (indiqué à la télévision) fut tourné en décors réels. Son réalisme est remarquable, ainsi que la double interprétation de Jack Palance.
1.35 Film court. Berliet. Ida et Solange de Florence Berliet. 1.30 Les Inconnus. L'histoire d'Édouard G. Gars. Série.

France 3

13.10 Arnold et Willy. (1/2).
13.40 Beau Flec.
Invité : Rita Zavel.
14.30 Les Routiers. Série.
15.30 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Millelueux.
17.45 C'est pas photé ?
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.30 Un livre, un jour.
Le Marchand de corail, de Joseph Roth.
18.55 Le 19-20 de l'Information.
19.08 Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.50 La Dernière Séance.

20.55

LA PEUR AU VENTRE
Film de Stuart Hestler (1993, 105 min). 2788537
D'après un roman de W. R. Burnett, un remorqueur en couleurs de High Sierra, Jack Palance et Shelley Long s'en tirent bien.
22.50 Journal, Météo.

23.45

LA CAGE AUX HOMMES
Film de Russell Rouse (1987, N. v.a., 88 min). 6878873
Un homme est enfermé dans la prison de Saint-Quentin, pour avoir tué par jalousie. Sa femme et son frère jumeau organisent son évasion, mais il devient un dangereux criminel. Ce drame en CinémaScope et noir et blanc (indiqué à la télévision) fut tourné en décors réels. Son réalisme est remarquable, ainsi que la double interprétation de Jack Palance.
1.35 Film court. Berliet. Ida et Solange de Florence Berliet. 1.30 Les Inconnus. L'histoire d'Édouard G. Gars. Série.

La Cinquième

13.00 A vous de voir. 13.25 Attention santé.
13.30 Déclic magazine.
14.00 Pour la peau d'un flic.
14.30 Les Routiers. Série.
15.35 Le Réseau des médias. 16.00 La Cloche tibétaine. (4/7) Feuilleton. 17.00 A.J. 17.30 Aventuriers et écrivains. T.S. Lawrence. 17.45 L'Œuf de Colomb. 18.00 Les Châteaux du Rhin. 18.30 Le Monde des animaux.

20.45

LIU MARLEEN
Film allemand de Rainer Werner Fassbinder avec Hanna Schygulla (1980, v.a., 120 min). 878288
Inspiré de certains épisodes de la vie de Lise Andersen, la créatrice de Lily Marlene, ce film très spectaculaire fait apparaître la manipulation plus ou moins consciente des artistes par le régime national-socialiste.
22.40 Kinorama. Magazine.

22.45

COMMENT FAIRE L'AMOUR AVEC UN NÈGRE SANS SE FATIGUER
Film franco-occidental de Jacques W. Benoit avec Isaac Bankolé (1989, 90 min). 4688540
Une comédie de mœurs amusante, mais assez déçue, où la critique sociale ne fait que pointer. On veut compte des bonnes intentions.
0.20 Court-circuit.
La Vie en rose. Court métrage néo-zélandais d'Anna Reeves (1994, v.a., 7 min). Rose. Court métrage belge d'Alain Berlinger avec Clémentine Clément, Daniel Harosse (1993, 23 min). 18748
0.50 Les Saints Innocents (Los Santos Inocentes) Film espagnol de Mario Camus (1984, v.a., 107 min). 10311081
Rediff. du mercredi 19 juin.

M 6

13.25 Un cœur pour vivre. (M6) de Sander Stern (88 min). 1938827
Alors qu'un couple apprend que son bébé à naître n'a aucune chance de survie, un autre vit dans l'espoir de trouver un cœur qui permettrait à son enfant, dont la venue au monde est imminente, de survivre.
15.00 Drôles de dames. 16.30 Hit Machine. Variétés. 17.00 Indaba. Série. 17.30 Studio Sud. Série. 18.00 Les Anges de la ville. 19.00 Caribbes offshore (1/2). 19.54 54 minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 Ciné 6. Magazine.

20.45

DUO À TROIS
Film américain de Ron Shelton avec Kevin Costner, Susan Sarandon (1988, 105 min). 813640
Susan Sarandon, épatante en perturbatrice d'une compétition masculine. Et beaucoup de base-ball, ce qui peut rebouter...

22.45

LA SPIRALE DE LA PASSION
Téléfilm de Lou Diamond Phillips, avec Lou Diamond Phillips (96 min). 4913502
Un escroc venant de purger une peine de prison uilaise, après l'avoir séduite, une psychologue pour se venger de l'homme qui l'a trahi et dénoncé à la police.
0.30 Culture pub. 1.00 Jazz 6. Magazine présenté par Philippe Adieu, Sylvain Beuf. Quartet (55 min). 9637632
1.55 Best of les Innocents. 3.35 Prépastrat. Magazine. 4.30 Hot Forme. Magazine.

Canal +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Meurtre à contre-jour. (M6) de Nathaniel Gurnan, avec Virginia Madsen (85 min). 8101288
15.10 Les dimanches. (M6) de Robert Muller. 16.05 Les Trois Mousquetaires. Film de Stephen Herek (1993, 102 min). 3788724
17.45 Surprises. 17.55 Pas si vite ! 18.00 Reboot. Film clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

JUNIOR LE TERRIBLE 2
Film de Brian Levant (1991, 90 min). 713888
Le seul né de Junior le terrible (Dennis Dugan, 1990) s'installe avec son père dans une nouvelle maison et sème la panique dans la ville... 20.55 Flash d'information.

22.10

LES COPAINS
Film d'Arns Robert avec Philippe Melzer, Pierre Mondy (1964, N. v.a., 95 min). 8188808
D'anciens copains d'études se retrouvent au moment des vacances et moment des conchulats aux dépens des villes d'Amber et d'Issoire, choisies sur la carte dans les vapeurs de l'alcool.
23.50 Allen, le huitième passager. Film de Ridley Scott (1979, v.a., 112 min). 1846144
1.45 A la recherche de Michel Poliakoff. Documentaire de Godwin Djadi (62 min). 2325080

Radio

France-Culture

19.35 Perspectives scénaristiques. Les arènes (1).
20.00 Le Rythme et la Raison. Le rôle du Moyen Âge (1).
20.30 Le Grand débat. Peut-on débiter de la Shoah ? Avec François Mitterrand, Madeleine Rebérioux, Pierre Breyer, Jean-Paul Gauthier (2). 21.30 Fiction. Un vent abattu, de Didier Bécot.
22.40 Accés direct. Marc Riboud, pour son exposition Quarante ans de photographie en Chine (1956-1996), au Centre National de la Photographie, à Paris.
0.05 Du jour au lendemain. Gilles Tiberghien (Arts et esthétique) et Jean-Claude Lecomte (De l'histoire dans les beaux-arts). 0.50 Coda. Zaki Hussein (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (suite).

France-Musique

19.05 Dominate privé. De Jacques François, comédien.
20.00 Avant concert.
20.30 Concert. Donné en direct du Nouveau Século, à Lille, par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu. Concerto pour violon de Stravinsky et orchestre Les Mousquetaires (Orchestre de Didier Lockwood, violon : Sylviane de Dreuille, Nouveau Monde, de Dreuille).
22.30 Concert. Festival de Grenoble. Donné en direct du Palais de la Musique, à Grenoble, par l'Orchestre symphonique de Barcelone, l'Orchestre national de Catalogne, le Chœur de Valence, le Chœur de la Présentation de Grenoble, dir. Jean-Paul L'Allard. Concerto symphonique, de de Falla, Manuel Luna (Grenoble), José Luis (Pinar), Jean-Claude Permon (Lille), Jean-Claude Permon (Lille), Jean-Claude Permon (Lille), Jean-Claude Permon (Lille).

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Pascal Desroges, piano. Concert enregistré le 4 juillet 1995 à l'Orangerie de Bagatelle. Publiée et éditée par le label Harmonia Mundi. 1^{er} Concert. Bach : Sonate n° 14 Clair de lune, de Beethoven : Symphonie n° 9. Chopin : Prélude n° 10 et 11 ; Polonaise n° 1 ; Nocturne n° 1 et 2 ; Scherzo n° 3 ; Cinq études de Faust ; Tarentelle et variations n° 73 ; Lescaut n° 1 ; Cinq études de Ravel ; Cinq études de Debussy : Clair de lune ; Reflets dans l'eau.
22.35 Les Soirées de Radio-Classique. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (r.s.).
20.00 Thalassa. (France 3 du 21/6/96)
21.00 Enjeux - Le Point.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Théâtre : Rendez-vous. Pièce de Neil Simon. Mise en scène de Raymond Acquaviva. Enregistré au théâtre du casino d'Engelen en février 1996. Avec Valérie Mairesse, Georges Billot, Dominique Rich.

0.30

0.30 Soir 3 (France 3).
Planète
19.40 Dix ans de destruction. (25) Les cendres de la forêt.
20.35 La Nouvelle Inquisition.

21.20

21.20 Mourtala Diop, voyageur de l'art.
22.10 Ravensbrück, mémoires de femmes.
23.05 Les Antimémoires de la Méditerranée. (24/27) Feuilleton. Histoire d'un vainqueur prisonnier.
23.40 L'Univers du Subliminable. (1971) L'univers de la physique quantique.
0.35 Lonely Planet. (1991) Sur les traces du monde (50 min).
0.45 Les Soirées de Radio-Classique.

Paris Première

19.35 Stars en stock. Angela Lansbury.
20.00 20 h Paris Première. Invité : Richard Bohringer.
21.00 Joseph. Film de Christopher Frank (1981, 115 min). 1548821

22.35

22.35 Concert : Ben Gato (90 min). 9140057
0.25 Paris dernière.
France Supervision
19.00 Le Musée vivant du cheval.
20.10 et 22.35, 0.30 L'Est des grands créateurs.
20.30 Inspecteur Lavardin. Film de Claude Chabrol (1985, 95 min). 30331096
22.05 Cybervision.
23.00 L'Esthétique est au quotidien. De Jean Lallier.

Ciné Cinéfil

20.30 Les carottes sont cuites. Film de Robert Verney (1996, 90 min). 5648222
22.00 La Malédiction des hommes-chats.

23.10

23.10 Ainsi va mon amour. Film de Frank Ryan (1940, N. v.a., 90 min). 5745508
Ciné Cinéma
20.30 Belle époque. Film de Fernand Trojebo (1992, 105 min). 4206272
22.15 La Blonde. Film de Robert Walsh (1958, v.a., 135 min). 1024786
0.00 Je suis Pierre Rivière. Film de Christine Luchini (1994, 30 min). 5648496

Série Club

20.20 L'Étalon noir. Rémi Rignaud.
20.45 et 23.45 Les Anges de la ville.
21.30 Madame et ses flics.
22.30 La Famille Addams.
23.00 et 1.00 Wolf. police criminelle.

Canal Jimmy

20.00 The Muppet Show. Invité : Roly Clark.
20.30 The Ed Sullivan show. 21.05 Seinfeld.
21.30 New York Police Blues. Épisode n° 54.
22.20 Chronique de la comédie.
22.25 Akira. Film de Katsuhiro Otomo (1988, 120 min). 33522078
0.25 Concert : Elvis Aloha From Hawaii. Enregistré en 1973 (80 min). 13719106

Eurosport

15.00 Tennis. En direct. International d'Angleterre à Wimbledon (80 min). 38050705
18.00 et 19.30, 1.00 Football.
20.30 Speedworld.
22.00 Tennis. 0.00 Eurogolf (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.35 Gardie à vue. Film de Claude Miller (1981, 85 min). Avec Lino Ventura. Policier.

RTL 9

20.30 Les Galeries de Pont-Aven. Film de Joël Séria (1975, 105 min). Avec Jean-Pierre Marielle. Comédie.
22.30 Le Coup de stricco. Film d'Alexandre Arcady (1979, 110 min). Avec Roger Mautin. Comédie dramatique.
0.25 Le Fou du roi. Film d'Yvan Chiffre (1984, 95 min). Avec Michel Leclerc. Comédie.
2.00 La Vie facile. Film de Francis Wurtz (1971, 80 min). Avec Henri Serre. Comédie.

TMC

23.05 Outland. Film de Peter Hyams (1981, 110 min). Avec Sean Connery. Fantastique.

TSR

20.30 LE paragonisme appartement. Film de Robert Schue-der (1992). Avec Brigitte Fonda. Suspense. 01.20.10 La Main sur le bureau. Film de Curtis Hanson (1991). Avec Rebecca De Mornay. Suspense. 01.20.10 Observation fatale. Film de Jonathan Kaplan (1992, 110 min). Avec Kurt Russell. Suspense.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-mardi.

Signification des symboles :
► Signifié dans « Le Monde »
► Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Une tribune pour la culture sourde

Avec pour objectif d'informer le public malentendant, « L'œil et la main », rendez-vous heddoudaïre de La Cinquième, comble un certain vide télévisuel

IMAGINEZ-VOUS regarder la télévision le son coupé. Si l'exercice est parfois salutaire, il n'en devient pas moins vite frustrant. C'est pourtant la situation quotidienne des 600 000 personnes sourdes en France, sans compter les trois millions de Français qui souffrent de troubles auditifs. Pour leur information, peu d'alternatives. Ils sont exclus de la radio et, la plupart du temps, de la télévision, dont les émissions sont très rarement doublées en langage des signes.

Depuis deux ans, pourtant, La Cinquième leur offre un programme. Avec son émission hebdomadaire « L'œil et la main » (programmée le samedi à 10 heures et rediffusée le mardi), elle s'est fixée pour objectif d'informer le public sourd, tout en le faisant mieux connaître des entendants. Trente minutes d'images, présentées par deux animateurs qui s'expriment en langage des signes, et entièrement doublées en voix off. Découpée en rubriques, l'émission offre une information généraliste, basée sur des reportages et des interviews. Les thèmes traités sont souvent abordés à partir d'une problématique touchant à la surdité.

Avec « L'œil et la main », La Cinquième a comblé un vide pour les promoteurs de l'utilisation de la langue des signes. Depuis 1983, en effet, date à laquelle a pris fin l'émission pour enfants « Mes mains ont la parole », ce langage avait disparu du petit écran. Restait l'inconfortable médaille de



traduction en langue des signes des informations de France 2 : une maigre consolation pour un public avide d'informations. « En tant que sourde, j'ai besoin d'une transmission de ma langue », explique Marie-Thérèse Abbou, ancienne présentatrice de « Mes mains ont la parole » et corédactrice en chef, avec Dominique Hoff, de « L'œil et la main ». « Sans occuper les entendants, l'émission doit pouvoir offrir une tribune d'expression à la culture sourde ».

Ce numéro, qui présente les meilleurs moments de l'année, donne un bref aperçu des doléances de la communauté sourde.

De la difficulté d'entendre à l'enseignement l'usage de la langue des signes à l'impossibilité de pratiquer certains sports sans que cela soit réellement justifié, le ton est revendicatif. On y voit une jeune femme sourde clamer : « Vous, les sourds, n'abandonnez jamais, continuez à vous battre ! » ; une artiste peintre qui se réclame d'une « sensibilité sourde » ; un pilote d'avion se félicitant qu'« enfin, un sourd pilote en France »... « L'œil et la main » adopte parfois un ton militant, qui peut étonner le spectateur non averti. Ses concepteurs ne s'en cachent d'ailleurs pas : « Il faut comprendre que le handicap

crée beaucoup de distance », explique Marie-Thérèse Abbou. « Se faire entendre n'est pas simple. L'émission est aussi un moyen de prouver le dynamisme de la communauté sourde ».

L'objectif semble être atteint : « L'œil et la main » bénéficie d'une audience régulière, avec plus de 250 000 spectateurs par semaine, sourds et entendants. Au sein de la communauté, l'accueil est plutôt positif. On se réjouit de l'existence d'une émission qui fasse la promotion de la culture sourde, tout en s'attachant à offrir une information généraliste. Même si, parfois, on regrette le manque d'épaisseur des dossiers traités : « Pour les entendants, c'est intéressant, cela donne une image positive de la surdité », estime Rachid Mimoun, directeur général de la Fédération nationale des sourds de France. « Mais pour les sourds, c'est un peu plus mitigé. On aimerait voir traiter des thèmes plus complexes, avoir des informations plus approfondies ».

L'équipe de « L'œil et la main » multiplie pourtant les initiatives. Après avoir entièrement doublé le débat opposant Lionel Jospin et Jacques Chirac, lors de l'élection présidentielle de l'an dernier, elle a assuré le doublage en langue des signes des six heures du dernier Si-daction. Une réussite, qui a semblé satisfaire pleinement la communauté sourde.

Cécile Prieur

★ « L'œil et la main », La Cinquième, mardi 25 juin à 13 heures.

Maître et esclave

par Agathe Logeart

L'AFFAIRE est entendue : André Jouff est un salaud. Un salaud de patron qui jouit à faire du mal à ses employés, cette cohorte de cloportes, à qui il fait chaque jour payer par de multiples vexations l'honneur qu'il leur fait de les employer dans sa compagnie d'assurances rongée par les mites. Un sale bonhomme, arc-bouté sur sa supériorité, jouant divinement des rivalités mesquines et de la venetude de son personnel, usant de la peur qu'il suscite avec le talent des grands pervers. Diviser pour mieux régner, manier la carotte et le bâton, il exploite ces pondeurs de la vie d'entreprise, vue du côté de celui qui tient le manche, mieux que personne.

Quand il s'agit de licencier une partie de son personnel, cet homme-là sait faire les choses comme personne. Il invite son monde dans sa luxueuse résidence secondaire, traite sa valetaille avec tous les égards qu'elle lui semble mériter, tour à tour paternaliste, menaçant, humiliant, sadique, avant de lui imposer, au terme de deux jours de cauchemar, un jeu de chaises musicales dont les perdants seront les licenciés. Evidemment, ils acceptent de se prêter au jeu, les malheureux imbéciles, et - poussés de la queue - ne reculent devant aucune bassesse pour tirer à eux la chaise salvatrice. Il y va de leur chèque à la fin du mois, de leur survie dans une société où il fait si froid dehors. Pas de quartier !

On avait déjà vu ce film de Denys Granier-Deferre, *Que les gros salaires lèvent le doigt*, tourné en 1982,

que diffusait TF1 en deuxième partie de soirée. A l'époque, on les avait trouvés grossières, cette caricature de patron, cette peur panique des employés prêts à toutes les compromissions pour sauver sinon leur peau, du moins leur place. C'était une fable, à la morale lourde comme une enclume. Mais curieusement, sans que le film se soit bonifié avec l'âge, il se revoit, à presque quinze ans de distance, avec une étrange sensation de familiarité.

Le déjà-vu n'était peut-être pas celui que l'on croyait. Ce n'était pas tant cette impression de poser ses yeux sur des images déjà connues que celle d'une proximité avec une réalité qui, au fond, n'est pas si éloignée de cette fiction-là. André Jouff et le Monsieur Sylvestre de la World Company, cher aux « Cul-gnols de l'Info », sont cousins en cynisme.

Les ouvriers de Moulinex, que l'on a vus ces derniers jours réagir avec rage et désespoir à l'annonce de la fermeture de leur usine bientôt délocalisée, connaissent par cœur ce discours du patron qui est si triste de les flanquer à la porte mais ne peut faire autrement. Pauvre patron, contraint de faire le mal, au nom de l'intérêt supérieur de l'entreprise.

Jean Poirot prêtait son talent à cette brute vicieuse d'André Jouff, et Daniel Auteuil lui était un parfait sous-fille léche-bottes. Comédie ? Oui, bien sûr, et non sans défauts. Mais, dans les jeux de ces deux caractères-là, dans leurs regards de maître à esclave, se lisait déjà un peu les histoires d'aujourd'hui.

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Femmes de l'amour.
14.30 Dallas. Feuilleton.
15.25 Hallel police d'Etat.
16.30 Une famille en jeu.
17.05 Hooker. Série.
18.05 Sydney Police. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tiaré.

20.50

L'AFFAIRE
Film français de Sergio Gobbi avec Robert Hossein.
(1993, 95 min).
Une histoire de haine et de vengeance d'une conversation à faire pleurer. Une mise en scène plane, des dialogues insipides.

22.35

LMI, LE MAGAZINE INFO
Magazine présenté par Guillaume Durand.
Les moments forts de l'actualité de l'année (75 min).
23.50 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Michel Pébereau, président de la BNR.
0.15 Le Médicament de famille.
Série. La Bessière.
1.05 Journal, Météo.
1.30 Remarque (rediff.). 1.45 et 2.35, 3.00, 4.05, 4.40 TPI. 1.55 et 3.30 Histoire naturelle. 4.50 Musique. 5.05 Histoire des inventions.

France 2

12.50 Journal.
13.30 Les Routiers. Série.
13.35 Femmes. Magazine.
14.30 Le Renard. Série.
15.50 Tiroir.
En direct d'Auteuil.
16.10 et 5.15 La Chance aux chansons.
Festival de jazz.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 C'est cool. Série.
Revers de fortune.
18.05 et 2.45
Les Bonnes Gâches. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.25 Studio Gabriel.
Invités : Pascal Légitimus, Jean-Luc Moreau.
19.59 Journal, Acheval, Météo.

20.55

TRIPLEX
Film français de Georges Lautner avec Patrick Chazotte, Cécile Pallès.
(1990, 95 min).
Un ingénieur, sa vie d'ingénieur, sa vie d'homme, sa vie d'adulte, sa vie d'homme, sa vie d'adulte, sa vie d'homme, sa vie d'adulte.

22.40

VINGT ANS A SYDNEY
Documentaire de Michel Honorin.
(55 min).
Après Madrid, la semaine dernière, Michel Honorin s'est intéressé à Sydney. On y retrouve une société jeune où le culte du corps passe avant les autres, où l'on affiche ouvertement son homosexualité et où les études interminables débouchent de moins en moins sur de vrais boulots.
23.55 Journal, Bourse, Météo.
24.55 Tiroir. Un mort à zéro. 2.00 So. La source. 3.30 24 heures d'Info. 4.30 Dédicace. 4.45 Transatlantique n° 5.

France 3

13.10 Arnold et Willy. (22).
13.40 Beau Fric.
Invité : Michel Field.
14.30 Félix le chat.
14.50 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Minutemen.
17.45 C'est pas sorcier.
La pierre au noir, du fil et la chèvre.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Jeu présenté par Julien Leprieux, de Francis Lambert.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08, journal régional.
20.45 Pa si la chanson. Jeu.
20.55 Tout le sport.

20.50

QUESTIONS POUR UN CHAMPION
Jeu présenté par Julien Leprieux.
Des questions (100 min).
Les dix meilleurs candidats de ces trois derniers mois s'affrontent ce soir.
22.30 Journal, Météo.

23.00

COULEUR PAYS
Magazine.
Programme des trois télévisions régionales (90 min).
Alice, le magazine culturel européen, nous offre un programme de ce soir.
Gastronomie et culture dans des endroits aussi variés que Toulouse, Cardiff, Milton, Cologne, Tampere, Bruxelles et Lugano.
0.30 Sapaghi (rediff.). 1.00 Sidamag (rediff.). 1.35 Les Incorruptibles. Célèbre pour ses séries. Un feuilleton d'actualité à l'heure de faire passer son "commerce" par des centaines de petits revendeurs. Il est donc très difficile à lire. Nous en avons incorporés de mettre fin à l'actualité de ce réseau.

La Cinquième

12.30 Evasion. 13.00 L'œil et la main. 13.30 Dédicace magazine. 14.00 Un collier de feu. Histoire de terre (14). 15.00 Arrêt sur images. 15.35 Le Réseau des médias. 16.00 La Cloche tibétaine. (17) Feuilleton. 17.00 Aif. 17.30 Mon héros préféré. Dom Juan, par Philippe Solers. 17.45 Cinq sur cinq. 18.00 La Magie du climat. La roue (18). 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950.
Court métrage (105). Bourbon Street, de Roy Kallman, avec Dick Powell, Beverly Garland (90 min).
19.30 12. (80 min).
20.00 Archimède. Arc-en-ciel et la lumière fut ! ; vision des couleurs et illusions optiques ; entretien avec André Langeney ; l'archéologie (90 min).
20.30 et 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : AVOIR VINGT ANS DANS LES PETITES VILLES
Documentaire de François Bon et Fabrice Cazeneuve.
(105 min).
L'écrivain François Bon retrouve les participants aux ateliers d'écriture qu'il avait animés à Sète, Lodève et Montpellier. Six portraits intimes de jeunes exclus.

21.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : IMPRESSIONS D'AFRIQUE
21.45 Les statues meurent aussi.
Documentaire d'Alain Resnais et Chris Marker, présenté par Souleymane Clissé (29 min).
« Chris Marker et moi sommes partis de cette question : pourquoi l'art nègre se trouve-t-il au Musée de l'Homme, alors que l'art grec ou égyptien est au Louvre ? », expliquait Alain Resnais.
22.15 Les Objets et les esprits. Documentaire. (85 min).
23.40 Les Maîtres Fous. Court métrage français de Jean Rouch (1956, 28 min).
0.15 Amadont Hampaté Bâ. Enverrou. (90 min).

M 6

13.25 Pour l'amour d'un enfant.
14.00 Les aventures de R. Michaels, avec Michelle Pfeiffer (92 min).
14.30 Un étudiant, qui travaille bénévolement dans un hôpital psychiatrique, se lie avec un jeune orphelin et le prend sous sa protection.
15.00 Drôles de dames.
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Indaba. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Les Anges de la ville.
19.00 Caribbes offshore. (202 série).
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 E = M 6 Jour.
Les montagnes.

20.45

LOIS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série, avec Dean Cain.
Trou de mémoire (60 min).
Ne m'oubliez pas (60 min).
0.15 Capital. Magazine.

22.45

LA REVANCHE D'UNE FEMME-FLIC
Téléfilm d'Armand Mastroianni, avec Lori Loughlin (87 min).
Une stagiaire de la police est violée par un des ses collègues qu'elle a accepté d'héberger l'espace d'une nuit. Après s'être tue, elle en parle à son supérieur qui, par crainte du scandale, étouffe l'affaire et va même jusqu'à l'exclure de la police.
0.15 Capital. Magazine.
2.10 Best of 100% français. Musique.
3.45 La Saga de la chanson française. Documentaire. Claude Nougaret. 4.45 Culture pub. Magazine.

Canal +

10.45 Tous les hommes sont pervers. Film de M. G. Perle (1993, 102 min).
11.45 En clair jusqu'à 13.45.
12.30 La Grande Famille.
13.45 Les Copains. Film d'Yves Robert (1964, 95 min).
13.50 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Documentaire. Patagonie (52 min).
16.15 Angle.
Film de Martha Coolidge (1994, 104 min).
17.55 Reboot.
En clair jusqu'à 20.35.
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

ELISA
Film français de Jean Becker avec Vanessa Paradis, Gérard Philipe (1994, 110 min).
Une jeune fille abandonnée mène une vie d'errance et de larcin.
22.35 Flash d'information.

22.30

LA MUSIQUE DU HASARD
Film de Philip Haas (1992, v.o., 95 min).
Adaptation fidèle, bien interprétée, d'un roman de Paul Auster.
0.10 Deux garçons, une fille, trois possibilités.
Film d'Andrew Fleming (1994, v.o., 90 min).
1.40 Le Déclin de l'empire américain. Film de Denis Arcand (1986, 95 min).
Une remarquable comédie sur les frustrations des intellectuels canadiens.

Radio

France-Culture
19.35 Perspectives académiques.
Les arènes (2).
20.00 Le Rythme et la Raison.
Le réveil du Moyen Age (2).
20.30 Archipel méditerranéen. Cinéma de la nuit (métronome).
21.32 Grand angle (rediff.). Des médias dans la nuit (1).
21.45 Nuits magnétiques (rediff.). Des auteurs à l'œuvre (1).
0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Richard (l'œuvre de Jean-Pierre Richard). 0.30 Coda. Zola (l'œuvre de Zola). 0.50 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La Mémoire de France. Jean Tardieu et Jean Tardieu (1). 2.05 Pierre Hugo. 3.40 Arthur Adamov. 5.17 L'Art et la vie de France Culture.

France-Musique

19.05 Domaine privé.
De Hubert Nysen.
20.00 Concert de jazz.
Festival de Marsac. Concert donné le 14 août 1995, par le Grand Orchestre de Toulon. Alamy et Les Tabacchini. Orchestre de Toulon. Steve Armstrong et Tim Newman, membres Les Tabacchini, Jim Snider, Dave Pietro, Matt Westwell et Scott Robinson, saxophones, Toulon. Alamy, piano, David Weiss, basse, Terry Clark, batterie. Concert donné le 14 août et le 31 août 1995, par le Grand Orchestre de Toulon. Alamy et Les Tabacchini. Orchestre de Toulon.

22.30

LA MUSIQUE DU HASARD
Film de Philip Haas (1992, v.o., 95 min).
Adaptation fidèle, bien interprétée, d'un roman de Paul Auster.
0.10 Deux garçons, une fille, trois possibilités.
Film d'Andrew Fleming (1994, v.o., 90 min).
1.40 Le Déclin de l'empire américain. Film de Denis Arcand (1986, 95 min).
Une remarquable comédie sur les frustrations des intellectuels canadiens.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 Envoyé spécial. (France 2 du 20/6/96).
21.30 Perfecto.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques. (France 2 du 3/1/96).
23.50 Vite.
0.30 Soir 3 (France 3).
Planète
20.05 Kokoro.
l'âme du Japon.
(10/10) Religion : héritage.
20.35 Les Apprentis sorciers.
21.35 A l'est du sang sur la neige.

Parlovision

(10/10) Snailgrad, l'œuvre de Victor.
22.30 Dix ans de destruction. (25) Les cendres de la forêt.
23.25 La Nouvelle Inquisition.
0.10 Moutons d'Inde.
voyageur de l'art. (55 min).
Paris Première
19.30 Stars en stock.
Dustin Hoffman.
20.00 20 h Paris Première.
Invité : Michel Blanc.
21.00 Jean-Edem's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Notre histoire II.
Film de Bertrand Blier (1984, 110 min).
0.15 Concert : Bee Gees. (90 min).
0.05 Concert.

France Supervision

19.55 Cinéma.
20.05 et 0.05 L'Est des grands créateurs.
20.30 La Course à l'échelle.
Film de Claude Lelouch (1975, 95 min).
22.05 Concert : Kumi. Enregistré à la Cigale, à Paris (85 min).
Ciné Cinéfi
20.30 Terreur sur Rome. Film d'Antonio G. Marino (1957, 95 min).
22.45 Filles. Film de Jean Delannoy (1942, 100 min).
23.45 C'est arrivé à Trente-six Chandeliers. Film de Henri Diamant-Berger (1957, 110 min).
0.05 et 0.10 Wolff, police criminelle. police magouille. 0.30 Vive la vie (30 min).

Ciné Cinémas

20.30 La Passion Béatrice. Film de Bertrand Tavernier (1987, 130 min).
22.40 Belman, le dèd. Film de Tim Burton (1992, v.o., 120 min).
0.40 Avis de recherches. Film de Stanley R. Jaffe (1985, 120 min).
Série Club
19.55 Guillaume Tell. l'ours.
20.20 L'Étalon noir. Pris au piège.
20.45 et 23.45 Jake Cutter. Métis.
21.30 Madame et ses fics. La robe qui tue.
22.30 La Famille Addams. Mortels joues les maris.
23.00 et 1.00 Wolff, police criminelle. police magouille. 0.30 Vive la vie (30 min).

Canal Jimmy

21.00 Friends.
Celui qui était comme les autres.
21.25 Willie Nelson. My Life.
22.25 Chronique de la route.
23.15 Angela, quinze ans.
0.00 Absolutely Fabulous.
Eurosport
15.00 Tennis.
En direct. Internationaux d'Espagne à Wimbledon (180 min).
18.00 Athlétisme.
En direct. Meeting de Helsinki (Finlande, 180 min).
21.00 Jeux olympiques. En route pour Atlanta.
21.30 Formule 1 Magazine.
22.00 Tennis.
0.00 Snooker. (30 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Un étrange rendez-vous. Film de Jouchaia Wack (1991, 105 min).
22.30 La Grande Java. Film de Philippe Clair (1970, 90 min).
0.05 Les Galeries de Pont-Aven. Film de Joël Séria (1975, 100 min).
1.45 Le jour se lève et les comètes commencent. Film de Claude Mulot (1981, 85 min).
Avec Maurice Riach. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
■ Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ Ne peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Bleu, blanc, noir

Pierre Georges

BON, D'ACCORD ! Mais sont-ils bien Français ? Totalelement Français ? Français de naissance, d'ascendance, Français de Clovis et de baptême, Français de couleur française, Français au champ d'honneur, Français de patronyme français, Français de droit du sang, Français des tranchées, Français de France ?

Jean-Marie l'a dit : footballeurs, pas vraiment Français ! S'il l'ignorait encore, Aimé Jacquet devra se faire une raison. Ce n'est pas une équipe de France qu'il dirige, mais, pour partie, une phalange hétéroclite, cosmopolite, métissée et carrément rastaquouère, bleu, blanc, noir. C'est la Légion étrangère, son machin. Encore qu'à la Légion, au moins, on sache chanter *Le Boudin* et *La Marseillaise*.

Jean-Marie Le Pen l'a bien noté et l'a affirmé lors d'une fête du Front national à Saint-Gilles, Gard. Non seulement le football n'est qu'un « spectacle » et du genre rasta-rap plutôt que festif, mais en plus cette équipe de France n'en est pas une tant il est « artificiel que l'on fasse venir des joueurs de l'étranger en les baptisant équipe de France ». Mais encore ces joueurs, de provenance incertaine et de franchise aléatoire « ne chantent pas La Marseillaise ou visiblement ne la savent pas ». Et c'est « regrettable » alors que les joueurs des autres équipes « chantent leurs hymnes à pleine voix ».

Voilà ce que dit Jean-Marie Le Pen. A pleine voix ! L'équipe de France ne lui plaît pas. Mais alors pas du tout. Elle est comme l'antithèse brillante de ce que lui-même et son parti tentent en permanence de démontrer. Elle prouve que l'intégration est possible. Elle montre que le métissage culturel est un

enrichissement. Elle atteste que des joueurs de toutes origines ne se posent pas même la saugrenue question de leurs origines. Ils sont Français. Ils sont jeunes. Ils jouent dans l'équipe de France parce qu'ils sont tout simplement Français de naissance et de nationalité et non par recrutement. Ils en sont fiers. Ils sont unis. Ils prennent du plaisir ensemble. Et, en plus, ils gagnent !

C'est insupportable ! On peut concevoir, alors que le « spectacle » dérange M. Le Pen, homme de modération et de tolérance, comme chacun sait. Ce spectacle est, en effet, lamentable, insoutenable à l'esprit d'exclusion et de tri. On peut imaginer que le fait de voir tous les enfants de France s'identifier actuellement qu'à Desailly, qui à Deschamps, qui à Lama, qui à Blanc, qui à Karembeu, qui à Guérin, qui à Zidane, qui à Di Meco, qui à Loko, qui à Lizarazu, qui à Thuram, qui à Djorkaeff mettent les vrais Français, les « Français d'abord », dans un état proche de la catalepsie.

Thèse, antithèse. Jean-Marie Le Pen a perdu une magnifique occasion de se taire. Équipe de France, pas française ! Aussi peu française en effet que Platini, que Tigana, que Fernandez. Aussi peu française que Kopa, que Plantoni, Clowski, Djorkaeff père, Ben Barek. Aussi peu française que cette France faite de rencontres et de hasards, d'histoire et de migrations.

Voilà bien pourquoi cette équipe de France de football, chère à Jean-Marie Le Pen, se doit de continuer à passer les tours. Non pour nourrir le chauvinisme. Mais simplement pour englober brillamment l'extrême bêtise.

L'indemnisation des éleveurs de bovins est au centre des travaux des ministres européens de l'agriculture

Réunis à Luxembourg, ils devront également discuter de la réorientation du marché de la viande

LES MINISTRES de l'agriculture des quinze se rencontrent, lundi 24 juin à Luxembourg, pour une réunion qui pourrait se prolonger plusieurs jours tant les dossiers à examiner sont nombreux et épineux, même si le récent accord de Florence sur la « vache folle » a sensiblement détendu l'atmosphère.

Philippe Vasseur, ministre français de l'agriculture, a, pour sa part, fait savoir qu'il ne quitterait Luxembourg qu'après avoir obtenu des engagements précis de ses collègues et de la Commission sur le montant et les modalités d'utilisation des enveloppes financières destinées à indemniser les éleveurs de bovins français qui, au sein de la Communauté, souffrent le plus à cause d'un tarissement quasi total des exportations et d'une chute de la consommation.

Plusieurs questions sont à l'ordre du jour, parmi lesquelles la fixation des prix agricoles de référence pour la campagne 1996-1997 et la réforme du marché des fruits et légumes. Mais ce sont surtout trois sujets « chauds » qui vont retenir l'attention : la note globale à payer pour enrayer la crise bovine, les grands axes de réorientation de l'organisation du marché de la viande en privilégiant les élevages extensifs à base d'herbe, et la fixation du taux de jachère pour les grandes cultures, notamment le blé.

Ce taux est actuellement de 10 % et la Commission propose de le ramener à 5 %. Mais, étant donné la pénurie de céréales sur le marché mondial, le faible niveau des stocks et la nécessité de privilégier, dans l'alimentation animale, ces produits plutôt que des déchets de maïs ou des tourteaux de soja ou de maïs importés des États-Unis et de pays du tiers-monde, Paris demande que ce taux soit abaissé à... 0 %. Paris

risque de se heurter, notamment, à Bonn et à La Haye sur ce dossier. Le calme est revenu dans les campagnes françaises après les manifestations d'envergure qui ont eu lieu en fin de semaine. A Bordeaux, Alain Juppé, premier ministre et maire de la ville, a reçu, samedi 22 juin, une délégation d'éleveurs d'Aquitaine. Il leur a indiqué « qu'il comprenait leurs angoisses devant la situation dramatique qui s'est créée

en quelques mois. Le gouvernement est décidé à prendre dans les plus brefs délais les mesures qui s'imposent », a-t-il ajouté. Luc Guyau, président de la FNSEA, qui était à la tête d'une manifestation de trois mille paysans à La Roche-sur-Yon (Vendée), a déclaré que « l'accord de Florence allait dans le bon sens ».

François Grosrichard

Les vaches fantômes de l'Union européenne

LE SOMMET de Florence a démontré de manière exemplaire à quel point la crise de la « vache folle » était une affaire européenne. Une publication à paraître dans une revue scientifique internationale va bientôt compliquer encore davantage les relations entre la Grande-Bretagne et les pays de l'Union européenne. Esquissée dans le dernier numéro de *Veterinary Record* britannique, ce travail cherche à établir la réalité de l'épidémie de la « vache folle » au sein de l'Union européenne.

Ces spécialistes néerlandais et allemands expliquent avoir enquêté sur les exportations de vaches britanniques vers les pays de l'Union européenne entre 1985 et 1990, soit à une époque où une fraction massive du cheptel bovin était infectée par des farines contaminées. Du-

rant cette période, la Grande-Bretagne a exporté 57 000 bêtes. En formulant l'hypothèse que ces animaux constituaient un échantillon représentatif du cheptel bovin britannique, les auteurs estiment, au terme d'une série de travaux statistiques, que près de 1 700 cas d'ESB auraient déjà dû être déclarés chez ces animaux qui, depuis leur départ du sol britannique, ont changé de nationalité.

SOUS-DÉCLARATION DES CAS

Or les chiffres officiels des cas de « vache folle » au sein de l'Union sont très éloignés de cette estimation. Selon les dernières données de l'Office international des épizooties, on ne compte que quelques dizaines de cas au sein de l'Union européenne, la majorité concernant des animaux indigènes et un

nombre infime des animaux importés de Grande-Bretagne.

Comment l'expliquer ? Des spécialistes estiment qu'il existe dans les pays de l'Union européenne une sous-déclaration manifeste des cas de « vache folle » avec tous les risques sanitaires que cela comporte, les animaux atteints pouvant, dès les premiers symptômes, être abattus et intégrés dans la chaîne alimentaire humaine.

« J'aimerais savoir si les vétérinaires des autres pays européens sont assez naïfs pour croire en leurs propres statistiques ou s'ils sont simplement satisfaits par l'idée que, si la maladie n'est pas recensée, c'est qu'elle n'existe pas », écrit le docteur John O. Broberg (Stafford) dans les colonnes de *Veterinary Record*.

Jean-Yves Nau

Les « échanges imaginaires » de Hillary Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Qu'est-ce qui pousse donc les *first ladies* à recourir aux forces surnaturelles ? Nancy Reagan avait ses astrologues. Hillary Clinton, elle, s'est fait assister d'un « conseiller spirituel » pour entrer en contact avec Eleanor Roosevelt et le Mahatma Gandhi.

C'est du moins ce que raconte Bob Woodward, ancien héros du *Watergate*, dans un livre à paraître cette semaine, *The Choice*. Très ébranlé par la victoire républicaine aux législatives de novembre 1994, les Clinton firent appel, cette année-là, à un groupe d'experts en psychologie avec lesquels ils eurent plusieurs heures de conversation lors d'un week-end à Camp David. Comme M^{me} Clinton avait en plus sur le cœur un autre échec, celui de son ambitieux projet de réforme du système de santé, elle jugea utile de poursuivre l'expérience au-delà de ce week-end avec deux de ces experts : Jean Houston, directrice d'un institut de recherche sur l'esprit (Foundation for Mind Research) et auteur de nombreux livres sur la régénération spirituelle, et Mary Catherine Bateson, anthropologue et collègue de M^{me} Houston.

Lors d'une séance en avril 1995, à la Maison Blanche, Jean Houston demanda à Hillary Clinton d'imaginer une conversation avec Eleanor Roosevelt, l'épouse du président Roosevelt, une première dame à laquelle les Clinton se réfèrent souvent car elle fut, elle aussi, très active politiquement et critique. « Hillary s'enfonça dans son siège et ferma les yeux, rapporte Bob Woodward. (...) Elle offrit une merveilleuse description d'Eleanor, souriante, ouverte, combative et

déterminée. » Sur les instances de son mentor, M^{me} Clinton, les yeux toujours clos, imagina ensuite son dialogue avec Eleanor Roosevelt, leurs soucis communs, « la complexité, l'ambiguïté de leur situation ».

L'échange imaginaire se révélant très enrichissant, Jean Houston demanda à M^{me} Clinton « de mener une conversation avec le Mahatma Gandhi ». Hillary s'exécuta, déclara que « lui aussi avait été profondément mal compris, que tout ce qu'il voulait était d'aider les autres et de faire la paix ». Ce fut, souligne Woodward, « un déballage très personnel, une thérapie virtuelle ».

« TROP PERSONNEL »

Mais l'expérience s'arrêta net lorsque la « conseillère spirituelle » demanda à M^{me} Clinton d'entamer un dialogue avec Jésus-Christ : « Ce serait trop personnel, déclara Hillary, qui refusa de s'adresser à Jésus. »

Il y eut plusieurs autres réunions, et lorsque M^{me} Clinton écrivit son livre sur l'éducation des enfants, Jean Houston s'installa pratiquement à la Maison Blanche pendant quelques semaines. Devenue confidente de la première dame, elle eut l'impression d'être moins appréciée du président et s'en ouvrit à Hillary Clinton, qui lui répondit : « Au fond, c'est un homme très conservateur. » Le secrétaire général de la Maison Blanche a simplement commenté, dimanche, sur CBS : « La première dame est un être humain, comme tout le monde, elle puise sa force auprès de ses amis et de ses proches. »

Sylvie Kauffmann

Une tombe royale maya découverte au Belize

UNE TOMBE royale maya intacte, susceptible d'apporter de nouvelles informations sur la première période de cette civilisation, a été découverte dans le nord de Belize (Amérique centrale), rapporte le *New York Times* du 23 juin. Contrairement à d'autres découvertes dans la région, cette tombe royale n'a pas été pillée. Elle contient les restes d'un homme de petite taille portant un collier avec un pendentif de jade représentant une tête de vautour, emblème royal dans la civilisation maya. Elle daterait du V^e siècle et pourrait être celle d'un roi connu sous le nom d'Oiseau Jaguar, indique l'archéologue Norman Hammond (université de Boston), responsable des fouilles. La découverte a été faite dans la zone de La Milpa, une ancienne cité maya située à une vingtaine de kilomètres des ruines de Rio Azul (Guatemala), qui aurait compté jusqu'à 50 000 habitants, entre les années 750 et 850. — (AFR)

Reprise à la Bourse de Paris

Les valeurs françaises ont ouvert en hausse, lundi 24 juin, pour la première séance du terme boursier de juillet. En progression de 0,42 % au début des échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,58 % à 2 096,37 points en milieu de journée.

Sur le marché des changes, le dollar était stable. Il s'échangeait à 1,5940 mark, 108,94 yens et 5,1997 francs. Le franc était lui aussi presque inchangé à 3,3890 francs pour un deutschemark. Du côté des taux d'intérêt, le contrat notorniel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, perdait quatre centèmes à 121,06 points.

Les opérateurs surveilleront cette semaine la publication des indices de production industrielle et de ventes au détail au Japon et

celle, aux États-Unis, des statistiques de commandes de biens durables et de confiance des consommateurs ainsi que la réunion, jeudi 27 juin, du conseil de la Bundesbank.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo terminait en hausse, à son plus haut niveau de l'année. L'indice Nikkei a gagné 0,32 % à 22 603,20 points.

| VALEURS LES PLUS ACTIVES | | | |
|--------------------------|----------|-----------|------|
| SEANCE, 12 h 30 | 24/06/96 | écart | en % |
| LMW Motte valiron | 91406 | 11130364 | |
| Total | 290444 | 10842102 | |
| Carrefour | 37676 | 10832607 | |
| Alcatel Alsthom | 22874 | 990159850 | |
| Er Acuitane | 27754 | 9770892 | |
| L'Oréal | 35641 | 9829335 | |
| Eau (Gie des) | 160544 | 8526734 | |
| Société Générale | 110632 | 60741433 | |
| Air La Poste | 67655 | 60639373 | |
| Suez-Godwin | 84668 | 37159510 | |

BOURSE

Cours relevés le lundi 24 juin, à 12 h 30 (Paris)

| FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES | | | |
|---------------------------------|----------|-------|--------|
| Tokyo Nikkei | 22530,70 | +0,42 | +13,40 |
| Hong Kong index | 10855,30 | -0,43 | -8,57 |
| TOURNOI NIKKEI SUR 100 JOURS | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |
| 22530,70 | | | |

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

| DEVISES | cours BCF 21/06 | % 20/06 | Achat | Vente |
|---------------------|-----------------|---------|---------|---------|
| Allemagne (100 dm) | 338,8400 | -0,10 | 327 | 351 |
| Ecu | 6,4240 | +0,06 | — | — |
| États-Unis (100 \$) | 5,1775 | +0,19 | 4,8700 | 5,4700 |
| Belgique (100 F) | 16,4680 | -0,10 | 15,9500 | 17,0500 |
| Pays-Bas (100 fl) | 302,3700 | -0,08 | — | — |
| Italie (1000 li) | 3,3455 | +0,01 | 3,3400 | 3,3400 |
| Danemark (100 kr) | 68,0200 | +0,07 | 68 | 68 |
| Irlande (100 £) | 8,2055 | +0,07 | 7,2300 | 8,5800 |
| Gde-Bretagne (1 £) | 7,9735 | +0,12 | 7,5800 | 8,4300 |
| Grèce (100 drach) | 2,1465 | +0,07 | 1,9500 | 2,4000 |
| Suède (100 kr) | 78,0500 | -0,05 | 77 | 82 |
| Suisse (100 F) | 411,4000 | -0,18 | 399 | 423 |
| Norvège (100 kr) | 79,2400 | -0,09 | 75 | 84 |
| Autriche (100 sch) | 48,1450 | -0,10 | 46,8500 | 49,5500 |
| Espagne (100 pes.) | 4,0300 | +0,09 | 3,7500 | 4,3500 |
| Portugal (100 esc) | 3,3000 | — | 2,9500 | 3,6500 |
| Canada 1 dollar ca | 3,7886 | +0,37 | 3,5000 | 4,1000 |
| Japon (100 yens) | 4,7531 | -0,79 | 4,5500 | 4,9000 |

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

| DOUVERTE DES PLACES EUROPÉENNES | | | |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Cours au | Var. en % | Var. en % | Var. en % |
| 21/06 | 24/06 | 24/06 | 24/06 |
| Paris CAC 40 | 2084,18 | +0,34 | +11,34 |
| London FT 100 | 3729,40 | +0,05 | +1,08 |
| Zurich | — | — | +14,92 |
| Milan MIB 30 | — | — | +21,91 |
| Frankfurt Dax 30 | 2540,96 | +0,05 | +12,73 |
| Brisbane | — | — | +12,43 |
| Suisse SIB | — | — | -3,32 |
| Madrid Ibx 35 | — | — | +15,49 |
| Amsterdam CBS | — | — | +17,32 |

PARITES DU DOLLAR 24/06

FRANCOFONIE : USD/DM 1,5282

TOKYO : USD/YEN 106,9750

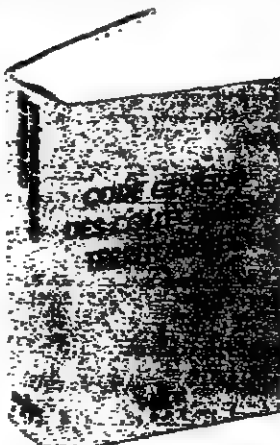
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

| Taux | Taux |
|-----------------|---------------------|
| TAUX 21/06 | jour le jour 10 ans |
| France | 3,75 6,65 |
| Allemagne | 3,19 6,65 |
| Grande-Bretagne | 5,63 8,12 |
| Italie | 9,25 9,75 |
| Japon | 0,43 9,22 |
| États-Unis | 5,31 6,97 |

MATIF

| Échéances 21/06 | volume | dernier prix |
|-----------------|--------|--------------|
| NOTIONNEL 10 % | | |
| Sept. 96 | 77138 | — |
| Sept. 96 | 3068 | — |
| Dec. 96 | — | — |
| Mars 97 | 28 | — |
| Juin 97 | — | 119,44 |

Le rouge se décentralise



Révisé et adapté par le Parlement, ce nouveau code est à jour des dernières modifications apportées par les lois des 26 mars, 12 avril, 5 et 13 mai 1996. Il réunit dans un seul ouvrage l'ensemble des dispositions législatives applicables aux collectivités départementales, régionales et à la coopération locale.

DAJOZ

RAFAL



MAÏSEL LASAÏKE

SOLDES
à partir du
mardi 25 juin
17, rue du Vieux Colombier - Paris (6^e)
21, rue Marbeuf - Paris (8^e)

LATREILLE

soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, rue St André des Arts, 6^e
Tél : 43.29.44.10
PARKING ATTACHÉ À NOS MAGASINS

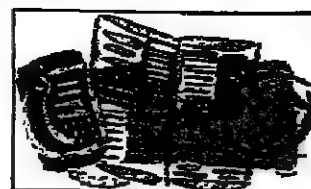
COMPÉTENCES

Les Français exportent leur savoir-faire culturel à l'étranger page IV



Portrait Franck Guéguen, DRH du Club Méditerranée page III

Le Monde des INITIATIVES



ANNONCES CLASSÉES de la page V à la page XII

DEMAIN DANS INITIATIVES EMPLOI Le droit du travail en question

MARDI 25 JUIN 1996

MÉTIER



Gestionnaires de cliniques privées

Des professionnels prennent le relais des médecins et dirigent les cliniques à la manière d'entreprises

« Cela tient essentiellement au développement de la technologie et des besoins d'investissement en matériel et en hommes nécessaires pour assurer l'activité », estime Louis Serfaty.

Ces besoins ont conduit les médecins à prendre conscience de la nécessité d'une véritable politique de gestion qui ne laisse plus de place aux dépenses, parfois déraisonnables, d'autrefois, et pour lesquelles des cliniques se sont surendettées. Par

en 1995 des cliniques Legrand et de La Sagesse - 98 lits en chirurgie, 56 salariés, 43 médecins actionnaires - a entraîné la réduction de « 20 % des effectifs des personnels administratifs, des services généraux et des blocs opératoires », indique Richard Meinier, le directeur du nouvel établissement.

Cependant, les regroupements soumis à l'aval des pouvoirs publics ont été un « vrai succès », estime

Contrôler les dépenses de santé

La réforme de l'assurance-maladie engagée par Alain Juppé prévoit la création d'agences régionales dont les conseils d'administration réuniront, à parité, l'Etat et l'assurance-maladie. Ces agences seront chargées de contrôler tout à la fois les dépenses de l'hospitalisation publique et privée.

Cette harmonisation ne devrait rien changer pour les cliniques. Au lieu d'attribuer aux hôpitaux un budget global en fonction de la taille des structures, le financement variera selon la qualité du service rendu, les volumes réels des actes et leur légitimité médicale, ce qui était déjà le cas pour les cliniques, comme l'a indiqué M. Coustet, délégué aux affaires médicales et scientifiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Par cette réforme, les cliniques espèrent mettre en évidence qu'elles sont plus performantes que les hôpitaux et bénéficier d'un meilleur traitement que celui en vigueur jusqu'à présent.

ailleurs, dès le début des années 90, sous l'impulsion des pouvoirs publics, des regroupements d'établissements ont été engagés afin de donner aux cliniques une taille critique. En 1990, on comptait ainsi 1 464 établissements à but lucratif contre 1 400 trois ans plus tard. Ce processus a cependant provoqué des suppressions d'emplois. Ainsi à Dinan (Côtes-d'Armor), la fusion

Louis Serfaty. « Ils ont été autorisés à condition de supprimer un certain pourcentage de lits. Mais entre-temps, la chirurgie ambulatoire a pris le relais, si bien qu'au final, l'activité a augmenté. » De nouveaux acteurs sont aussi entrés dans les cliniques : sous-traitants, financiers...

Francine Aizicovici lire la suite page II

FACE aux ascenseurs qui desservent les blocs opératoires, Lucien Rouillé, directeur de la clinique de la Présentation à Fleury-lès-Aubrais (près d'Orléans), a recouvert le tableau d'affichage de photocopies de billets de 100 francs. Sur cet espace, il a collé des boîtes de médicaments très utilisés. Pas plus d'une dizaine d'articles en tout, face auxquels Lucien Rouillé inscrit quelle dépense chacun d'entre eux a représenté dans l'année. « Mon but est de faire prendre conscience aux médecins et aux infirmières de certains coûts », explique-t-il. La clinique compte 98 lits en chirurgie, 170 salariés et 44 méde-

cins qui eux-mêmes emploient 60 personnes (secrétaires médicales, manipulateurs de radiologie, etc.). Maîtriser les coûts, c'est en effet un impératif, car l'hospitalisation privée à but lucratif, qui, en 1995, a pesé pour 31 milliards de francs dans les dépenses de l'assurance-maladie hors honoraires des praticiens, est confrontée à un double enjeu.

D'une part, l'augmentation annuelle des versements de l'assurance-maladie est fixée par un indice appelé « objectif quantifié national » (OQN). Dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de santé, la mise en place des OQN, qui porte sur les prix de journée et les forfaits de salle d'opération, a fait l'objet d'un accord signé en 1992 entre l'Etat, l'as-

surance-maladie et les trois organisations représentatives des cliniques - la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privés (FIEHP), l'Union hospitalière privée (UHP) et la Fédération d'établissements hospitaliers et d'assistance privée (Fehap). D'autre part, les cliniques doivent dégager des bénéfices pour pouvoir investir dans des matériels de pointe souvent très coûteux, dans l'aménagement des locaux, et doivent recruter des personnels qualifiés. Concilier ces exigences avec l'autonomie des médecins - qui ne sont pas salariés par les établissements - le tout dans le souci permanent de l'intérêt des malades : tel est le défi que doivent relever les gestionnaires des cliniques.

Il ne s'agit pas d'un nouveau métier mais il a connu, veld une dizaine d'années, une évolution spectaculaire. « Historiquement, ce sont des médecins qui ont créé les cliniques », rappelle le docteur Louis Serfaty, président de la FIEHP, la principale organisation professionnelle du milieu. « Celles-ci n'étaient alors rien d'autre que leurs instruments de travail ». Médecins avant tout, actionnaires en second lieu, ils n'avaient pas réellement des préoccupations de managers. Aujourd'hui, poursuit Louis Serfaty, « plus de 80 % des établissements appartiennent encore à des médecins ».

REGROUPEMENTS Mais le décor a totalement changé. D'outil de travail, la clinique est devenue une véritable entreprise.

Ingénieurs de haut niveau

TEUCHOS

Société d'ingénierie (400 ingénieurs fin 95, + de 500 prévus fin 96) intervenant dans les domaines aéronautique, automobile, ferroviaire, naval, télécom, énergie et pétrole, recherche de nouveaux collaborateurs.

INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

POSSÉDANT L'UNE DES COMPÉTENCES CI-APRÈS

- Calculs de structure en dynamique rapide, en statique et/ou dynamique (RADIOSS, NASTRAN/PATRAN, IDEAS MASTER SERIES, ABAQUS...)
- analyse et modélisation de comportement vibroacoustique de véhicules.
- conception de système, de produit ou de structure (mécanique, hydraulique, automatique et électronique).
- études thermique (échangeurs de chaleur, climatisation, refroidissement), aérodynamique (ventilation...) et combustion.
- études d'architecture électrique (Automobile et Spatial).
- études en électronique automobile (produits en grande série).
- études C.E.M. (Ferroviaire, Aéronautique et Spatial).
- études fiabilité et sécurité des systèmes (FMDS) (Ferroviaire).
- développement logiciels scientifiques et/ou techniques.
- études d'architectures réseaux (Télécoms).
- chef de projet domaine spatial ou automobile.

Pour tous ces postes, vous possédez une bonne connaissance de l'anglais, avez prouvé votre autonomie, et savez vous intégrer à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à taille humaine.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé), sous réf. LM-12, à Teuchos Exploitation, 6 Avenue du Général de Gaulle, 78000 Versailles.

Exceptionnelles opportunités pour des Ingénieurs Grandes Ecoles,

Rejoignez-nous en Rubrique Informatique Page V



N.B. SELECTION LTD
a BNS Resources plc company

N.B.S.

Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

La formation continue des médecins libéraux se structure peu à peu

En 1993, le financement conventionnel a permis 683 actions sous forme de séminaires avec indemnisation des participants

DANS son rapport, rendu public le 28 mars 1996, le professeur Édouard Zaffarman dénonçait la sous-évaluation des soins et de tranquillisation en France et mettait directement en cause la formation continue et initiale des médecins. « *Revue, colloques, congrès sont [...] soit organisés, soit sponsorisés par l'industrie pharmaceutique. Des pans entiers d'informations n'arrivent pas aux médecins français* », écrivait le psychiatre tout en déplorant la pensée unique du « tout-médicament ».

Dans un tout autre registre, le 13 octobre 1995, Richard Bouton, président de MG-France et également trésorier du Fonds d'assurance formation de la profession médicale (FAF-PM), portait plainte contre X... pour « abus de confiance, faux et usage de faux », suite à la découverte d'anomalies dans la gestion d'une centaine de sessions de formation financées par le FAF-PM. L'affaire est actuellement entre les mains de la justice.

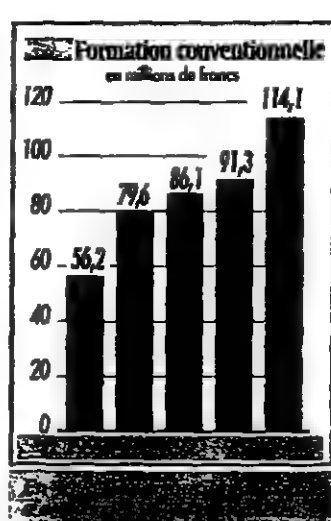
Alors, mal formés les médecins français ? Délicieusement, le système de formation professionnelle ? A y regarder de plus près, force est de constater que la formation médicale continue (FMC) n'a pas encore trouvé son rythme de croisière. Les chiffres actuellement disponibles indiquent que sur 120 000 médecins libéraux - 65 000 généralistes et 55 000 spécialistes - seuls 25 % d'entre eux suivent des actions de formation répertoriées et validées. Impossible toutefois, comme le souligne Jacques Beaupère, président du conseil national du FMC, d'en déduire que seul un quart des médecins se forme : « Les chiffres ne

parlent que de la formation dite conventionnelle. Or nombreux sont les médecins qui se forment par leurs propres moyens, à travers la presse médicale, les associations de quartiers, les diplômes universitaires complémentaires, les congrès... »

Bien que tenus de se perfectionner en permanence par le code déontologique, les médecins libéraux n'ont eu, pendant longtemps, de comptes à rendre à personne. Chacun était responsable de sa propre formation professionnelle. Des associations de formation créées par des médecins et réunies au sein de l'Unafarmec, proposaient des séminaires, des universités dispensaient des enseignements post-universitaires et l'industrie pharmaceutique finançait abondamment congrès, colloques, séminaires d'information... Instaurée

but à étoffer le nombre des opérateurs avec, notamment, l'apparition d'associations de formations émanant d'un syndicat et de multiples petites associations locales. Chacune défendant, bien sûr, sa spécificité.

Ainsi, l'Unafarmec, qui comprend trente fédérations régionales et 1 300 associations locales, insiste sur son objectif : « Notre ambition est de regrouper des associations de formations transversales et pluridisciplinaires représentant toutes les tendances mais sans militantisme », assure Marcel Tobelem, secrétaire général. A l'opposé, MG-France, association créée par MG-France, considère la formation comme un moyen pour mettre à jour des connaissances et faire évoluer le rôle et la position du généraliste dans la société. « Lorsque nous proposons un séminaire sur la prise en



pas forcément ceux qui seraient le plus porteurs en termes de santé publique. Le suicide des jeunes et des adolescents, par exemple, n'est pas un sujet qui préoccupe beaucoup les médecins. Nous l'avons retenu l'an dernier mais presque par hasard... »

Le thème a en tout cas séduit les médecins des Hauts-de-Seine, comme en témoigne le docteur Bernard Leblanc, médecin généraliste d'Antony, qui organise des séminaires dans ce département au sein du collège des généralistes, et enseignant de la faculté Xavier-Bichat à Paris. « J'ai proposé un dossier qui a été agréé. Alors que nous disposons de trente places, nous avons reçu quatre-vingt demandes. La preuve que la formation continue, lorsqu'elle vise un problème essentiel, intéresse énormément les praticiens... »

D'une façon générale, la formation conventionnelle ne représente encore dans le paysage de la formation continue que la partie émergée de l'iceberg. Selon différentes estimations -

charge à domicile, nous évoquons les besoins des patients et aussi les soins à dispenser. Nous insistons également sur le fait que cette prise en charge à domicile représente une alternative à l'hospitalisation et que son coût, nettement moins élevé, présente un intérêt pour l'ensemble de la collectivité », explique le docteur Yves Gervais, président de MG-France.

Premiers pas

Jean-Louis Caron, directeur pédagogique de l'Association pour la formation des médecins libéraux (AFLM), proche du syndicat des médecins libéraux, met pour sa part en avant des séminaires ouverts à la fois aux généralistes et aux spécialistes : « Nous croyons en leur complémentarité et nous tenons beaucoup à ce melting-pot. Bien sûr, il faut que les thèmes s'y prêtent. Ce serait idiot par exemple de proposer un séminaire mixte sur le thème de l'infarctus du myocarde qui impliquerait des informations trop simplifiées pour des spécialistes ou trop complexes pour les généralistes. Mais c'est tout à fait possible en revanche sur des thèmes comme l'évaluation des pratiques, l'analyse critique des informations ou l'urgence psychiatrique... »

Du côté des thèmes retenus chaque année, Jacques Beaupère reconnaît que, jusqu'à présent, les choix relèvent davantage de l'instinct que d'une réelle étude des besoins des médecins : « Les différents acteurs concernés mettent surtout en avant les thèmes qui les intéressent et

prise industrielle ou commerciale. « Je suis le premier à avoir prononcé le mot d'entreprise en 1986, lors du congrès de la Fiehp, affirme Lucien Safary. Il a été accepté du bout des lèvres... » Car les médecins ne sont pas formés à la gestion, même si quelques-uns commencent à compléter leurs activités par des formations dans ce domaine. Des DESS ont d'ailleurs été créés, dont celui de Montpellier, en économie et gestion hospitalière privée. C'est dans ce contexte qu'est donc né le gestionnaire de clinique. Généralement non médecin, il est issu souvent du monde industriel ou diplômé d'une école de commerce et de gestion. Sa tâche n'est pas facile. Au début, lui et le conseil d'administration de la clinique ne parlaient pas le même langage. Puis ils ont appris. Le dialogue a pu se développer grâce à la loi de 1991, qui a constitué des « conférences médicales d'établissement » (CME).

Respons d'entreprise

Cette instance réunit les médecins de la clinique, qui élisent leur président, interlocuteur privilégié de la direction. C'est à travers ces CME que les directions font passer les messages sur la politique

Découvrir le plaisir de carreler

Vingt jeunes des banlieues s'initient avec passion à un travail manuel réputé difficile

Il a suffi d'un mois et demi pour quasiment les transformer. Pour qu'ils n'hésitent pas à dire avec enthousiasme qu'ils aiment leur métier. Il s'agit pourtant d'un dur travail du bâtiment : le carrelage.

Ils sont vingt. Age dominant : vingt-trois ans. Ils suivent ce qu'on appelle une « préqualification » dans le cadre d'un chantier école où ils réhabilitent les douches du foyer des jeunes travailleurs d'Argenteuil (Val-d'Oise). A partir du mois d'août ils se verront embaucher comme intérimaires dans des entreprises avant de se lancer à la fin de l'année dans une nouvelle étape de formation. Tous ont eu maille à partir avec le système scolaire puis ont galéré des années durant de stages en petits travaux.

CHANTIER-ÉCOLE

Ce 12 juin 1996 est une journée portes ouvertes pour le chantier école. Les professionnels du bâtiment qui le visitent ne cachent pas leur étonnement : le travail de ces débutants est de grande qualité malgré des réalisations difficiles comme une frise et des motifs en diagonale. Comment ces jeunes de banlieue en sont-ils arrivés à un tel niveau en si peu de temps et sur des murs mal construits et rongés d'humidité, source de travaux préparatoires longs et pénibles ?

Les initiateurs du chantier, eux, ne sont pas surpris, même si le résultat dépasse leurs espérances. Leur objectif était de réaliser ici une démonstration convaincante de ce qui est pour eux une certitude née peu à peu de leur expérience, de rappeler des réalités très simples mais presque complètement oubliées. A commencer par le fait que le travail manuel n'est pas rejeté par la jeune génération pour une raison « d'image » mais parce que les conditions dans lesquelles il est pratiqué aujourd'hui l'ont vidé de tout sens, de tout contenu humain. En même temps qu'il plongeait ses

vingt jeunes dans le concret du travail, Claude Villotta, formateur chef de chantier - un artisan de cinquante ans proche de la tradition compagnonnique -, a dès le premier jour fait éclater l'étroitesse apparente des tâches. Il leur a parlé des réserves de beauté que recèle le métier, de son « âme », de l'« âme des outils », de ce qu'un carrelage, une céramique se carressent, de tout ce que notre civilisation a investi d'humain dans la transformation de la matière depuis la Grèce antique.

A partir du moment où le désir est ainsi restauré, apprendre n'est plus un problème

D'abord moqueurs, les vingt jeunes ont vite perçu - dans le corps à corps avec le travail mais aussi sans doute dans le regard de Claude Villotta, mentor exigeant mais inlassablement proche - qu'il s'agissait de vérité profonde, obliérée par une dérive technicienne. Tous désormais parlent de beauté. L'espoir a recommencé à poindre en eux, libérant un élan, une énergie presque sans limite.

Une autre réalité oubliée resurgit : à partir du moment où le désir est ainsi restauré, apprendre n'est plus un problème. Le chantier-école d'Argenteuil est l'œuvre d'Emilio 93, une entreprise d'intégration d'insertion de Seine-Saint-Denis, filiale d'Ecce, et de Raboni-Formation, elle-même filiale d'une société de négoce de matériaux du bâtiment (Hauts-de-Seine). Le conseil régional d'Ile-de-France et le Fonds d'assurance-formation du travail temporaire (FAF-TT) apportent leur soutien financier.

Muriel-Claude Berthod

SERVICE MILITAIRE ET BÂTIMENT

L'armée de l'air ainsi que le Comité central de coordination de l'apprentissage dans le bâtiment et les travaux publics (CCCA-BTP) se sont engagés à donner un complément de formation professionnelle à un certain nombre d'appelés. Quarante d'entre eux, pour la plupart des volontaires du service long (VSL), sont concernés dès cette année par le premier accord d'application, qui concerne la base aérienne d'Albi-en-Provence. Il s'agit de jeunes qui ont déjà reçu une formation au BTP dans la vie civile, mais qui n'ont pas obtenu leur CAP. L'objectif est de leur faire acquiescer. Ils passent alternativement une semaine en centre de formation d'apprentis (CFA) et trois semaines à la Compagnie générale d'infrastructure, qui assure l'entretien des locaux et des pistes. (Actualités apprentissage BTP, avril 1996).

RECHERCHES

L'effort de rigueur en gestion se traduit aussi par la volonté des cliniques de « diminuer les droits et l'indépendance des médecins, observe M. Cousteix. Ainsi, les contrats d'« exclusivité », qui jusque-là liaient les médecins aux cliniques, ont tendance à être transformés en contrats d'« activité préférentielle », où la clinique se réserve la possibilité de ne pas recourir uniquement à tel médecin dans telle spécialité. Ce qui n'était pas forcément bien perçu par les intéressés.

Clininvest, par exemple, qui ras-

semble une ou deux cliniques par an, est confronté au problème. « Quand les médecins gèrent eux-mêmes leur clinique, ils avaient des contrats blindés, s'accordaient beaucoup de choses : locaux et secrétaires payés par la clinique, exclusivité, grosse indemnité en cas de rupture... », indique Bernard Gaisset, délégué de Clininvest. Tous ces contrats, nous les avons repris, mais nous négocions les modifications avec des médecins. » Les contrats des nouveaux praticiens ne font plus référence à l'exclusivité. Il est précisé en outre que les médecins sont en « frais réels », c'est-à-dire qu'ils paient la redevance à la clinique pour les services mis à leur disposition (locaux, secrétariat...).

Pour avoir réussi à contenir les dépenses de santé dans les OQN, l'hospitalisation privée veut se poser en modèle de gestion pour l'hôpital public. Alors qu'ils ont augmenté de 10,1 % en 1989, les versements de l'assurance-maladie progresseront en 1996 de 2 % au travers des OQN. Mais cet effort a aussi un coût social : selon M. Gaisset, les salaires des personnels soignants des cliniques sont aujourd'hui inférieurs de 20 % à ceux du secteur public.

Francine Aizicovici

ESG

La Grande École postérieure leader pour l'emploi et les salaires

CONCOURS PARALLÈLE
d'entrée en 1ère année
ouvert aux étudiants de niveau BAC+2:

2 SESSIONS
22 et 23 juillet 1996
10 et 11 septembre 1996

ORFÈVRE-SCER ECO GESTION
DROIT - LETTRES
COMPTES - SCIENCES

Ecole Supérieure de Gestion

RECONNUE PAR L'ETAT
DIPLOME HOMOLOGUE PAR L'ETAT

25, RUE ST-ANDRÉ
75011 PARIS

Renseignements : 43 55 44 44

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE EN 4 ANS

ICD

DIPLOME HOMOLOGUE PAR L'ETAT
ADMISSION EN 1er OU 2nd CYCLE

• Sont admis en 1er cycle les titulaires d'un bac ou bac+1 validé.
Les temps forts : - CRÉATION D'ENTREPRISE
- 1 SEMESTRE À L'ÉTRANGER

• Sont admis en 2ème cycle les candidats titulaires d'un bac+2 (DEUG, DUT, BTS, ou diplôme équivalent).
Les temps forts : 5 spécialisations

- MARKETING PRODUIT
- AFFAIRES INTERNATIONALES
- DISTRIBUTION
- VENTE
- COMMUNICATION

Admission :
contacter
Stéphanie RAMÉ
40 03 15 30

Institut International
de Commerce et Distribution
12, rue Alexandre Parodi 75010 Paris
(Téléphone pour l'abonnement 01 42 42 42 42)

Gestionnaires de cliniques privées

Suite de la page 1

Des groupes sont apparus comme la Générale des eaux (filiale de la Générale des eaux) et encore Clininvest, dont la compagnie de Suez est actionnaire à 80 %. Le groupe a rassemblé des plates-formes de compétences multiples.

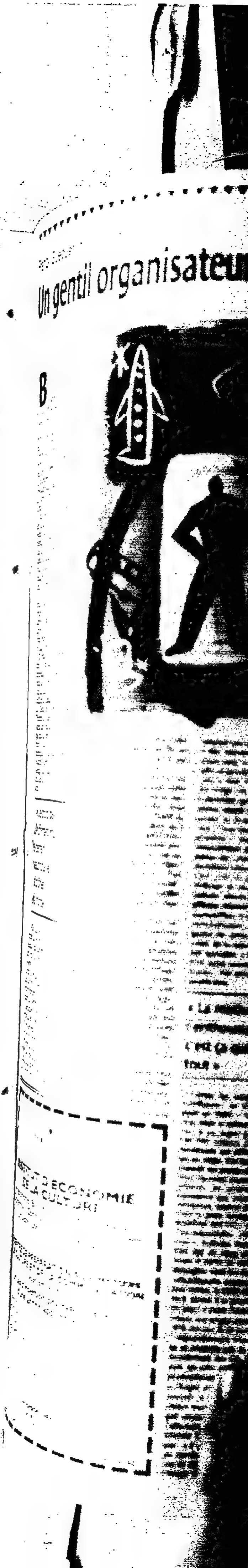
Ainsi, chez Clininvest, créée en 1987 (20 établissements, 2 300 salariés, 750 médecins), Auxem SA, société de gestion du groupe, met au service des directions de ces cliniques toute une équipe d'appui dans les domaines administratif, financier, juridique, logistique... On le voit, toutes ces évolutions, qui sont accompagnées de « systèmes d'évaluation de la qualité et de la légitimité des soins », souligne Pierre-Jean Cousteix, délégué aux affaires médicales et scientifiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie, présentent de fortes similitudes avec celles qu'a connues l'entre-

prise industrielle ou commerciale. « Je suis le premier à avoir prononcé le mot d'entreprise en 1986, lors du congrès de la Fiehp, affirme Lucien Safary. Il a été accepté du bout des lèvres... »

Car les médecins ne sont pas formés à la gestion, même si quelques-uns commencent à compléter leurs activités par des formations dans ce domaine. Des DESS ont d'ailleurs été créés, dont celui de Montpellier, en économie et gestion hospitalière privée. C'est dans ce contexte qu'est donc né le gestionnaire de clinique. Généralement non médecin, il est issu souvent du monde industriel ou diplômé d'une école de commerce et de gestion. Sa tâche n'est pas facile. Au début, lui et le conseil d'administration de la clinique ne parlaient pas le même langage. Puis ils ont appris. Le dialogue a pu se développer grâce à la loi de 1991, qui a constitué des « conférences médicales d'établissement » (CME).

Respons d'entreprise

Cette instance réunit les médecins de la clinique, qui élisent leur président, interlocuteur privilégié de la direction. C'est à travers ces CME que les directions font passer les messages sur la politique



écouter le plaisir
carreler

et jeunes des banlieues s'initient avec
son à un travail manuel réputé difficile

A partir du moment
où le désir est en
restaure, apprenez
n'est plus un
problème

Franck Guéguen, du Club Méditerranée

Un gentil organisateur promu DRH

B IEN sûr, l'homme a des souvenirs de voyages et de croisières pleins de malices. Mais qui n'en aurait après vingt ans passés à jouer les GO (gentils organisateurs) aux quatre coins du monde ? Il sait aussi le faire partager avec bonheur : évoquant l'époque où il faisait des tours de magie à Dublino Bay, quartier chic de Sydney, il retrouve presque instinctivement le tour de main du prestidigitateur qui fait disparaître un verre d'eau derrière une serviette de papier.

Mais c'est lorsqu'il en vient à parler de ce jour de janvier 1995 où Serge Trigano, PDG du Club Méditerranée, lui a proposé la direction des ressources humaines de sa société que Franck Guéguen se fait le plus volubile : « Je m'en souviendrai toute ma vie. C'était dans son bureau ou siège, un vendredi matin à 10 h 45. Je ne m'y attendais pas du tout, ça a été un choc. Aussi ai-je demandé quelques jours de réflexion, après avoir fait état de mes forces et de mes faiblesses. J'ai quitté mon bureau à midi et j'ai donné ma réponse le jeudi suivant ».

Si l'intéressé fut le premier surpris, il ne fut pas le seul au siège historique du Club Méditerranée, place de la Bourse - que le spécialiste des clubs de loisirs s'apprête d'ailleurs à quitter pour s'installer à La Villette en novembre. En fait, l'homme n'a jamais fait partie du sérail. Signe précurseur ? Il fut chargé, quelques mois avant sa promotion à la direction des ressources humaines, d'accueillir Henri de Bodinat, nommé à la tête du marketing, c'est-à-dire de le familiariser avec les us et coutumes de la maison.

« Je crois que la formation sur le terrain vaut tous les diplômes du monde »

Responsable des ventes en Europe des séjours à Tahiti, Richard Ségalowitch décrypte à sa façon les raisons de cette nomination : « Serge a choisi Franck parce qu'il symbolise mieux que tout autre ce que doit être le parfait chef de village pour transmettre le savoir-faire et la poudre de perlimpinpin du Club ». Pas de doute non plus aux yeux de Patrick Calvet, chef de village : « La direction générale souhaitait confier ce poste à un homme ayant une parfaite connaissance du terrain et des hommes ». Une qualité qu'aucun syndicaliste de la maison n'oserait lui contester : Franck, comme



l'appellent familièrement ses collaborateurs, ne connaît-il pas 70 villages sur 105 au total ? N'a-t-il pas travaillé dans 35 d'entre eux ?

Outre qu'elle récompense un « pur produit » de la maison, cette nomination distingue aussi et surtout un autodidacte jeune, tout juste âgé de quarante ans. Entré au Club comme décorateur alors qu'il était étudiant aux Beaux-Arts, « pour gagner un peu d'argent pendant les vacances », il n'en est jamais ressorti, excepté deux intermédiaires de six mois chacun : l'un pour faire le tour du monde ; l'autre passé à faire du café-théâtre et des numéros de magie en Australie.

Muni pour tout bagage d'un bac littéraire, l'homme a patiemment gravi tous les échelons d'une carrière de GO, tour à tour animateur, responsable d'animation, coordinateur des sports puis chef de village. Un parcours sans faute, discrètement mais rondement mené, avec cette certitude, chevillée au corps : « Je ressens parfois comme un manque le fait de ne pas avoir fait d'études mais le Club est une école de vie exceptionnelle. Plus généralement, je crois que la formation sur le terrain vaut tous les diplômes du monde ».

Gérer les ressources humaines d'une société comme le Club Méditerranée n'a rien d'une sinécure, même si l'intéressé donne de sa

mission une définition très limpide : « Ma fonction consiste, d'abord et avant tout, à être à l'écoute des GO afin de garder le contact avec le terrain ». Aux 850 salariés travaillant au siège ou comme expatriés, s'ajoutent quelque 10 000 GO en pleine saison (dont 15 % de permanents) et 15 000 personnes de service. Une vraie tour de Babel implantée dans près d'une cinquantaine de pays pour servir au mieux les 1,3 million de GM (gentils membres) reçus chaque année. « Le Club, c'est un grand melting-pot, un mélange de races, de langues et de cultures venues de tous les horizons, affirme Franck Guéguen. L'enjeu aujourd'hui, c'est de poursuivre la mondialisation. » Et de rappeler, en guise de démonstration, qu'au cours de la saison d'hiver le Club a fait travailler 3 800 GO européens, 850 nord-américains, 600 asiatiques, 300 africains et 200 sud-américains.

« La motivation, l'enthousiasme, c'est ça qui fait tout »

Certes, les salaires ne sont pas mirifiques : un GO débutant est payé au SMIC - nous, logé il est vrai. Mais le métier fait toujours rêver, à en juger par les 80 000 à 100 000 lettres de candidature spontanée qui affluent bon an mal an au siège. Pas besoin d'avoir accumulé les peaux d'âne (« Même si nous recevons souvent des jeunes diplômés de grandes écoles de commerce qui, pour compléter leur formation, veulent faire six mois au Club ») pour tenter sa chance au royaume des GO : « La motivation, l'enthousiasme, c'est ça qui fait tout », tranche Franck Guéguen. Être âgé de vingt et un ans minimum et parler au moins une langue étrangère sont les deux conditions officiellement requises. Sur ce dernier critère, le DRH délivre un satisfecit global à la génération des 20-25 ans : « Dans l'ensemble, ils maîtrisent une langue étrangère et, dans 70 % des cas, ils en parlent deux ».

Naturellement, Franck Guéguen ne se contente pas de superviser le recrutement des GO. Il veille aussi, avec un soin particulier, au destin professionnel de ses troupes : « Chaque année, les salariés doivent pouvoir se former, apprendre des choses nouvelles », estime-t-il. Délégué syndical FO et responsable de l'affectation des GO au mini-Club, Etienne Dakiche n'en disconvient pas : « Il se soucie d'assurer un suivi de carrière aux GO qui ont quinze ans de village derrière eux, un peu à l'image de son propre parcours ».

Reconversion commerciale sur un poste à l'étranger, responsabilité de l'une des trente boutiques franchisées du Club en France... : bien des possibilités sont offertes aux volontaires. Sans compter tous ceux qui quittent la maison pour créer leur entreprise, dans un secteur d'activité généralement proche du tourisme (restauration, école de voile...).

« Homme de terrain qui connaît bien ses dossiers, accessible et bicheur », selon Etienne Dakiche, Franck Guéguen n'aime pas évoquer son parcours en termes de carrière : « Il s'agit plutôt d'un mode de vie », qui fait la part belle au travail. Toujours entre deux avions, l'homme avoue des journées « de treize, quatorze heures » et ne cache pas qu'il aime venir au bureau « le samedi entre 11 et 16 heures, quand tout est calme ». Lorsqu'on s'aventure à lui demander s'il n'a pas parfois l'impression de sacrifier sa vie à son métier, il répond avec élégance : « J'ai beaucoup donné au Club. Le Club m'a beaucoup donné ».

Philippe Baverel

Parcours

● Franck Guéguen est né à Paris le 6 mai 1956, d'un père cadre à Aérospatiale et d'une mère styliste. Titulaire d'un bac littéraire, il commence des études aux Beaux-Arts, avant d'entrer au Club Méditerranée en 1976, comme décorateur de spectacles, tour à tour en Grèce, en Turquie, en Yougoslavie, en Suisse. Devenu animateur trois ans plus tard, il se ménage une parenthèse de six mois pour faire le tour du monde.

● De retour au Club, il est nommé responsable d'animation et affecté au village de Cherating, sur la côte est de la Malaisie, ouvert par le Club en 1980. Nouvel intermède en 1982 : Franck Guéguen part, l'espace de six mois, faire « du théâtre et des numéros de magie » à Sydney, en Australie.

● Ayant réintégré le Club Méditerranée, il devient coordinateur des sports, exerçant successivement dans différents villages, en Tunisie, à l'île Maurice, en Grèce puis à l'hôtel City-Club de Vienne. En 1987, il est promu chef de village, en Nouvelle-Calédonie d'abord, puis, quinze mois durant, à bord du Club Med One, le bateau de croisière du Club. Il termine sa carrière de chef de village à Kamarina, en Sicile, le plus grand village du Club.

● En janvier 1995, Serge Trigano nomme Franck Guéguen directeur des ressources humaines.

MBA Management

9 MODULES DE PÉDAGOGIE ACTIVE AU MANAGEMENT, ETUDES DE CAS, VISITES DE SITES, MISES EN SITUATION, UN PROJET A CONSTRUIRE, UN STAGE PRATIQUE, UNE SEMAINE PAR MOIS SUR 9 MOIS

11 CYCLE - LANCEMENT LE 18 NOVEMBRE 1996

L'INSTITUT DES MANAGERS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL A DÉJÀ FORMÉ 140 CADRES AVEC L'APPUI DE SES ACTIONNAIRES (CRÉDIT AGRICOLE, CDC, CLE, CENEP, DANONE, DÉVELOPPEMENT & EMPLOI, EDF, ELF, RHÔNE-POULENC, SAINT-GOBAIN DÉVELOPPEMENT, SCET, TEN CONSEIL) ET UNE ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE SPÉCIALISÉE

IMDL
Institut des Managers du Développement Local
93 RUE DE LA JONQUIÈRE 75017 PARIS TEL. (1) 40 25 39 02

INSCRIPTIONS EN COURS

FACULTE JEAN MONNET
UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD
Droit - Economie - Gestion

Formations à temps plein

JURISTE EN DROIT EUROPEEN DES AFFAIRES

Diplôme d'Université de 3^{ème} cycle homologué niveau I code CNIS 128 g. Novembre 1996 à août 1997

D.P.E.C.F.

Diplôme Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières. - Novembre 1996 à juin 1997 Préparation aux 5 U.V. du Diplôme d'Etat

D.E.C.F.

Diplôme d'Etudes Comptables et Financières Novembre 1996 à Septembre 1997 Préparation aux 7 U.V. du Diplôme d'Etat

EDITION ASSISTEE PAR ORDINATEUR MULTIMEDIA

EAO : Novembre 1996 à Janvier 1997 ; Diplôme d'Université Multimédia : Octobre 1996 à Janvier 1997

Renseignements et inscriptions : Département de la Formation Permanente 54, Bd Desgranges - 92330 SCEAUX

Tel (1) 40.91.18.20 - Fax (1) 40.91.18.24

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'I.E.P. ou d'une licence.

Prochaine Session

(rentrée des cours : Octobre 1996)

3 et 4 juillet 1996

Renseignements - Inscriptions

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
4, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45 51 32 63
Établissement privé d'enseignement supérieur
Fondé en 1959 - Reconnu par l'Etat
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

ETUDIANTS

SALAIRE des JEUNES DIPLOMÉS

3615 LEMONDE

ETUDIANTS

BUREAU des ÉTUDIANTS

3615 LEMONDE

LÉONARD DE VINCI
PÔLE UNIVERSITAIRE

INSTITUT D'ÉCONOMIE DE LA CULTURE

Jeunes diplômés (Bac +4 / +5), Professionnels de la Culture et de la Communication, français et étrangers, possédant une expérience de 5 ans.

Vous recherchez la Performance ?

LE CENTRE DE PRÉPARATION AUX MÉTIERS DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

vous propose :

un sas d'insertion professionnelle d'une année appuyé sur :

- Une co-gestion de la formation avec des professionnels français et étrangers du secteur.
- Un programme : 650 heures de cours et séquences professionnelles (multimédia : esthétique ; analyse économique des secteurs culturels, des acteurs et des modes de financement ; enjeux européens et internationaux).
- Une mission de 6 mois dans une entreprise ou institution culturelle.
- Un conseil-assistance à la préparation à la Mission et à la prospection-Emploi.

NTéchiez pas !
Contactez : Nathalie COSTA au 41 18 79 33,
ou écrivez à l'Institut d'Économie de la Culture
Pôle Universitaire Léonard de Vinci - 92918 Paris La Défense Cedex

L'évaluation des salariés reste un processus mal maîtrisé

L'entretien annuel reste trop déconnecté du management quotidien et de la gestion des ressources humaines

Au jeu du portrait chinois, si elle devait être un animal, l'évaluation serait une hydre. Autant d'entreprises, autant de scénarios engagés. Les uns, pour se rassurer, ont recours à des modèles d'appréciation des performances quasi mathématiques, d'autres s'en tiennent à l'entretien annuel avec un supérieur hiérarchique qui transmet ensuite - fidèlement ou pas - les informations à la direction des ressources humaines, etc. Quel que soit le scénario retenu, l'évaluation est désormais élevée au rang de rituel. Les livres de management regorgent de recettes et de conseils à consommer de suite. La réalité semble quelque peu différente. Les entreprises, à quelques exceptions près, tâtonnent et le reconnaissent assez volontiers.

Pour commencer, comme le rappelle Jean-Pierre Bouquet, membre du directoire du cabinet Garon, Bonvalot & associés, c'est sous contrainte qu'elles se sont lancées dans cette aventure. Pas par plaisir. Dans les années 70, le tableau était beaucoup plus simple. Le salaire au rendement constituait le gros des politiques de rémunération; les conventions collectives indiquaient les règles de promotion; enfin, la pyramide des âges des entreprises, bien équilibrée, laissait entrevoir aux salariés, qu'ils aient vingt ans ou quarante ans, des progressions de carrière prometteuses. Le décor a largement évolué depuis, crises et restructurations ont taillé cette « routine » en pièces. Les entreprises ont donc dû imaginer de nouvelles règles d'évaluation et de promotion, dans un contexte de disette plutôt que d'abondance salariale.

Après plus de vingt ans de pratiques diverses, en tout cas dans le privé - le secteur public s'y étant

lancé plus tardivement -, les résultats obtenus sont peu encourageants, à en croire Gérard Layole, responsable des projets formation à Entreprise & Personnel, qui vient de publier, aux éditions L'Harmattan, *Les infortunes de l'appréciation en entreprise ou la difficulté de faire vivre l'entretien annuel*. Selon lui, globalement, l'entretien annuel d'« appréciation » ou d'« évaluation » du personnel reste trop dé-

bant, soit en termes d'oméliation des compétences, donc de formation proposée, soit de reconnaissance sociale, c'est-à-dire à l'impasse.

Encore faut-il que les renommées d'informations soient utilisables par les directions des ressources humaines. Ce qui n'est pas toujours le cas. Les difficultés recensées sont nombreuses. Que dire, par exemple, des grilles d'appréciation, qui débordent désormais de critères quali-

comment ces derniers sont en mesure d'aider leurs collaborateurs à réfléchir à un quelconque avenir professionnel alors qu'eux-mêmes sont de plus en plus jugés sur des résultats de court terme. « Voilà pourquoi on se retrouve face à des évaluateurs qui savent bien, même si les entretiens annuels remettent en cause leur capacité d'écoute et de dialogue, qu'ils ne seront pas jugés sur ce point mais sur les gains de productivité réalisés. Et puis il y a aussi l'attitude parfois ambiguë des directions. « Qu'imaginez-vous, en effet, sans réelle volonté politique ? », confirme Jean-Pierre Bouquet. Le management d'entreprise doit d'ailleurs lui-même respecter les règles qu'il a décidé d'édicter pour les autres et accepter donc à son tour d'être évalué, sans laisser cela uniquement à l'intention des agents de maîtrise et des employés. Seule une minorité en convient.

NOUVELLES PISTES

Pour contrer l'ensemble de ces dérives, il n'existe pas de formule magique. Les intéressés l'affirment tous. Il s'agit plutôt d'essayer de limiter les dégâts face à un processus par définition complexe. Et donc de respecter des règles de base importantes. Ça et là, cependant, des responsables testent de nouvelles pistes, moins classiques. On connaît l'évaluation à 360°, qui consiste à faire juger des compétences d'un collaborateur par plusieurs de ses collègues, supérieurs hiérarchiques ou non, de manière à élargir le champ de vision. D'autres tentent de raisonner, non plus par individu, mais par équipe de travail. Jusqu'à certains responsables des ressources humaines qui proposent l'auto-évaluation, critiqueable et largement critiquée, d'ailleurs.

Marie-Béatrice Baudet

Une direction à la Ponce Pilate

Marie-Béatrice Baudet

Ly a un an, Nancy n'en menait pas large. La mission que lui avait confiée l'un des deux vice-présidents du groupe américain qui l'avait recrutée trois ans plus tôt était vraiment « casse-gueule » : la restructuration de l'ensemble des départements financiers européens, habitués depuis trop longtemps à vivre tranquillement chacun de leur côté. A force de persévérance et de rencontres, Nancy avait fini par convaincre et séduire les bonnes volontés. Certes, la réorganisation n'allait pas menacer les hommes et les femmes en place mais, malgré tout, il s'agissait bien de casser des féodalités, donc du pouvoir. Sale boulot. Enfin, Nancy en était arrivée à bout. Presque.

Il ne lui restait plus qu'à proposer à la direction des ressources humaines du groupe les nouvelles définitions de postes pour la trentaine de cadres concernés par le réaménagement. Après accord des vice-présidents - elle consulta les deux -, elle décidait de faire progresser presque tous les protagonistes d'un grade, pas par démagogie, d'ailleurs aucun ne connaîtrait l'auteur de la décision, mais parce que leurs nouvelles fonctions le méritaient pleinement. La DRH prit le dossier en main, c'est-à-dire qu'elle le confia, comme à son habitude dès que des éléments de politique salariale étaient en jeu, à une société de consultants, cela afin « de respecter au mieux les règles de neutralité et d'objectivité ».

Une semaine plus tard, Nancy fut prévenue des recommandations du cabinet-conseil : rétrogradation de tous les cadres à un échelon inférieur. Elle crut d'abord à une erreur. Une erreur grossière. Mais la DRH confirma, expliquant que finalement les yeux extérieurs étaient toujours les meilleurs. Elle demanda des explications. Le cabinet répondit qu'« il n'avait pas l'habitude d'en donner, que les grilles utilisées étaient confidentielles ». Un despotisme qui jusque-là n'avait choqué personne. Qu'on se rassure, Nancy obtint finalement gain de cause : le cabinet, devant signer un contrat lourd en dollars avec elle sur un autre sujet, découvrit rapidement les vertus du dialogue.

Mais récapitulons... Primo, le cabinet-conseil pouvait-il logiquement réagir autrement ? S'il se contentait d'avaliser les décisions des managers de terrain, quelqu'un en viendrait peut-être à s'interroger sur son utilité. Secundo, qu'en est-il de ces entreprises qui, sous couvert d'angélisme humaniste - « Ce n'est pas nous, c'est l'expert qui a dit non » -, préfèrent ne pas assumer leurs responsabilités ? S'informer pour mieux comprendre, demander conseil pour décider plus justement, on voit bien, mais diriger par procuration ? Confortable au niveau de la conscience, mais peu valorisant. Et puis dangereux. Un vice-président averti pourrait un jour se demander à quel lui sert sa DRH...

S'informer pour mieux comprendre, demander conseil pour décider plus justement, on voit bien... mais diriger par procuration ?

Les Français exportent leur savoir-faire culturel dans le monde entier

La consommation artistique se développe sur toute la planète et offre de nouvelles formes d'emplois

L'ORGANISATION du Salon du livre à Bogota, la restauration du couvent des Dames-de-Saint-Maur à Singapour, la création d'une école de management culturel à Lomé... En matière de culture, les Français exportent leur savoir-faire aux quatre coins du monde. Réputée pour sa haute couture, sa gastronomie, sa chanson, la France l'est aussi pour ses compétences en ingénierie culturelle.

« On assiste sur toute la planète à une explosion de la demande d'identité et de consommation culturelle. Et, comme dans notre pays il y a toujours eu une volonté très forte de l'Etat de soutenir le développement de ce secteur, l'expertise hexagonale constitue aujourd'hui une référence », explique Jean-Michel Dignan, responsable du DESS Management culturel en Europe de Paris-VIII.

Le champ des opportunités qui s'offrent aujourd'hui aux Français ne se résume toutefois pas aux seuls projets de coopération initiés par les Etats ou les collectivités locales. Les occasions ne manquent pas pour les professionnels des arts et de la culture, qui ont envie de valoriser leurs compétences à l'étranger. « Le design, l'architecture, l'édition, le

spectacle vivant, l'audiovisuel, le tourisme culturel... Dans tous ces domaines, la France a un savoir-faire susceptible d'être exporté », assure Jean Digne, directeur de l'Association française d'action artistique (AFAA), créée par le ministère des affaires étrangères.

Acteur metteur en scène, Guy-Pierre Couleau est ainsi parti pour Riga, en Lettonie, pour y développer une saison française. Invité par le Théâtre national de cette capitale à venir mettre en scène *Les Trois Mousquetaires*, celui-ci a découvert que les œuvres françaises étaient très appréciées des Lettons, et très connues... mais seulement celles qui sont antérieures au XX^e siècle. L'idée lui est alors venue d'y établir un théâtre qui soit une vitrine de la jeune création hexagonale et un lieu de rencontres entre artistes français et lettons.

ECHANGES ET PARTENARIATS

Autres destinations, autres projets : Jean-Paul Augry, Frank Houndegla et Jean-Luc Mailret, tous trois scénographes designers, se sont lancés dans la conception et la fabrication de mobilier et d'objets de décoration, avec des artisans d'Afrique de l'Ouest. « Nous leur proposons des idées, des dessins : ils les transforment et les matérialisent, ex-

plique Frank Houndegla. Nous confrontons ainsi mutuellement nos connaissances sur les cultures, les usages, les techniques, les matériaux. Cela nous permet, à nous

Un soutien technique et financier

Dans le cadre de son programme de soutien à l'emploi et à la mobilité des professionnels de la culture, l'Agence Emplois culturels internationaux (ECI, 77, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-48-40-40. Fax : (1) 43-48-40-06) a créé en 1995, avec l'Association française d'action artistique (AFAA), un prix destiné à encourager le développement de projets culturels créateurs d'un ou de plusieurs emplois hors du territoire national. D'un montant total de 250 000 francs, il est attribué à cinq professionnels, chaque lauréat bénéficiant d'une bourse de 50 000 francs.

Au-delà de cette aide financière, l'ECI s'attache à apporter un soutien technique à tous les projets présélectionnés et accompagne dans leur conception et leur réalisation ceux qu'elle juge intéressants. Elle aide leurs auteurs à trouver des partenaires techniques et financiers, les conseille sur les statuts juridiques les mieux adaptés, et les oriente, le cas échéant, sur des formations linguistiques, en gestion et administration culturelles.

designers, mais aussi aux artisans locaux, de réaliser une production que ni les uns ni les autres nous n'aurions l'opportunité de développer dans notre pratique habituelle.

Echanges de compétences et partenariats enrichissent les activités à l'étranger. Didier Repellin, architecte des Monuments historiques, est, lui, devenu consul-

tant en patrimoine en Asie, à Singapour, en Malaisie, et en Thaïlande, notamment, pays qui, avec le développement du tourisme, ont pris conscience de la

plus profonds, révèle-t-il. L'exercice du métier est ici passionnant : il ne consiste pas simplement à dispenser des conseils, mais à monter et mener à bien des projets avec eux. Car, dans ces régions, la transmission de savoir-faire se fait sur un mode médiéval passant peu par l'écrit.

Exporter ses compétences ne nécessite pas seulement la maîtrise d'un art, d'une technique, ou la connaissance d'un secteur culturel. Tous ces emplois, qui s'inscrivent dans le cadre de projets de coopération ou d'initiatives individuelles, requièrent une capacité à transmettre, à partager son savoir-faire, un sens de la communication et de l'échange. Dans la culture, peut-être plus que dans tout autre domaine, travailler dans un pays étranger passe par une bonne intégration dans l'environnement local. Il ne suffit pas de maîtriser la langue, il faut aussi bien connaître toutes les pratiques et les structures administratives, politiques, culturelles, locales.

« On ne part pas par simple envie d'exotisme. Il faut avoir une vraie affinité avec le pays », affirme Jean Digne, qui rappelle que la France dispose d'importants réseaux diplomatiques, artistiques, culturels, universitaires, à travers le monde, qui

peuvent sur place faciliter les contacts.

S'appuyer sur des réseaux est la clé de tous ces emplois. Car si des opportunités existent, « il faut néanmoins savoir les saisir, les susciter », relève, comme tous, Guy-Pierre Couleau, dont le projet est né d'une rencontre, en France, avec le directeur du Théâtre national de Riga.

CARNET D'ADRESSES

« La capacité à se faire un carnet d'adresses est essentielle. La culture est un domaine où président les affinités et les relations interpersonnelles. L'emploi culturel est étroitement lié à l'émergence de projets issus de rencontres », explique Nadia Leriche, chargée de mission à l'Agence Emplois culturels internationaux (ECI), créée par l'AFAA en février 1995 pour encourager et soutenir la mobilité et l'emploi à l'étranger des professionnels du secteur.

Avec les ANPE du spectacle et internationale, elle tente de développer un programme de placements au sein d'établissements culturels en Europe pour de jeunes diplômés. L'objectif : leur permettre de jeter les bases de leur réseau professionnel.

Laetitia Van Eeckhout

IMMOBILIER
et
GESTION DE PATRIMOINE
à la Maîtrise Grandes Ecoles,
unique en France
pour de nouveaux Maîtres
(06) 56 84 22 04
Inscriptions en Juillet 96
GROUPE
BORDEAUX

Partes d'attractions
Expositions
Musées
Monuments
Sortez informés !
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)
3615 LEMONDE

ETUDIANTS
TROUVEZ
VOTRE STAGE
3615 LEMONDE

SPECTACLES
Réservez vos places
de concerts, spectacles,
théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

هكذا افان الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 25 JUIN 1996

INFORMATIQUES/RÉSEAUX/TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ingénieurs Grandes Ecoles

Multinationale américaine leader

- Software (OMT / Temps réel / C++) RÉF. LM/60607
- Mécanique (électro et micro mécanique) RÉF. LM/60609
- Traitement d'images / Traitement du signal RÉF. LM/60608
- Electronique RÉF. LM/60610

Exceptionnelles opportunités, pour des professionnels reconnus dans leur expertise, (Software, Traitement d'images/Traitement du signal, Mécanique -électro et micro mécanique-, Electronique) de participer au développement de projets techniques et stratégiques d'un Groupe leader.

220/450 KF

LA SOCIÉTÉ

- ♦ Leader par son développement et son avance technologique.
- ♦ \$60 milliards de CA, 220 000 personnes.
- ♦ Présente sur les 5 continents, multisecteur.

LE POSTE

- ♦ Au sein d'équipes projets de haut niveau, dans le cadre de programmes stratégiques de développements technologiques internationaux, et en fonction de votre expertise et de votre expérience, vous :
- participez à la rédaction des spécifications des nouveaux produits, en fonction des exigences de qualité, de coût et de délai,

Paris + fréquents déplacements, notamment aux Etats-Unis

- assurez, au sein d'équipes multifonctionnelles et internationales, le développement de nos produits jusqu'à la phase de mise en production,
- contribuez à la définition et au développement de nos gammes de produits de demain.

PROFIL RECHERCHÉ

- ♦ Ingénieurs Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, Télécom, Supélec...).
- ♦ 2 à 8 ans d'expérience réussie dans des fonctions proches, si possible dans un contexte international.
- ♦ Pratique courante et professionnelle de l'anglais, seule langue de travail du Groupe.
- ♦ Exigeant et rigoureux, avec un fort sens du service et du client.

Nous étudierons avec autant d'attention les profils d'Ingénieurs généralistes (Ingénieurs système, Chefs de Projet...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec photo et rémunération actuelle en indiquant la référence choisie sur l'enveloppe et sur la lettre à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



N.B. SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

INFORMATICIEN DE MARCHÉ

Vous avez valorisé votre formation supérieure (Ingénieur, 3^e cycle universitaire) par une première expérience de 2 ans environ dans l'informatique des activités de marchés. Vous avez développé (en C++) des applications spécifiques pour le pricing et la gestion de produits dérivés de taux et produits optionnels. Bien sûr, vous connaissez les architectures clients/serveurs et les systèmes de gestion BDD relationnelles (Oracle, Sybase).

Nous sommes une grande Banque française très présente et reconnue sur les marchés de capitaux. Nous renforçons les supports techniques qui nous permettent de mieux répondre aux besoins de nos clients. Au sein de la salle des marchés et proche des utilisateurs, vous êtes responsable du développement des applications spécifiques, notamment pour les opérateurs de produits dérivés.

Vous êtes souple et autonome et vous maîtrisez parfaitement les modèles financiers complexes.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe pluridisciplinaire, jeune et très professionnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV et photo sous la référence 1654 à Austin Knight 26, avenue de l'Opéra 75001 Paris.

BRETAGNE

Grand groupe français, notre ambition est de nous affirmer comme leader sur les marchés du numérique. Dans notre pôle technologique rennais, nos équipes de recherche et de développement conçoivent et mettent au point les systèmes de télévision nouvelle génération. Pour nos activités "interface utilisateurs et interactivité", nous recherchons un

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

Vous participerez à la phase de conception, de développement et de suivi technique des applications. Vous assurerez la faisabilité des concepts, la validité technologique et appliquerez la méthodologie sélectionnée pour la création de logiciels.

Vous êtes Ingénieur Informaticien, avec impérativement une connaissance approfondie des aspects temps réel.

Vous connaissez les langages C et C++ et la méthodologie de développement OMT.

Motivé, l'esprit gagnant, vous êtes motivé pour vous investir sur des projets stratégiques dans un grand groupe.

Anglais courant (connaissances internationales).

Merci d'adresser votre candidature (lettre motivée, photo et CV) sous réf. 5359 à Précontact - BP 197 - 35004 Rennes cedex qui transmettra.

Responsable Echanges de Données

Nous assurons la maîtrise d'œuvre des systèmes d'information et de communication d'un grand groupe national. Afin d'améliorer la qualité du service rendu à nos clients, nous consolidons notre pôle de compétences.

Vous définissez, organisez, mettez en oeuvre et pilotez l'activité de gestion des échanges de données informatisées au sein du groupe. Chef de projet de notre plate-forme de supervision, vous assurez le management de l'activité résultante : conseil EDI sur les projets utilisateurs, animation des acteurs, coordination lors du déploiement des nouveaux flux, administration des échanges.

A 35 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez une expérience du pilotage des grands projets de systèmes d'information acquise au sein d'une société de conseil ou d'une SSII. Vous avez défini et mis en oeuvre des schémas d'organisation transversaux. Votre culture technique vous a permis d'appréhender les architectures ouvertes, les réseaux, l'EDI et, si possible, les grands systèmes.

Vos qualités relationnelles, votre faculté d'adaptation à l'environnement humain et aux nouvelles technologies, vos capacités de management vous permettront de créer cette nouvelle fonction et d'en valoriser l'image.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la référence RED/LM à notre conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SPH, Systèmes et Potentiels Humains, 18 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SPH



Ingénieur Développement

Ingénieur, une expérience significative a conforté votre sens de la gestion de projets et vos compétences techniques : connaissance des environnements UNIX - C - Architecture Client/Serveur - SGBD-R (Oracle - SQL...).

La mise en place de projets (gestion RH...), le pilotage de développements d'applications décentralisées, en collaboration avec les divers services, la maintenance de nos logiciels, feront partie de vos missions.

Ouvrir et dynamiser, rigoureux et créatif, vous serez un élément moteur dans l'évolution de notre système informatique.

Votre sens de la communication, votre implication dans un projet d'urgence, ou celui d'une équipe, seront les atouts de votre réussite et de votre évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre motivée, CV et photo) sous référence 2/1/320 à : CYDALE Conseil - APS Technology BP 537 Villebon - 91946 Courtabon Cedex.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez accordée jusqu'à ce jour. A partir du 1er Juillet, nous aurons le plaisir de vous accueillir dans nos nouveaux locaux.

SPH

Systèmes et Potentiels Humains

9 rue Royale - Galerie Royale 2 - 75008 PARIS
Tél. 40 07 34 20 - Fax 40 07 34 21

Conseil en Sélection et Gestion des Ressources Humaines

SPH

صورتك من الامل

IV
2

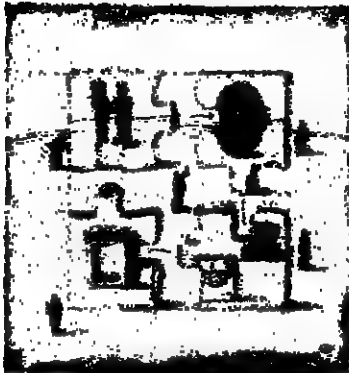
DE / MARDI 25 JUIN 1996

INTERDITE

INFORMATIQUE / SECTEURS DE POINTE

votre carrière a un fil conducteur : l'Europe

Jeunes ingénieurs de planning Double formation technique/marketing



Texas Instruments (60 000 personnes, près de 10 milliards de dollars de CA) est leader mondial du DSP. Notre capacité d'investissements et d'innovation et notre stratégie de qualité totale, récompensée par l'AWARD 1995 de l'EFQM, nous permettent de satisfaire nos clients en leur apportant des produits et services nouveaux et adaptés dans les domaines tels que la téléphonie cellulaire, les autoroutes de l'information, le multimédia.

Afin de faire face à la croissance dans nos lignes de produits clés, nous recherchons pour notre Centre européen de produits à applications spécifiques de Villeneuve-Loubet près de Nice de jeunes ingénieurs de planning :

- Vous êtes en charge du processus de gestion du portefeuille de commandes et êtes l'interface privilégiée de nos clients, des équipes de vente et de développement et de nos sites de production à travers le monde.
- Votre première préoccupation est la satisfaction des clients et la livraison à temps du produit (on time delivery). Vous surveillez ces deux indices en suivant les clients dès la prise de commande et tout au long de la conception et de la mise en production, et jusqu'à la réception.
- Vous avez le sens du contact et de la relation clients et êtes capable de gérer un processus avec plusieurs étapes clés et plusieurs intervenants localisés dans toutes les régions du monde.



Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. IP-LM à Texas Instruments, Karine Rolland-Roumégoux, 8-10 av. Morane-Saulnier, BP 67, 78141 Velizy-Villacoublay.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

CHIEF DE SERVICE RADIO "STATION DE BASE"

Vous assurerez les responsabilités du développement du service "Emission et Réception" de la station de base.

A 35/40 ans environ, vous avez suivi un parcours complet dans le domaine Radio Fréquences, vous maîtrisez la technique du métier et possédez une expérience réussie du management d'équipe.

Bien au fait des tendances vers lesquelles évoluent les communications numériques, vous êtes un manager conscient de vos responsabilités y compris administratives, envers votre société et vis-à-vis des collaborateurs que vous encadrez.

Anglais indispensable.
Rf. CSR/M1

**NORTEL MATRA
CELLULAR**



L'évolution de notre métier implique des choix techniques stratégiques et la mise en œuvre de systèmes numériques. Pour renforcer nos pôles de compétences, nous recrutons :

un Ingénieur Systèmes de Diffusion - Rf. 96LM02

Au sein de la Direction Equipement et Réseaux de Diffusion, vous réalisez l'analyse prospective et l'étude de faisabilité des projets de diffusion et de transmission terrestres et satellitaires, destinés aux programmes radio. Vous préconisez des solutions à partir d'une veille technologique du marché, de l'audit des propositions des partenaires et des axes stratégiques de l'entreprise. En outre, vous participez aux négociations techniques avec les opérateurs et êtes associé à la gestion courante des dossiers de diffusion.

Ingénieur de formation (ENST, ESE, INT, ISEP...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience acquise chez un opérateur, un constructeur ou en SSII. Compétent en architecture de systèmes de télécommunications, vous avez une démarche d'anticipation et d'innovation technique tournée vers le service aux utilisateurs. De plus, vous savez créer l'adhésion de vos différents interlocuteurs par vos qualités relationnelles.

un Ingénieur Réseaux - Rf. 96LM03

Vous apportez votre compétence aux équipes projets d'ingénierie technique, pour configurer les architectures d'information réparties et de réseaux locaux appliquées aux systèmes d'audiofréquence. Vous participez à l'élaboration du cahier des charges et au choix des solutions ; vous pilotez, à terme, le suivi des réalisations auprès des fournisseurs. Ingénieur de formation, vous avez environ 2 ans d'expérience dans le domaine des réseaux locaux, des compétences Novell et Unix. La rigueur dans l'organisation, les qualités de synthèse, la curiosité technique, associées à un esprit de collaboration et de service, favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est souhaitée. Si vous êtes motivé par le milieu de la radiodiffusion, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la réf. du poste, à NK Conseil, Bureaux de Sèvres, 2 rue Trayon, 92316 Sèvres cedex.

INGÉNIEURS GSM GESTION STRATÉGIQUE DE PRODUITS

Véritable interface technique vis-à-vis des services "marketing" et "commercial", vous êtes responsable de la planification de l'évolution des produits pour les différents standards (GSM, DCS...) ; vous êtes chargé de l'évaluation de la rentabilité et du degré de risque des projets.

Chargé de recueillir les besoins et besoins des clients lors de réunions d'échange, vous veillez à la bonne adéquation des stratégies productives proposées par la suite et à leur mise en œuvre.

Ingénieur Télécom confirmé par 5/5 ans d'expérience en télécommunications mobiles, vous êtes bilingue anglais et avez une bonne connaissance du marché, de réelles qualités relationnelles. Vous êtes mobile pour des déplacements réguliers.

Rf. PLMM2

**NORTEL MATRA
CELLULAR**

INGÉNIEURS TELECOM/NORMES DE SÉCURITÉ

En relation permanente avec nos clients, certificateurs de France au Centre National de Sécurité, vous veillez à la conformité des nouveaux produits de nos clients à leur réglementation nationale aux normes de sécurité de l'EMC et vous êtes responsable des plans de test. Vous participez à la mise en œuvre de ces plans de test dans différents départements de la société et plus particulièrement avec la R&D avec qui vous collaborez étroitement.

Ingénieur avec 2 à 3 ans d'expérience dans les télécoms, vous êtes parfaitement bilingue anglais, possédez de bonnes connaissances techniques et possédez une expérience de produits (intégrés) et un réel goût pour la réglementation EMC.

CONSULTANTS EN TECHNOLOGIES ET SYSTÈMES D'INFORMATION

**ANDERSEN
CONSULTING**

Avec plus de 32 000 consultants dans 47 pays, ANDERSEN CONSULTING, le leader mondial des métiers du conseil, recherche pour sa Division TIS West Europe (Technology Integration Services) des Consultants en Technologies et Systèmes d'Information.

Aider à la transformation des Entreprises : de la Stratégie à la mise en œuvre.

■ Mission :

De la conception à la réalisation, vous serez amené(e) à intervenir auprès de clients de premier plan sur des missions allant de la stratégie informatique et mise en place de solutions nouvelles dans des environnements à forte dominante technologique.

■ Profil :

Diplômé(e) d'une école supérieure d'ingénieur ou d'un troisième cycle universitaire spécialisé en systèmes d'information, la perspective de rejoindre un cabinet en pleine expansion vous attire. Agé(e) de moins de 26 ans, vous possédez un très bon niveau d'anglais. Parfaitement mobile, vous souhaitez donner une orientation internationale à votre carrière.

■ Offre :

En nous rejoignant, vous bénéficierez de formations personnalisées en France et à l'étranger. Vous travaillerez au sein d'équipes de haut niveau dans un contexte valorisant, vous offrant de réelles perspectives de carrière liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité.

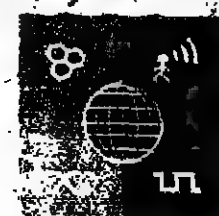
Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo) en indiquant la référence AC620 sur l'enveloppe à ANDERSEN CONSULTING, Caroline PATOU, 55 avenue George V, 75008 PARIS.

INGÉNIEURS GSM

En conjuguant la puissance de Northern Telecom et de Matra Communications, NORTEL MATRA CELLULAR s'impose aujourd'hui comme l'un des leaders mondiaux des systèmes de communication GSM.

Globales et novatrices, ses compétences s'étendent de l'ingénierie des réseaux jusqu'à l'installation complète d'infrastructures clés en main. Le siège mondial implanté en France, à Guyancourt (78), gère les activités développées sur les cinq continents.

Building the networks



for a mobile generation

**NORTEL MATRA
CELLULAR**

SUD-EST

RESPONSABLE STRATÉGIE DES OPÉRATIONS FRANCE

Rattaché au Directeur du Département, vous serez la stratégie, l'organisation, l'ensemble des activités opérationnelles de la Division. Vous serez responsable des opérations de la Division, vous serez responsable des opérations de la Division, vous serez responsable des opérations de la Division.

NORTEL MATRA CELLULAR

Ingénieurs Hardware

Attiré(e) par les nouvelles technologies multimédias et/ou techniques graphiques (réf. 70013)

Ingénieurs Software

Passionné(e) par le développement, l'intégration et la maintenance de logiciels en environnements applicatifs (réf. 70014)

En étroite collaboration avec nos prestataires, vous êtes chargés de développer, intégrer, mettre à disposition dans les délais, les sous-systèmes ou logiciels dont vous êtes responsables.

A 25/30 ans, de formation supérieure, spécialisation Electronique pour les ingénieurs Hardware, Informatique pour les ingénieurs Software, vous justifiez d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans, acquise dans les univers suivants :

- Hardware : électronique professionnelle grande série,
- Software : conception, développement, intégration et maintenance de logiciels, environnements Windows 95, Windows NT, langage Visual C++.

La connaissance des outils d'applications sur Internet constitue un atout.

Vous parlez anglais couramment. Vous êtes de vrais entrepreneurs : créatifs, autonomes, « exécutifs ».

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sous la référence du poste choisi à notre Conseil Onoma, Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 3.

Onoma

GRUPE COURTAUD

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INSTALLATION ET COMMISSIONING OMC/BSS

Reportant au Directeur International Field, vous serez responsable de la mise en œuvre des opérations de votre département. Vous serez responsable de la mise en œuvre des opérations de votre département. Vous serez responsable de la mise en œuvre des opérations de votre département.

NORTEL MATRA CELLULAR

Talents & Expertises.

La force du réseau de PRICE WATERHOUSE (8 000 consultants) est au service de nos clients et de nos collaborateurs. Il permet le développement et le transfert de compétences. Nos experts issus de tous pays mettent en œuvre les meilleures solutions possibles dans les contextes techniques et culturels les plus variés. En nous rejoignant, vous aurez l'opportunité, au sein d'équipes multinationales, de conseiller nos clients présents sur plusieurs continents.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Votre formation initiale (grande école d'ingénieur) est complétée par 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans les secteurs industrie, services, banque, assurance, SSII réputée ou cabinet conseil. Vous disposez d'une expertise opérationnelle acquise dans les systèmes d'information incluant la maîtrise de technologies Client/serveur, Approche Objet, Workflow/GED, Groupware, Data Warehouse, Réseaux Local/Telecom.

Intégré à PRICE WATERHOUSE, vous ferez partie d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau et serez chargé de définir et d'appliquer des solutions pour nos clients.

La maîtrise de l'anglais professionnel est requise. Le poste est basé à Paris et des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence Réf. 06/51 à Catherine VERDIER-CRASSOUS, PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS, Tour AIG, 34 place des Corolles, 92908 PARIS La Défense 2 (Courbevoie).

Price Waterhouse Management Consultants

INGENIEURS GSM

Building the networks for a mobile generation.

NORTEL MATRA CELLULAR

Ingénieurs Grandes Ecoles

2 à 8 ANS D'EXPERIENCE

Pouvez-vous offrir meilleure évolution à votre carrière?

36% de croissance, 1 Md de francs de CA, 2600 ingénieurs. Altran est le leader du conseil et de l'ingénierie en technologies innovantes. Partenaire de plus de 200 groupes européens dont nous accompagnons la progression, nous offrons de véritables opportunités pour qui veut dynamiser sa carrière.

INGENIEURS ELECTRONIQUES (réf. 1402-1403)

- MÉTIERS : Composants micro-électroniques, Conception de circuits, Architecture de systèmes électroniques, Process, Fabrication.
- COMPÉTENCES : Electronique numérique, Analogique (ASIC), VLSI, Traitement du signal - Puissance - Hyperfréquences, CEM.
- INTERVENTIONS : Conception, Spécification, Simulation, Tests - Etude d'architecture - Design.
- ENVIRONNEMENTS : Electronique micro-électronique - Télécommunications - Aéronautique - Espace, Défense.

INGENIEURS RESEAUX/TELECOMS (réf. 1404-1405)

- MÉTIERS : Architecture, Commutation, Administration, Interconnexion, Déploiement de réseaux.
- COMPÉTENCES : Réseaux hauts débits : SDH, ATM, FRAME RELAY... Réseaux LAN : TCP/IP - Réseaux WAN : X25, RNS... INTERNET : HTML, JAVA... Radiofréquence, Propagation - Normes : GSM, DCS 1800, DECT, CT2.
- INTERVENTIONS : Analyse, Etude, Conception de produits - Spécification, Mise en œuvre de solutions - Management de projets.
- ENVIRONNEMENTS : Opérateurs TELECOM - Constructeurs TELECOM - Réseaux privés d'entreprise - Télécommunications spatiales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant sur l'enveloppe la référence choisie à Marie-Pierre Rossignol, ALTRAN, 58 Boulevard Gouvion Saint-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.

ALTRAN

Les ingénieurs de l'innovation

صحة من الامم

VIII / LE MONDE / MARDI 25 JUIN 1996

REPRODUCTION INTERDITE

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS



Groupe américain international (2.500 personnes, R&D : 12 % du CA de \$ 390 millions), leader mondial dans la conception et la construction de systèmes et solutions globales pour l'automatisation des transactions, nos marchés recouvrent notamment les domaines de la finance, la distribution, les groupes pétroliers et industriels, les administrations, la santé, les transports.

Notre Centre Européen R&D, situé à Paris, fait évoluer l'existant, développe les produits du futur en interaction étroite avec nos centres R&D et usines, notamment aux USA et à Taiwan. Il crée trois postes d'ingénieurs expérimentés bilingues. Chacun requiert une formation d'ingénieur électrocinétique, une expérience d'une dizaine d'années de la conception de produits de masse à faible coût dans le domaine de compétence correspondante, idéalement acquise auprès d'un groupe américain.

INGÉNIEUR CONCEPTION HARDWARE SENIOR R&L SHD/VP896

Habitué aux principes modernes de qualité et aux outils de conception/analyse tels SPICE, HDL, actif dans la définition des produits, il/elle assumera notamment les aspects numériques du développement, élaborera ASIC et FPGA, les utilisera dans leur environnement analogique, mettra au point les systèmes, établira une bibliothèque de sous ensembles décrits en langage évolué hardware, écrira la documentation produits. La connaissance de la conception mécanique serait utile.

INGÉNIEUR CONCEPTION SOFTWARE SENIOR R&L SSD/VP896

Maîtrisant la programmation sur microprocesseurs et périphériques en assembleur ainsi qu'un langage évolué type «C», la conception numérique et analogique, la pratique d'appareils de mesure et de développement, idéalement UNIX, il/elle assurera la partie technique du cycle complet des produits : analyse, spécification, codage, mise au point et documentation des logiciels (80% software, 20% hardware).

INGÉNIEUR CONTRÔLE TEST SENIOR R&L STE/VP896

Pointu en électronique, méthodologies formalisées de tests, programmation (langage évolué), techniques qualité et homologation produits, participant à la conception (architecture produits, revues de développement...) et la mise en place d'actions qualité (ISO 9000...), il/elle testera et validera nos produits sous leurs aspects logiciel, matériel et fonctionnel, concevra et utilisera les outils de tests requis. Un atout : la connaissance de systèmes temps réel, la monétique.

Ces postes exigent un investissement et engagement élevés dans un environnement interculturel, l'anglais comme langue de travail. Prière de faire parvenir votre dossier complet sous la réf. choisie à notre Conseil, qui vous documentera avant entretien. Confidentialité garantie.

SEQUOIA

9, Cité Trévise 75009 Paris.

Nous sommes l'un des groupes leaders sur le marché en plein essor de la téléphonie cellulaire. Nous évoluons dans un contexte international et recherchons pour notre Direction Marketing un

INGÉNIEUR CHEF DE PRODUIT

HAUTE TECHNOLOGIE GRAND PUBLIC

PARIS OUEST

Missions et Responsabilités

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous contribuez à la définition et à la mise en œuvre du marketing produit des terminaux cellulaires. Vous étudiez le marché, la concurrence, les besoins des utilisateurs et les attentes des circuits de distribution. Vous élaborez le cahier des charges des produits (spécifications fonctionnelles, design, objectifs de prix de revient, interface utilisateur, accessoires...). En liaison étroite avec nos équipes R&D (logiciel, électronique) et Achats, vous êtes l'un des acteurs principaux du développement de la stratégie produit.

Profil et Offre

A 30 ans environ, vous bénéficiez idéalement d'une double formation (Ingénieur + 3ème cycle). Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le développement de produits de haute technologie destinés au grand public chez un fabricant de matériel (micro-informatique, télécoms...) ou chez un opérateur. Rodé aux projets internationaux, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous avez une forte personnalité, des idées, un excellent esprit d'analyse et des aptitudes certaines pour le travail en équipe et la mobilisation des énergies.

Pour un entretien individuel avec la société le 16 juillet 1996

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 5070 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 54 avenue du Général Leclerc - 92513 Boulogne Cedex Fax : 46 05 00 34, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

PREMIERE LIGNE



LA VILLE DE CERGY - (Val d'Oise - 95) - 53.000 habitants - Ville Centre de l'Agglomération Nouvelle de CERGY PONTOISE à 40 mn de PARIS - Ligne A du RER recrute un

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT ORGANISATION & SYSTEME D'INFORMATION

MISSIONS : Vous serez chargé au sein de la Direction Générale d'une double mission : - conduire des projets en matière de réorganisation de services, ou de procédures, en mettant en place des outils en organisation et méthodes - assurer la direction des systèmes d'information : 2 Chefs de Projets, un Responsable Réseaux ainsi que 4 autres collaborateurs, 300 PC (architecture client/serveur, serveur Unix, réseau Ethernet).

PROFIL : Cadre A (directeur territorial) vous avez une formation supérieure, et avez acquis une expérience en organisation et méthode, de préférence en collectivité territoriale, et avez des compétences confirmées en gestion des systèmes d'information. Vos qualités d'écoute et de dialogue vous permettront de développer des projets transverseaux.

Merci d'envoyer votre candidature (CV + lettre manuscrite) à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 12 rue de l'Abondance - 95000 CERGY.



Ingénieur Commercial Grands Comptes

De formation Bac +4, parlant anglais, vous souhaitez valoriser une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine de la prospection et de la vente de solutions auprès de grands comptes du secteur informatique.

Autonome, accrocheur, doté d'une bonne capacité d'écoute, vous êtes crédible dans une approche de vente-conseil, vous savez aller à l'essentiel et négocier avec des interlocuteurs de haut niveau.

Envoyer votre candidature (avec salaire actuel) à :

Computer Intelligence Europe, Direction des Ressources Humaines, 738 rue Yves Kermen, 92558 Boulogne-Billancourt Cedex.

Une réelle opportunité internationale pour un professionnel du service après-vente

Filiale d'un groupe américain, numéro un en Europe, nous sommes une société de dimension internationale. Forte de nos implantations en Europe, Asie et aux Etats-Unis, nous réalisons avec nos

220 collaborateurs 400 millions de francs de chiffre d'affaires dont 80 % à l'export. Notre métier : concevoir et commercialiser des machines destinées à équiper les rotatives offset de

professionnels de l'édition. Dans le cadre de la nouvelle organisation de notre service après-vente nous créons le poste de :

Responsable international du service après-vente rattaché à la direction générale

Vous avez l'entière responsabilité du service après-vente international et managez une équipe de 60 collaborateurs, répartis entre nos sièges et nos filiales. Vous gérez un chiffre d'affaires de 80 millions de francs (service après-vente et pièces détachées).

Votre rôle est de garantir l'efficacité et la rapidité de l'intervention du service après-vente et de renforcer notre image de marque en apportant à nos clients une qualité et un service irréprochables.

Homme de communication, vous devez : • définir un plan d'action avec des objectifs quantitatifs et qualitatifs • mettre en œuvre les structures organisationnelles liées à l'atteinte des objectifs • former et motiver votre équipe • travailler en étroite collaboration avec la R & D,

la fabrication et le commercial • rencontrer régulièrement nos principaux clients • gérer votre département en tant que centre de profit. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels du service après-vente ayant acquis une expérience d'au moins 8 ans dans cette fonction en environnement industriel et au sein d'une société internationale.

De formation technique (bac + 5) et parfaitement

bilingue français/allemand/anglais, vous avez une bonne maîtrise de l'électronique et de l'informatique industrielle. Vous avez le goût des contacts et du service et êtes rompu aux négociations de haut niveau. Doté de bonnes capacités d'analyse, vous avez le sens de l'objectif et du résultat et votre approche est créative et rigoureuse. Manager reconnu, vous savez écouter et motiver vos équipes pour les faire progresser.

Le poste est basé en région parisienne et implique 30 % de déplacements à l'étranger.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et réactualisation actuelle) sous référence 37000006 à Kienbaum S.A., 13 boulevard Melesherbes, 75003 Paris ou par fax au (33) 1 53 43 84 05.



Kienbaum

Conseil international en ressources humaines

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Drexler, Francfort, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Munich, Stuttgart, Paris, Prague, Vienne, Zurich, San Francisco, São Paulo, Johannesburg.

Berlin 100 0001

Découvrez votre métier de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU LUNDI

Secteurs de Pointe

- Informatique Réseaux Télécoms • Ingénieurs Commerciaux
- Ingénieurs Conseil • Sciences de Santé

Carrières Technologiques Internationales

Dont Carrières Européennes en Entreprise

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Où se trouve aujourd'hui le top de la Recherche Développement en matière de Hardware/Software ?



Les analystes du marché mondial de l'émulation prévoient une croissance annuelle de 25 % jusqu'à l'an 2000 au moins. Notre objectif est de faire beaucoup mieux. Ce marché très prometteur est massivement dominé par une entreprise d'origine américaine dont nous sommes le challenger français. Notre technologie nous donne un avantage considérable et notre alliance avec Mentor Graphics va nous permettre de réaliser une croissance exponentielle. Dès maintenant, nous recherchons :

Dans la conception et la fabrication d'émulateurs permettant d'atteindre l'ultrapuissance nécessaire à la conception de circuits intégrés toujours plus sophistiqués et puissants.

We mean business.

- des Ingénieurs Grandes Écoles
Hardware (réf. HW) • Software (réf. SW) • Système (réf. SYS)
- des Techniciens de Test (BTS électronique) (réf. TEC)
- un(e) Assistant(e) de gestion des commandes et suivi administratif des fournisseurs (réf. OP)

Nous sommes une petite équipe très solide, dotée d'une grande détermination, pour une exploitation maximale de l'avenir. Vous l'avez compris, nous serons rigoureux et exigeants dans notre sélection. Si vos ambitions et votre goût des choses bien faites ressemblent aux nôtres, envoyez votre CV et vos prétentions en précisant la référence choisie à : Meta Systems, 49 avenue de l'Europe, immeuble Europa, BP 22, 78142 Vélizy Cedex.

Notre Groupe CAP GEMINI SOGETI est leader européen dans le domaine du conseil et des services en informatique et télécommunications. Notre Division SERVICES PUBLICS (300 personnes), en forte croissance, intervient auprès des Grands Comptes publics, en particulier EDF-GDF, SNCF, RATP, AIR FRANCE, LA POSTE, COMPAGNIES DES Eaux, ... Le fort développement de notre activité Conseil nous amène à créer plusieurs postes, basés à PARIS :

Consultants confirmés systèmes d'information

Vous intervenez en conseil, assistance, avant-vente ou dans le cadre de grands projets. Interlocuteur privilégié du Client (Directions utilisatrices et Direction informatique), vous comprenez le métier et les enjeux de l'entreprise : stratégie, organisation, objectifs, et en organisez les impacts sur l'évolution du système d'information. Vous réalisez des missions à forte valeur ajoutée : diagnostic d'organisation, audit de systèmes d'information, schémas directeurs, conception d'architectures, assistance à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage... Vous développez vous-même votre activité en fidélisant vos clients et en déclinant les projets de demain. Vous intervenez en étroite collaboration avec nos responsables commerciaux et nos équipes de réalisation.

Diplômé d'une Grande École d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide expérience (8 à 15 ans) acquise en cabinet de conseil, en SSI ou au sein d'une grande Entreprise.

Vous avez déjà une expérience du conseil (niveau Senior ou Manager) ou avez été amené à intervenir dans un rôle de maître d'œuvre ou de maître d'ouvrage de systèmes d'information (méthodes de conception, architecture, gestion de projet...). Vous disposez de bonnes connaissances sectorielles ou fonctionnelles.

Vos qualités personnelles seront déterminantes : écoute, sens du contact client, capacité à dialoguer à haut niveau, fort esprit de synthèse, sens de l'efficacité et du résultat. Votre potentiel et votre leadership vous permettront de jouer un rôle moteur et d'évoluer rapidement au sein d'un Groupe leader, dans un environnement pluridisciplinaire de très haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à notre Conseil MERGURI URMAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 593861 LM portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE

THOMSON BROADCAST SYSTEMS,

filiale de THOMSON multimedia, est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits destinés au marché de la vidéo professionnelle. Dans le cadre du développement, en France et à l'international de nos différents produits en Système de Diffusion Numérique (SDN), nous recherchons un

Chargé d'affaires numériques H/F

En très étroite collaboration avec nos services commerciaux, vous assurez un rôle de conseil auprès de nos clients pour des affaires importantes. A partir d'un appel d'offres ou d'un cahier des charges, vous élaborez les propositions commerciales : conception d'un système, devis, planning de réalisation, dans le respect de votre budget affaires.

Vous vous appuyez sur l'expertise de nos spécialistes des centres techniques de SDN, sur les lignes de produits et usines Thomson Broadcast Systems et êtes l'interface de l'ensemble des intervenants participant à la réalisation des affaires (bureau d'études, commerciaux, contrôle budgétaire, après-vente, expédition...).

De formation supérieure (Supélec, Telecom...), vous possédez une expérience d'au moins 6 ans, acquise en gestion d'affaires dans un domaine de pointe. Autonomie, sens relationnel et excellentes compétences en électronique sont indispensables pour ce poste.

La dimension internationale de ce poste implique un anglais courant et des déplacements fréquents à l'étranger.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite (avec vos prétentions) sous réf. LGCAN à THOMSON BROADCAST SYSTEMS - Sabine MARCHAL - 17 rue du Petit Albi - 95801 Cergy Pontoise Cedex.

Aucune précision ne sera donnée par téléphone

THOMSON MULTIMEDIA

L'aéronautique et les télécommunications sont les deux grands pôles d'activité de notre groupe.

Spécialiste des équipements et systèmes de haute technologie, nous assurons des fonctions essentielles tant en vol qu'au sol : oxygène, circulation de carburant, surveillance et gestion de systèmes, optronique... Nous recherchons pour notre site de Plaisir (78), un

INGÉNIEUR ELECTRONIQUE H/F

Vous serez chargé d'étudier et de développer les matériels embarqués à base d'électronique numérique et analogique (mise en œuvre d'émetteurs et de capteurs infrarouges) au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Vous utiliserez Math-Cad et PC-Spice.

De formation ingénieur électronicien, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans l'électronique analogique (diodes lasers, puissance, amplification, conversion). Habilitable Confidentiel Défense, vous connaissez l'optique et la modélisation de chaînes optiques et analogiques.

Si vous vous reconnaissez, adressez votre candidature sous la référence D9M à INTERTECHNIQUE, Service Recrutement, ZI les Gâtines, BP1, 78374 PLAISIR cedex.

IN
INTERTECHNIQUE L'Intelligence de l'air

Responsable de Fabrication

Dans une activité de grande série et de process continu, vous prenez la responsabilité du management technique et humain de nos ateliers de

production. Vous devez, par votre forte implication sur le terrain, responsabiliser et motiver vos équipes (150 personnes en 3 x 8). Nous recherchons un candidat passionné par la technique et les rapports humains, justifiant d'une expérience réussie en fabrication de 10 ans dans un milieu fortement industriel. La connaissance du SPC et des outils de la qualité est indispensable.

Pour ce poste basé en région parisienne, veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo s/réf. PP1523 à EUROMESSAGES, 78 Boulevard de la République, 92514 Boulogne Cedex.

GRUPE LEADER DES SERVICES LIÉS AU DOMAINE DE L'EAU (DISTRIBUTION ET ASSAINISSEMENT). NOUS SOUHAITONS ACCENTUER FORTEMENT NOS ACTIONS SUR DEUX CONSTANTES : LA QUALITÉ DES PRODUITS LIVRÉS PAR LES EXPLOITATIONS ET LA QUALITÉ DU SERVICE À LA CLIENTÈLE. NOUS CRÉONS POUR NOTRE RÉSEAU D'EXPLOITATION LE POSTE DE

Responsable qualité

Rattaché à la Direction Générale, votre mission consistera à mettre en place et poursuivre le développement de la démarche Qualité auprès de nos Services (Production, Distribution et Equipement), afin de conduire à son terme le projet de certification.

Véritable opérationnel, vous suivrez l'avancement et l'efficacité des actions qualité dans chaque secteur concerné tout en coordonnant l'ensemble.

Dans la trentaine, de formation Ecole d'Ingénieur, complétée par un 3^e cycle, vous pouvez justifier de réalisations très concrètes dans la conduite de projets de certification, de suivi de démarche Qualité, ayant impliqué de façon participative et pragmatique tous les Collaborateurs de l'Entreprise.

Un parcours dans le secteur agro-alimentaire et/ou en Cabinet de Conseil, et une expérience de production, retiendront tout particulièrement notre attention.

La qualité de votre dossier, référence LM/459, sera appréciée par notre Conseil, Robert BOULET ORYADE - 16, avenue Hoche 75008 PARIS.

oryade
Conseil en Ressources Humaines

AUX
INS

ILF DE PRODUIT

PARIS OUE

Mentor Graphics

Ingénieur Commercial
Grands ComptesReprenez votre
de demain
avec Initiative

Le Monde

صكنا من الامل

X / LE MONDE / MARDI 25 JUIN 1996

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

S • BREST • NANTES • ORLÉANS • TOURS •

Total
Respect,

pour
votre
carrière



En 2 ans, nous aurons créé plus de cent emplois.
Vous savez que l'informatique est d'abord un moyen pour l'entreprise d'accroître sa compétitivité, son efficacité ou sa productivité. Totalement impliqués dans les nouvelles technologies et les nouveaux métiers de l'informatique et des télécoms nos ingénieurs interviennent dans tous les secteurs économiques des régions Nord et Ouest.

Ingénieurs Grandes Écoles

Confirmés

Votre connaissance des métiers de la BANQUE, ASSURANCE, DISTRIBUTION, INDUSTRIE, SECTEUR PUBLIC, SCIENTIFIQUE, TELECOM vous permet d'être les partenaires de nos clients dans la conception et la mise en œuvre de solutions organisationnelles et technologiques.

Débutants

Valoriser votre potentiel et favoriser votre évolution vers de nouveaux métiers sont pour nous les meilleurs atouts de la réussite.

Rejoignez-nous en tant que : • Consultants managers et seniors • Directeurs de Programmes • Directeurs de Projets • Chefs de Projets Intégration de systèmes • Réalisateurs

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la ville de votre choix sous la référence M/06 à Anne Maladitier, CAP SESA Régions, 10 rue d'Orion - BP112 - 44015 Nantes cedex 01

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE

Grand groupe international de cosmétique recherche son

Responsable Assurance Qualité

Centre Nord

Rattaché à la direction générale, vous pilotez avec l'aide d'un cabinet extérieur la mise en place de la démarche qualité et du plan d'assurance qualité. Vous participez à l'élaboration de la stratégie qualité de l'entreprise, proposez les plans d'action qualité et les objectifs qualité annuels. Vous gérez les audits qualité internes et définissez les actions correctives.

D'autre part, vous définissez les formations nécessaires, élaborez les documentations qualité, gérez les budgets et animez les réunions de qualité. Vous mesurez les résultats, rédigez les tableaux de bord qualité et mettez en place une structure opérationnelle d'assurance qualité.

Agé de 30 à 40 ans, de type Ingénieur (Bac+5), vous justifiez d'une expérience significative comme responsable qualité au sein d'une société industrielle dans le domaine cosmétique, pharmaceutique ou agro-alimentaire. Votre sens du terrain, votre autonomie et vos qualités de communication sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Votre anglais est courant.

Adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Hubert de Préval, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret tapez votre CV sur 3617 MPage (Courriel: 3.657@Mpa) sous réf. RDP14034

MP

Michael Page Ingénieurs & Production

La spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Ingénieur d'affaires Futur responsable régional

S'appuyant sur notre centre de tuyauterie de La Hague, il développera les activités de notre groupe, maintenance et environnement, sur place et dans la région.

La réussite de cette mission accompagnée du sens de la gestion d'un centre de profit permettra au candidat d'évoluer très rapidement vers la responsabilité régionale.

Ce poste intéresse un ingénieur de formation mécanique générale ou électromécanique, âgé de 35 ans au minimum, ayant prouvé ses capacités commerciales en plus de sa maîtrise de l'exploitation. Une expérience en milieu nucléaire n'est pas indispensable, mais constitue un réel atout.

Pour en savoir plus sur notre groupe et sur le poste, appelez le message enregistré

16 (1) 41 38 17 05

et envoyez votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) sous référence 87217 à notre conseil ONOMA, 29 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD

Concevez les composants optoélectroniques de demain.

Alcatel Alsthom Recherche fait partie de la Direction Technique d'Alcatel Alsthom. Sa vocation est de contribuer par ses recherches, ses développements et son expertise technique à la préparation de l'avenir du Groupe. C'est une composante majeure du Corporate Research Center, regroupant au niveau européen les unités de recherche d'Alcatel Alsthom.

Au sein d'Alcatel Alsthom Recherche, l'Unité Composants Photoniques prépare les générations des composants optoélectroniques pour les futurs systèmes de télécommunication. Ces activités vont depuis l'élaboration des matériaux semi-conducteurs (InP et GaAs) jusqu'à la validation fonctionnelle des composants tels que lasers, modulateurs, amplificateurs, photo détecteurs.

Afin de renforcer cette unité nous recherchons des :
- Ingénieurs d'étude et chefs de projet de formation grandes écoles (Supélec, Télécom, ESPCI, ESO, INSA...) ou universitaire (DEA, thèse) avec une expérience de 2 à 5 ans.

- Techniciens supérieurs de formation BTS, DUT avec expérience.

dans les domaines d'activité suivants :

- ▼ Croissance et caractérisation des matériaux semi-conducteurs,
- ▼ Technologie pour la réalisation des composants,
- ▼ Conception et caractérisation de composants,
- ▼ Réalisation de sous-ensembles optoélectroniques.

**ALCATEL
ALSTHOM**
RECHERCHE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf M 06 à Alcatel Alsthom Recherche - Yolande Pellissier Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS. Adresse mail : Yolande.Pellissier@rcc.alcatel-alsthom.fr

Participez à la conception du métro de Hong-Kong



FAIVELEY TRANSPORT, équipementier ferroviaire et leader mondial en systèmes de portes, de conditionnement de l'air et de pantographes, est également présent dans le monde entier en produits électroniques et équipements de confort voyageurs. La société réalise avec plus de 1 000 salariés, 925 MF de CA dont plus de 70 % à l'export. Le siège social est basé en France avec aujourd'hui 9 filiales dans le monde. Pour renforcer nos équipes, nous recherchons un

Ingénieur Planning expérimenté

Au sein de l'équipe chargée du projet « portes palières » pour le futur métro de Hong-Kong, vous êtes responsable de l'élaboration et du suivi du planning. Vous effectuez un contrôle hebdomadaire des réalisations de l'équipe, informez régulièrement le chef de projet et le client de l'état d'avancement des travaux, et proposez des solutions pour combler les retards éventuels.

Pour ce poste de dimension internationale, des déplacements à Hong-Kong et en province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV et prétentions à Faiveley SA, Madame Chauffeteau, DRH, 143 boulevard Anatole-France, Carrefour Pleyel, 93200 Saint-Denis.

FAIVELEY
TRANSPORT

Partenaires sur la voie du futur

Leader européen dans sa spécialité, ce système aéronautique, filiale d'un groupe international recherche un

RESPONSABLE DU SITE C.A.O.

Au sein du service études avancées, vous serez chargé de :

- la mise à niveau du site C.A.O. • l'implantation de progiciels multiples
- l'élaboration de banques de données sur chacun des systèmes multiples
- la réalisation des connexions temps réels avec les sites des maîtres d'œuvre
- la mise en place d'une démarche d'intégration C.A.O. - F.A.O.

Ce poste peut être très évolutif à moyen terme.

De formation ingénieur mécanicien, vous avez une première expérience de la responsabilité d'un site C.A.O. Vos connaissances en F.A.O. s'appuient de préférence sur celles des systèmes EUCLID/V.M.S. et CATIA/UNIX.

Une maîtrise parfaite de l'anglais est impérative. L'allemand est apprécié.

Merci d'adresser lettre man. C.V. et photo sous réf RSM à Dominique Sperte Conseil 104, avenue Jean Rieux - 31500 Toulouse.

Dominique Sperte
CONSEIL

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité

Tél. : 44-43-76-13

Fax : 44-43-77-32

Post-Doctorat
Gastro-
enterologie

INGÉNIEUR

SCIENCES ET SANTÉ

■ L'institut de Recherche du laboratoire Jouveinal (1 000 personnes, 1 milliard de francs de CA), recherche

Post-Doctorat Gastro-entérologie

Docteur en pharmacologie, vous êtes chercheur en gastro-entérologie et possédez une bonne connaissance en physiologie digestive. Vous travaillerez avec des modèles pharmacologiques digestifs appliqués à nos produits en recherche et en développement.

Autonome et rigoureux, ce qui vous caractérise avant tout, c'est votre esprit de synthèse, votre créativité et votre sens de l'initiative.

Ce poste est un contrat à durée déterminée d'un an.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous la référence 007 LM à JOUVEINAL - DRH - BP 100 - 94265 Fresnes Cedex.

jouveinal

Premier groupe pharmaceutique français en santé animale recherche

Cadre en propriété industrielle

Au sein de la Direction Scientifique, vous contribuez à garantir la liberté d'exploitation des projets de recherche et de développement.

Vous avez une formation de base scientifique axée sur la biologie, qui vous permet d'intégrer les aspects scientifiques et techniques relatifs aux vaccins et au diagnostic.

Vous avez complété cette formation par un diplôme en propriété industrielle (C.E.I.P.I.).

Vous disposez si possible d'une première expérience dans une fonction similaire, soit en cabinet de brevets, soit en entreprise.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et les outils informatiques.

Vous possédez de bonnes capacités d'organisation, un esprit d'analyse et un sens développé de la communication.

Responsable d'unité de recherche en immunologie

Au sein de la Direction Scientifique, et sous l'autorité du directeur scientifique, vous assurez la réalisation et la coordination des programmes de recherche portant sur le développement de nouvelles formulations de vaccins destinées à modifier la réponse immunitaire de l'animal.

Vous animez, motivez et coordonnez une équipe de 6 personnes.

Vous avez une formation de base vétérinaire, médecin, pharmacien ou biologiste et possédez une formation spécialisée en immunologie, complétée par une bonne connaissance de la formulation des vaccins et de la biochimie.

Vous disposez déjà d'une expérience réussie en recherche privée ou publique d'au moins 5 ans, dans un domaine d'activité similaire.

Vous êtes à l'écoute de toutes les innovations et des opportunités dans ce domaine d'activité.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Dynamique, vous avez le sens du travail en équipe et le souci constant de la concrétisation des programmes et des résultats.

Ces deux postes basés à Lyon vous assureront une véritable opportunité de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et disponibilités) sous réf. 96-27, à l'attention de J.-M. Corbi, Rhône Mérieux, DRH Groupe, 29 av. Tony-Garnier, 69348 Lyon Cedex 07 - France.

RHÔNE MÉRIEUX

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

SYSTEMES ELECTRONIQUES DE GESTION ET SUPERVISION : JEUNE PILOTE POUR NOUVEAU CENTRE DE PROFIT.

Chez un constructeur d'équipements électroniques ICA 65 MF, +30% en 1995), vous développerez le département (CA 20 M.F.) qui conçoit des matériels et solutions pour la gestion et la supervision de réseaux et stations d'énergie électrique, ferroviaire, télécoms).

Rattaché au directeur général, vous serez responsable de la marge. Vous piloterez la conception et le développement de notre gamme déjà appréciée des clients traditionnels (France Télécom, SNCF...). Vous définirez la stratégie commerciale et vous animeriez les ventes (2 IC) pour conquérir d'autres marchés. Vous superviserez aussi l'administration, la logistique et les stocks.

Agé de plus de 30 ans, diplômé Grande Ecole, vous êtes ingénieur d'affaires, chef de produit, responsable marketing/commercial pour des matériels d'équipements électroniques (réseaux, télégestion, processeurs/automates). Familier des grands comptes industriels privés et publics, votre sensibilité technique et commerciale, n'est plus à démontrer. Vos qualités de gestionnaire et d'animation veulent, elles aussi, se confirmer dans une structure responsabilisante et à taille humaine. Poste basé en Bretagne Nord, écrire à Denis Bellocq, SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous réf. 963 852 LM.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DE SYNTHEC

SIDEL

Principale société du groupe SIDEL (3 700 Mdt de CA, 1 230 personnes), SIDEL S.A. est spécialisée dans la conception, la mise au point et la commercialisation de machines de soufflage pour la production de bouteilles en plastique. Leader mondial, nous connaissons une forte croissance basée sur une bonne rentabilité : le résultat d'un état d'esprit qui privilégie le service et l'innovation. 90 % de notre CA est réalisé à l'export et notre développement commercial en Asie est soutenu.

Ingénieur Commercial Pays de l'Asean

Rattaché à votre Chef de Zone export, vous êtes responsable de votre budget annuel et menez votre action avec une large autonomie :

- vous organisez votre prospection en vous appuyant sur nos filiales de Singapour et de Malaisie,
- vous définissez vos priorités pour gagner des parts de marché sur ce marché à très fort potentiel,
- vous élaborez des solutions clés en mains en définissant des lignes complètes d'emballage avec l'appui de nos services techniques et financiers,
- vous menez les négociations jusqu'à leur terme.

De formation supérieure (bac+5), vous savez négocier en anglais et avez une expérience de 2 à 5 ans de la vente à l'export (de préférence sur des produits techniques). Vos qualités commerciales s'épanouiront dans une entreprise valorisant l'initiative personnelle, l'esprit d'équipe et le sens du résultat. Ce poste est basé au Havre (76) et implique de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence 21/613 M sur l'enveloppe à notre conseil KEY MEN, tour Franklin 92042 Paris la Défense cedex.

GROUPE SIDEL

2 Ingénieurs d'Affaires

Anglais + allemand
Anglais + italien

Equipementier automobile de renom, nous sommes un spécialiste mondialement reconnu et une référence pour les principaux constructeurs européens.

En véritable "Homme orchestre", l'ingénieur d'affaires assure la relation technico-commerciale avec le constructeur depuis l'identification d'un projet jusqu'à sa réalisation en série. Il définit le planning et les dates d'engagement, suit le développement du projet dans le respect du cahier des charges, propose les dates de mise en fabrication, gère les problèmes rencontrés en cours de fabrication, assure le suivi économique, établit le dossier prix et la proposition commerciale qu'il argumente et négocie. Il est en relation permanente avec les principaux services techniques de son client. Ce poste est basé dans la région d'Orléans.

A 26/28 ans, ingénieur en mécanique ESTACA, A&M, IDN... (un troisième cycle en gestion de type LAE, DESS, Mastère est un plus), vous parlez impérativement l'anglais et, selon les postes, vous êtes opérationnel en allemand ou italien. Vous avez acquis une première expérience dans le secteur automobile, idéalement à un poste de relations client/fournisseur ou débutant, vous avez effectué de bons stages dans ce secteur. Rigoureux et organisé, opérationnel et proche du terrain, vous avez le goût des contacts et du dialogue et une bonne aisance relationnelle. Vous souhaitez vous orienter vers une activité de gestion et coordination et vous êtes intéressé par les relations commerciales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence 154-15/LM (sur l'enveloppe) à notre Conseil ARPE - 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Sony... et votre engagement prend du sens

Ingénieur commercial



Sony France (5 000 personnes, 8,7 mds de CA) produit et commercialise des équipements électroniques à l'usage du grand public et des professionnels.

Au sein de la Division Composants et Périphériques, vous serez chargé de promouvoir les ventes des produits périphériques informatiques de Sony (moniteurs, CD-Rom, enceintes, modems, projecteurs, scanners...) auprès des distributeurs, intégrateurs, grands comptes utilisateurs finaux, clients OEM et GMS. Vous prospecterez de nouvelles cibles (grands comptes et administrations) et renforcerez la présence de Sony sur plusieurs marchés verticaux. Vous assurerez également l'animation du réseau, le suivi des clients existants et la formation de leurs vendeurs, analyserez le marché et participerez à l'élaboration du reporting et des prévisions de vente à moyen terme.

De formation ingénieur ou école supérieure de commerce, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans la vente de périphériques informatiques ou de micro-ordinateurs. Vous avez une bonne connaissance du réseau de distribution et des constructeurs informatiques, de la GMS et des produits micro informatiques multimédia. Autonome, dynamique, disponible, vous maîtrisez les techniques de négociation et de prospection, êtes opérationnel très rapidement et avez une excellente pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) à Eric Bastard, Sony France, 15 rue Floréal, 75831 Paris Cedex 17.

SONY

Notre moteur, c'est vous

Ingénieur d'affaires
Autobus

Avec une croissance
de ses ventes de plus
de 30 % en 1995,
RENAULT V.I.

s'est hissé au troisième
rang mondial des constructeurs
de gros porteurs et est leader
du marché national des
autobus. Dans moins de 5 ans,
nous aurons entièrement
renouvelé notre gamme de
véhicules. Partagez avec nos
25 000 collaborateurs notre
avenir fait de grands projets,
de marchés à conquérir,
d'idées innovantes
qui conduisent au succès.

Rattaché au directeur des ventes Autobus France vous êtes responsable de la vente de nos gammes d'autobus auprès des collectivités des régions Normandie et Nord. Par ailleurs, vous êtes chargé des relations commerciales avec la RATP et les différents interlocuteurs de la profession. Vous assurez ainsi la coordination et la synthèse des directives et des orientations prises dans le domaine des transports urbains.

A 35 ans environ, de formation école de commerce ou d'ingénieur, avec de bonnes connaissances en électricité et en mécanique, vous bénéficiez d'une expérience réussie de la vente de matériels industriels. Vous maîtrisez les marchés publics. Rigoureux, organisé et autonome, vous êtes très disponible et avez un excellent sens relationnel qui vous permet de vous adapter à tout type d'interlocuteur.

Pour ce poste basé à Suresnes, merci d'adresser votre candidature sous la réf. IA/LM à Renault V.I., Service recrutement des cadres, 40 rue Pasteur, 92156 Suresnes.



RENAULT

RENAULT V.I.

SECTEURS DE POINTE/INFORMATIQUE

L'Ouverture Ernst & Young

Etre à l'écoute des clients et leur offrir, à travers notre réseau international, un service global pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs stratégiques, améliorer leurs performances et conduire le changement, telle est la vocation d'Ernst & Young, leader mondial de l'Audit et du Conseil. Nos clients apprécient le haut niveau de professionnalisme et l'implication de nos consultants dans la résolution des problèmes qui leur sont soumis et leur capacité à avoir une approche personnalisée. Aujourd'hui, nous renforçons notre équipe spécialisée en TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION et recherchons :

Senior Managers

Réf. EYC972/LM

■ A 35/38 ans environ, diplômés de l'enseignement supérieur et bilingues Français/Anglais, vous êtes des spécialistes de l'architecture et de la conception de systèmes d'information. Vous avez, au sein d'un cabinet de conseil ou d'une SSI, soit dirigé de grands projets de développement ou d'importants projets d'intégration de systèmes, soit encore créé et développé, avec une petite équipe et dans un secteur d'activité particulière, une offre de services en conception et mise en place de systèmes d'information. Reconnus pour vos compétences et votre professionnalisme, et à l'écoute des besoins de vos clients, vous avez su créer, par votre implication personnelle, des relations de confiance durables.

Senior Consultants

Réf. EYC973/LM

■ A 28/30 ans environ, diplômés d'une grande école d'ingénieur et bilingues Français/Anglais, depuis 3/4 ans environ dans un cabinet de conseil ou en SSI, vous avez activement participé, de A à Z, à des projets de conception et de réalisation de systèmes d'information. A cette occasion, vous avez acquis un savoir et un savoir-faire dans les domaines suivants : méthodes de conception (Merise, OMT, Approche Objet...), outils de réalisation (AGL) et L4G graphiques (NSDK, Forté, PowerBuilder), SGBD (Oracle, Sybase), architecture Client-Serveur (Middleware, Principes de répartition, Echanges synchrones et asynchrones), réseaux distants et réseaux locaux, offre systèmes (UNIX, NT, Netware), architecture applicative orientée Services, gestion de projet. Entrepreneurs et réalisateurs, vous avez le sens du service client et aimez vous investir pour mener à bien vos missions.

Nous offrons à des candidats ambitieux, dynamiques, dotés d'excellentes capacités de communication tant écrites qu'orales, l'opportunité de développer leurs qualités personnelles et professionnelles au sein d'équipes pluridisciplinaires et fortement engagées dans la qualité et la réussite de leurs missions, tout en bénéficiant des outils et méthodologies d'Ernst & Young, ainsi que la possibilité de participer au développement de missions à caractère national et international.

Pour ce poste basé à PARIS, merci de bien vouloir adresser sans tarder votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous la réf. choisie à Monique HERBET - ERNST & YOUNG CONSEIL - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

ERNST & YOUNG CONSEIL

Filiale du Groupe BETURE.

l'un des premiers groupes
indépendants français
à réunir le conseil
et l'ingénierie.

nous sommes leaders
sur notre marché.

Spécialisés dans
les domaines de l'énergie,
des déchets, du cycle
de l'eau, nous exportons
aussi notre savoir-faire en
Asie du Sud-Est, en Europe
de l'Est et du Sud.

BETURE-ENVIRONNEMENT

Directeur
de projet
Gestion
des déchets

Vous êtes rattaché au
département Déchets
principalement en France
missions de conseil et d'ingé-

3 domaines essentiels : la gestion globale des déchets
la pollution de l'air la dépollution des sols.

Pour les activités de Conseil et d'Etudes, vous êtes responsable de carnet de commandes et donc plus particulièrement du développement commercial, des relations avec tous les parties prenantes. Dans ce cadre vous intervenez à haut niveau auprès des collectivités locales. Vous êtes coordinateur des équipes, maître d'œuvre pour le montage de ces opérations. Acteur de l'export, vous participez aussi à des missions d'assistance court terme.

INGÉNIEUR, votre expérience de 7 ans au minimum au sein d'un cabinet de conseil/ingénierie ou en entreprises dans ce secteur d'activité confère des connaissances dans ces technologies, dans les aspects juridiques et financiers et une aisance relationnelle auprès des interlocuteurs. Autonome, rigueur, capacité à conduire plusieurs opérations, maîtrise des outils informatiques et anglais écrit sont les atouts essentiels pour maîtriser cette fonction.

Pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines, merci d'adresser manuscrite + CV + prétentions, sous réf. BDP, au Cabinet de Développement, 110 bd Jean-Jaurès, 92100 Boulogne.

Ciba
Filiale française
d'un grand
groupe chimique
et pharmaceutique de
dimension mondiale,
leader sur ses
marchés, recherche
pour sa Division
ADDITIFS un

Ingénieur chimiste
technico-commercial

Au sein du Département Additifs pour Plastiques, Elastomères et Fibres synthétiques, vous commercialiserez des groupes de produits de performances à caractère stratégique et haut de gamme pour une clientèle composée de producteurs et de transformateurs de matières plastiques.

Vous analyserez les besoins de vos clients en ayant pour objectif d'aboutir à des solutions adaptées à la fois sur le plan technique et d'un point de vue économique.

Pour développer votre chiffre d'affaires, vous disposerez également de l'appui de la maison-mère située à Bâle (Suisse).

Vous êtes Ingénieur Chimiste avec impérativement une première expérience réussie de 2 à 3 ans dans une fonction technico-commerciale en/ou dans l'industrie des polymères.

Vous êtes actif, pugnace, organisé, savez apporter de la créativité dans vos actions et avez le souci du service client.

Vous maîtrisez l'anglais pour réussir et évoluer dans un contexte très international.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. AD à Ciba, F.P. Azou, Direction des Ressources Humaines, 2/4 rue Lionel Terray, 92506 Rueil-Malmaison Cedex. ○

ciba

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (Cogecom - Groupe France Telecom), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, TDF S.A. exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de plus de 4,5 milliards de francs.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données.

Nous recherchons un manager pour piloter un de nos centres de production.

Responsable de la délégation territoriale Rhône-Alpes Nord basée à Lyon, vous êtes garant de la production et de la qualité de nos services auprès de nos clients (chaînes TV, radio...).

Votre mission s'articule autour de trois axes essentiels :

- le management d'équipes de maintenance et d'ingénierie importantes avec un objectif permanent de respect des coûts, des délais et des normes de qualité,

- un rôle d'impulsion au plan de la mise en œuvre de la politique de TDF en région et de force de proposition auprès du directeur régional auquel vous êtes directement rattaché,

- un rôle essentiel de représentation auprès des acteurs locaux et de participation au développement du chiffre d'affaires.

De formation ingénieur, vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction de management équivalente. Sensible à la notion de service, rompu aux relations commerciales, vous vous distinguez par d'évidentes qualités d'organisation, d'écoute, de dialogue et par votre capacité de mobilisation et de décision.

Vous pouvez rapidement maîtriser la spécificité de nos produits et vous adapter aux réseaux et aux interlocuteurs de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. DT/LM, à Marie-France Martin, DRH, Département Développement des Carrières, 27-31 rue Barbès, 92542 Montrouge Cedex.

Piloter un centre de production
en région Rhône-Alpes

L'ESPRIT DES ONDES

TDF
Groupe France Telecom